QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12213 – 4 F — JEUDI 3 MAI 1984

Le voyage de Jean-Paul II en Extrême-Orient
(LIRE) PAGE 4 L'ARTICLE DE PHILIPPE PONS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »
Pages 17 à 25
• *Dessins italiens de la Fondation Lugt*
• *Sculptures de Savina et de Le Corbusier*

Echec à la paix en Amérique centrale

Une réunion pour rien

L'Amérique centrale s'enfonce chaque semaine davantage dans une situation au bout de laquelle point le risque d'affrontements militaires susceptibles d'embraser la région et de mettre en danger, par contre coup, la paix du monde.

Le long « pont » du 1er mai n'a pas permis aux neuf ministres des affaires étrangères des pays réunis à Panama sous l'égide du groupe dit de Contadora de progresser dans la recherche de solutions pacifiques dans l'isthme. C'était pourtant la septième fois – depuis la première réunion dans l'île panaméenne de Contodora, en janvier 1983, des chefs de la diplomatie du Mexique, de la Colombie, du Venezuela et de Panama – qu'étaient mis en présence les représentants des cinq autres pays d'Amérique centrale, Guatemala, Honduras, Salvador, Nicaragua et Costa-Rica, – tous interressés, à des titres divers, à l'évolution de la situation dans la région. Trois jours d'entretiens n'ont malheureusement abouti qu'à des vœux pieux.

L'échec s'explique en partie par des raisons « internes ». Les pays de Contadora, tout d'abord, ont perdu de leur crédit et de leur fougue initiale : le Mexique se voit contesté par les Centraméricains, à l'exception des Nicaraguayens, pour avoir souvent pris des positions trop en flèche ; le prudent président social-démocrate du Venezuela, M. Lusinchi, s'est mis en retrait par rapport à son prédécesseur démocrate-chrétien ; le Panama vote dimanche prochain ; quant à la Colombie, le pays le plus actif du groupe, elle connaît de graves problèmes intérieurs dont témoigne la proclamation, le 1er mai, de l'état de siège sur tout son territoire.

Les cinq pays centraméricains eux-mêmes ont des positions et des intérêts radicalement divergents. Le Nicaragua est une brebis galeuse pour les quatre autres, y compris pour le paisible (mais fondamentalement conservateur) Costa-Rica. Le niveau atteint par les armements de Managua effraie à juste titre ses voisins. Mais les sandinistes refusent de le réduire, avançant non sans raison que les attaques dont ils sont l'objet, au nord et au sud, de la part des « contre-révolutionnaires » – sans oublier le minage de leurs ports par la CIA – ne leur permettent pas de se « découvrir » actuellement.

Mais l'échec des efforts de paix en Amérique centrale s'explique aussi très largement par le fait que certaines clés fondamentales ne sont pas entre les mains des Etats de la région ni des « pays de bonne volonté » qui les entourent.

Les représentants des Etats-Unis ont adopté, le 1er mai, une résolution unanime de soutien aux quatre de Contadora – ce qui signifie que la Chambre basse ne votera pas les crédits d'aide aux contrats nicaraguayens demandés par le président Reagan. Mais celui-ci pourrait, dès son retour de Chine, prononcer un grand discours pour alerter ses concitoyens sur l'aspect stratégique des enjeux centraméricains – tentant ainsi de court-circuiter les parlementaires.

Qui pourrait enfin contester les problèmes économiques ...ciaux qui donnent le branle ...gitation populaire dans ces ...pauvres et souvent surpen...ont vus sans déplaisir et ...les par l'autre Super... et ses alliés, amis ou ...marxistes dans la

Neuf pays latino-américains ont tenté en vain de mettre au point un règlement pacifique

L'espoir d'un règlement pacifique des conflits centraméricains s'est encore amenuisé après l'échec, le 1er mai, d'une nouvelle réunion des ministres des affaires étrangères des pays du groupe dit « de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) avec leurs homologues des cinq pays de l'isthme : Guatemala, Honduras, Salvador, Nicaragua et Costa-Rica.

Le cœur du débat est évidemment le Nicaragua, dont la ligne politique révolutionnaire tranche sur l'attitude prudente, voire conservatrice ou réactionnaire, des gouvernements voisins. Notre envoyé spécial à Managua, Marcel Niedergang, explique les enjeux de la partie dans laquelle sont engagés les sandinistes.

Nicaragua : du sang et des larmes

I. – *Tout pour la guerre*

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

Managua. – Deux fois par semaine, les dirigeants sandinistes font « face au peuple ». Le plus souvent à Managua, mais aussi en province, à Leon, Granada ou Matagalpa. M. Daniel Ortega, d'autres « commandants », membres du groupe des neuf dirigeants suprêmes, des hommes de la junte, comme M. Sergio Ramirez, viennent à une tribune pour expliquer la situation et répondre aux éventuelles questions de la foule rassemblée. Vu de la tribune, « *cara al pueblo* » est un parfait « *exercice de démocratie directe* », ainsi que le déclare un commandant. Vu de la salle, les choses sont un peu plus complexes...

Bien avant l'arrivée des dirigeants, des groupes de militants sandinistes s'efforcent de faire monter l'enthousiasme. Avec des mégaphones, les jeunesses sandinistes incitent la foule à reprendre les chants révolutionnaires « *encore plus fort* », afin qu'on les entende « *jusqu'au Pentagone* ». L'un de ces chants proclame « *Direction nationale, dis-nous ce que nous devons faire...* ». D'autre slogans rythmés font l'éloge des *turbas* – ces commandos sandinistes spécialisés dans des opérations musclées contre les « *dissidents* » et les « *contre-révolutionnaires* ». Les *turbas* ont déjà mis à sac les résidences de certains opposants et déculotté Mgr Bismarck Carvalho, le porte-parole de l'épiscopat, *surpris chez l'une de ses paroissiennes.*

Dans la foule, on note de la bonne volonté, de l'intérêt, le désir d'être informé sur les difficultés de la vie quotidienne et sur la situation à la frontière. Après un discours de l'un des commandants, la réunion se poursuit par des interventions « côté peuple ». Toutes affirment soutenir la révolution, comprendre la nécessité des sacrifices, mais parfois des mères de famille demandent, d'une voix timide, pourquoi « *il n'y a plus d'huile pour la cuisine* », ou pourquoi « *il n'y a plus de poisson au marché depuis des semaines* ». Et les dirigeants à la tribune répondent que les autorités vont étudier le problème.

Depuis avril, ce type de questions n'est plus de mise dans les séances de « *cara al pueblo* ». M. Daniel Ortega, accompagné de M. Sergio Ramirez, de membres de l'état-major de l'armée populaire sandiniste, de ministres et de dirigeants du Front, a dénoncé avec énergie tous ceux qui « *font campagne contre la mobilisation de la nation* » et contre le « *service militaire patriotique* ». « *Nous n'allons pas permettre cela* », a-t-il dit en s'adressant plus précisément à un groupe de mères de jeunes soldats récemment mobilisés. Et il a cloué au pilori « *les familles qui ont des comportements contre-révolutionnaires* ». Il a répété : « *Nous n'allons pas permettre que l'on joue avec le sang versé. C'est une trahison à l'égard du peuple et de la patrie.* »

Le ton se durcit nettement à Managua, où les dirigeants affrontent une vague de protestations d'une telle ampleur que même la presse officielle, *Barricada* et *Nuevo Diario*, en fait état. Des pères de famille se plaignent que leurs garçons aient été envoyés sur des théâtres d'opérations, alors que les autorités prétendaient qu'ils étaient encore à l'arrière. Une manifestation de mères de soldats a été sèchement dispersée devant la commission des droits de l'homme à Managua.

(Lire la suite page 5.)

La télévision victime de la rigueur

Les restrictions budgétaires envisagées pour 1985 sont au centre de la polémique lancée par la Haute Autorité

Conseil des ministres sur la télévision par câble, le jeudi 3 mai et, sans doute, le 9 mai, sur la publicité dans les radios locales privées, négociations sur le satellite de télévision directe : la semaine s'annonce décisive pour l'avenir de l'audiovisuel français.

Mais pendant que le gouvernement se penche sur l'avenir, le présent revient au galop. Le rapport de la Haute Autorité, dénonçant les « tares » du service public, survient au moment où se négocient les budgets de 1985. Pour faire face aux difficultés financières des chaînes, M. Fillioud propose de transformer celles-ci en établissements publics à caractère industriel et commercial et d'augmenter la redevance ainsi que leurs ressources publicitaires.

« *Avec le budget que l'on nous prépare pour l'année prochaine, il n'y a plus qu'une solution : que TF 1, Antenne 2 et FR 3 n'émettent qu'un jour sur trois, à tour de rôle* ». Cette boutade d'un responsable de chaîne lors du marché international des programmes MIP-TV est certes excessive. Cependant la réalité est assez alarmante pour avoir provoqué le récent coup de colère de M. Serge Moati, directeur de FR 3, sur le financement du service public, justifié la politique massive de coproduction des deux autres chaînes et hâté la publication du rapport des neuf « sages » de la Haute Autorité.

La crise couvait depuis longtemps, le budget de la radio-télévision publique ayant déjà été frappé en 1984 par la rigueur. Elle a éclaté il y a quinze jours lorsque le ministère des finances a fait connaître ses premières propositions budgétaires pour 1985. Le service public de l'audiovisuel y est soumis aux mêmes restrictions que l'ensemble de l'administration : une réduction de 2 % des dépenses de fonctionnement en francs courants et une diminution d'effectifs de 1 %, le tout sans augmentation des recettes, qu'elles proviennent de la redevance ou des ressources publicitaires.

Ces dispositions, qui ne sont pas faciles à appliquer dans un ministère ou dans un hôpital, deviennent dramatiques pour des entreprises confrontées, depuis la loi de 1982, au triple défi de la régionalisation, de la mutation technologique et de la concurrence nouvelle du secteur privé. Compte tenu de l'inflation et de l'augmentation prévisible des coûts de production, c'est de 15 % environ que la radiotélévision devrait alors réduire ses frais de programmation et de diffusion. En clair : une heure de moins de programmes par jour pour chaque chaîne.

Le secrétariat d'État, chargé des techniques de la communication réagit très vivement. Il fait valoir au ministère des finances qu'une telle récession est économiquement absurde alors que le IXe Plan demande un effort prioritaire sur les programmes, et qu'elle est politiquement suicidaire à un an des premières échéances électorales. M. Georges Fillioud fait une contre-proposition : traiter les organismes de radiotélévision non plus comme des administrations mais comme des établissements publics industriels et commerciaux, substituer à la réglementation budgétaire *a priori* un contrôle du coût de l'heure de programme ou de la prestation commerciale. Le ministre suggère que les recettes du service public soient indexées sur l'augmentation des services rendus, soit 5 à 6 % d'augmentation pour la redevance et un déplafonnement des ressources publicitaires de 25 % à 27 % environ.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 16.)

LIRE PAGE 15 :

Un entretien avec Mme Michèle Cotta :

« Nous crions casse-cou »

LES CÉLÉBRATIONS DU 1er MAI

Farniente, rite et résistance

par JACQUES AMALRIC

Que peut encore signifier la célébration du 1er mai dans un pays occidental industrialisé ? La question s'imposait, mardi, à regarder ces images, déjà vues tant de fois, de défilés rituels à travers Paris et de « fête » un peu triste à Pantin. Manifestement, l'attrait du farniente avait encore joué en vidant l'agglomération parisienne de la plupart des manifestants potentiels et en transformant des rassemblements supposés populaires en regroupement de permanents syndicaux. Les piques politiques de M. Krasucki à l'adresse du pouvoir ne changent rien à l'affaire : l'augmentation du chômage ne se traduit pas par une plus grande combativité des salariés, mais au contraire par une plus grande résignation et un plus grand individualisme. Quitte d'ailleurs à sanctionner plus tard, dans le secret de l'isoloir, un parti accusé de ne pas avoir tenu ses promesses...

La banalisation du 1er mai, dans nos sociétés de consommation, même si elle navre les dirigeants syndicaux, toutes tendances confondues, masque un aspect positif de l'évolution des choses : la plupart des revendications traditionnelles de la fête du travail ont été satisfaites pour l'essentiel. Le temps est loin où l'on luttait pour la journée de huit heures, les congés payés, une protection digne de ce nom et où, pour manifester le 1er mai, il fallait se mettre en grève et perdre une journée de salaire.

Cela ne veut pas dire que la condition ouvrière ou de salarié ne comporte pas encore des aspects choquants ; mais ces anomalies sont considérées, consciemment ou non, davantage comme conjoncturelles que comme structurelles. Or, la conjoncture aujourd'hui, c'est la crise. Etait-elle évitable, comme le proclamaient imprudemment hier certains dirigeants ? Ils sont de moins en moins nombreux ceux qui le pensent sincèrement aujourd'hui.

C'est d'ailleurs l'évaluation de la crise faite par les uns et par les autres qui est à l'origine de la désunion syndicale constatée non seulement en France mais aussi dans des pays comme l'Italie ou l'Espagne.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Machines

Jean-Paul II est parti en guerre, le 1er mai, contre les multiples causes du chômage. Parmi elles, « l'introduction à grande échelle de l'informatique ». *Le pape a mis en garde contre une évolution qui risque de faire de l'homme* « l'esclave des machines inventées et construites par lui ».

Le procès du modernisme par l'Eglise n'est pas nouveau, et l'expérience devrait l'inciter à la prudence. Le plus surprenant, c'est que Jean-Paul II l'ait fait avant un voyage en Asie, où toutes les ressources de la technique moderne – des transports rapides aux techniques de communication les plus perfectionnées – seront mises au service d'une tournée pastorale.

Mais peut-être a-t-il l'intention de présenter comme modèle la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où il doit faire étape ?

BRUNO FRAPPAT.

POUR SON XXXe ANNIVERSAIRE

« Le Monde diplomatique » publie un numéro spécial

Entre la chute de Dien-Bien-Phu et le début de la guerre d'Algérie paraît, au mois de mai 1954, le premier numéro du *Monde diplomatique*. Depuis, avec des moyens modestes, ce journal n'a cessé d'analyser les grandes évolutions qui continuent de bouleverser la société internationale. Avec deux objectifs :

• aller au-delà de l'événement, souvent simple révélateur de courants, tensions ou aspirations qu'il convient de détecter et de comprendre dès les premiers risques annonciateurs ;

• combiner les approches politiques, historiques, économiques, culturelles, etc., pour saisir les grandes mutations dans toute leur complexité.

Cette ambition répondait à un besoin puisque, en trente ans, *le Monde diplomatique* a dû porter son tirage de 5 000 à 125 000 exemplaires.

Dans le numéro de mai, outre un bilan de trois décennies, on lira : *« le tiers-monde face aux banques » ; « les PC occidentaux et la gestion de la crise » ; « l'Egypte affaiblie et dans l'attente » ; « sécheresse et désertification au Sahel » ; « l'explosion du tertiaire » ; « récit d'une rupture avec le Kremlin »*, etc.

★ Le numéro, 11 F.

(Lire en dernière page « les sommaires de mai ».)

idées

Impôts

L'impôt, en France, est peu populaire. André Henry appelle de ses vœux une renaissance du civisme et de la socialisation, qui ne peut résulter que d'un vaste effort de formation à tous les échelons. Quant à Frédérick Van Gaver, il explique pourquoi il est favorable à la suppression de l'impôt sur le revenu.

Liberté, égalité, fiscalité

par ANDRÉ HENRY (*)

NOTRE société est ainsi faite qu'il est rare qu'un même sujet fasse presque en permanence l'objet des conversations, dans des lieux aussi différents que les cours d'écoles, les salons parisiens, les trains de banlieue, les places des marchés, les couloirs des ministères ou les usines.

Rares aussi les sujets qui touchent directement ou indirectement tous nos concitoyens.

Non ! Ce n'est pas de l'école qu'il s'agit, mais des impôts et, plus précisément, de la fiscalité. Encore que, si nous sommes tous sensibles à l'impôt, nous cultivons souvent à l'égard de la fiscalité un désintérêt fondé sur notre méconnaissance des rapports de l'une à l'autre.

Il est d'usage, voire de bon ton, d'affirmer péremptoirement que les impôts sont trop lourds et injustes, ou, plus savamment, que le niveau des prélèvements obligatoires est tel qu'il compromet les investissements des entreprises, l'initiative privée et les équilibres économiques. Le président de la République lui-même n'a-t-il pas fixé l'attention en affirmant que le taux acceptable de ces prélèvements obligatoires avait été dépassé et en donnant mission au gouvernement de le réduire d'un point en 1985 ?

C'est un vrai défi – exemple de courage politique – qui, à cette occasion, a été lancé par M. Mitterrand, un défi à l'opacité technocratique.

Réduire d'un point les prélèvements obligatoires, c'est amputer les recettes publiques d'autant, mais cette lapalissade recouvre des réalités mal mesurées par l'opinion publique.

En effet, les recettes de l'Etat servent au financement de charges multiples, de compressibilité variable. Au niveau des seules administrations de l'Etat, la réduction de 1 % des prélèvements obligatoires ne se traduirait-elle pas en 1985 par une réduction drastique des budgets ? Si l'on considère que bien des charges de gestion – salaires des fonctionnaires, locations, etc. – sont incompressibles, on s'aperçoit aisément que les crédits d'intervention (subventions et aides diverses) supporteront prioritairement les économies.

Ceux-là mêmes qui préconisent avec le plus de virulence aujourd'hui la réduction des impôts protesteront sans doute demain avec la même virulence contre la réduction des interventions de l'Etat. Car l'appréhension des impôts est une chose, l'analyse de leur fondement en est une autre.

Deux grandes raisons me paraissent expliquer cette attitude à l'égard des impôts : l'enseignement qui nous a été dispensé ; l'imprécision ou l'inadaptation du concept de solidarité porté par les hommes et les milieux politiques.

Dans l'enseignement obligatoire, les seules « disciplines » (comme disent volontiers les enseignants) susceptibles d'influer sur la formation des citoyens au regard de la fiscalité sont l'histoire, l'instruction civique et, depuis moins longtemps, les sciences économiques.

Une perception faussée

L'analyse des programmes scolaires met en évidence que l'enseignement de l'histoire, loin d'éclairer correctement la question de l'impôt, a contribué à fausser la perception que devraient ou auraient pu en avoir nos concitoyens. La fiscalité n'est en effet insérée qu'épisodiquement dans les programmes (Moyen Age, Révolution française, fin du dix-neuvième siècle) et incomplètement, puisque seules sont traitées la charge de l'impôt et sa répartition, sans que soient abordés les modalités de redistribution ni le rôle de l'Etat ou de l'autorité qui prélève l'impôt.

Droit du seigneur, sans contrepartie réelle pour le contribuable au Moyen Age, volonté de répartition plus juste des charges sous la Révolution : seule l'image de l'impôt résultant d'une décision unilatérale d'un maître ou d'un Etat aveugle et sourd (même s'il est plus juste) subsiste dans l'esprit de l'écolier, de l'élève..., puis du citoyen.

Quant à l'instruction civique telle qu'elle avait été voulue et conçue par les législateurs de l'enseignement public d'une III[e] République forte de ses certitudes morales et de ses valeurs républicaines, elle a pratiquement disparu, diluée en théorie dans l'ensemble des autres enseignements ; son abandon, discret, a résulté naturellement d'une forme de consensus tacite de tous les acteurs du monde scolaire et extra-scolaire. L'instruction civique est morte avec la conscience collective. En valorisant le doute, la diversification des sources d'information a supprimé la « foi » en des vérités enseignées. Les certitudes collectives résistent mal aux analyses fines et variées établies à l'aune planétaire.

En fait, l'irruption de l'audiovisuel et de l'information multiforme dans les foyers, s'ajoutant à la disparition de l'empire colonial, a jeté à terre les certitudes les mieux ancrées sur l'universalité de la culture française et sur le rôle exemplaire joué par notre pays dans le monde. Disparaissait alors le sentiment que la France était cette « institutrice des nations », selon le mot de Mona Ozouf, et, du même coup, ce civisme patriotique auquel on semble parfois se référer avec quelque nostalgie.

De plus, la conception des droits de l'homme, initialement collective, a été individualisée progressivement par un enseignement porteur de nouvelles valeurs.

Ainsi l'enseignement a-t-il, par adaptation à son temps, favorisé ou relayé le développement d'une philosophie individualiste au détriment d'une conception solidaire de la société, seule capable d'éclairer la fiscalité.

Un concept mal compris

Cette conception solidaire de la société n'est-elle pas une de celles qui marquent le plus profondément l'idéologie de la gauche française ? Comment expliquer alors que le concept de la solidarité nationale soit aussi peu ou aussi mal compris, même par les électeurs de gauche ?

Il serait faux d'affirmer que nos concitoyens sont dénués du sens de la solidarité. Ils aiment donner, ils aiment partager, mais à condition de savoir à qui ou avec qui, et pour quoi. Le succès des émissions de radio ou des actions des médias fondées sur l'entraide est significatif à cet égard. On est solidaire de quelque chose ou de quelqu'un. On n'est pas solidaire dans l'absolu !

La solidarité n'est qu'un concept, alors que l'entraide est une démarche. Et nos contemporains ont peu le goût des concepts.

La question essentielle, et qui est mal portée par le discours politique, reste en l'occurrence celle des rapports entre les individus et la société ; mais une société dont ils cerneraient bien les contours et les contenus.

L'opposition libéralisme-socialisme conduit trop souvent à des débats sans nuances, qui n'évoquent que rarement les conséquences de l'un ou l'autre choix sur les rapports de l'individu à la société.

Il ne saurait y avoir de bonne compréhension sans que soit délimitée la société dont on est ou on se sent membre. Du groupe tribal à l'humanité, en passant par tous les niveaux de reconnaissance sociale (ethnies, religions, philosophies, corporations...), la citoyenneté se mesure à l'aune de la « cité » de référence et à l'aune du temps. De quelle cité et de quel temps sommes-nous les citoyens ? La diversité des réponses possibles recouvre la diversité des approches civiques et des conceptions de la solidarité.

C'est pourquoi, en matière de discours politique, la solidarité ne peut pas être présentée comme un objectif politique, mais tout au plus comme un choix de méthode, ou un moyen.

La vraie solidarité, celle à laquelle croit la grande majorité de nos concitoyens, c'est celle qu'ils maîtrisent, dont ils comprennent l'objet, celle dont ils peuvent répondre, celle dont ils sont responsables.

Or on ne peut pas répondre, lorsqu'on est un simple citoyen, de la solidarité nationale, d'une solidarité gérée par l'Etat, faute d'une information suffisante.

Sauf à changer la nature de la solidarité ou la nature de l'Etat. Tel est l'enjeu de toute réforme fondamentale de la fiscalité.

Le rôle de l'Etat n'a cessé de se renforcer, sous les gouvernements de droite comme sous les gouvernements de gauche. Et dans le même temps où se renforçait l'étatisation et, par conséquent, le poids de l'administration, se réduisait naturellement la véritable socialisation qui implique une démarche volontaire individuelle, s'inscrit dans un cadre global.

La subordination de l'initiative privée aux prérogatives de l'Etat, dès lors qu'elle se généralise, se traduit progressivement par la tendance collective à la passivité peu propice à l'engagement civique. C'est ainsi qu'une société de délégation se substitue à une société de participation. La grande victoire du 10 mai 81, paradoxalement, n'a pas infléchi le cours de l'histoire sur ce point capital : déléguant leur victoire, les militants socialistes de la base ont peut-être cessé d'en être les acteurs.

Quant au système fiscal, aucun changement majeur n'y a été apporté depuis vingt-cinq ans, si ce n'est la généralisation de la TVA.

Alors que la Révolution avait trouvé sa logique et sa cohérence en privilégiant l'impôt direct, le dix-neuvième siècle a été marqué par l'essor de la fiscalité indirecte et le vingtième siècle, après la première guerre mondiale, par la substitution progressive à l'impôt analytique, de l'impôt synthétique. Cette évolution constante (qui conduit actuellement à ce que plus de la moitié des recettes fiscales ne résulte que de la seule TVA) découle d'une volonté politique de désensibilisation à l'impôt. L'objectif, comme l'écrivait Taine, étant que *« l'acheteur qui vient se faire tondre ne voit pas les ciseaux »*.

Cette préoccupation, encore très actuelle, et cette démarche constante de l'administration fiscale se traduisent par une opacité totale de la fiscalité, incompatible avec le développement de la conscience civique.

C'est l'impôt direct qui favorise le mieux la conscience civique. Par contre, une fiscalité opaque fait oublier ou négliger que *« les fraudeurs ne volent pas l'Etat, ils volent les pauvres »* (1).

Et l'on ne peut s'étonner, dans ces conditions, que la masse de nos concitoyens n'ait nullement conscience que le paiement de l'impôt n'est rien d'autre qu'une dépense pour services collectifs, tout aussi utile et nécessaire que les dépenses familiales quotidiennes.

Besoin d'un projet civique

La crise que nous vivons aujourd'hui et les solutions que le gouvernement tente de lui apporter exigent pourtant une renaissance du civisme et de la socialisation.

Le civisme, qui fait du sujet un citoyen capable de maîtriser son environnement social, économique, culturel, naturel et technologique, est une urgente nécessité de notre temps. De ce point de vue, la fiscalité est considérée ici comme un exemple : elle n'est qu'un aspect, mais significatif, du civisme.

Il est clair, ainsi, que sur ce sujet de la fiscalité comme sur tant d'autres, et s'agissant de rénover, de recréer l'esprit civique, les clés se trouvent dans la formation, dans l'information, dans le discours politique et dans les pratiques administratives.

Une formation initiale adaptée aux exigences de la vie, autorisant le renouvellement des connaissances et l'épanouissement individuel et collectif de chacun ; une formation suscitant une dynamique de liberté, dans laquelle la jeunesse pourra se reconnaître.

Une information diversifiée constituant une source fiable de clarification des débats, et considérant auditeurs et téléspectateurs comme des gens majeurs ; une information qui élève l'homme et ne se contente pas de le satisfaire.

Un discours politique intégrant la dimension éducation populaire, sans laquelle la gauche se distinguerait peu de la droite, et ne remédierait pas à l'inertie sociale.

Des pratiques administratives profondément réformées, afin que les opacités technocratiques cèdent le pas aux vérités mobilisatrices.

C'est à ce prix que peut renaître une conscience civique, sans laquelle le message, la volonté et les décisions gouvernementales ne seront perçus que comme des incantations et des asservissements supplémentaires.

La France manque, à l'évidence, d'un projet civique.

(*) Président de Citoyens 2000.

(1) Projet socialiste, p. 220.

Pour la suppression de l'I.R.

par FRÉDÉRICK VAN GAVER (*)

UNE fiscalité moderne doit répondre à des exigences nombreuses et parfois contradictoires. Les impôts doivent tout à la fois procurer des ressources suffisantes au financement des fonctions étatiques traditionnelles, servir d'instrument de la justice sociale par pression progressive selon le niveau de revenu, permettre l'orientation de l'activité économique vers les objectifs souhaités.

Ces différentes missions ont naturellement conduit à un système fiscal lourd, complexe, coûteux, mal compris et mal-aimé. Il devient urgent de commencer à le simplifier considérablement. Une méthode radicale consiste à élaguer. Ce que nous proposons, c'est tout simplement la suppression de l'impôt sur le revenu. C'est souhaitable et possible.

Les ressources de l'Etat proviennent, à raison de 60 % des impôts indirects – dont 45 % de la seule TVA – et de 40 % des impôts directs. Parmi ces derniers, l'impôt sur le revenu – que nous désignerons : I.R. – représente 20 %. Ce n'est, certes, pas négligeable mais chacun peut constater qu'il ne s'agit pas là de la principale recette de l'Etat français. Cependant cet impôt apparaît aux yeux de bon nombre de citoyens comme l'IMPOT. Quand un Français dit : *« J'ai payé mes impôts »* ou *« Je dois remplir ma feuille d'impôt »* il n'a pas besoin d'ajouter : *« sur le revenu »* ; pour lui, ce serait un pléonasme.

Un psychodrame national

Or l'impôt sur le revenu coûte cher, traumatise inutilement le citoyen, transforme des fonctionnaires compétents en agents de la répression, atteint mal son objectif de justice sociale, risque d'être démotivant, induit des conduites biaisées par des considérations fiscales. Autrement dit, il présente de graves inconvénients.

C'est Jean-Pierre Chabrol qui, dans une émission de radio, contait avec le merveilleux talent qu'on lui connaît l'histoire de *« la vieille femme et l'impôt »*. Il s'agissait de la solitude et de l'angoisse d'une personne âgée devant rédiger sa déclaration de revenu et culpabilisée de ne pas comprendre le sens des différentes rubriques du formulaire NZ 2.106, le renvoi de la ligne F 12 à la colonne E 27 ; alors qu'elle n'était pas imposable !

Quand on sait qu'il y a en France plus de vingt-deux millions de foyers fiscaux qui doivent en principe remplir chaque année une déclaration de revenu, on imagine aisément la somme de nuits sans sommeil, d'inquiétudes, et finalement de temps perdu dans cette sorte de psychodrame national que nous font jouer près de deux cent mille agents du fisc.

Quand on sait que sur les vingt-deux millions de foyers fiscaux il en reste seulement dix millions qui sont assujettis à l'I.R. et que moins de deux millions payent près des deux tiers de l'I.R., on conçoit mieux qu'une profonde réforme fiscale s'impose.

Si le vingtième siècle fut marqué par la naissance de l'I.R., il faut espérer qu'à l'aube du vingt et unième siècle nous verrons sa disparition. Cependant, celle-ci ne va sans quelques difficultés. La première va de soi, l'I.R. procure environ le cinquième des recettes du budget. Il est donc impensable, compte tenu des rigidités existant du côté des dépenses, d'envisager sa suppression brutale et immédiate.

L'I.R. peut avoir, d'autre part, un impact psycho-politique : payer l'impôt sur le revenu est une certaine façon de participer à la vie du pays, de se sentir intégré à la communauté nationale.

Enfin, l'I.R. est souvent perçu comme un élément de la justice sociale, comme un outil de la redistribution verticale. Il est effectivement un puissant égalisateur des niveaux de vie – notamment entre les salariés. Les disparités de revenus avant et après impôts n'ont rien de comparable. Pour fixer les idées, avant I.R. l'écart entre ouvriers et cadres supérieurs peut être de 4, après I.R. il n'est plus que de 2.

Toutes ces objections à la suppression de l'I.R. sont donc fondées. Voici les propositions que nous faisons :

– Disparition progressive de l'I.R. ;

– Augmentation d'autres recettes pour combler le manque-à-gagner ;

– Participation pécuniaire du citoyen à la vie nationale par d'autres voies ;

– Redistribution verticale assurée différemment.

Pour une élimination progressive

Faire disparaître l'I.R. est chose possible si la mesure est progressive. De multiples chemins existent : diminution graduelle des taux, atténuation du revenu imposable, augmentation des déductions, acceptation du principe qu'une personne égale une part, même s'il s'agit d'un enfant, exonération totale de l'épargne investie, etc.

Un plan de cinq ans permettrait d'éliminer l'I.R. dès les trois premières années, pour environ 90 % du nombre des contribuables sans graves dommages pour le budget de l'Etat, mais avec un impact politique positif et considérable. En effet, toutes choses égales d'ailleurs, il en résulterait une simple baisse des recettes fiscales de l'Etat de 6 % étalée sur trois ans, soit 2 % par an.

C'est tout à fait possible par une simple économie sur le train de vie des administrations.

Plus difficile s'avère l'exonération totale des 10 % de contribuables restant qui fournissent actuellement les deux tiers de l'I.R., soit près de 14 % des recettes fiscales.

On peut envisager de conserver l'I.R. – sous une nouvelle forme à définir – pour les seuls contribuables à très haut revenu. Ils sont environ deux cent mille en France.

On peut également chercher de nouvelles ressources fiscales, tant directes qu'indirectes, destinées à compenser le déficit né de la suppression de l'I.R. et permettant d'assurer la fonction de justice sociale que peut revêtir l'impôt.

La généralisation absolue de la TVA à toutes les transactions et une modification de ses taux procureraient des recettes importantes. Il en serait de même d'une augmentation des taxes sur les produits pétroliers, tout particulièrement le fuel.

L'accroissement de l'imposition du capital doit également être envisagé à condition d'en revoir profondément le principe, et spécialement de tenir compte du nombre de personnes à la charge du contribuable, quitte à baisser le seuil de taxation.

Mais surtout la vraie réforme fiscale réside dans une transformation profonde des droits de succession.

L'avantage serait double : procurer des ressources à l'Etat, être un instrument de l'équité par égalisation des chances. Toutes les simulations faites montrent que l'impôt sur les mutations à titre gratuit peut avoir un bon rendement, et qu'il est facilement contrôlable. Il a de plus l'énorme avantage de transformer le citoyen en contribuable une ou deux fois seulement au cours de sa vie, même en envisageant un étalement du paiement de cet impôt sur de nombreuses années.

Nous sommes en pleine mutation. Une société se juge en partie sur sa fiscalité. Sachons abandonner les vieux mythes, et celui de l'I.R en est un particulièrement tenace.

Transformons nos agents de l'inquisition fiscale en conseillers économiques ; ils en ont largement la compétence et ne demanderaient pas mieux que d'être accueillis en partenaires plutôt qu'en ennemis qui voient en tout contribuable un fraudeur en puissance. Osons cette révolution tranquille de l'abolition de l'impôt sur le revenu.

(*) Professeur agrégé de gestion.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	605 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

● RECTIFICATIF. – C' *rard Belloin* (et non Georg louin, comme nous l'avons i par erreur dans *le Mo* 27 avril), qui a participé, a Elleinstein, à la rédaction *toire mondiale des socialis*

هكذا من الأصل

étranger

PROCHE-ORIENT

Egypte

A L'APPROCHE DES ÉLECTIONS

Le président Moubarak s'en prend aux partis de l'opposition

Correspondance

Le Caire. — A moins d'un mois des élections législatives du 27 mai, le président Hosni Moubarak a fait le procès des partis d'opposition en général et du néo-Wafd (libéral) et du Rassemblement progressiste en particulier. Sortant de la réserve qu'il avait observée depuis un an, le raïs a mis en garde *« ceux qui jouent avec le feu dans l'espoir de glaner quelques voix »* dans son discours du 1er mai.

Le chef du Parti national démocrate (au pouvoir) a averti, sans le nommer, le néo-Wafd (résurgence de l'ancien Parti nationaliste libéral sous la monarchie) contre toute tentative de porter *atteinte à la révolution* de juillet 1952. Il a ajouté, en présence de M. Fouad Serragedine, le chef du néo-Wafd, que les *« voix de la régression et de la réaction s'éteindront si elles tentent de s'attaquer à la révolution »*. Critiquant implicitement le Rassemblement progressiste — seul parti d'opposition dont le chef ait été absent, — le président Moubarak s'est attaqué à *« ceux qui veulent tirer un avantage électoral des problèmes du peuple égyptien en jouant la surenchère »*.

Le raïs a cité comme exemple de *« provocation »* une phrase du programme du Rassemblement, qui veut *« sauver l'Egypte de la corruption, du parasitisme et de l'inféodation »*, et qui parle des *« pèlerinages »* du chef de l'Etat à la Maison Blanche. Il a ensuite reproché aux formations d'opposition *« le peu de réalisme de leurs programmes électoraux »* et cité, sarcastique, le cas d'un candidat aux élections législatives, *« promettant un hélicoptère à chaque citoyen pour résoudre les problèmes du trafic, quinze millions de nouveaux logements deux semaines après son élection, du pain gratuit et même l'accolade et un bonjour chaque matin aux quarante-sept millions d'Egyptiens »*.

De son côté, M. Mohamed Hassanein Heykal, ancien rédacteur en chef de l'officieux *Al Ahram* et confident de Nasser, s'est lui aussi lancé dans la bataille électorale en publiant le premier chapitre de son nouveau livre, *la Presse et la Politique*, à paraître à Londres dans l'organe du parti socialiste du travail. Le précédent livre de M. Heykal, *l'Automne de la fureur*, publié à Londres et dont certains chapitres, attaquant le président Sadate et ses options politiques, avaient paru dans la presse d'opposition égyptienne, avait provoqué une levée de boucliers de la part des membres du Parti national démocrate, et le raïs avait lui-même critiqué implicitement l'ouvrage.

En ce 1er mai, les grands gagnants de la campagne électorale auront été les neuf millions de travailleurs et fonctionnaires à la retraite de l'administration et du secteur public à qui le gouvernement a accordé un bonus de vingt jours de salaire qui a coûté 225 millions de livres (environ 1,7 milliard de francs) aux caisses de l'Etat.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

● *Une menace du chef de l'Etat.* — L'Egypte rompra ses relations diplomatiques avec tout pays qui aura transféré son ambassade en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, a déclaré le président Moubarak dans son discours du 1er mai. Rappelant la rupture des relations de l'Egypte avec le Costa-Rica et le Salvador il y a quelques jours, le président Moubarak a affirmé que sa décision avait été dictée *« par le souci de protéger les droits légaux et historiques sur la Ville sainte de cent millions d'Arabes, de huit cents millions de musulmans et de un milliard de chrétiens dans le monde. »* — (Reuter.)

M. Arafat souhaite transférer le siège de l'O.L.P. au Caire

Dans une interview au quotidien koweitien *Al Qabas* publiée le lundi 30 avril, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, souhaite que *« l'Égypte accepte le transfert au Caire du siège de l'OLP et des forces de la Révolution palestinienne »*.

Ces forces seront ainsi *« proches des frontières de la Palestine, après la fermeture de toutes les frontières* (des pays limitrophes d'Israël) *aux combattants palestiniens »*, ajoute M. Arafat. Selon lui, un tel transfert *« serait une grande victoire pour la Révolution palestinienne et consacrerait la fin des accords de Camp David »*.

L'hebdomadaire tunisien indépendant *Al Akhbar*, cité par la presse du Golfe, avait indiqué samedi *« qu'un certain nombre de Palestiniens résidant en Tunisie s'apprêtaient à quitter cet État pour un pays arabe voisin dont les relations avec l'OLP s'étaient améliorées dernièrement »*.

A Damas, plusieurs organisations de fedayin ont vigoureusement condamné les déclarations de M. Arafat à *Al Qabas*.

Dans un communiqué, la direction commune du Front populaire (de M. Habache) et du Front démocratique (de M. Hawatmeh) indique que l'appel de M. Arafat ainsi que sa proposition de convoquer un congrès populaire avant la réunion du Conseil national palestinien (CNP-Parlement) ont pour but de donner un *quitus* au régime égyptien afin que l'application des accords égypto-israéliens de Camp David puisse être *« largement étendue à d'autres pays arabes à travers le portail palestinien »*.

Les déclarations de M. Arafat *« ont également pour but de scinder les rangs palestiniens et de porter atteinte au dialogue amorcé dans le but de rétablir l'unité de l'OLP sur la base d'une ligne nationale hostile à l'impérialisme et au sionisme »*, ajoute le communiqué, qui invite, enfin, le comité central du Fath à assumer son rôle pour mettre fin aux agissements *« suspects »* de M. Arafat.

Liban

M. Berri pourrait revenir sur son refus de participer au gouvernement Karamé

De notre correspondant

Beyrouth. — Un gouvernement d'union nationale a été constitué lundi soir au Liban. Mais, n'étant pas celui que l'on attendait, la nouveau cabinet a suscité aussitôt des réserves et desdifficultés, la principale étant le refus du chef de la milice chiite Amal d'y participer. Ce refus ne semble cependant pas être définitif. Si cet obstacle est surmonté avec l'aide de Damas, qui a tout de suite donné sa bénédiction au nouveau gouvernement, les autres problèmes devraient pouvoir être réglés assez aisément.

L'objection principale de M. Berri est qu'il était convenu de désigner quatre ministres d'Etat — dont lui-même — appelés à s'occuper uniquement de *« grande politique »*. Le voici maintenant avec deux portefeuilles sur les bras, submergé de problèmes de gestion au jour le jour et d'intendance, ce qui le distraira de son objectif prioritaire : le Sud.

Après son refus, M. Berri a été sollicité de toutes parts : par le président de la République, M. Amine Gemayel, par le premier ministre, M. Rachid Karamé, puis il a été appélé à Damas, où il a longuement conféré avec M. Khaddam, le vice-président syrien, en même temps que M. Wallid Joumblatt, dont le silence embarrassé constitue une acceptation plutôt qu'un refus. A l'issue de cette rencontre, M. Berri a adopté un ton plus positif, annonçant de nouvelles concertations pour ce mercredi matin.

On estime que l'obstacle devrait être surmonté. D'abord par suite de l'intervention immédiate, franche et pressante de la Syrie, qui avait, d'emblée, donné au cabinet Karamé sa caution en ces termes : *« La Syrie est satisfaite que Rachid Karamé ait réussi dans sa mission, d'autant que son gouvernement réunit toutes les parties. (...) C'est un grand événement. (...) Nous soutiendrons ce gouvernement et proclamons notre souci de le voir réussir. »* D'autre part, le ton de Radio-Liban, sous contrôle chiite, est modéré, et celui de M. Berri paraissait annoncer un changement d'attitude dès sa première entrevue avec M. Khaddam. Le dirigeant chiite, pense-t-on, pourrait se voir attribuer un ministère des territoires occupés (par Israël) ou des affaires du Sud. De plus, l'absence de M. Kamel El Assaad, dirigeant chiite traditionnel et principal adversaire de M. Berri, qui aurait sûrement fait partie du gouvernement si ce dernier avait compté vingt-six ministres comme projeté initialement, devrait en toute logique combler d'aise le chef d'Amal.

D'autres réserves ont été formulées par M. Saeb Salam (sunnite), seul parmi les « ténors » ayant participé à la conférence de Lausanne à n'être ni présent ni représenté au sein du cabinet, et par la communauté grecque catholique, qui s'estime lésée avec un seul portefeuille, de surcroît « mineur », celui de l'information, alors que les Grecs orthodoxes occupent une place exceptionnellement importante par rapport aux coutumes politiques du pays.

Les forces libanaises (milices chrétiennes) pour leur part, ont annoncé, malgré *« leur profond respect pour MM. Gemayel et Chamoun »* une *« opposition constructive »*.

Deux facteurs ont empêché M. Karamé de constituer le gouvernement convenu de vingt-six membres comprenant les quatre superministres dont parle M. Berri : l'inévitable *« guerre des maroquins »* et surtout la volonté de ne pas laisser s'effilocher l'impact du cabinet d'union nationale par d'interminables tractations, d'autant plus que des pressions commençaient à s'exercer sur le terrain sous forme d'hostilités le long de la ligne de front en dépit du désengagement des forces.

Retour au calme

Le calme est effectivement revenu, sans être total, avec l'annonce du cabinet, et ce, malgré les réserves de M. Berri. On estime qu'une fois dépassés les problèmes posés par sa formation, le cabinet d'union nationale devrait amener une stabilisation de la trêve, une amélioration des communications entres toutes les portions du territoire libanais non occupées par Israël, en particulier entre les deux secteurs de Beyrouth et entre l'ensemble de Beyrouth, le nord de la Bekaa, sans cependant que l'on puisse sérieusement envisager une réunification de la capitale du style de celle qui s'était produite à l'automne 1982.

Le cabinet s'attellera ensuite aux problèmes politiques de fond : structures de l'armée et refonte de la constitution par un comité constituant de trente-deux membres qu'il désignera lui-même dans les deux mois. Les problèmes risquent de resurgir en force quand le comité dépassera le stade des principes généraux et s'engagera dans la définition réelle des réformes politiques. Si une prévision dans le temps pouvait être possible dans une situation aussi mouvante que celle du Liban, on s'accorde ici à estimer que l'éventuelle phase de reprise des troubles ne devrait pas se situer avant la fin de l'été. Quatre à cinq mois de calme n'apparaissent plus aujourd'hui comme une utopie à condition que tienne l'édifice gouvernemental actuel et, pour commencer, que M. Berri se laisse convaincre.

LUCIEN GEORGE.

LA COMPOSITION DU CABINET

Beyrouth *(AFP)*. — Voici la composition du nouveau gouvernement libanais, telle qu'elle a été annoncée lundi soir par M. Rachid Karamé :

Premier ministre et ministre des affaires étrangères : M. Rachid Karamé (sunnite) ;

Ministre des finances, de l'habitat et des coopératives : M. Camille Chamoun (maronite) ;

Défense et agriculture : M. Adelosseirane (chiite) ;

Travail et éducation : M. Selim Hoss (sunnite) ;

Information : M. Joseph Skaff (grec catholique) ;

PTT, santé et affaires sociales : M. Pierre Gemayel (maronite) ;

Intérieur : M. Abdallah Racy (grec orthodoxe) ;

Economie, commerce, industrie et pétrole : Victor Kassir (grec orthodoxe) ;

Ressources hydro-électriques et justice : M. Nabih Berri (chiite) ;

Travaux publics, transports et tourisme : M. Walid Joumblatt (druze).

Trois membres du bureau de liaison israélien au Liban arrêtés au nord de Beyrouth

Le gouvernement israélien déploie, depuis mardi 1er mai, *« le maximum d'efforts diplomatiques »* pour obtenir la libération des trois membres du bureau de liaison israélien arrêtés ce jour, au nord de la capitale libanaise.

A Beyrouth, un porte-parole du bureau de liaison israélien à Dbaye (nord de Beyrouth) a affirmé que les trois hommes avaient été appréhendés par l'armée libanaise et se trouvaient actuellement aux mains des Syriens. Cependant, une source militaire libanaise a démenti, dans la nuit de mardi à mercredi, que l'armée ait procédé à ces arrestations.

Les efforts du gouvernement israélien ont consisté notamment à demander l'aide de pays amis comme les Etats-Unis et la France ainsi que la coopération du gouvernement libanais, indique-t-on de source informée à Jérusalem. La radio nationale israélienne a déjà précisé que les Etats-Unis et la France avaient promis d'apporter leur concours.

Au ministère israélien des affaires étrangères, on se refuse pour l'instant à divulguer l'identité et la qualité des personnes arrêtées, de même que l'on se dit incapable de préciser si les trois membres du bureau de liaison sont détenus par l'armée libanaise ou par l'armée syrienne.

Le bureau de liaison israélien à Beyrouth-Est a été ouvert après l'invasion du Liban par l'armée israélienne au printemps 1982. Il occupe un immeuble entier et comprend notamment une mission du ministère des affaires étrangères israélien et un bureau du porte-parole militaire.

Pour Israël, ce bureau de liaison constituait une étape importante pour la normalisation des rapports avec le Liban. Le gouvernement libanais, de son côté, a souligné au début de 1983 qu'il n'admettait *« la présence du bureau de liaison israélien à Beyrouth que pour la durée des négociations de retrait des troupes israéliennes et pas au-delà »*.

L'accord israélo-libanais signé le 17 mai 1983 renvoyait à six mois l'examen des relations bilatérales. En dépit de l'abrogation de cet accord, le 5 mars 1983, par le gouvernement libanais, le bureau de liaison avait continué à fonctionner normalement.

AFRIQUE

Tchad

Paris accueille avec prudence l'offre libyenne de « retrait »

Après avoir récemment qualifié le Tchad de *« prolongement »* de la Libye, le colonel Kadhafi s'est déclaré prêt à mettre un terme à la *« présence »* libyenne dans ce pays, admettant ainsi, pour la première fois, l'intervention de Tripoli chez son voisin. *« Si la présence libyenne sert de prétexte à la présence des forces françaises dans ce pays*, a-t-il dit dans un entretien diffusé par TF1, lundi 30 avril, dans son journal de vingt heures, *je déclare que nous sommes prêts à opérer le retrait de notre présence au Tchad afin qu'il ne reste au gouvernement français, face à son opinion publique, aucune justification de combattre avec ses soldats. »*

« Jusqu'à présent, a-t-il ajouté, *un avion français a déjà été abattu, plusieurs soldats ont été tués, et il faut compter avec les frais très élevés supportés par le budget français dans le désert du Tchad, et cela, sans aucun intérêt, aussi bien pour le Tchad que pour la France. »* M. Kadhafi a affirmé que son allié tchadien, M. Goukouni Oueddeï, président du GUNT, était *« disposé à accepter des concessions »* pour régler le conflit, et que M. Hissène Habré, l'actuel chef de l'Etat, n'était pas *« qualifié pour gouverner la totalité du Tchad »*. M. Kadhafi s'est prononcé pour *« la recherche d'un troisième homme en accord avec Goukouni Oueddeï »*. *« Nous ne l'imposerons pas, nous savons que Hissène Habré ne sera pas d'accord et que ce sera donc lui l'accusé, le condamné »*, a-t-il dit.

Ces déclarations sont accueillies avec une grande prudence à Paris, où l'on déclarait, mercredi matin, de source officieuse, que le dirigeant libyen s'était surtout adressé au public français afin de tenter d'affaiblir la position du gouvernement français au Tchad. *« Kadhafi n'a pas d'obligation de cohérence, parce qu'il n'a ni presse ni public, et il est très habile de sa part, de dire : « Je m'en vais si vous partez », même s'il n'a pas l'intention de le faire »*, ajoutait la même source. Ces déclarations du colonel Kadhafi sont intervenues après une brève visite, à Tripoli, de M. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, au cours de laquelle ce dernier a rencontré des collaborateurs du dirigeant libyen.

Dans une déclaration à l'AFP, diffusée mercredi matin, M. Goukouni Oueddeï a répété qu'il était prêt à se retirer afin de favoriser *« une solution intermédiaire »*. M. Goukouni Oueddeï a exigé, une nouvelle fois, le retrait de toutes les forces *« étrangères »*, citant les troupes françaises et zaïroises, ainsi que des *« techniciens sionistes »*. *« S'il y a des Libyens, ils partiront en même temps »*, a-t-il dit. Il a préconisé la réunion d'une nouvelle « table ronde » entre Tchadiens, sans conditions préalables, au Congo ou en Algérie.

Cette proposition fait écho à celle avancée la veille par M. Acheikh Ibn Omar, ministre de la défense du GUNT et dirigeant du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire), qui a déclaré, comme M. Goukouni Oueddeï, que des contacts avaient eu lieu, que toute rencontre au sommet devrait se tenir sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine et sans la tenue préalable d'une conférence préparatoire préconisée notamment par Paris. M. Ibn Omar s'est, cependant, défendu d'être le *« troisième homme »* d'une négociation, tout en estimant que M. Hissène Habré ne pouvait être accepté comme *« l'actuel ou le futur président légitime du Tchad »*.

Dans le camp du président Hissène Habré, on estime que, *« hormis l'aveu de la présence illégale de son armée au Tchad »*, le colonel Kadhafi n'a rien dit « de nouveau » dans son entretien accordé à TF 1. C'est ce qu'a déclaré, lundi soir, M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad en France, qui a ajouté : *« S'il réussissait à imposer au Tchad la solution du troisième homme, Kadhafi aurait affaire à un régime tchadien fragile, ce qui lui permettrait de mener à bien sa politique annexionniste. »*

J.-C. P.

Soudan

NEUF TRIBUNAUX D'EXCEPTION SERONT CRÉÉS POUR JUGER LES INFRACTIONS A L'ÉTAT D'URGENCE

Khartoum *(AFP)*. — Le président Gaafar Nemeiry a décidé la création à Khartoum de neuf tribunaux d'exception pour juger les auteurs d'éventuelles infractions à l'état d'urgence (1) décrété dimanche soir au Soudan.

Selon le chef de l'Etat soudanais, des tribunaux d'exception seront également créés dans les huit autres régions du pays pour juger les infractions à l'état d'urgence, celles relevant de la *charia* (loi islamique), ainsi que certains délits relevant du code pénal et des grosses affaires de contrebande. Les sentences des tribunaux d'exception, a précisé le président soudanais, seront immédiatement appliquées, à l'exception des condamnations à mort sur lesquelles il se prononcera lui-même.

Aux termes des décrets présidentiels, *toute infraction à l'état d'urgence* est passible d'une peine de prison maximale de dix ans et d'une amende de 10 000 livres soudanaises (environ 6 000 dollars). Chaque tribunal d'exception sera présidé par un magistrat civil assisté de deux officiers de l'armée ou de la police.

Par ailleurs, le travail a repris normalement dans les services de comptabilité des ministères et de l'administration soudanais affectés depuis le 24 avril par une grève des comptables et des caissiers.

Selon l'agence de presse soudanaise Suna, qui cite M. Hassan Adar, le directeur du ministère des finances — dont dépendent l'ensemble des comptables et caissiers employés dans les ministères et l'administration, — 80 % des employés ont regagné leurs postes. Elle indique toutefois que quatorze des vingt-quatre comptables du ministère de la coopération, du commerce et de l'approvisionnement ont été démis de leurs fonctions pour ne pas avoir repris le travail.

(1) Les premières dépêches en provenance de Khartoum avaient fait état de la loi martiale, qui est en général plus rigoureuse que l'état d'urgence. Cette confusion provient du fait que les dispositions décrétées dimanche à Khartoum s'apparentent, en définitive, davantage à la loi martiale. Ainsi, le chef de l'Etat pourra mettre en place des cours martiales et les autorités responsables de l'état d'urgence pourront décréter le couvre-feu dans n'importe quelle partie du Soudan, pour une durée de leur choix.

ASIE

PARALLÈLEMENT A SES INTENTIONS PASTORALES

Le voyage de Jean-Paul II en Extrême-Orient comporte de multiples implications politiques

Le pape Jean-Paul II devait faire escale, ce mercredi 2 mai, à Fairbanks (Alaska), avant Séoul, première étape de son voyage en Asie et dans le Pacifique.

Le président Reagan, qui est lui-même arrivé mardi à Fairbanks, au retour de sa visite en Chine, devait avoir dans cette ville un entretien avec Jean-Paul II avant de regagner Washington.

Cité du Vatican. — Jean-Paul II a quitté Rome ce mercredi 2 mai pour entreprendre son second voyage en Asie. Il le conduira cette fois jusqu'aux antipodes : au cœur du Pacifique-sud, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon. Un voyage de 32 000 kilomètres dont la plus longue étape — quatre jours — devait commencer jeudi en Corée du Sud. A son retour d'Océanie, le pape se rendra en Thaïlande.

Ce voyage, le vingt et unième de Jean-Paul II depuis son élection en octobre 1978, reflète assurément les préoccupations pastorales du pape — en particulier son souci de manifester la présence du successeur de Pierre jusqu'à l'autre bout du monde. Mais il ne manquera pas d'avoir également une signification politique.

La rencontre avec le président américain en Alaska ne figure pas au programme officiel publié par le Vatican, celui-ci voulant éviter de paraître apporter son soutien à M. Reagan en pleine campagne électorale. Ce souci de discrétion ne trompe cependant personne, le président des Etats-Unis jouissant au Saint-Siège d'un préjugé favorable pour ses prises de position contre l'avortement et en faveur de la prière dans les écoles.

C'est, cependant, en Corée et en Thaïlande que la visite de Jean-Paul II aura les implications politiques les plus claires. Avant même d'arriver à Séoul, le pape accomplira, précise-t-on dans les milieux du Vatican, un geste lourd de sens : lorsque son avion passera près de la zone où l'appareil de la Korean Airlines avec trois cent vingt passagers à bord fut abattu l'été dernier par les chasseurs soviétiques, il demandera à ceux qui l'accompagnent de prier pour les « *victimes de la violence* ». L'avion papal suit, en effet, la route polaire, comme le Jumbo de KAL.

De longue tradition confucéenne, la Corée est pourtant le pays d'Extrême-Orient où le christianisme a le plus de poids. Depuis 1950, le nombre de fidèles double tous les dix ans. Il y a aujourd'hui 1,6 million de catholiques et 5,3 millions de protestants. On compte 100 000 baptêmes par an et chaque paroisse augmente en moyenne de 200 chrétiens chaque année.

Pour célébrer le bicentenaire d'une des Eglises les plus énergiques du monde, mais aussi célébrer une évangélisation remarquable qui, au départ, c'est-à-dire au dix-huitième siècle, fut d'origine nationale — les intellectuels coréens s'initiaient en Chine au catholicisme — et non seulement missionnaire, le pape procédera à la canonisation de cent trois martyrs (dont dix missionnaires français). Il s'agira de la plus impor-

De notre correspondant

tante cérémonie de canonisation jamais organisée hors de Rome. Près de trois cents pèlerins, parmi lesquels des membres des familles de martyrs, seront présents à Séoul pour cette occasion.

Jean-Paul II a déclaré dimanche dernier que lors de sa visite en Corée il prierait pour la réunification pacifique de la péninsule ainsi que pour l'ensemble des Coréens, c'est-à-dire aussi pour les catholiques nord-coréens qui vivent dans la clandestinité. Aux portes du monde socialiste asiatique, il s'adressera implicitement à cet autre pays qui le préoccupe : la Chine. Déjà l'*Osservatore Romano* a souligné dimanche : « *Le catholicisme est venu en Corée par la Chine. Peut-être des missionnaires coréens prendront-ils un jour le chemin inverse ?* »

L'étape de Kwangju

Le pape devrait également se faire l'écho des plaintes d'une partie de l'Eglise contre les violations des droits de l'homme en Corée du Sud. Sa visite à Kwangju, la ville qui, en mai 1980, fut le théâtre d'une insurrection réprimée dans le sang par l'armée (plus de deux cents morts et deux mille blessés), est, de ce point de vue, symbolique. Kwangju constitue une étape du voyage de Jean-Paul II que les évêques coréens ont réclamée avec insistance et qui, évidemment, n'enthousiasmait guère le gouvernement.

Jean-Paul II dira également une prière pour les dix-sept personnalités du gouvernement sud-coréen tuées à Rangoon le 9 octobre 1983 dans un attentat.

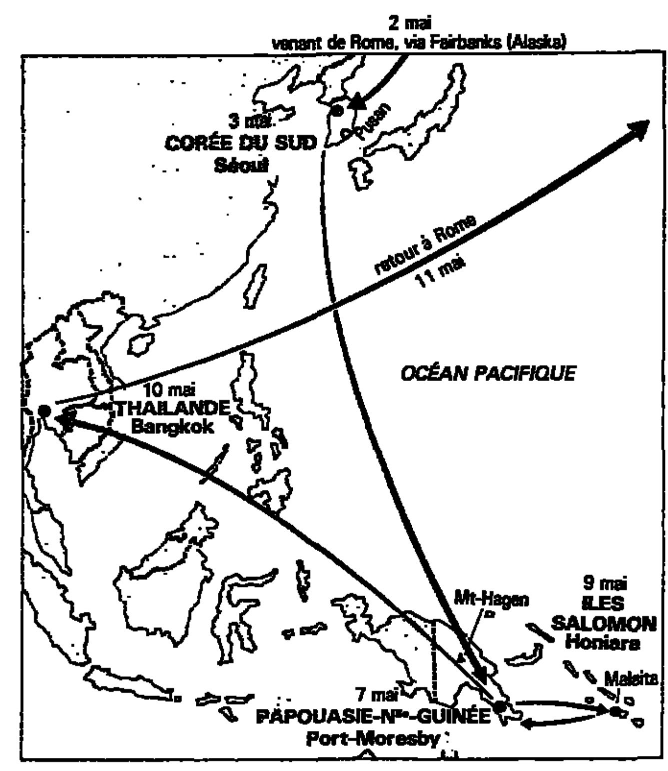
Une autre étape du voyage du pape qui ne manquera pas d'avoir un sens politique est la Thaïlande. Pays à très faible minorité catholique (0,4 %) — il y a pratiquement autant de bonzes que de catholiques, — la Thaïlande sera l'occasion pour Jean-Paul II, comme il l'a déclaré, d'aller « *exprimer de façon concrète son respect pour les autres traditions religieuses* ». Surtout, il visitera un camp de réfugiés indochinois. C'était déjà son intention lors de son premier voyage en Asie, en 1981, mais alors le Vietnam fit savoir par son clergé que la visite du pape serait jugée inopportune. Cette fois, Hanoï n'a pas bougé.

Allant jusqu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Jean-Paul II aurait pu faire escale en Indonésie. Mais, selon certains observateurs, il aurait décliné cette invitation : la situation au Timor-Oriental, à forte présence catholique, annexé par les Indonésiens en 1975, ne serait pas étrangère à cette décision. Il est possible qu'en Papouasie, qui connait actuellement des problèmes frontaliers avec l'Indonésie, le pape évoque ce sujet.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, comme aux îles Salomon, la visite de Jean-Paul II est avant tout « *pastorale et missionnaire* ». Dans ces contrées, qui cherchent un équilibre entre l'ère moderne et la vie primitive, un tiers de la population est catholique, le pape entend manifester sa sollicitude aux fidèles et aux missionnaires, leur témoignant par cette visite qu'ils sont aussi importants dans son esprit et aussi importants pour l'Eglise universelle que les chrétiens géographiquement plus proches de Rome.

Aux îles Salomon, colonie indépendante depuis 1978 où pour 20 % la population est catholique, le pape doit rencontrer Mgr Stuyvenberg, âgé de plus de quatre-vingts ans, qui a consacré sa vie à l'évangélisation de la Mélanésie. Jean-Paul II nourrit une affection particulière pour les îles Salomon : Honiara, la capitale, est en effet la première province ecclésiastique qu'il a créée en novembre 1978, un mois après son élection.

PHILIPPE PONS.



SPÉCIALISTE DES PROBLÈMES DU TIERS-MONDE

Tibor Mende est mort

Nous apprenons la mort, au Canada, à l'âge de soixante-huit ans, de Tibor Mende, écrivain, spécialiste des problèmes du tiers-monde.

Né en 1915 à Budapest, Tibor Mende avait par la suite acquis la nationalité française, et enseigné à Paris à l'Institut d'études politiques et à l'Ecole des hautes études commerciales.

Grand connaisseur du tiers-monde — il avait visité une soixantaine de pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale, — il avait publié de nombreux ouvrages parmi lesquels les plus connus furent sans doute l'Inde devant l'orage, l'Asie du Sud-Est entre deux mondes, la Chine et son ombre, Un monde possible, De l'aide à la recolonisation, les leçons d'un échec, *et plus récemment* Soleils levants, le Japon et la Chine.

Nommé en 1964 au poste de chef du groupe de l'information économique et sociale au cabinet du sous-secrétaire à l'information des Nations unies, Tibor Mende avait d'autre part collaboré à de nombreuses publications, notamment au Monde, *pour lequel il avait en particulier écrit, en 1972, une série d'articles sous le titre « Le tiers monde, victime de la croissance ? ».*

Tibor Mende était particulièrement connu pour le procès très sévère qu'il avait fait de l'aide apportée par les pays riches à ceux dits « en voie de développement », demandant par exemple si les Européens de 1980 allaient devenir des « co-développeurs » ou plutôt des « co-exploiteurs » des richesses du tiers-monde, se réservant d'intervenir là où leur action pouvait servir leurs propres intérêts mais accroissant leurs relations commerciales « horizontales » avec les autres pays industrialisés. S'agissant des Etats-Unis, il avait dénoncé le caractère d'une aide dont « le but principal, écrivait-il, était de contribuer à endiguer le communisme ».

« Le conflit d'intérêt fondamental, expliquait-il en 1972, n'est plus entre les pays pauvres et les groupes capitalistes modernes... Il est plutôt entre les producteurs à bas revenus des pays sous-développés et les paysans, artisans et industries de main d'œuvre historiquement condamnés du monde riche. C'est leur combat d'arrière-garde pour maintenir une production non économique en face de la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché qui constitue l'obstacle majeur à toute politique rationnelle d'aide et de développement. »

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le nouveau succès de M. Jackson à Washington inquiète le Parti démocrate

Washington. — La capitale des Etats-Unis a plébiscité le premier candidat noir qui pèse réellement dans une course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle. Laissant loin derrière lui MM. Mondale et Hart, le pasteur Jesse Jackson a en effet remporté, mardi 1er mai, avec 63 % des voix la primaire du district de Columbia, la région administrative que constitue Washington.

Dans une ville à 70 % noire et dont le maire, noir également, est l'un de ses plus actifs partisans, cette victoire de M. Jackson n'a rien d'inattendu. Ajoutée au bon résultat qu'il a obtenu le même jour dans le Tennessee avec 25 % des suffrages exprimés, elle n'en confirme pas moins symboliquement l'importance nationale prise par sa candidature, lancée pourtant dans un climat de scepticisme général et d'hostilité de la plupart des hommes politiques noirs.

En se présentant, M. Jackson a d'abord réussi à mobiliser l'électorat de sa communauté comme aucun candidat blanc n'y était auparavant parvenu. Par rapport aux primaires de 1980, la participation électorale des Noirs a ainsi augmenté cette année de 82 % en Alabama, 10 % en Georgie, 19 % en Illinois, 15 % à Washington, 38 % en Pennsylvanie, et elle a plus que doublé à New-York. Ce mouvement s'était déjà amorcé en réaction à la politique sociale de M. Reagan lors des élections partielles de 1982, mais son ampleur est maintenant toute différente, et d'autant plus marquante que l'abstention noire a constamment été, depuis 1964, d'environ 10 % supérieure à celle des Blancs dans toutes les élections présidentielles. La marge de victoire du président sortant ayant été, en 1980, largement inférieure, dans de nombreux Etats, au nombre des abstentionnistes noirs, M. Jackson a évidemment marqué là un point de taille.

Son deuxième succès, qui, lui, réjouit beaucoup moins le Parti démocrate, est d'avoir su capitaliser sur son nom ce mouvement d'enthousiasme. Non content d'être déjà arrivé premier en Caroline-du-Sud, son Etat natal, il a aussi obtenu 70 % du vote noir en Georgie, 74 % en Illinois, 60 % en Alabama et même 89 % à New-York. Détenteur, avant même les scrutins de mardi, de 17 % des suffrages démocrates exprimés jusqu'à maintenant, M. Jackson est aujourd'hui une force qui pèsera lourd à la Convention. Sous peine de le voir faire sécession ou, à tout le moins (danger beaucoup plus réel), de voir une partie de ses électeurs bouder les urnes, le Parti va devoir composer en sa personne avec l'aspiration de la communauté noire à une véritable place sur l'échiquier politique — conquise et non plus lentement et chichement concédée.

Pour un homme qui écrivait il y a un an, six mois avant l'annonce de sa candidature, que « *les Noirs ne peuvent plus permettre aux démocrates de considérer qu'eux-mêmes et leurs votes leur sont acquis* », l'objectif est atteint. L'ennui est qu'il y a eu, en che-

De notre correspondant

min, de sérieux incidents de parcours, qu'on ne tente pas impunément, dans un pays où les tensions raciales sont encore si sourdement violentes, de précipiter une évolution difficile, et qu'il faudra donc, maintenant beaucoup de doigté pour éviter que l'entreprise ne tourne au fiasco pour M. Jackson, pour les démocrates, mais aussi et surtout pour les relations entre Noirs et Blancs.

M. Jackson appartient, en la personnifiant désormais, à cette frange non négligeable des Noirs américains, qui estiment que les Etats-Unis entretiennent avec eux les mêmes relations qu'avec les pays en voie de développement, c'est-à-dire marquées dans les deux cas par un mépris de leur identité, de leurs intérêts économiques, et de leurs droits politiques. Cette identification, qui ressort également de la revendication de racines africaines et d'une fierté communautaire, a fait naître un sentiment, étranger à la masse de l'électorat américain, de solidarité avec les révolutions du tiers-monde, et, plus particulièrement, avec la cause palestinienne — ce qui est très mal admis par la plupart des juifs américains. Sitôt annoncée, la candidature de M. Jackson a donc suscité une réaction hostile d'un petit groupe extrémiste de la communauté juive.

Le candidat des Noirs

Cela n'aurait rien été si un journaliste (noir) du *Washington Post* n'avait pas révélé en février que M. Jackson avait employé devant lui les mots « *Hymies* » et « *Hymietown* » pour désigner les juifs et New-York. Sans être gravement insultants, ces mots formés à partir d'un prénom juif usuel sont néanmoins péjoratifs. M. Jackson met deux semaines à reconnaître les faits et à s'excuser. L'incident pourrait être clos, mais l'un des partisans du candidat, M. Farrakhan, dirigeant de la *Nation de l'islam* (une petite secte musulmane noire) le relance spectaculairement. Il commence par avertir « *les juifs* » qu'ils ne pourraient pas sans risque faire tort à M. Jackson, puis menace de mort pour « *traîtrise* » le journaliste du *Washington Post* et déclare enfin que Hitler était un « *grand homme* », bien que « *malignement* » grand. M. Jackson se désolidarise de tout cela, mais avec réticence et en refusant, sans doute parce qu'il ne veut pas de conflit interne au mouvement qu'il a fait naître, de condamner « *le pécheur avec les péchés* ».

Etirés sur trois mois de campagne, ces lamentables épisodes ont détourné de M. Jackson pratiquement tous les électeurs juifs, qui ont pourtant largement contribué au combat pour les droits civiques ainsi qu'à l'élection, ces dernières années, de maires noirs dans les grandes villes. Ces épisodes ont aussi empêché que se rallie à M. Jackson une part un tant soit peu importante de l'électorat libéral blanc.

Candidat noir, M. Jackson est ainsi devenu candidat des Noirs, ce qui est très différent et dangereux, car cela tend à assimiler une communauté entière à ses positions et crée ou révèle de formidables antagonistes raciaux que les républicains espèrent bien exploiter à leur profit. Il y a dix jours, le vice-président George Bush a déjà enfoncé le couteau dans la plaie en déplorant que MM. Hart et Mondale n'aient pas suffisamment condamné l'« *antisémitisme* » qui s'était exprimé dans la campagne, et les conseillers politiques de M. Reagan ne cachent pas espérer un « retour de bâton » blanc, en clair que les abstentionnistes blancs soient encore plus nombreux à se mobiliser que les abstentionnistes noirs.

La situation est très malsaine et la partie difficile pour les démocrates, qui ne peuvent se permettre ni d'ignorer les revendications de M. Jackson ni d'apparaître dépendants de lui et ainsi perdre des voix juives et des voix tout court dans l'électorat blanc.

M. Jackson ne réclame aucune promesse de poste gouvernemental et encore moins la candidature à la vice-présidence. Il demande que les deux autres candidats et l'appareil du parti négocient avec lui un accord permettant à la convention de se dérouler sans heurts — ce qu'il souhaite, rappelle-t-il sur tous les tons.

Le problème est que, sans même parler de sa position sur une réduction drastique du budget de la défense, trois de ses principales revendications posent de sérieuses difficultés. Il veut : 1) la suppression des primaires à deux tours, organisées pour toutes les élections dans dix Etats du Sud et qui permettent *de facto* d'éliminer au profit d'un Blanc un candidat noir ayant obtenu une majorité relative au premier tour ; 2) la suppression du palier de 20 % de voix au-dessous duquel un candidat à une primaire présidentielle ne peut prétendre à aucun délégué. Cette règle défavorise les minoritaires, notamment les Noirs, mais pas seulement eux, et, avec 17 % des voix, M. Jackson n'a ainsi obtenu jusqu'à présent que 7 % des délégués ; 3) sa dernière revendication est donc que le parti le « rembourse » en lui attribuant des délégués parmi ceux qui sont nommés par l'appareil. Le parti, et notamment M. Mondale, craignent, eux, que cédant là-dessus, ils paraissent rendre les armes, que la multiplication des candidatures noires démocrates ne favorise les Républicains et que celles des courants minoritaires n'affaiblissent le parti.

M. Jackson est parvenu à faire participer la communauté noire avec un enthousiasme et des espoirs formidables à la vie politique américaine et la démocratie lui doit pour cela beaucoup. Il reste encore un mois et demi d'ici, la convention pour que les tensions raciales ne lui soient pas redevables de plus encore, et que les élus noirs, dont le nombre a plus que triplé depuis 1970, n'aient pas eu raison de crier casse-cou.

BERNARD GUETTA.

LA DEROUTE DE M. HART

(De notre correspondant.)

Washington. — Jour de gloire pour M. Jackson, le 1er mai pourrait bien avoir sonné le glas de l'ambition présidentielle de M. Hart.

Si son très mauvais résultat de Washington (7 % des voix) n'est pas vraiment grave, puisque la capitale n'envoie que dix-neuf délégués à la convention et était, en tout état de cause, acquise au candidat noir, son maigre score, le même jour, dans le Tennessee constitue, en revanche, un lourd handicap.

Cet Etat, où M. Glenn avait de fortes positions avant de se retirer de la course à l'investiture, était, en effet, *a priori*, peu favorable à M. Mondale, et le sénateur du Colorado aurait logiquement dû y profiter de son image de modernité modéré. A défaut d'escompter remporter cette primaire, le sénateur du Colorado espérait donc talonner de très près l'ancien vice-président de M. Carter et faire ainsi un retour en force après ses échecs répétés du mois dernier.

M. Mondale l'a, en fait, devancé de onze points (41 % contre 30 % des voix). L'élan nouveau qu'attendait M. Hart de cette journée lui fait ainsi défaut à la veille de l'élection, dans la semaine qui vient, de sept cent cinquante délégués au Texas et en Louisiane samedi, dans le Colorado lundi, et enfin dans l'Ohio, l'Indiana, le Maryland et la Caroline du Nord mardi.

Sauf un redressement aussi spectaculaire qu'improbable du sénateur du Colorado au cours de ces scrutins, il n'est plus qu'un seul vrai candidat à l'investiture : M. Mondale. — B. G.

● *Un mathématicien soviétique refuse de reprendre l'avion pour l'URSS.* — Un mathématicien soviétique, M. Serguei Kozlov, qui venait de donner une série de conférences dans des universités américaines, a refusé, au dernier moment, lundi soir 30 avril, de monter à bord de l'avion des British Airways qui devait le ramener en URSS via Londres. Le porte-parole du département d'Etat a déclaré que M. Kozlov possède un visa qui lui permet de prolonger son séjour aux Etats-Unis et que les autorités américaines s'assureront que son départ est volontaire s'il décide finalement de rentrer en URSS. — (AP.)



AMÉRIQUES

Nicaragua : du sang et des larmes

(Suite de la première page.)

Devant les représentants des pères de famille d'une quinzaine de quartiers de la capitale, le commandant Roberto Calderon a justifié les « *erreurs* » par l'« *importance de l'offensive contre-révolutionnaire* ». « *Nous luttons*, a-t-il dit, *contre les mêmes gardes criminels que nous avons chassés du pays le 19 juillet 1979. Les jeunes du service militaire patriotique ne sont pas seuls. Ils sont aux côtés des milliers de paysans et d'ouvriers qui défendent les conquêtes de la révolution.* » C'est dans tout le pays que ce type d'« explications » a lieu. A Esteli, dans le Nord, les responsables du Front sandiniste ont rencontré des « *familles inquiètes* ». La presse gouvernementale publie aussi des déclarations de « *mères de martyrs* », dont les enfants sont tombés, et qui supplient les contestataires « *de faire preuve d'énergie et de compréhension* ».

M. Daniel Ortega a admis ce soir dans la capitale qu'il y avait des « *difficultés* » et que la « *communication* » devait être améliorée. Mais M. Tomas Borge, ministre de l'intérieur, a été beaucoup plus tranchant quelques jours plus tard. « *Tout pour la guerre*, a-t-il dit. *Car c'est tout le pays qui est en guerre. Et c'est une guerre brutale que le tout-puissant seigneur de la Maison Blanche a lancée contre nous.* » Le leader a précisé que 219 combattants sandinistes étaient tombés « *au cours des dernières semaines* » — c'est-à-dire presque autant que pendant toute l'année 1983. « *La socialisation de la défense de la patrie est inéluctable* », a dit M. Borge. Le ministre de l'intérieur, qui n'était pas favorable à l'organisation d'élections générales (elles doivent avoir lieu le 4 novembre prochain), mais s'est aligné sur la direction collégiale, a précisé que la production et les ressources entières du pays « *devaient être destinées en priorité à ceux qui risquent leur vie sur la première ligne de combat* ». Et il a justifié les restrictions frappant les produits de base par les « *nécessités de la défense* ».

De la sueur, du sang et des larmes : c'est bien un ton churchillien que les dirigeants sandinistes emploient pour galvaniser une population fatiguée, agacée par les restrictions, inquiète pour ses enfants, et à qui l'on annonce de « *nouvelles privations* » et de « *nouveaux sacrifices* ». Et il est vrai que la situation militaire a rapidement empiré ces dernières semaines. Les affrontements armés sont maintenant quotidiens, au Nord, dans les départements de Nueva-Segovia, Jinotega, Madriz, Matagalpa, à l'Est sur le littoral atlantique, et au Sud, près de la frontière du Costa-Rica. Les groupes armés de *contras* sont infiltrés et installés à demeure dans toute la région, au nord et à l'est de Matagalpa.

Les hommes d'Eden Pastora — dont l'équipement et l'armement s'étaient singulièrement améliorés depuis six mois — ont pris et perdu San-Juan-del-Norte, à l'embouchure du fleuve frontalier avec le Costa-Rica. Mais ils restent solidement installés en territoire nicaraguayen, au nord du fleuve San Juan, et en contrôlent le cours depuis El Castillo jusqu'à l'Atlantique. Ils poussent des pointes de commandos aussi loin que Nueva-Guinez, à plus de 100 kilomètres au nord de la frontière. Une grande partie des vastes plaines tropicales du versant atlantique est en passe d'être contrôlée par les *unités miskitos*, celles de Brooklin Rivera au Sud, et celles de Steadman Fagoth au Nord.

El Bluff, porte d'entrée de Bluefields, a été miné, et l'accès par terre de Puerto-Cabezas est maintenant bloqué en permanence, également par de tels engins explosifs. La route en construction de Matagalpa à Siuna et Puerto-Cabezas est harcelée par les commandos de la *contra* venus du Nord. L'armée populaire n'y circule qu'en convois, tout comme sur les routes et les pistes au nord de Jinotega, et d'Ocotal à Jalapa. Les embuscades sont meurtrières, bien que les abords de certaines pistes aient été *largement déboisés*.



Militairement, on s'achemine vers une situation « salvadorienne » à l'envers : l'armée sera de plus en plus engagée dans des opérations coûteuses, en hommes et en matériel, contre une guérilla — contre-révolutionnaire, puissamment aidée par les Etats-Unis, — sans qu'une issue soit prévisible.

Le Nicaragua consacre déjà le quart de son budget à la défense. La situation économique n'est pas catastrophique : la récolte du café, en particulier, a été excellente, et celle de coton pourra être exportée si la CIA arrête effectivement le minage des ports. Mais les réserves de devises sont épuisées, le produit intérieur brut est retombé au niveau de 1973, le revenu *per capita* est en chute libre. L'insécurité, l'accent mis sur l'effort de guerre, la mobilisation intensive pour l'armée, les milices : autant de facteurs qui ne favorisent pas la production.

Dans la capitale, les supermarchés sont de moins en moins approvisionnés, et les queues s'allongent sur les trottoirs, alors que l'exceptionnelle canicule d'avril dilue les énergies. Les réseaux officiels de distribution, contrôlés par les CDS (comités de défense sandinistes), assurent, à des prix subventionnés et par un système de coupons, à chacun un ravitaillement de base en riz, en sucre, en haricots noirs, en maïs et en savon. Poulets, œufs et produits laitiers manquent souvent. Et aussi certains médicaments. En revanche, on trouve tout au marché noir, même des vins d'importation, du whisky, ou de l'essence, normalement rationnée. (« *Tu as du miel...?* », demandent des chauffeurs de taxi aux pompistes pour s'approvisionner « au noir ».)

La grogne est assez répandue dans la population, et les commères du marché oriental ne se gênent pas pour dénoncer le gouvernement.

Même ambiance dans les taxis collectifs et les bus surchargés, que l'on prend d'assaut après des heures d'attente. Les routes de campagne sont presque désertes, et le manque de pièces de rechange réduit progressivement et inexorablement le parc automobile. « *On vivait mieux avec Somoza...* » La réflexion sacrilège est devenue banale. Un chauffeur de taxi (la corporation a nettement basculé dans l'antisandinisme) ricane : « *Ces cons-là s'imaginent qu'ils vont battre les Américains...* »

Les dirigeants cherchent à renforcer le potentiel militaire. Plusieurs centaines de milliers d'hommes et de femmes sont dans les milices armées, et l'armée populaire compte environ 35 000 soldats : c'est la meilleure et la mieux entraînée d'Amérique centrale. Elle possède quelques vieux chars soviétiques T 54 et T 55 et quelques vedettes garde-côtes : mais l'aviation est dérisoire, et le système de communications en opération est très faible. Deux nouveaux aéroports militaires sont en construction, à Puerto-Cazebas, et au nord de Managua, à Huete. Pourtant, les pilotes nicaraguayens entraînés sur Mig (*en Bulgarie*) ne sont pas près de toucher leurs appareils, qui, de bonne source, attendraient à Cuba. Le régime sandiniste ne peut pas se permettre de prendre ce risque face à une administration Reagan très « combative ».

L'Union soviétique aurait, selon les experts, fourni une aide économique de 100 millions de dollars en 1983 (150 millions sont prévus cette année, et son aide militaire, dont la valeur n'est pas connue, transite par des pays tiers. Moscou aurait également promis d'aider à la reconstruction des installations portuaires détruites à Puerto-Sandino et Puerto-Corinto. L'Iran, de son côté, aurait l'intention de fournir des pétroliers au Nicaragua. Mais les résultats du voyage du commandant Humberto Ortega à Moscou, en quête d'une assistance militaire accrue, ne sont pas connus, et les diplomates doutent que les Soviétiques veuillent aller très loin dans ce domaine. « *Un Cuba dans la région leur suffit...* »

Rectifications...

Les « conseillers » cubains sont là, quoique discrets — ainsi que d'autres experts, est-allemands, bulgares, libyens ou algériens. Leur nombre est sujet à controverse. Une certitude : les coopérants cubains rapatriés ont été partiellement remplacés par des instituteurs plus jeunes et plus « musclés ». Mais ils ont été retirés des zones de guerre.

Le véritable atout du régime sandiniste, de l'avis général, c'est la jeunesse. Elle est majoritairement aux côtés des dirigeants, « par idéalisme ou par conviction ». Et la décision des autorités d'accorder le droit de vote aux jeunes de seize ans n'est pas innocente. C'est dans la frange de population des seize à vingt-cinq ans que l'adhésion au régime est la plus nette. Les militaires aussi voteront le 4 novembre, et leurs voix seront précieuses pour les sandinistes.

Conscient de la montée des périls et des rancœurs, le régime esquisse une autocritique et dénonce lui-même les excès et les abus commis par des membres, militaires ou civils, des organisations sandinistes. Les « petits chefs » des CDS chargés de veiller à la distribution de produits de base et d'assurer la « *vigilance révolutionnaire* » ne sont pas tous animés d'un idéal sans faille. La « commandante » Leticia Herrera, secrétaire générale à l'organisation des CDS, fait elle-même le procès des « *petits dictateurs* » qui prennent des mesures « *sans respecter l'orientation donnée d'en haut* ». Elle cite ces cas concrets : coordonnateurs de CDS, qui ont menacé des gens de leur supprimer la carte de ravitaillement s'ils ne participaient pas à la « *vigilance révolutionnaire* » ; spéculateurs qui nourrissent le marché noir : autorisations illégales d'ouverture de cantine : attribution abusive de logements, etc. « *Travailler comme dirigeant d'équipe ou de quartier*, dit-elle, *demande un certain niveau de conscience...* »

Autre « rectification » engagée par les dirigeants : celle qui concerne les crimes commis par des miliciens ou des militaires. Un procès à Matagalpa a révélé l'ampleur et la gravité de faits (vols, viols, assassinats) ayant eu lieu dans des régions isolées, ou la *contra* est active. L'un des accusés, Carlos Barquero, de Pantasma, dans le département de Jinotega, a été condamné à quarante-trois ans de prison . Et le commandant Tomas Borge a admis que 500 membres de l'armée populaire étaient détenus pour des délits plus ou moins graves.

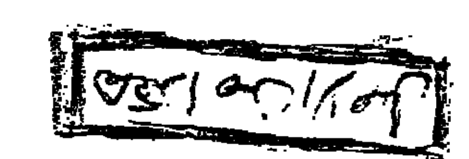
Les difficultés, les menaces et les ombres n'entament pas la résolution des dirigeants sandinistes, qui poursuivent le même but : renforcer le pouvoir révolutionnaire. De ce point de vue, il n'y a aucun désaccord entre partisans et adversaires du processus électoral de novembre. « *Croire que les modérés qui ont imposé les élections ne sont plus léninistes est une illusion*, affirme un diplomate. *Il n'y a pas de voie social-démocrate au Nicaragua...* »

A écouter les « commandants », on les sent, en effet, farouchement déterminés à aller jusqu'au bout. Certains d'entre eux paraissent persuadés que « *l'Amérique latine explosera si les Etats-Unis envahissent le Nicaragua* ». Ils caressent un rêve — ou un cauchemar — vietnamien. « *Nous aurons 300 000 morts, mais toute l'Amérique centrale sera en flammes...* »

MARCEL NIEDERGANG.

Prochain article :

« LE POUVOIR NE SE PARTAGE PAS »



LE 1er MAI DANS LE MONDE

POLOGNE : Plusieurs dizaines de milliers de « contre-manifestants »

Les partisans de Solidarité ont obtenu un succès inattendu à l'occasion de ce 1er mai 1984 : en dépit d'un très puissant dispositif policier et de mesures de dissuasion de tous ordres, plusieurs dizaines de milliers de personnes, selon les premiers témoignages recueillis, sont parvenues à manifester leur attachement aux idéaux combattus sans relâche par le régime dans ses efforts de normalisation.

Le pouvoir a de son côté réussi à faire défiler des foules plus considérables que l'an dernier, mais il a subi un affront spectaculaire à Gdansk, où Lech Walesa a réussi à se glisser, entouré de quelque deux mille personnes, dans le cortège officiel pour lever les bras en signe de victoire à deux pas des officiels consternés.

C'est en fait la première fois depuis la proclamation de l'état de guerre que le président de Solidarité a réussi à manifester en personne. « Techniquement », l'exploit est remarquable, si l'on considère la surveillance de tous les instants dont il est l'objet. Aussitôt, les escouades de Zomos (la police de choc) se sont ruées sur les manifestants, qui avaient eu le temps de déployer quelques bannières et criaient « *Liberté pour les prisonniers politiques !* ».

Plusieurs personnes ont été brutalement frappées, mais M. Walesa lui-même a réussi à s'éclipser — à moins qu'il n'ait été volontairement épargné. Tout au long de la journée, les abords de son domicile avaient été mis en état de siège, et un énorme canon à eau avait été mis en batterie juste devant son appartement. Il a été utilisé pour disperser une foule d'un millier de personnes qui s'était rassemblée sous son balcon, où Danuta, la femme du dirigeant ouvrier, avait accroché une bannière de Solidarité.

D'autres rassemblements ont pu se tenir au cours de la journée en plusieurs points de Gdansk, réunissant au total, selon l'AFP, de dix à quinze mille personnes, chiffre tout à fait considérable dans une ville investie par la police. Des affrontements ont, en particulier, eu lieu devant l'ancien siège du syndicat, où les manifestants, jeunes pour la plupart, ont longtemps résisté aux charges de la Zomo. Il y a eu des blessés et des arrestations. M. Walesa, visiblement satisfait du bon tour qu'il avait réussi à jouer aux autorités (« *C'est le 1er mai le plus réussi de ma vie* »), s'est déclaré « *très heureux du déroulement de cette journée, un grand succès pour Solidarité* ». M. Walesa a fait ces déclarations par téléphone, de retour à son domicile, tandis que, selon sa propre expression, la police était en train de « *laver ses fenêtres* » à coups de canon à eau.

« Approfondir les valeurs du socialisme »

D'autres manifestations — ou tentatives de rassemblement, — d'ampleurs diverses, ont été signalées à Szczecin, l'autre grand port de la côte baltique, Elblag, Czestochowa, Wroclaw, Nowa-Huta. (A Katowice, M. Kazimierz Switon, fondateur des premiers « syndicats libres », et tout récemment libéré de prison pour raison de santé, a été à nouveau arrêté alors qu'il déposait des fleurs au pied d'un monument à la mémoire des mineurs de Wujek tués en décembre 1981.)

Mais il faudra attendre plusieurs jours pour obtenir une évaluation plus précise de l'écho donné dans l'ensemble du pays à l'appel à manifester lancé par la commission provisoire (clandestine) de Solidarité, et aussi du nombre des arrestations.

A Varsovie, de brèves manifestations se sont formées à la sortie des églises, notamment sur l'avenue du Nouveau-Monde, et dans la vieille ville. Les journalistes présents ont assisté aux scènes désormais classiques : Zomos qui attaquent à la matraque et au canon à eau ceux qui stationnent sous le porche des églises, personnes âgées qui reprochent bruyamment aux policiers leur comportement. Applaudissements et joie quand un jeune homme parvient à accrocher à un lampadaire un drapeau de Solidarité, ou quand des tracts sont lancés depuis les toits. Comme d'habitude, les policiers en civil sont étroitement mêlés à la foule : ainsi, l'envoyé spécial du *Quotidien de Paris* a vu un groupe de jeunes gens vêtus de T-shirts marqués « US Navy » embarquer des manifestants ensanglantés, puis sortir de longues matraques pour se dégager de la foule qui les avait identifiés.

Toujours à Varsovie, les Zomos ont dispersé plusieurs milliers de personnes à la sortie de l'église Saint-Stanislas, paroisse de l'abbé « contestataire » Jerzy Popieluszko. La police a aussi chargé à plusieurs reprises des cortèges qui s'étaient constitués à l'entrée des aciéries de Varsovie.

Au même moment, la télévision a diffusé pendant cinq heures un reportage sur le défilé officiel du 1er mai, en présence du général Jaruzelski. Selon l'agence Reuter, le défilé n'a duré en fait que deux heures, et la télévision a repassé à plusieurs reprises les mêmes séquences. Le général Jaruzelski a dénoncé dans son discours la politique américaine — à propos des euromissiles comme des sanctions économiques. Il a aussi déclaré que, contrairement à ce qui se passe en Occident, le 1er mai était dans les pays socialistes l'occasion de « *manifester pour approfondir les valeurs du socialisme et défendre la paix* ».

Le porte-parole du gouvernement a qualifié de « *pitoyables* » les manifestations de l'opposition et a affirmé qu'elles avaient regroupé « *mille fois moins* » de personnes que les cortèges officiels, soit huit mille contre huit millions...

Quels que soient les chiffres réels, les rassemblements ont été nettement plus importants que lors du précédent appel à manifester lancé par les clandestins, le 17 décembre dernier.

Agit'prop' au stand Pologne de la Foire de Paris

Au stand Pologne de la Foire de Paris, la vitrine regorgeant de cristaux disparaît soudain sous une large banderole : « *Libérez Jacques Challot !* » Il est environ 15 heures mardi 1er mai lorsqu'une trentaine de manifestants bloquent le stand. La surprise est totale. Très vite, autour des comptoirs, les clients reprennent leurs conversations et les vendeurs polonais leur rôle, quelque peu crispés. Que se passe-t-il ? Qui est Jacques Challot ?

Le mystère est rapidement éclairci. Le jeune homme, militant cédétiste âgé de vingt-huit ans, est emprisonné à Stettin, en Pologne, depuis le 22 mars. Un collectif (1) pour sa libération s'est constitué parmi les syndicalistes CFDT des Yvelines, où habitait et travaillait le jeune homme, contrôleur du Trésor.

Inculpé d'insultes aux autorités polonaises, Jacky Challot risque, selon ses amis, de six mois à cinq ans de prison. Le jeune homme venait de franchir la frontière lorsqu'il a été arrêté le 22 mars au volant d'une camionnette transportant du matériel sanitaire, une machine à photocopier et des publications dites « interdites » par les autorités polonaises. Jacky Challot voyageait pour le compte de Thimerais-Pologne, une association humanitaire locale basée à Maillebois (Eure-et-Loir).

D. R.

(1) Comité local pour la libération de Jacky Challot, collectif CFDT, 8, rue Saint-Simon, 78000 Versailles (tél. : 951-25-69) CCP Paris 15 20717 J Paris (mention J. Challot).

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : sous le signe de la semaine de trente-cinq heures

Correspondance

Bonn. — Sous le triple slogan « *Paix, travail et désarmement* », la célébration du 1er mai a revêtu, cette année, dans toute l'Allemagne, une connotation particulière à l'approche des grèves, apparemment inévitables maintenant, en faveur de la semaine de trente-cinq heures. Davantage qu'en France, le 1er mai est, en RFA, une véritable fête qui, dans de nombreux cafés, surtout ceux de Bonn, est prétexte à de joyeuses libations, sur l'air des chansons ouvrières traditionnelles. Mais les rassemblements, organisés dans la ville par le DGB (Union des syndicats allemands) et les syndicats de branches, ont été également l'occasion de battre le rappel des troupes, avant les échéances importantes de cette semaine.

Jeudi commence, dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, en Bade-Wurtemberg, et dans la Hesse, le processus de consultation de la base, étape indispensable avant le déclenchement d'une grève. Les arrêts de travail organisés jusqu'à présent dans la métallurgie, comme dans l'imprimerie — les deux secteurs en pointe dans le combat sur les trente-cinq heures — n'ont été que des grèves tournantes d'avertissement, destinées à appuyer les négociations en cours. Malgré la rencontre au sommet, prévue pour mercredi dans l'imprimerie, le ton des discours a confirmé qu'il n'était plus question de compromis.

Cette confrontation prend de plus en plus un aspect politique. Dans sa déclaration du 1er mai, le chancelier Helmut Kohl a averti solennellement que la reprise économique ne devait pas être mise en danger. « *Nous ne pouvons pas nous permettre maintenant d'affrontements idéologiques.* » Accusation que le président du DGB, M. Ernest Breit, a rejetée, en dénonçant à son tour, devant 5 000 personnes, à Karlsruhe, la remise en cause des acquis sociaux par le gouvernement et le patronat. Le SPD et les Verts ont renouvelé, de leur côté, leur appui aux syndicats. Dans la Ruhr, le président des sociaux-démocrates, M. Willy Brandt, a accusé le gouvernement de se tenir unilatéralement aux côtés du patronat, et d'avoir été incapable d'intervenir comme médiateur dans le conflit.

A défaut d'un mobilisation spectaculaire, les défilés et rassemblements ont prouvé que les syndicats pouvaient compter sur le noyau dur de leurs troupes, dans la phase difficile qui commence pour eux.

HENRI DE BRESSON.

BRÉSIL : le ressac

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Le cœur n'y est plus vraiment. Il y a là M. Ulisses Guimaraes, le président du PMDB, principale formation de l'opposition. Il a mis pour ce 1er mai « unitaire » et frileux, un col roulé rouge. La chanteuse Fafa de Belem, qui pousse, depuis des mois, la goualante des « directes », est là aussi, avec de nombreux dirigeants du syndicalisme et de l'opposition. Pas un drapeau rouge ne manque des différentes branches de la « famille » communiste. La « dictature militaire » est ponctuellement huée avec conviction. Seulement, voilà : c'est comme si l'immense fleuve humain de ces derniers mois était rentré dans son lit...

Du million et demi de personnes qui ont manifesté voici quinze jours à Sao-Paulo, il en reste peut-être dix mille aujourd'hui. Et peut-être autant à Sao-Bernardo, autre point de rassemblement : le grand stade de Tatuape, à la périphérie de la grande cité pauliste, n'a pas été pris d'assaut. Les abords font très Foire du trône avec leurs stands de sucreries et de boissons. On offre les prospectus de toutes les extrêmes gauches possibles ; on voit des chemisettes frappées de slogans de tous horizons — on en voit même du PS français sur l'« *autre politique* » !

Un chanteur, sur l'estrade, entonne un refrain interdit il y a dix ans et qu'il lance désormais à plein vent sur le « *syndicat des voleurs* » installé à Brasilia. M. Guimaraes parle des « *fascistes* » qui ont décrété il y a deux semaines, dans la capitale, des mesures d'exception. « *Figueiredo dehors !* », proclament des pancartes. La « dictature militaire » a décidément perdu quelques dents...

Un orateur choisit une cible facile : M. Delfim Neto, responsable de l'économie — un « *gros* ». « *Il paraît qu'il a pris 8 kilos ces derniers temps, alors que le peuple, lui, dépérit.* » Une autre rondeur, celle-là sympathique au public, c'est Fafa de Belem, dont la chemisette est échancrée au maximum, pour mettre ses générosités en évidence. Quand elle s'empare du micro, c'est une avalanche qui chante : « *Tout artiste doit aller là où le peuple se trouve...* »

Une grève générale ?

« *Conciliation, trahison* » : l'anathème est lancé. Et M. Ulisses Guimaraes le reprend à sa façon, en disant qu'il ne peut pas négocier ce qui ne lui appartient pas : « *Le droit des Brésiliens à choisir leur président.* » Et pourtant, on sait bien que son parti — le principal parti d'opposition — est déjà en conversation, là-bas, à Brasilia, avec les dirigeants du parti gouvernemental sur le problème de la succession. Lui-même, leader de l'aile radicale du PMDB, n'a pas fermé toutes les portes à la négociation.

Ce meeting unitaire était une reprise de contact avec la réalité. Les deux confédérations syndicales, la CONCLAT (conférence des classes de travailleurs) et la CUT (Centrale unique des travailleurs) se sont associées aux partis d'opposition pour reprendre, le 1er mai, le mot d'ordre des « *élections présidentielles au suffrage universel dès maintenant* ». La CONCLAT est l'organisation la plus proche du PMDB : son principal leader est M. Joaquim Dos Santos Andrade, président du Syndicat des métallurgistes de Sao-Paulo — « *le plus grand syndicat d'Amérique latine* », — longtemps considéré comme lié au pouvoir, ce qui donne d'autant plus de poids à sa participation à la campagne des « *directes* ». La CUT, elle, représente le parti des travailleurs de M. Luis Inacio da Silva, dit « Lula », sensiblement plus à gauche.

Les deux organisations parlent de lancer une grève générale à la veille de la discussion, au Parlement, du futur amendement constitutionnel présenté par le président Figueiredo pour contrer celui de l'opposition. Une initiative déjà jugée irréaliste par bien des opposants avant le 1er mai, et qui le paraît encore davantage après le maigre succès du meeting de ce mardi. C'est le ressac, visiblement, dans le camp des « *directes* ». Mais rien ne dit qu'il durera longtemps. La campagne pour le rétablissement total de la démocratie se nourrit d'un malaise social qui, lui, n'est pas en voie d'extinction.

CHARLES VANHECKE.

BOLIVIE : grève générale

La Paz (*AFP, AP, Reuter*). — Au moins quatre-vingt mille personnes ont défilé, le mardi 1er mai, dans les rues de La Paz, alors que l'ensemble du pays était paralysé depuis la veille par une grève générale de soixante-douze heures. Cet arrêt de travail est le deuxième depuis que le gouvernement de gauche du président Siles Zuazo a dévalué le peso de 75 %, le 12 avril, et augmenté les prix des produits de première nécessité. La grève avait été très suivie le lundi 30 avril. Elle doit se poursuivre ce mercredi et le jeudi 3 mai.

CHILI : cent blessés

Santiago (*AFP, AP, Reuter*). — Au moins cent personnes ont été blessées, et des dizaines arrêtées, lors d'affrontements qui ont eu lieu à la fin d'un meeting convoqué à l'occasion du 1er mai dans un grand parc public de Santiago par le Commandement national des travailleurs (CNT). Cette manifestation rassemblait environ cent mille personnes ; elle était la première autorisée pour un 1er mai depuis le coup d'Etat du général Pinochet il y a plus de dix ans. C'est lors du discours de clôture de cette réunion, prononcé par M. Rodolfo Seguel, président du CNT, que des heurts ont éclaté entre des jeunes gens et des policiers. Les forces de l'ordre ont chargé à l'intérieur du parc O'Higgins, faisant usage de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc, de canons à eau et de matraques.

L'avant-veille du 1er mai, une dizaine de bombes avaient explosé à Santiago, Valparaiso et Concepcion, les trois principales villes du Chili, blessant vingt personnes. Un groupe s'intitulant Front patriotique Manuel Rodriguez, et qui a déjà revendiqué quelques attentats dans le passé, s'est fait connaître auprès des journaux comme l'auteur de ces actes. Prenant la parole à Curico, à 200 kilomètres au sud de Santiago, le général Pinochet a affirmé, le lundi 30 avril, que son gouvernement « *ne permettra pas que des actes délictueux se répètent* » ainsi. Le vice-ministre de l'intérieur a indiqué qu'un nouveau décret antiterroriste serait promulgué dans les prochains jours.

URSS : le retour des idoles

Le gigantesque défilé du 1er mai, sur la place Rouge, a surtout été marqué par un retour en force du culte de la personnalité, en l'occurrence celui de M. Constantin Tchernenko.

Pendant une heure et demie, sous un soleil estival, des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé en brandissant des fleurs artificielles, drapeaux et banderoles à la gloire du Parti, du travail et de la paix, mais surtout à celle du chef du Parti et de l'État, dont de grands portraits en couleur dominaient la foule, éclipsant presque les slogans politiques : c'est donc le retour du « défilé des icônes », supprimé, l'espace d'un bref règne, par Youri Andropov. A tous égards, ce défilé avait des relents de brejnevisme sans Brejnev — mais avec Tchernenko : les manifestants brandissaient d'immenses pancartes portant des extraits de ses discours, des photos représentant le nouveau secrétaire général au milieu des ouvriers de l'usine Faucille et marteau, et de nombreux messages de félicitations. Les autres slogans ne se distinguaient guère de ceux de l'an passé, sinon par leur caractère moins agressivement anti-américain : la caricature montrant Ronald Reagan en habit de cow-boy, agitant un fouet et montrant des dents de requin, n'a pas resservi cette année.

A la tribune, malgré le beau temps, les membres du bureau politique arboraient pardessus et feutre gris. Pour monter à la tribune du mausolée, M. Tchernenko était suivi immédiatement de la « vieille garde » du bureau politique, le maréchal Oustinov, M. Gromyko, le ministre des affaires étrangères, et M. Tikhonov, le premier ministre, et cette priorité aux anciens se retrouvait dans la disposition des portraits officiels, en divers endroits de Moscou, l'ordre alphabétique n'étant pas respecté, contrairement à l'habitude ces dernières années.

Pour la quatrième année consécutive, les ambassadeurs des principales puissances occidentales (États-Unis, Grande-Bretagne, France, RFA, Canada, Japon) n'ont pas assisté à la cérémonie pour protester contre l'intervention soviétique en Afghanistan. La Chine était, elle, représentée par son ambassadeur. — (*AFP*).

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : les syndicats ont annulé les défilés

Saint-Domingue (*AFP, Reuter*). Le président de la République, le social-démocrate M. Jorge Blanco, a remercié les cinq centrales syndicales d'avoir annulé la manifestation du 1er mai. Le risque de voir les événements dégénérer était grand, en effet, après les violents affrontements de la semaine précédente, qui avaient fait quarante-cinq morts, selon un bilan officiel (deux cents selon le Comité dominicain des droits de l'homme). Le secrétaire de la CGT, la plus importante des organisations ouvrières de la République caraïbe, avait annoncé dimanche à la télévision que les défilés prévus seraient remplacés par six heures de « *grève symbolique* », en raison de la « *militarisation de la capitale* ». Les forces armées, en effet, continuent de patrouiller Saint-Domingue après les « *émeutes de la faim* » qui avaient éclaté la semaine précédente en raison des hausses de prix de produits de première nécessité décrétées par le gouvernement.

Dans un discours de ton conciliant, tranchant sur ses précédentes déclarations, le chef de l'Etat, après avoir exprimé sa « *reconnaissance* » aux syndicats pour leur attitude responsable, a annoncé la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures sociales pour compenser les hausses de prix.

Farniente, rite et résistance

(*Suite de la première page.*)

La RFA constitue de ce point de vue une exception, puisque les manifestations en faveur de la semaine de trente-cinq heures ont connu un succès certain ; il est vrai que le syndicalisme ouest-allemand vit depuis longtemps à l'heure du réalisme et du réformisme qui ose dire son nom.

Nulle discussion, en revanche, sur l'importance de la crise dans les pays de l'Est. Voilà longtemps que ce genre d'exercice n'est plus conseillé dans les pays du socialisme réel et que le 1er mai y a été ramené à une autoglorification aseptisée du régime. Rien de nouveau à signaler de ce point de vue, que ce soit à Moscou, où le sacre-saint scénario de la place Rouge a été depuis longtemps figé dans sa mise en scène, à Prague, à Cuba, ou même à Pékin. Les travailleurs, après tout, ne sont-ils pas censés dans ces capitales être au pouvoir ? Ils seraient donc malvenus de s'en prendre à eux-mêmes ou de remettre en cause le dogme officiel.

La seule anicroche à cette fable a eu lieu, une fois de plus, en Pologne où des milliers de manifestants ont osé descendre dans les rues de Varsovie, Gdansk, Szczecin, Wroclaw, Czestochowa et affronter la police pour qu'il ne puisse pas être dit que la mise hors la loi de Solidarité a été acceptée dans la passivité. Cet acte de résistance est un des rares à avoir été enregistré mardi dans le monde. Un deuxième a eu lieu à l'autre extrémité de la planète, à Santiago-du-Chili, où plus de cent mille personnes ont participé à la première manifestation du 1er mai autorisée par le général Pinochet depuis qu'il s'est emparé du pouvoir et ont profité de l'occasion pour réclamer le retour à un régime civil. Faut-il le préciser ? En Pologne comme au Chili, les forces de l'ordre s'en sont donné à cœur joie...

Une fête de nantis ?

Résistance à la dictature. Lutte pour la démocratie politique. Ces deux aspirations paraîtront peut-être bien désuètes à ceux qui rêvent d'un monde parfait où tout serait prévisible et où tous les problèmes sociaux seraient résolus préventivement. Il n'empêche : on ne peut pas mettre tous les combats sur le même pied. Ils ne sont pas de même nature.

Inquiétude de consommateurs devant la crise ici ; lutte pour la reconnaissance de droits politiques élémentaires là. Le panorama ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas ceux qui n'ont encore aucun de ces deux problèmes, mais seulement celui de survivre, et qui sont une nouvelle fois restés étrangement silencieux mardi. Finalement, c'est ce silence, cette absence des « damnés de la terre » — paysans du Nordeste brésilien ; masses africaines menacées par la famine... — qui choque le plus. Comme si le 1er mai était une fête de nantis.

JACQUES AMALRIC.

TUNISIE : M. Habib Achour « chahuté »

Tunis (*Reuter*). — Pour la première fois dans l'histoire de l'Union générale des travailleurs tunisiens, M. Habib Achour, son président, a été empêché de prendre la parole au cours du meeting de la centrale syndicale à l'occasion du 1er mai à la Bourse du travail, et a quitté la salle, en raison de manifestations houleuses. Syndicalistes et étudiants manifestaient, en effet, bruyamment, « *pour la démocratie à l'intérieur de l'UGTT* » et contre « *la violence et la répression à l'Université* ».

L'hostilité des participants s'explique par la crise que traverse la puissante centrale ouvrière, écartelée entre une base jeune et contestataire et un gouvernement disposé à collaborer avec sa rivale, l'Union nationale tunisienne du travail, née en février dernier. C'est d'ailleurs la première fois aussi que le 1er mai est fêté à Tunis par deux centrales syndicales et c'est, dans ce contexte, que l'UGTT avait conclu, le 13 avril, un accord de paix sociale avec le gouvernement.

Le syndicat de l'enseignement secondaire, qui a immédiatement dénoncé cet accord, a été suspendu par la direction de l'UGTT, et c'est pour s'élever contre ces méthodes « antidémocratiques » que les étudiants ont « chahuté » M. Achour. Des étudiants islamistes ont profité de l'occasion pour brandir des banderoles réclamant la libération de leurs camarades arrêtés et s'élever contre « *la répression à l'Université* ». Il est vrai que les forces de l'ordre sont intervenues, vendredi 27 avril, à l'intérieur de l'Université pour réprimer une manifestation. Les syndicats de l'enseignement supérieur ont protesté et appelé à la grève pour ce mercredi 2 mai.

DIPLOMATIE

La préparation du sommet de Fontainebleau donne lieu à de nombreux échanges de vues entre les Dix

La préparation du conseil européen de Fontainebleau, convoqué les 25 et 26 juin prochain, donne lieu à toute une série de rencontres entre chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi qu'entre ministres des Dix.

Lundi 30 avril, M. Mitterrand s'est rendu à Athènes pour y rencontrer MM. Caramanlis et Papandréou, respectivement président de la République et premier ministre de Grèce. *« Si l'on peut regretter qu'à Stuttgart, Athènes et Bruxelles, les trois précédents sommets de la Communauté européenne, on n'ait pas réussi à régler tous les contentieux, il n'empêche qu'on y a chaque fois avancé*, a déclaré M. Mitterrand à l'issue de ces entretiens. *Les contentieux se réduisent. Mais cela ne suffit pas, car il faut aussi examiner ce que peut être l'Europe d'après les contentieux, dans quelle direction aller, avec quelles ambitions industrielles, technologiques et sociales, ainsi que dans les domaines de l'espace et de l'environnement. »*

M. Papandréou, de son côté, a estimé que le sommet de Fontainebleau *« constituera un grand tournant historique, car il faudra prendre de grandes décisions pour permettre le développement des économies de la CEE, sans lequel l'impasse aura des conséquences imprévisibles »*. Il s'est félicité de la *« position très encourageante »* du président français *« face aux problèmes de la Grèce dans la Communauté »*. M. Mitterrand a ensuite gagné l'île de Rhodes, pour un séjour privé de vingt-quatre heures, avant de retourner à Paris dans la soirée de mardi. Jeudi, il recevra Mme Thatcher pour un déjeuner de travail à l'Elysée.

Ce mercredi, le premier ministre britannique reçoit, à la résidence officielle de Chequers, le chancelier Helmut Kohl à l'occasion des quinzièmes consultations régulières anglo-allemandes. La question de la contribution de Londres au budget de la Communauté devait occuper l'essentiel de l'entretien, également consacré à la préparation du sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, qui aura lieu du 7 au 9 juin dans la capitale britannique, et à la relance de la défense européenne dans le cadre de l'UEO.

Ce mercredi également, le président du conseil italien, M. Craxi, se rend à Lisbonne pour y évoquer avec les dirigeants portugais les perspectives de l'élargissement de la CEE.

Mardi, M. Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes, a rencontré à Bonn M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères ouest-allemand, qui avait reçu samedi le ministre français des affaires européennes, M. Roland Dumas.

A Suva (îles Fidji) se sont ouvertes ce mercredi les négociations destinées à renouveler les accords de Lomé entre la Communauté et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), négociations qui s'annoncent difficiles (*le Monde* du 2 mai).

La délégation de la CEE est conduite par M. Claude Cheysson, en tant que président en exercice du conseil des ministres des Dix. L'île Maurice et la Barbade sont candidats pour accueillir la réunion finale de cette conférence, et la signature de la nouvelle convention. Les deux précédentes avaient été signées à Lomé, et le Togo souhaite, pour sa part, que sa capitale reste le lieu officiel de signature. — *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

Grande-Bretagne

Mme Thatcher a refusé la création d'une commission d'enquête sur l'affaire de l'ambassade de Libye

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a repoussé les critiques de ceux qui — jusque dans son propre parti — reprochaient à son gouvernement un certain manque de fermeté à l'égard de la Libye, malgré la rupture des relations diplomatiques. Dans l'opposition et aussi parmi les députés conservateurs, on a fait valoir que des mesures auraient pu être prises plus tôt contre les occupants du « bureau du peuple libyen » et qu'il aurait fallu, après la fusillade du 17 avril, ne pas laisser partir ces derniers aussi aisément et, avec eux, le meurtrier d'un agent de police. Au cours d'un débat à la Chambre des communes, le 1er mai, le premier ministre a rejeté l'idée d'une commission d'enquête sur l'ensemble de l'affaire, demande renouvelée par le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, et le président du Parti social-démocrate, M. David Owen.

Pour apaiser le mécontentement d'une partie des députés conservateurs, Mme Thatcher a annoncé qu'un examen *« approfondi »* serait mené dans tous les services concernés pour *« tirer les leçons »* des récents événements. Mais elle a indiqué qu'il n'était pas question de rendre publiques ces investigations. Cela afin de préserver le bon fonctionnement de certains de ces services, auxquels le secret est nécessaire. Se contentant de ces assurances, la plupart des conservateurs ont évité de participer à la discussion et de joindre leurs voix à celles des travaillistes, qui ont parlé d'*« humiliation nationale »*.

Le ministre de l'intérieur, M. Léon Brittan, a également contribué à atténuer les regrets exprimés sur les bancs de la majorité, en révélant que l'enquête de la police permettait de penser que l'auteur de la fusillade était un diplomate et non l'un des « étudiants révolutionnaires » qui se trouvaient aussi à Saint James' Square. Avec cette précision, M. Brittan a souligné qu'il n'était donc pas possible — sans remettre en cause unilatéralement les règles de l'immunité diplomatique — de retenir les Libyens, qui ont regagné Tripoli la semaine dernière.

Après avoir pénétré, lundi, à l'intérieur du « bureau », les policiers ont découvert six pistolets et des munitions d'armes automatiques. Ils ont surtout déclaré avoir trouvé une douille et des traces de poudre près de la fenêtre d'où avaient été tirés les coups de feu, ce qui confirme les témoignages recueillis après la fusillade. Par mesure de représailles, les locaux de l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli ont été visités à trois reprises par la police libyenne.

F. C.

Andorre

LE PREMIER MINISTRE A ANNONCÉ LA DÉMISSION DE SON GOUVERNEMENT

M. Oscar Ribas-Reig, premier ministre d'Andorre, a annoncé, lundi 30 avril, la démission de son gouvernement. Il n'était pas parvenu à faire adopter par le Conseil général (le Parlement) la création de nouveaux impôts nécessaires pour équilibrer le budget de la principauté.

M. Ribas-Reig, un avocat de quarante-cinq ans, avait été élu en janvier 1982 à la tête de l'exécutif. Il s'agissait du premier gouvernement formé après la réforme des institutions. Le 15 janvier 1981, les deux co-princes (le président de la République française et l'évêque d'Urgel) avaient adopté un décret qui séparait l'exécutif du législatif et créait un gouvernement de quatre à six membres chargé de faire exécuter les décisions du Conseil général.

Le gouvernement démissionnaire expédiera les affaires courantes jusqu'à ce que le Conseil général ait désigné un nouveau chef de gouvernement. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Chine

- EXECUTIONS. — Vingt-neuf Chinois ont été exécutés à la mi-avril, à Pékin, dans le cadre de la campagne lancée, depuis août dernier, pour lutter contre la criminalité.
  Des affiches, apposées lundi devant le tribunal intermédiaire de Pékin, indiquent que les vingt-neuf condamnés ont été mis à mort entre le 17 et le 25 avril pour meurtres, viols, vols et trafic de femmes.
  Parmi les exécutés, jeunes pour la grande majorité, on note la présence d'une femme, âgée de vingt et un ans, reconnue coupable d'avoir vendu quatre fillettes et huit jeunes filles pour la somme totale de 4 700 yuans (2 350 dollars). — *(AFP.)*

Corée du sud

- VISITE DE M. GEORGE SHULTZ. — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est arrivé le mardi 1er mai à Séoul, venant de Shanghai, pour s'entretenir avec les dirigeants sud-coréens de la visite que vient d'achever le président Ronald Reagan en Chine. Ces entretiens devraient essentiellement porter sur les discussions qu'a eues M. Reagan avec les dirigeants chinois sur la question coréenne.

Maroc

- ARRESTATION DE DIRIGEANTS ISLAMISTES. — Cinq personnes proches de M. Abdallah Yacine, dirigeant islamiste frappé à Rabat d'une mesure de détention préventive depuis janvier, ont été arrêtées à Casablanca, indiquait-on lundi 30 avril dans les milieux judiciaires. Il s'agit de MM. Mohamed el Alaoui, directeur de l'enseignement secondaire à Marrakech, Ahmed Mellakh, enseignant à l'école normale de cette ville, Arsalane Fathallah et Abdelhadi Abdeljabber, professeurs du secondaire et Brahim Charkaoui, homme d'affaires. — *(Reuter.)*

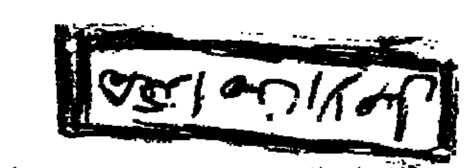
Pakistan

- VISITE DU PREMIER MINISTRE JAPONAIS. — Le premier ministre japonais, M. Nakasone, s'est entretenu, mardi 1er mai, avec le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq. Les conversations ont principalement porté sur les relations économiques entre les deux pays. Arrivé lundi à Islamabad, M. Nakasone doit quitter le Pakistan jeudi pour Bombay, première étape d'une visite officielle en Inde. — *(AFP.)*









Le Monde

politique

DEVANT LA VI[e] CONFÉRENCE NATIONALE « ENTREPRISES »

M. Lionel Jospin invite le PS à « assumer la modernité »

Un coup à droite, un coup à gauche : M. Lionel Jospin, qui clôturait, lundi 30 avril à Massy (Essonne), la VI[e] conférence nationale « entreprises » du PS (*le Monde* daté 29-30 avril), n'a pas oublié grand monde dans la volée de bois vert qu'il a administrée à ses amis socialistes, comme à l'extérieur du parti.

Encore a-t-il été plus sévère avec certains qu'avec d'autres. Ainsi a-t-il, une nouvelle fois, rabroué sèchement, sans toutefois les nommer, les *« néo-rocardiens »* du groupes AGIRS, déjà taxés de *« révisionnisme »* lors du comité directeur des 10 et 11 mars derniers (*le Monde* du 13 mars).

Moins brutal avec les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, il a renvoyé au CERES sa copie en matière de propositions économiques alternatives, avec, noté en marge : *« Je ne crois pas aux formules miracles. »* Il leur a rappelé, de surcroît, qu'il n'est pas, lui, *« de ceux qui courent après le PC »*, et a affirmé que *« la politique du gouvernement qui est celle du président de la République, à ma connaissance, est la seule possible à court terme. »*

La précision est utile, dans la perspective d'une *« clarification »* au sein du PS, d'autant plus qu'avant cette conférence nationale — au cours de laquelle le CERES s'est largement exprimé — M. Didier Motchane, dans l'éditorial du numéro d'avril de la revue *En jeu*, avait, au moins implicitement, mis en cause la stratégie personnelle du président de la République dont la politique économique et sociale porte en germe, selon lui, la rupture de l'union de la gauche. Pour M. Jospin, un renversement d'alliance relève toujours *« de la rêverie, ou du cauchemar »*.

En manifestant clairement qu'il reste partisan de l'union de la gauche, le premier secrétaire du PS s'est, aussi, gardé les coudées plus franches pour rappeler, sans douceur excessive, que le PC est, dans l'union, l'obligé du PS (*« s'il y a des communistes au gouvernement,* c'est grâce à nous, *pas aux communistes »*) et que les tables de loi du PS ne se trouvent pas place du Colonel-Fabien, au siège du PCF.

Dernière cruauté vis-à-vis des *« camarades communistes »*, M. Jospin a revendiqué pour le PS le rang de principal représentant des travailleurs. Ce qui pourrait passer pour une provocation, si ce n'était, sans doute, une façon d'avertir le PC qu'une stratégie d'appui sur un mouvement de mécontentement populaire dirigé contre le PS serait illégitime et vouée à l'échec.

La série des avertissements ou des mises en garde ne s'arrête pas là. M. Jospin a rappelé le gouvernement à ses responsabilités, à propos des annulations de crédits budgétaires (recherche et éducation notamment), que l'opposition n'est pas seule à trouver inacceptables en l'état, et à propos des rémunérations des dirigeants des entreprises nationalisées. *« Que le gouvernement,* a affirmé en substance M. Jospin, *fasse en sorte que ceux qui sont chargés de faire appliquer la rigueur dans leurs entreprises se l'appliquent d'abord à eux-mêmes. »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a clos, lundi 30 avril à Massy (Essonne), les travaux de la VI[e] conférence nationale « entreprises » du PS. M. Jospin, après avoir relevé que les socialistes sont « *surtout sensibles* » aux « *conséquences négatives* » immédiates de la politique de rigueur du gouvernement, en a souligné les aspects positifs, affirmant que les interrogations viennent de ce qu'« *un diagnostic ne peut pas encore être formulé entièrement* » sur la réussite de cette politique.

M. Jospin, qui a reconnu que les « *aspects négatifs* » de la politique du gouvernement « *alimentent la critique chez ceux qui croient déjà, eux, connaître la réponse* », a affirmé : « *La crise* (...) *est une réalité matérielle, objective, extérieure à nous, que nous ne pouvons modifier par le simple jeu d'un volontarisme* [mais] *utilisant la donnée du temps, et non pas en l'exorcisant par des mots. Les mutations industrielles sont inévitables.* (...) *On peut en modifier le rythme, on peut discuter de tel ou tel choix, mais nous savons bien que la modernisation du pays doit être assumée, y compris les sidérurgistes lorrains* (...) *le savent.* »

Après avoir rappelé l'« *accord général* » sur les restructurations à l'intérieur du PS, M. Jospin a ajouté : « *Sur la politique conjoncturelle, personne ne nie qu'un tournant était devenu nécessaire.* » M. Jospin a alors évoqué les mesures préconisées par le CERES, pour affirmer que les tenants de ces mesures alternatives « *ne font pas autre chose que reconnaître qu'il y a eu rupture d'équilibre en France et qu'on ne pouvait pas continuer à gérer la politique économique comme avant. J'espère qu'il n'y a pas d'illusions sur ce point* ».

Non aux formules miracles

M. Jospin a poursuivi : « *Notre politique n'est pas une concession à la politique de M*[me] *Thatcher. Nous ne pratiquons pas la désindustrialisation massive, le conservatisme économique et social ; nous ne remettons pas en cause systématiquement les systèmes de protection sociale et les droits acquis des travailleurs et des syndicats. Je ne pense pas que nous puissions retrouver* [la croissance] *dès maintenant.* (...) *Je ne crois pas aux formules miracles* », a-t-il encore déclaré.

« En cas d'application des mesures préconisées par le CERES, « *la rigueur serait peut-être plus rude* », a-t-il affirmé. M. Jospin a ajouté : « *La politique du gouvernement, qui est celle du président de la République, à ma connaissance, est la seule qui soit possible à court terme.* »

Les coupes des fonctionnaires des finances

M. Jospin a ensuite déclaré : « *Je suis pour la rigueur, à condition que nous puissions établir clairement devant notre peuple que la rigueur de gauche n'est pas la rigueur de droite. Il n'y a pas pour nous des impératifs économiques et des conséquences sociales. Il y a des exigences économiques et sociales qui doivent être traitées ensemble.* » M. Jospin a notamment rappelé la nécessité de « *faire les mutations avec les travailleurs et non pas contre eux, et de commencer, ou poursuivre, selon le cas, le changement dans les relations du travail* ». M. Jospin a évoqué le cas des entreprises publiques pour affirmer : « *Il y a encore trop d'exemples* (...) *de gestion archaïque, d'attitudes antisociales de la part des directions.* »

Le premier secrétaire du PS a encore estimé que la rigueur ne doit pas empêcher de « *continuer à préparer l'avenir* ». A ce titre, il a vivement contesté le bien-fondé des annulations de crédits budgétaires pour l'éducation nationale et la recherche : « *Les priorités* », a-t-il dit, [attachées à une] *philosophie du progrès, ne doivent pas être mises en cause par les hauts fonctionnaires, par exemple des finances, qui, animés par les réflexes d'hier, ont opéré des coupes qui, quantitativement et qualitativement, ne seraient pas conformes à notre politique et aux orientations fixées par le président de la République. Je comprends les nécessités budgétaires* (...), *mais il faut que ce soit au pouvoir politique de décider où sont réalisées les coupes.* »

« Le PS est le principal représentant des travailleurs »

M. Jospin a ensuite appelé les socialistes à « *assumer la modernité* », à expliquer l'« *infléchissement* » de la politique de la gauche, voire à reconnaître leurs erreurs, mais aussi à « *refuser* (...) *cet autodafé de nos principes et de nos valeurs auquel certains nous invitent de plus en plus, et pas seulement à droite* ».

Le premier secrétaire du PS a, enfin, abordé la question de l'union de la majorité. « *Je ne suis pas de ceux,* a-t-il continué, *qui tiennent la rupture avec le Parti communiste pour acquise. Je ne suis pas de ceux qui croient possible et souhaitable un changement d'alliance. Rien ne le justifie. Rien ne rend cette rêverie ou ce cauchemar le moins du monde réaliste.* (...) *Je suis de ceux qui veulent que se poursuive au gouvernement et dans le pays l'union de la gauche, et je suis tellement persuadé que nous le voulons que je n'ai pas besoin pour cela de la garantie du général de Gaulle* (1). *Mais je ne suis pas non plus de ceux qui courent* (...) *après le Parti communiste* (...). *C'est grâce à nous qu'il y a des ministres communistes au gouvernement, pas grâce aux communistes.* » « *Les socialistes, tous les socialistes, n'ont pas la même analyse* (...), *face à la crise, que le Parti communiste* (...). *Le projet socialiste n'était pas fondé sur les propositions de Georges Marchais* (...). *Je ne pense pas que la réponse à nos problèmes doive être recherchée à l'intérieur du PC* (...), *que ce soit devant ce tribunal que nous devions aller chercher les arrêts sur notre propre politique.* »

M. Jospin a poursuivi : « *Je ne pense pas que le PC soit entré au gouvernement parce qu'il représentait les travailleurs* (...). *Le PS* (...) *est fondé à penser qu'il est le principal parti représentant des travailleurs* (...) ; *il doit* (...) *se fixer pour objectif de le rester.* »

(1) Dans une interview accordée au *Journal du dimanche* daté 29 avril, M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, écrivait : « *En 1947, les socialistes et les communistes ont choisi leur camp dans la guerre froide : les uns Washington, les autres Moscou. Il aurait fallu le général de Gaulle pour maintenir l'union de la gauche* ».

Un appel à la mobilisation

L'appel adopté à la fin de la VI[e] conférence nationale *« Entreprises »* du PS affirme notamment : *« Le rôle des socialistes est d'expliquer et d'agir, de convaincre les travailleurs pour qu'ils se saisissent des outils dont ils disposent, et qu'ils s'en servent, dans l'entreprise, pour faire vivre le changement. (...) La gauche ne gagnera la bataille économique que si elle mobilise l'ensemble des forces du monde du travail. Gagner la bataille industrielle, c'est possible, si les travailleurs participent pleinement à la définition des choix de stratégie industrielle, sur les investissements, sur l'emploi, sur les conditions de travail, sur la réduction du temps de travail, sur la répartition de gains de productivité. Gagner la bataille industrielle, c'est aussi mobiliser les moyens de la puissance publique, en particulier le système bancaire et les entreprises du secteur industriel nationalisé. » Gagner la bataille de l'emploi implique le soutien de la croissance, du pouvoir d'achat, notamment des catégories les plus défavorisées, pour que s'effectue dans les meilleures conditions la modernisation de la France. Le devoir des socialistes est de mobiliser dans l'union (...) tous ceux qui souhaitent ardemment la réussite de la gauche, et donc le redressement du pays. »*

A propos de l'*« offensive de la droite »*, l'appel affirme : *« C'est au nom de la liberté que le patronat et les droites refusent toute expression aux travailleurs et aux syndicats dans l'entreprise. C'est au nom de la liberté que la droite et le patronat veulent privatiser les services publics et combattre les nationalisations réalisées à la Libération. Les travailleurs, la gauche, les socialistes, ne peuvent supporter plus longtemps une telle imposture. »*

« L'enjeu d'aujourd'hui, conclut l'appel, *c'est d'agir pour mener le combat des idées, mobiliser largement l'opinion sur les valeurs de la gauche (liberté, solidarité, responsabilité, justice...) et faire triompher les acquis démocratiques du pays. »*

L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DU 6 MAI A NOISY-LE-GRAND

Combat de dames sur fond de désunion socialiste

Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) revotera donc le 6 mai, et le 13 si besoin est. Pour se donner un maire. Deux — comme ce fut le cas il y a quelques semaines dans un imbroglio dont Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) restera pour l'avoir involontairement inventé, synonyme, dans l'histoire électorale, — c'était trop. Zéro, ce n'est pas assez. La nature politique a horreur du vide.

Va pour un maire donc. Mais lequel ? « Marie-Thérèse », comme y invitent familièrement les affiches, où l'on a jugé superflu de mentionner autrement qu'en caractères minuscules le nom — Goutmann — et surtout, insinuent les persifleurs de l'opposition, l'appartenance politique — communiste — du maire sortant invalidé de fait ? Ou bien Françoise — entendez, M[me] Françoise Richard, — qui, elle, ne craint pas de dire et de faire imprimer haut ou large qu'elle est inscrite au RPR ? Maire sans l'être après l'inversion des résultats de mars 1983, confirmée par le Conseil d'Etat, elle voudrait bien l'être maintenant vraiment, et toute seule.

Le combat de dames aurait pu fournir une de ces honnêtes campagnes où chacun reconnaît de près ou de loin les siens. A ma gauche, Marie-Thérèse Goutmann, directrice d'école, ancien sénateur, ancien député, couleur de murailles noiséennes, à la tête d'une liste PC-PS-« personnalités extérieures ». Ces non-inscrits sont couramment utilisés un peu partout, mais, à Noisy, où le marais serait, au dire de beaucoup, plus vaste qu'ailleurs, ils s'imposent. Sans eux, pas de bon cocktail municipal.

A ma droite, M[me] Richard, agent d'assurances, drapée dans l'étendard de la reconquête, de la dénonciation de la déesse infernale « Fraude » et, *mezzavoce*, de la lutte contre l'insécurité. Sa recette : un quart RPR, un quart UDF, et deux mesures de non-inscrits : les siens et ceux qu'apporte son deuxième de liste, M. Louis Cuq.

Ah ! M. Cuq, c'était — en mars 1983 — le bon temps de la troisième liste apolitique type, l'un des fleurons de notre vie locale : un vague petit air de centre gauche au premier tour, un ralliement pas vague du tout à la droite au second. Pour le 6 mai, un autre Cuq aurait bien fait l'affaire de tout le monde : la ruse, éventée, ne pouvait plus guère troubler le combat.

M. Serresseque claque la porte

Mais voilà que M. Lucien Serresseque s'en est mêlé. Lucien, comme l'appellent encore avec un peu de gêne ses anciens camarades socialistes, Lucien, ci-devant premier secrétaire de la section PS de Noisy et maire adjoint en 1983, a claqué la porte avec quelques autres militants pour faire sa propre liste, pour lancer devant tous les Noiséens son unique devise : « *Non au duel RPR-PC.* »

Dire que ce n'est pas la joie dans les rangs socialistes de Noisy, c'est peu dire. Les exclusions des dissidents menées au pas de charge, la désignation rapide d'un successeur à la tête de la section socialiste, n'y changent rien : le coup est porté et la blessure d'autant plus large qu'elle est ancienne.

A Noisy comme ailleurs en effet, les militants socialistes qui ne portent pas le PC dans leur cœur, au point de lui concéder sans discuter une mairie, ne sont pas rares. Analyses électorales aidant, après six ans de supériorité municipale communiste, une majorité de militants avaient rêvé de primaires en 1983 plutôt que d'une liste d'union dès le premier tour. Refus des instances nationales du PS. Même demande pour l'élection du 6 mai. Même refus.

C'en fut trop pour le principal adjoint de collège Lucien Serresseque. Il romprait donc les amarres et irait (presque) seul à la bataille puisque la discipline de parti persistait à violenter le vœu de la base.

De la troisième liste-comédie de 1983 (diversement appréciée il est vrai), on est ainsi passé à une troisième liste synonyme de gêne et d'interrogation pour la gauche. Et si M. Serresseque allait glaner plus de voix qu'il ne faut, non seulement dans ce fameux marais, mais chez les électeurs virtuels de M[me] Goutmann ? Bref, cette odeur d'indiscipline, de risque de désunion et d'atomisation de l'électorat indispose à gauche. Il n'y a que M[me] Richard pour assurer avec fermeté que tout cela est blanc bonnet et bonnet blanc et ne doit pas faire oublier *la* fraude passée sur laquelle elle fonde de si grands espoirs.

Deux types de bulletin pour l'opposition en 1983, dont un couvert de noms parfois mal orthographiés ; une décision du bureau centralisateur de décompter tous les bulletins erronés contestés, par le tribunal administratif puis par le Conseil d'Etat. De majoritaires, M[me] Goutmann et ses colistiers devenaient minoritaires après l'inversion qui s'ensuivit. Elle ne récuse pas aujourd'hui l'idée qu'un piège aurait pu lui être sciemment tendu par l'opposition. Les socialistes qui ont obéi au parti proclament haut et fort que « *M*[me] *Goutmann n'est pas synonyme de fraude* ». L'opposition ne lit dans ces événements qu'une page parmi d'autres du grand livre de la fraude électorale.

Une élection née... du contentieux électoral, du rififi dans les rangs socialistes poussé jusqu'à la rupture : chacun connaît aujourd'hui à Noisy-le-Grand les ingrédients de sa défaite ou de sa victoire de demain. Mais rien de plus.

MICHEL KAJMAN.

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le RECOURS menace de « geler l'électorat rapatrié »

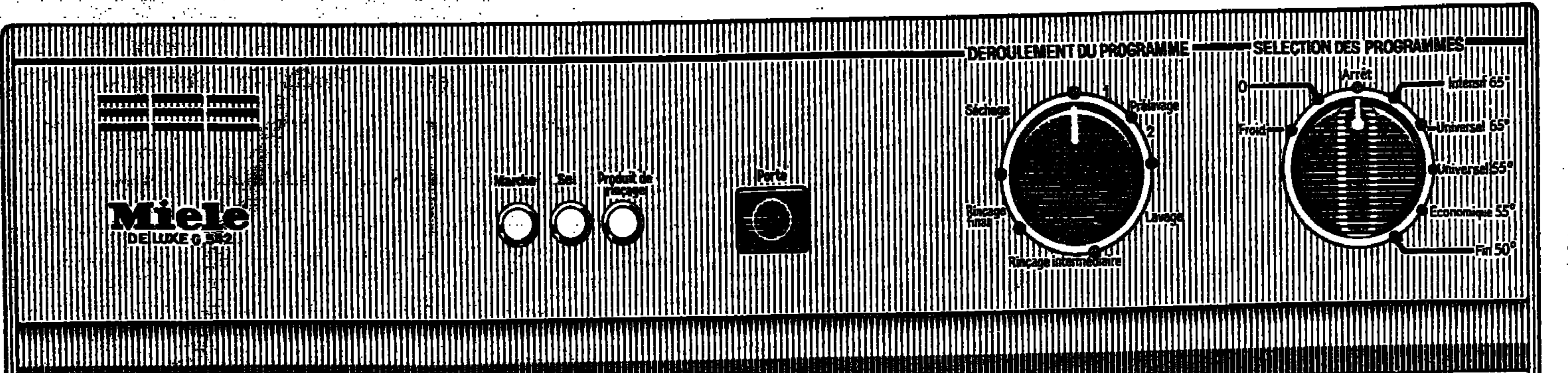
La principale organisation de rapatriés d'Afrique du Nord, la confédération du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), a décidé, à l'approche des élections européennes, de faire pression sur le gouvernement pour essayer d'obtenir que celui-ci accélère la réalisation des engagements pris par le président de la République à l'égard des pieds-noirs.

Au cours d'un congrès régional réuni le samedi 28 avril à Avignon — où M. François Mitterrand avait présenté, en 1981, son plan en faveur des rapatriés — les dirigeants du RECOURS ont exprimé « *les inquiétudes et les mécontentements grandissants* » des membres de leur communauté et ils ont « *donné un mois au gouvernement pour que satisfaction soit accordée aux rapatriés sur quatre points essentiels, qui avaient été définis comme prioritaires à l'automne dernier : une bonne et rapide application de la loi d'aménagement des dettes, l'adoption du projet de loi sur les retraites, attendu depuis près de vingt-cinq ans par les rapatriés les plus âgés, un effort significatif en direction des Français musulmans et l'application réelle et immédiate de l'accord franco-algérien sur les transferts de fonds.* »

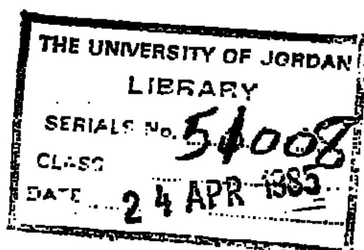
Les dirigeants du RECOURS arrêteront leur position pour les élections européennes lors d'un prochain congrès national, le 26 mai. Après avoir soutenu la candidature de M. Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981, la confédération menace d'appeler à l'abstention. « *Si le gouvernement gèle les solutions attendues, nous saurons geler l'électorat rapatrié, car nous n'avons pas franchi le Rubicon pour pêcher à la ligne* », a notamment déclaré son porte-parole, M. Jacques Roseau.

Une délégation du RECOURS a également été reçue le 25 avril à l'Elysée, par M[me] Paule Dayan, chargée de mission auprès du président de la République. Elle a protesté contre le projet de loi visant à instituer une « aide au retour » en faveur des travailleurs immigrés. M. Roseau a indiqué, à ce sujet, en marge du congrès d'Avignon : « *Cette mesure serait d'autant plus mal ressentie par les rapatriés que les Etats spoliateurs ne leur ont jamais rien consenti, que le gouvernement français ne les a toujours pas indemnisés, que la réintégration des Français musulmans n'est toujours pas effectuée et que, six mois après le voyage du président Chadli en France, malgré les promesses faites à cette occasion, les trois cent mille familles pieds-noirs d'Algérie ne peuvent toujours pas disposer de leurs propres fonds et de leurs propres biens. Ces discriminations de traitement,* a-t-il ajouté, *ne sont pas admissibles et ne peuvent, en plus, que nourrir un racisme déjà regrettable.* »

● *Intentions de vote pour les européennes.* — Selon un sondage publié par *le Figaro* du 2 mai, et réalisé par la Sofres, du 19 au 26 avril, auprès de mille personnes, la liste conduite par M[me] Veil recueille 47 % des intentions de vote (soit un point de plus qu'en mars). Celle de M. Jospin est créditée de 22 % (moins deux points) ; celle de M. Marchais de 13 % (sans changement). La liste de M. Le Pen, avec 6 %, devance celles du Mouvement écologiste (5 %), du Centre gauche (3,5 %), du PSU et de M. Fiszbin (2,5 %) et de MM. Nicoud et Poujade (1 %).



ÇA FAIT DES ANNEES QUE NOUS SOMMES SILENCIEUX, CE N'EST PAS UNE RAISON POUR NOUS TAIRE.



LAVE-VAISSELLE.

On fait beaucoup de bruit en ce moment autour du silence des lave-vaisselle. Chez Miele, cela nous fait sourire. Parce que nos lave-vaisselle sont silencieux depuis longtemps.

Alors, aujourd'hui, nous avons décidé de parler. De parler de notre nouvelle gamme de lave-vaisselle dont le silence n'est qu'une qualité parmi tant d'autres.

TRIPLE ISOLATION PHONIQUE.

Du modèle de base à l'appareil le plus sophistiqué, tous les lave-vaisselle de notre nouvelle gamme sont équipés d'une triple isolation phonique : une couche de bitume, un matelas de laine minérale et de la mousse de polyuréthane.

Chez Miele, le silence est livré d'origine.

FAIBLES CONSOMMATIONS.

Les nouveaux lave-vaisselle Miele sont vraiment économiques à l'utilisation : en programme "Universel 65 °C", ils ne consomment que 28 l d'eau et 1,8 kWh d'électricité : c'est inférieur aux consommations nécessaires au lavage manuel quotidien pour une famille de 4 personnes.

Chez Miele, l'économie n'est pas un vain mot.

TECHNIQUE DE LAVAGE ENCORE PERFECTIONNÉE.

L'abaissement de nos consommations ne nous a pas empêché d'optimiser encore notre efficacité de lavage, car grâce à une nouvelle pompe de circulation, la quantité d'eau active nécessaire à de parfaits résultats de lavage reste inchangée. D'autre part, notre triple système de filtrage (un filtre conique, un tamis et un microfiltre avec bague flottante) (brevet Miele) garantit la propreté permanente de l'eau de lavage, évitant ainsi toute possibilité de redéposition des résidus d'aliments.

Chez Miele, la technologie est au service du lavage.

NOUVEL ADOUCISSEUR UNIVERSEL.

La plupart des nouveaux lave-vaisselle Miele sont équipés d'un nouvel adoucisseur universel qui leur permet de fonctionner parfaitement même si la dureté de l'eau atteint 125°. C'est l'adoucisseur le plus efficace du marché.

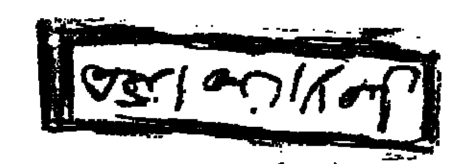
Résultat : un lavage parfait pour une consommation de sel encore réduite.

Nous pourrions encore vous parler longtemps du turbo-séchage (exclusivité Miele), des paniers avec compléments mobiles, des trois bras de lavage, de la carrosserie émaillée, de tout ce qui fait des 15 modèles de lave-vaisselle Miele des appareils de très grande qualité.

On entend beaucoup parler du silence. Un lave-vaisselle Miele, c'est beaucoup plus que du silence. Nous avions envie de le dire. C'est maintenant chose faite.

Miele

LA PAIX N'A PAS DE PRIX.



POLITIQUE

Les démocrates-chrétiens se réunissent à Paris

En France, depuis la disparition, en 1973, du Mouvement républicain populaire (MRP), on ne parle plus guère de « démocratie chrétienne », si ce n'est dans quelque ouvrage d'histoire ou dans quelques cercles universitaires. Le terme même de « démocrate-chrétien » semble désuet. On aurait pu cependant en parler davantage, et mesurer la dimension du mouvement-démocrate chrétien si, par exemple, le CDS, qui refuse l'étiquette mais accepte la référence, avait choisi de présenter aux élections du 17 juin sa propre liste, sans sacrifier, dans une alliance avec les libéraux et les gaullistes, une part de ses convictions européennes. Convictions qu'il partage avec ses partenaires démocrates chrétiens du Parti populaire européen.

De cette dimension européenne et internationale de la démocratie chrétienne, il est question lors du colloque organisé sur ce thème, à Paris, par l'Institut de politique internationale et européenne (IPJE, université de Paris-X-Nanterre), qui réunit, les 2, 3 et 4 mai, au Sénat, universitaires et représentants des différents partis démocrates- chrétiens — officiellement présents dans une quarantaine de pays d'Europe, d'Amérique latine, mais aussi d'Afrique et d'Asie — et des organisations internationales ou régionales qui les regroupent, qu'il s'agisse de l'Internationale démocrate-chrétienne, de l'Union européenne démocrate-chrétienne, de l'Union chrétienne démocrate d'Europe centrale ou de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique.

Hugues Portelli, professeur de droit et de sciences politiques à l'université Paris-X, président de l'IPJE et organisateur de ce colloque, brosse un tableau de l'implantation démocrate-chrétienne et évoque la relance de l'Internationale.

Le redémarrage de l'Internationale

L'INTERNATIONALE démocrate-chrétienne qui s'est formée lors de la réunion de Quito (Equateur) les 26 et 27 novembre 1982 constitue, avec l'Internationale socialiste, l'une des principales transnationales politiques. Elle succède à l'Union mondiale démocrate-chrétienne (UMDC) créée en 1961.

Jusqu'en 1961, l'activité internationale de la démocratie chrétienne s'était essentiellement cantonnée aux deux espaces régionaux de l'Europe et de l'Amérique latine.

En Europe, l'organisation régionale démocrate-chrétienne est assez ancienne. Si les premiers partis catholiques apparaissent dès le XIX[e] siècle (Belgique, Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Autriche-Hongrie), il faut attendre 1924 pour que se constitue à Paris un secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne regroupant treize partis (dont cinq d'Europe centrale). Son principal animateur, Luigi Sturzo (fondateur du Parti populaire italien, parti démocrate-chrétien des années 20) tente, durant la guerre, de maintenir un minimum de contacts. A la Libération, à l'initiative du parti suisse, ceux-ci reprennent. Très vite, les partis d'Europe de l'Est, éliminés par les régimes communistes, sont réduits à l'exil. Regroupés dans l'Union démocrate-chrétienne d'Europe centrale (UCDEC), créée en 1950, ils tenteront de se reconstituer à chaque démocratisation momentanée (Hongrie, 1956 ; Tchécoslovaquie, 1968 ; Pologne, 1980).

En Europe occidentale, ce sont les Nouvelles équipes internationales (NEI) qui regroupent les partis démocrates-chrétiens en 1947. Afin de ne pas trop engager des formations qui, comme le MRP, redoutent d'apparaître dans leurs pays comme des partis confessionnels, les NEI adoptent une structure très souple — des partis ou des personnalités (comme en France) peuvent représenter tel ou tel pays. Après l'effondrement du MRP, le siège des NEI est transféré de Paris à Rome, et l'organisation change de sigle, devenant l'Union européenne des démocrates-chrétiens (UEDC), dont le président actuel est le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti. Bien que regroupant aujourd'hui dix-huit partis (dont le CDS français) implantés dans quinze pays, elle connaît un déclin lié à l'essor d'un mouvement démocrate-chrétien spécifique aux Communautés européennes.

Au sein de celles-ci, les démocrates-chrétiens ont joué un rôle décisif bien connu, du plan Schuman aux traités communautaires successifs, défendant constamment les thèses favorables à l'intégration (plan Tindemans d'union européenne, appui unanime au projet Spinelli). Jusqu'en 1979, le groupe parlementaire démocrate-chrétien a été le premier de l'Assemblée de Strasbourg. Aux élections de juin 1979, ils ont obtenu le plus grand nombre de voix (29,9 % contre 26,69 % aux socialistes), bien que non présents au Royaume-Uni. C'est autour du groupe parlementaire démocrate-chrétien de Strasbourg, très actif et homogène, que s'est constitué le Parti populaire européen (PPE), organisation fédérale des partis démocrates-chrétiens des Communautés, dont le président est actuellement le ministre des affaires étrangères de Belgique, M. Leo Tindemans, et le secrétaire général (qui est aussi celui de l'UEDC), M. Thomas Jansen.

Parallèlement à l'essor du mouvement européen, la démocratie chrétienne s'est implantée depuis l'entre-deux-guerres en Amérique latine, notamment au Chili et au Venezuela. Une première rencontre à l'échelle du continent se tenait en avril 1947, mais c'est à la réunion de juillet 1949 à Montevideo que se crée l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique (ODCA). Son objectif est à la fois de promouvoir une « troisième voie » entre communisme et dictature inspirée du solidarisme chrétien mais aussi l'unité politique du continent (retrouvant le thème fédéraliste que les Européens défendent pour les Communautés). La double victoire d'Eduardo Frei à l'élection présidentielle du Chili et de Rafael Caldera à celle du Venezuela marque l'apogée du mouvement, qui s'étend à tout le continent avec cependant des zones de faiblesse significatives (la DC est très minoritaire dans les trois principaux Etats : Mexique, Argentine et Brésil). Durement touchée par les dictatures militaires de « sécurité nationale », mais aussi par la critique de gauche des Chrétiens pour le socialisme dans les années 70, le mouvement a connu un redémarrage ces dernières années : victoire au Venezuela en 1978 (mais défaite en 1983) et en Equateur ; participation au pouvoir au Costa-Rica et en Bolivie ; rôle décisif au Chili dans la lutte contre Pinochet ; chances de succès au Salvador (N. Duarte) et au Panama cette année.

Cette puissance des organisations régionales a constamment joué contre l'Internationale. Jusqu'en 1982, l'UMDC n'a joué qu'un rôle effacé, chaque région (ODCA, UEDC-PPE) veillant jalousement à son autonomie. Surtout, de profondes divergences internes, accentuées par les échecs (opposition victorieuse du gaullisme en Europe, attaques des dictatures de droite et des guérillas de gauche en Amérique latine), aboutissent à la paralysie dans la seconde moitié des années 60. Certains — surtout en Europe — accentuent leur alignement sur les Etats-Unis, alors que d'autres — surtout en Amérique latine — adoptent des positions tiers-mondistes et se désolidarisent de la guerre du Vietnam. Il faudra attendre les coups d'Etat en Amérique latine pour que les Latino-Américains se rapprochent des Européens (pour des raisons de survie), au moment où ceux-ci, avec la crise pétrolière, découvrent la redistribution des cartes qui s'amorce à l'échelle mondiale. 1974 marque la prise de conscience d'une politique démocrate-chrétienne qui n'est plus régionale mais mondiale, prise de conscience qui se matérialise dans les années 80. L'UMDC puis l'IDC commencent à s'implanter en Afrique (Cameroun, Ouganda, île Maurice) et en Asie (Philippines), et les nouveaux statuts de l'IDC donnent davantage le pouvoir aux partis (désormais directement représentés) par rapport aux organisations régionales.

Pour autant les ambiguïtés ne sont pas levées, puisque certains partis européens, et non des moindres (CDU-CSU allemande, OVP autrichien, CDS portugais), adhèrent à l'Union démocratique internationale, qui rassemble les partis conservateurs occidentaux (RPR, conservateurs britanniques, républicains américains, etc.), posant un délicat problème de double appartenance.

Le mandat des responsables désignés à Quito s'achève en 1985. On pourra alors apprécier si la relance impulsée par l'équipe constituée autour du président chilien Andrés Zaldovar permettra à l'IDC de résister victorieusement à la double concurrence conservatrice et socialiste.

HUGUES PORTELLI.

Propos et débats

M. Piquet (PCF) : la durée

M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, président du groupe communiste à l'Assemblée européenne, a déclaré, vendredi 27 avril, à Strasbourg, que son parti était « dans la majorité avec la volonté forte de la durée, avec la détermination de mettre en pratique les engagements de 1981 ».

Pour M. Piquet, l'élection européenne du 17 juin aura « une importance beaucoup plus grande qu'il n'y paraît », *non seulement parce qu'elle est* « la première consultation nationale depuis trois ans », *mais aussi parce qu'elle se situe à un moment où* « l'affrontement politique est particulièrement vif ». *M. Piquet a ajouté :* « Quand on voit que la droite veut faire de la consultation européenne un référendum contre la gauche, on comprend bien là que la bataille se fera sur la situation intérieure française. »

M. Bas (RPR) : grave

M. Pierre Bas, député RPR de Paris, a considéré, vendredi 27 avril, comme un « fait grave » *que le premier ministre ait pu déclarer à l'Assemblée nationale* « qu'il n'y avait pas de motif à l'annulation des élections municipales de Thionville et de Houilles », *décidée par le Conseil d'Etat.*

« Une telle affirmation est scandaleuse, *a déclaré M. Bas.* Elle donne à penser que la Haute Assemblée administrative est acéphale, aboulique et n'a pas conscience de ce qu'elle fait. On se demande, *a-t-il poursuivi,* si le premier ministre a jamais ouvert un recueil de jurisprudence ».

M. Pierre Bas a ajouté qu'il est « véritablement surprenant que le chef du gouvernement n'ait pas le courage élémentaire de soutenir des juges dont il est légalement le président, et qui, eux, ne manquent pas de courage ».

M. Laignel (PS) : amender n'est pas désavouer

M. André Laignel (PS), président de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner le projet de loi Savary sur l'enseignement privé, a estimé, vendredi 27 avril, dans une interview accordée à la Nouvelle République du Centre-Ouest, *que* « le fait d'amender un texte n'est pas un désaveu pour M. Savary ». *Le député, maire d'Issoudun (Indre), affirme :* « On ne désavoue pas qui que ce soit. Le ministre a fait un travail difficile dans un contexte difficile. Le groupe socialiste n'a pas la même tâche, et le fait d'amender un texte n'est pas un désaveu pour M. Savary. »

« Nous voulons, *dit-il,* améliorer le projet sans qu'il y ait désaccord politique fondamental avec le gouvernement. Pour la grande loi sur les nationalisations, nous avions fait passer des amendements, et le ministre ne s'est pas senti désavoué. »

Le député de l'Indre estime d'autre part que, dans la plupart des départements, les manifestations en faveur de l'école laïque « ont été les plus importantes organisées depuis la Libération ».

M. d'Aubert (PR) : Barre réconfortant

M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, a estimé, lundi 30 avril, que les déclarations de M. Raymond Barre, la veille, au « Club de la presse » d'Europe 1 « ne peuvent que réconforter l'opposition et donner espoir au-delà des limites actuelles de celle-ci ». *Il a ajouté :* « En parlant vrai, en critiquant honnêtement, mais sans complaisance, la majorité d'aujourd'hui, en proposant aux Français des objectifs réalistes, *[M. Barre]* augmente aussi la crédibilité de l'opposition. C'est le langage d'un opposant qui ne cessera jamais d'être un homme d'Etat. »

M. Léotard (PR) : des primaires à l'UDF

M. François Léotard, qui était lundi 30 avril l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, faisant allusion à la nouvelle « démarche présidentielle » *de M. Raymond Barre, s'est* « réjoui qu'il puisse y avoir plusieurs candidats » *au sein de l'UDF. Il a souhaité que la confédération définisse dès maintenant* « le mode de sélection » *de son candidat à l'élection présidentielle, et il a proposé l'organisation, au lendemain des élections législatives, de* « primaires », « comme le font les Américains ».

Le secrétaire général du Parti républicain a estimé que l'UDF devra, après le 17 juin, « dépasser les chapelles et passer de la famille à la formation politique ». *Selon lui, la place de M. Jacques Chirac en tête des sondages est* « provisoire ». *Dans le cas où l'UDF ne pourrait pas réaliser son unification, M. Léotard a annoncé que* « les libéraux s'organiseraient à l'intérieur de l'UDF, mais comme une force ». *Il a émis le vœu que* « M. Giscard d'Estaing joue un rôle décisif dans l'animation des forces libérales en France ».

CRISE A BREST

LE MAIRE RPR SANCTIONNE TROIS ÉLUS PASSÉS AU PR

De notre correspondant

Brest. — M. Jacques Berthelot (RPR), maire de Brest, a suspendu, jeudi 26 avril, les délégations de deux de ses adjoints, MM. Berest, ancien maire, chargé de la culture, Le Borgne, chargé de l'enseignement, et celle d'une conseillère, Mme Rolland, à qui avait été confiée la communication, pour sanctionner leur adhésion au Parti républicain.

Cette décision risque de peser lourdement dans les rapports entre les conseillers majoritaires au moment où les états-majors des partis de l'opposition commencent à désigner leurs candidats aux cantonales de 1985.

A Brest, précisément, le PR n'a obtenu aucun candidat, alors que le RPR et le CDS en obtenaient chacun deux. *« On veut nous exclure »,* a déclaré M. Callec (PR), délégué départemental de l'UDF et aussi adjoint au maire de Brest.

On savait M. Berthelot partisan de la manière forte. Après avoir gagné l'investiture contre M. Lombard (CDS), ancien maire, pour conduire l'opposition à la bataille des municipales, il avait mené une campagne électorale énergique contre son adversaire, M. Pierre Maille (PS). Il a fait preuve de la même vigueur, sous des allures paradoxalement nonchalantes, dans la conduite des affaires communales, démontant en un an et demi ce que son prédécesseur socialiste avait patiemment édifié, notamment dans les domaines culturels et associatifs, et dans celui des jumelages.

M. Berthelot n'a assorti sa décision d'aucun commentaire. Il s'est contenté de remettre à la presse un communiqué annonçant la suspension des trois délégations. Samedi matin, cependant, il a appelé ses colistiers à une réunion pour mettre les choses au net. Mais M. Berest et ses amis ont décliné l'offre, ne tenant pas à *« comparaître devant un tribunal ».*

GABRIEL SIMON.





DANS UN MANIFESTE

Des universitaires dénoncent la « campagne de dénigrement de l'enseignement public »

Cinquante-huit universitaires viennent de signer un manifeste contre ce qu'ils appellent la *« campagne de dénigrement de l'enseignement public »*. Ce texte, que nous publions intégralement, met en garde notamment les hommes politiques contre les *« procès sectaires »* et rappelle que l'enseignement français a enregistré *« des progrès quantitatifs accompagnés de progrès qualitatifs »*.

Ils estiment nécessaire de dépasser les *« jugements simplistes »* sur l'enseignement public, alors que celui-ci a contribué *« à l'augmentation générale des qualifications à tous les niveaux de la population active »*. C'est ainsi que l'enseignement français forme *« aujourd'hui quatre fois plus de bacheliers qu'en 1960 »*.

Ils condamnent les *« détracteurs mal informés »* et les *« censeurs trop impatients »* du corps enseignant dont ils estiment, au contraire, qu'il a su *« sauvegarder la qualité de l'enseignement »*.

Voici le texte complet du manifeste :

« Devant la campagne de dénigrement dont l'enseignement public est actuellement l'objet, nous tenons à rappeler quelques faits.

» Il n'est pas possible, en effet, que les enseignants réussissent à donner aux générations qui montent une éducation intellectuelle et civique digne de ce nom si la société donne l'exemple du mépris des faits. Nous sommes tous responsables de la formation des jeunes, et c'est l'oublier que de se laisser emporter, sur ces sujets qu'ils connaissent mieux que quiconque, par la nostalgie ou la passion.

» Le fait est que, depuis la Libération, dans des conditions souvent précaires, les enseignants, tant privés que publics, ont fait ce que les gouvernements successifs, sous la pression de l'opinion publique, leur ont demandé de faire. En vingt-cinq ans, alors que les classes d'âge avaient augmenté d'un tiers, ils ont accueilli deux fois plus d'enfants dans les écoles maternelles, trois fois plus d'adolescents dans les collèges, quatre fois plus de jeunes dans les lycées et cinq fois plus d'étudiants dans les universités.

« Injuste et irresponsable »

» Ces progrès quantitatifs ont été accompagnés de progrès qualitatifs. Quoi que disent des détracteurs mal informés ou des censeurs trop impatients, le corps enseignant français a sauvegardé la qualité de l'enseignement. Les comparaisons internationales soulignent la rigueur de la sélection dans notre pays (celui où les redoublements atteignent les taux les plus élevés), le niveau particulièrement ambitieux de nos programmes, en mathématiques notamment, l'amélioration continue de certains enseignements (physique et langues vivantes en particulier) et les efforts déployés pour rénover certains contenus ou introduire dans nos classes des technologies modernes, comme l'informatique.

» De ces progrès quantitatifs et qualitatifs, les recensements apportent la preuve, qui enregistrent l'augmentation générale des qualifications à tous les niveaux de la population active. Il faut s'en réjouir. Que seraient nos chances dans la compétition scientifique et technologique actuelle, si notre système éducatif ne formait aujourd'hui quatre fois plus de bacheliers qu'en 1960 et trois fois plus de diplômés de l'enseignement professionnel (CAP et BEP) ? Que seraient nos chances si ces diplômés et bacheliers avaient été aussi mal formés que le disent certains ? »

« Certes, il est possible et nécessaire d'améliorer encore notre enseignement. Les qualités d'expression de réflexion et d'imagination ne sont pas assez développées. Mais il est injuste et irresponsable de faire de ce sujet matière à procès politiciens ou corporatistes.

» Les jeunes passent une quinzaine d'années à l'école, et souvent plus. Les bacheliers de 1984 ont suivi à l'école primaire des programmes signés de M. Guichard, et, au collège, des programmes signés de M. Haby. Sonner aujourd'hui le tocsin quand on applaudissait hier est dérisoire. En ce domaine plus qu'en tout autre, les gouvernements successifs sont solidaires.

» Il est tout aussi dérisoire et injuste d'accuser les enseignants. Leur métier a évolué et il est devenu plus difficile parce que les élèves ont changé. Or jusqu'à ces dernières années, malgré leurs demandes réitérées, on leur a refusé la formation continue que toute entreprise moderne assure à ses agents, non par ce que leur formation initiale aurait été insuffisante, mais pour concevoir avec eux les nécessaires évolutions qu'impose le monde moderne.

» Bien plus, les difficultés que rencontrent les enseignants dans leur métier sont, dans une large mesure, le résultat d'évolutions sociales qui les dépassent. Les enseignants reçoivent les élèves, tous les élèves, que les familles leur confient. Comment veut-on qu'ils fassent pour inculquer aux jeunes le goût du travail, le sens de l'effort, le culte de la vérité, quand l'évolution des mœurs, la croissance de l'individualisme, l'éloge de l'argent facile, le refus de la discussion, caractérisent notre société ?

» Nous sommes tous responsables de ce qui se passe dans les écoles, les collèges et les lycées. Nous aurons l'enseignement que nous mériterons, et c'est l'affaiblir que de décourager des enseignants en faisant d'eux des boucs émissaires. Nous avons le droit de leur demander les évolutions nécessaires, à la condition de comprendre d'abord la difficulté de leur métier, de les soutenir dans leur action persévérante et progressive, et non de la déprécier auprès de leurs élèves, nos enfants.

» Il s'agit de notre avenir collectif. Ici, les jugements simplistes autant que catégoriques, comme les procès sectaires, ne sont pas seulement déplacés : ils sont coupables. »

Les premiers signataires sont Mmes et MM. :

Marc Augé, Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; Pierre Bauchet, Paris-I ; Gabriel Bianciotto, Haute-Normandie ; Jean Boutet, Grenoble-I ; Jean Bouvier, Paris-I ; Jean-Marc Braemer, Lyon-I ; Henri Cartan, membre de Académie des sciences ; Jean Céard, Paris-XII ; Rémy Charpentier, Orléans ; Jean-Claude Chevallier, Paris-VII ; Michel Combarnous, directeur de recherches CNRS ; Raymond Couty, Limoges ; Jacques Decobert, Lille-III ; Georges Duby, Collège de France ; Francine Dubast, Rennes-II ; Jean-Claude Fontaine, Besançon ; Paul Fraisse, professeur émérite Paris-V ; Josiane Gatibelza, Antilles-Guyane ; Michel Gayraud, Montpellier-III ; Françoise Gerbod, Paris-X ; Paul Germain, Ecole polytechnique ; Marcel Gianordoli, Reims ; René Girault, Paris-I ; François Grossin, Poitiers ; Jean Guglielmi, Caen ; André Guignier, membre de l'Académie des sciences ; Michel Guyot, Dijon ; Françoise Heritier-Augé, Collège de France ; Paul-Louis Hennequin, Clermont-II ; Viviane Isambert-Jamati, Paris-V ; Pierre Jullien, Provence ; Jacques Le Goff, EHESS ; Jean Le Merle, Paris-VI ; André Lichnérowicz, Collège de France ; Line Mailhos, Toulouse-III ; Georges Mailhos, président Toulouse-II ; Jean Martinet, Strasbourg-I ; Michel Mérigot, Nice ; Alain Omont, Grenoble-I ; Mona Ozouf, maître de recherches CNRS ; Jacques Ozouf, EHESS ; Marc Pages, Paris-VII ; André de Peretti ; Michel Perrot, Paris-VII ; Gérard Pourcely, Corse ; Marcel Postic, Nantes ; Antoine Prost, Paris-I ; Rayond Regrain, Picardie ; René Rémond, Paris-X ; Jacques Revel, EHESS ; Jean Roch, Bordeaux-I ; Jean Rousselet, Nancy-II ; Georges Snyders, Paris-V ; Michel Tardy, Louis-Pasteur Strasbourg ; Jean Tavlitzky, Paris-VII ; Alain Touraine, EHESS ; Jean-Pierre Vernant, Collège de France ; Pierre Vidal-Naquet, EHESS.

Les signatures doivent être adressées à : André de Peretti, 13, rue Condorcet, 75009 Paris.

EN EGYPTE

Le président Moubarak a inauguré au Caire un hôpital 100 % français

Le Caire. – En ces temps de vaches maigres, on n'inaugure pas tous les jours un hôpital de huit cent cinquante lits doté d'un scanner corps entier, d'une puissante unité de réanimation avec télévision en circuit fermé. Surtout en Egypte où les grands établissements de soins stagnent désespérément depuis plusieurs décennies, malgré l'explosion démographique.

Cela explique l'éclat donné, le 28 avril, à l'inauguration de l'hôpital spécialisé de l'université Ain-Chams au Caire, en présence du président Hosni Moubarak et du secrétaire d'Etat français à la santé, M. Edmond Hervé. Pourquoi M. Hervé ? Parce que l'hôpital le plus moderne d'Egypte est une réalisation française à 100 %.

De notre envoyé spécial

C'est la France qui a prêté les fonds. C'est SOGELERG-SEDIM, filiale ingénierie du groupe CGE, qui a été le maître d'œuvre (350 millions de francs) et c'est une filiale privée de la Caisse des dépôts et consignations, HOSPITEX, qui vient d'être chargée (pour 30 millions) de définir l'organisation de l'hôpital, de préparer sa mise en route et de former son personnel. Il s'agit d'une « première » : jusqu'à présent, aucune entreprise privée française n'avait fait de management hospitalier à l'étranger, secteur dominé par les Américains et les Britanniques.

Le président Moubarak a passé plus de quatre heures à Ain-Chams sans lésiner sur les compliments. Il est vrai que l'hôpital est splendide et que les relations franco-égyptiennes n'ont jamais été aussi étroites et aussi cordiales. Il est surtout vrai que les élections législatives auront lieu le 27 mai et que les soins hospitaliers suscitent au Caire un mécontentement grandissant.

L'Egypte compte deux médecines : celle des groupes les plus favorisés et celle de l'écrasante majorité de la population. La première est symbolisée par des établissements privés, pafois luxueux, où l'on peut se faire soigner convenablement à condition d'y mettre le prix. A la deuxième sont réservés les hôpitaux publics, véritables halls de gare où règne le plus grand désordre. Files d'attente interminables, murs délabrés, manque criant d'hygiène et de matériel. Mis à part quelques îlots, les chirurgiens sont continuellement à la recherche d'un flacon de sang ou d'un bistouri. Il n'est pas rare de voir arriver au bloc opératoire des tambours de stérilisation ouverts qui ont traversé de longs couloirs poussiéreux.

Contrairement à beaucoup de pays en développement, l'Egypte ne manque pas de médecins qualifiés. Mais elle ne sait pas les employer. Aucun spécialiste de haut niveau n'accepte de charge à plein temps dans les hôpitaux publics où les salaires sont misérables. Les « professeurs » arrondissent – largement – leurs fins de mois dans le privé où y basculent tout à fait, multipliant leurs revenus par 50 ou par 100. Quant aux infirmières les plus compétentes, elles partent soit à l'étranger, soit vers les cliniques privées.

Sur mesure

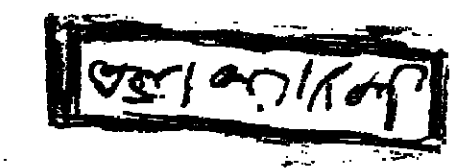
Le nouvel hôpital d'Ain-Chams voudrait faire exception, offrir au grand public des soins dignes de ce nom et retenir d'excellents professionnels. Il n'a pas été conçu en France, puis transplanté, comme le sont les établissements de haut de gamme américains en Arabie Saoudite ou dans les émirats du Golfe. Réalisé pas à pas avec l'université de Ain-Chams, c'est un outil « sur mesure », adapté aux besoins des Egyptiens, à leurs mœurs et à leurs moyens. Ils le feront fonctionner eux-mêmes, entièrement. Comme le souligne M. Edmond Hervé, *« il ne suffira pas de livrer un établissement clé en main, il faut la main ».*

Le Caire explose sous le poids de ses douze millions d'habitants et manque cruellement de soins d'urgence, de blocs opératoires. On a donc orienté l'hôpital de Ain-Chams vers la chirurgie sans hésiter à voir grand. Quitte à contredire l'Organisation mondiale de la santé – et le ministère français de la coopération – qui plaident pour des structures légères, éparpillées, consacrées aux soins de base comme les vaccinations.

Le nouvel hôpital, dû à l'architecte Joseph Belmont, n'est pas une construction en hauteur puisque les ascenseurs du Caire ne sont pas fiables. Il s'étale horizontalement sur 6,5 hectares. Avec sa couleur sable, coupée parfois de bleu et de vert pâle, il s'insère très bien dans le vieux Caire, malheureusement éventré par d'horribles passerelles de béton. Une série d'astuces ont été imaginées pour combattre la chaleur : clostrats en argile, nombreux patios, galeries à demi-ouvertes...

L'Egypte compte dix autres facultés de médecine. Elles n'ont pas attendu l'inauguration de l'hôpital d'Ain Chams pour réclamer, elles aussi, un établissement ultramoderne. Des entreprises françaises sont d'ailleurs sur les rangs pour les projets tels que Kasr-el-Aïni, Tanta, *Ismailia, le Croissant rouge*, l'Institut Nasser. Ces opérations, financièrement très intéressantes, peuvent donner une tout autre dimension à la coopération médicale qui s'est développée entre les deux pays, en favorisant des échanges d'équipé à équipe.

ROBERT SOLÉ.



هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

UNE PROPOSITION DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

Pas de mineurs en détention provisoire

De notre envoyé spécial

Marseille. — Le Syndicat des avocats de France (SAF) veut profiter du débat parlementaire sur la détention provisoire pour obtenir de nouvelles garanties en faveur des jeunes délinquants. Cent cinquante adhérents et invités de ce syndicat, ancré à gauche, se sont réunis à Marseille, les 29 et 30 avril, pour un colloque consacré à « La justice des mineurs ». Ils estiment que la détention provisoire des moins de seize ans n'a pas lieu d'être et jugent, de manière générale, que les mineurs sont mal défendus.

Cette critique, ou plutôt cette autocritique, n'est pas tellement étonnante. Face aux éducateurs, psychologues, assistantes sociales et juges des enfants — tous soucieux du bien des jeunes délinquants, — l'avocat fait souvent figure de perturbateur, d'empêcheur de décider en rond, a expliqué en substance Me Henri Leclerc (Paris). Et pourtant, sa présence est indispensable. L'avocat connaît le droit et est là pour le faire respecter, au besoin contre les spécialistes de la délinquance juvénile.

M. Alain Blanc, juge des enfants à Paris, et représentant du Syndicat de la magistrature à ce colloque, partage ce point de vue. La manière dont sont menées, selon lui, certaines enquêtes policières, ou décidées certaines inculpations, les rendent illégales. Encore faudrait-il que les avocats s'en aperçoivent et demandent leur annulation.

Or, bien souvent, même présents, ils sont absents. Leurs études les préparent mal à ce genre de situation. Dans un cabinet d'avocats, les dossiers de mineurs sont, en général, confiés au dernier arrivé, ou aux stagiaires, a expliqué Me Stéphane Ambry (Bordeaux). Pourquoi ? Parce que le droit des mineurs est un droit marginal, dont la marginalité rejaillit sur ceux qui en font profession. C'est l'opinion de M. Marc Riolacci, juge des enfants de Nice, représentant à ce colloque de l'Union syndicale des magistrats (modérés). En onze ans de carrière, il n'a jamais vu un haut magistrat de son tribunal s'intéresser de près à son travail.

Le SAF est décidé à œuvrer, dans chaque barreau, en faveur d'une meilleure justice des mineurs. Il souhaite aussi qu'à l'occasion du prochain débat sur la détention provisoire, le parlement puisse discuter de l'incarcération des moins de dix-huit ans.

Le « front pénitentiaire »

Ce débat, qui aura lieu au cours de la session de printemps, ne porte, en l'état actuel du projet, que sur la détention des majeurs. Mais le SAF espère convaincre le rapporteur probable de ce projet à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), d'y inclure certaines dispositions en faveur des jeunes délinquants présumés.

Le SAF fait siennes les conclusions de la commission des réformes du droit pénal des mineurs dont M. Robert Badinter, garde des sceaux, avait confié la présidence à M. Pierre Martaguet, premier président de la cour d'Agen. Mais il craint qu'elles restent lettre morte. Le gouvernement, constate-t-il, a d'autres priorités. C'est pourquoi il souhaite profiter de l'occasion pour essayer de faire adopter au moins quelques-unes de ces conclusions.

Jugée *« néfaste »* par M. Badinter, la détention des mineurs est en baisse depuis trois ans. C'est une des rares victoires remportées sur le « front pénitentiaire ». Les membres de la commission Martaguet souhaitent qu'on aille plus loin encore et suggèrent d'interdire purement et simplement l'incarcération des moins de seize ans tant qu'ils n'ont pas été jugés. Cette proposition a toujours été considérée comme *« irréaliste »* par le garde des sceaux. Le SAF, lui, est pour.

Dans la foulée, il espère convaincre les parlementaires de faire leurs d'autres suggestions de la commission Martaguet, comme celle visant à limiter, autant que faire se peut, la détention provisoire des plus de seize ans. Reste à savoir si M. Badinter acceptera d'engager par ce biais le débat, qu'il juge pourtant indispensable, sur le droit pénal des mineurs.

BERTRAND LE GENDRE.

Une campagne de la Croix-Rouge française pour « briser le mur de l'indifférence »

Depuis le 30 avril la Croix-Rouge française a entrepris une vaste action de sensibilisation de l'opinion. Le 13 mai, elle organisera une collecte sur la voie publique. Pourquoi un mouvement aussi solidement installé, unanimement reconnu, dont le budget annuel atteint les 2 milliards de francs, recourt-il à cette double démarche ?

En premier lieu, la Croix-Rouge, dont chacun connaît, en France, les secouristes et les infirmiers, et, dans le monde, l'action humanitaire, est en réalité encore peu perçue à sa juste dimension. Pourtant, son rôle en France est considérable : reconnue d'utilité publique, la Croix-Rouge française anime l'action de quelque 100 000 bénévoles, dont 50 000 secouristes, de 17 000 salariés, de 3 500 médecins. Elle a la responsabilité de près de 400 établissements médico-sociaux, d'hôpitaux, de maternités, de maisons de retraite, d'établissements pour enfants handicapés et d'écoles de formation, notamment d'infirmières et d'assistantes sociales, participe au prélèvement bénévole du sang, etc. Pour toutes ces actions, la Croix-Rouge française reçoit des subventions publiques, des remboursements, qui assurent environ 85 % de son budget.

Mais l'activité de la Croix-Rouge française ne se limite pas à ces œuvres traditionnelles et « hexagonales ». L'organisation est aussi membre du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui agit dans les cas de conflits armés, et de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et de Croissant-Rouge, qui fédère l'action de l'institution dans le monde entier et agit en cas de catastrophes naturelles. La Ligue, enfin, participe à la structuration des sociétés de Croix-Rouge dans les pays nouvellement indépendants.

Cette participation internationale de la Croix-Rouge française, qui représente encore une fraction modeste de son budget, est en plein développement et nécessite, précisément, le recours aux dons et legs, à la générosité publique qui sont une source de financement traditionnelle de l'institution. Il s'agit, disent ses responsables — notamment M. Louis Dauge, ambassadeur de France, qui vient d'être élu à la tête de l'institution, — de *« briser le mur de l'indifférence »*. Or les causes ne manquent pas, dans une situation internationale où se multiplient les conflits et les désastres naturels.

La Croix-Rouge française mène, en ce sens, une importante action bilatérale en liaison avec les autorités du Cambodge dans le domaine de la lutte contre la tuberculose. Cette maladie connaît, en effet, dans le pays, une extraordinaire recrudescence, avec 28 000 nouveaux cas chaque année, c'est-à-dire l'une des incidences les plus élevées du monde. La Croix-Rouge française y a engagé une vaste entreprise de dépistage et de traitement.

L'organisation agit aussi en Afrique francophone à titre de conseillère des pays qui le lui demandent pour structurer leurs Croix-Rouges et Croissant-Rouge nationaux. Il s'agit là d'agir d'abord dans les situations d'urgence (1) mais aussi de former les secouristes à une action de santé communautaire : bref, d'en faire des agents de santé primaire, sur le schéma préconisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef pour le tiers-monde. Quinze sociétés africaines de Croix-Rouges et de Croissants-Rouges se sont, dans cet esprit, associées à la Croix-Rouge française.

Pour faire face à ces immenses besoins, et parce que le recours au bénévolat et à la solidarité fait partie intégrante de la tradition qui anime l'institution depuis sa fondation, la Croix-Rouge entend développer sa vaste campagne de sensibilisation. Sensibilisation aux exigences des moins privilégiés des sociétés d'abondance et aux besoins des plus deshérités de la planète.

CLAIRE BRISSET.

(1) La Croix-Rouge française a fait procéder au cours des deux dernières années à la distribution de plus de 3 millions de tablettes protéinées, compléments alimentaires dérivés du lait à forte teneur énergétique et vitaminique, résistant à la chaleur, à destination des pays les plus affectés par la sécheresse et la pénurie.

EN BREF

Un colonel quitte l'armée pour protester contre la célébration de la fin des combats en Algérie

Le colonel Vincent Pillet, cinquante-quatre ans, délégué militaire départemental de la Manche, a quitté l'armée, lundi 30 avril, pour protester contre la commémoration, le 19 mars, de la fin des combats en Algérie en 1962. Dans un communiqué, le colonel Pillet, qui représente l'armée de terre auprès du commissaire de la République, indique qu'il n'a pas voulu participer aux cérémonies organisées ce jour-là par la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie (FNACA).

Selon le colonel, *« le souvenir de ces moments douloureux ne saurait être exploité par un parti politique »*. Or, observe-t-il, la FNACA est liée au Parti communiste. *« Les accords d'Evian, qui ont mis fin aux combats en Algérie, ont conduit, dans les conditions que l'on sait, à l'abandon de l'Algérie et ont été suivis par le massacre et l'exode de trop de Français européens et musulmans »*, conclut le colonel Pillet.

Dans ces conditions, le délégué militaire départemental de la Manche a décidé de quitter ses fonctions et l'armée à partir du lundi 30 avril. De son côté, l'autorité militaire précise que le colonel Pillet n'a fait qu'anticiper son départ à la retraite, qui devait avoir lieu à la fin de 1984.

Tué dans son taxi sous les yeux de son enfant

Un chauffeur de taxi de Dourges (Pas-de-Calais) a été tué, mardi 1er mai, par deux malfaiteurs qu'il voulait conduire au commissariat. Bernard Zwawiak, âgé de trente ans, avait pris en charge deux jeunes voyous qui venaient de voler à l'arraché un sac contenant 500 francs. C'est au moment où Bernard Zwawiak, qui avait à ses côtés son enfant âgé de trois ans — sa femme, sur le point d'accoucher, était trop fatiguée pour le garder ce jour-là, — se dirigeait à vive allure vers le commissariat que les voyous lui ont tiré une balle de 22 long rifle dans la tête. Le véhicule a alors percuté un pylône électrique, Bernard Zwawiak étant mort au volant.

Les deux voyous, Marcel Serquera, vingt-cinq ans, et Daniel Vermeche, vingt-quatre ans, grièvement blessés, ont été arrêtés. L'enfant est sorti indemne de l'accident.

Deux médecins relaxés

Le tribunal d'Evry vient de relaxer le professeur Jacques Bamberger, chef du service de pédiatrie à l'hôpital de Gorbeil-Essonnes, et Mme Annette Digne, interne, poursuivis par les parents d'une petite fille, Stéphanie Medete, décédée le 11 décembre 1978, un jour après avoir été admise à l'hôpital pour une affection des bronches (*le Monde* du 29 février 1984). Les parents, persuadés que tout n'avait pas été fait pour sauver la fillette, ont fait appel.

Les avocats parisiens ne sont pas polis

Les avocats parisiens manquent de courtoisie. C'est leur bâtonnier, Me Guy Danet, qui le dit dans un récent éditorial du *Bulletin* de l'ordre. *« Je suis consterné*, écrit Me Danet, *par la dégradation accélérée de nos mœurs professionnelles. Est-il vraiment dangereux pour la cause que l'on défend*, demande-t-il, *d'écrire poliment à un confrère plutôt que de lui asséner exigences ou menaces ? Est-il vraiment contraire à la dignité, lorsqu'on adresse au bâtonnier une réclamation contre un confrère, d'user de termes modérés et d'envoyer une copie de sa lettre à son contradicteur ? »*

Me Danet évoque avec nostalgie *« le souvenir d'une vertu tristement disparue de notre palais : la courtoisie »*. Il conserve néanmoins l'espoir qu'*« une prise de conscience de chacun* (...) *permettra de* [la] *faire revivre »*, espoir que, modérément optimiste, il juge *« sans doute ingénu »*.

A Saint-Brieuc : l'ARB revendique un attentat

L'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) a revendiqué le 1er mai un attentat par explosifs commis la nuit précédente contre une agence de travail temporaire de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). La charge, *« un bon kilo »* selon la police, a causé de sérieux dégâts matériels sans faire de victimes. L'ARB, l'une des branches actives de l'ex-FLB (Front de libération de la Bretagne) accuse les agences de travail temporaire de *« profiter du désarroi des chômeurs pour les exploiter davantage »*.

Une autre bombe a été neutralisée le même jour, à Rennes, devant les locaux de la Direction départementale du travail, après un appel anonyme au bureau de l'Agence France-Presse.

Un satellite américain pour Ariane

Le prochain tir d'Ariane a été officiellement fixé au mardi 22 mai, date envisagée depuis déjà plusieurs semaines. Ariane, dont ce sera le dixième tir, emportera un satellite de communications américain, Spacenet-I, appartenant à la firme de télécommunications GTE-Spacenet et destiné à relayer des communications téléphoniques et télévisuelles entre différents points du territoire des Etats-Unis.

C'est la première fois qu'Ariane emporte un satellite appartenant à une firme privée. C'est aussi la première fois que la responsabilité des opérations de lancement, qui relevait auparavant de l'Agence spatiale européenne, est assurée par la société Arianespace, société de droit français créée en 1980, avec pour actionnaire le Centre national d'etudes spaciales et des entreprises ou banques de divers pays d'Europe.



SCIENCES

LA PROLIFÉRATION DES MICRO-ORDINATEURS

Du nouveau chez Apple

Machine à tout faire de l'informatique individuelle, l'Apple-II vient de se voir adjoindre une version compacte et transportable, l'Apple-II-c. Cette annonce complète la gamme du constructeur et clarifie sa stratégie face à son grand rival IBM.

Depuis sa création, en 1977, par deux jeunes ingénieurs californiens, l'Apple-II est devenu le type même du micro-ordinateur individuel. Robuste et souple d'emploi, disposant d'une riche bibliothèque de programmes qu'ont forgée en sept ans les nombreux utilisateurs, adapté à des fins aussi bien professionnelles que récréatives, il a trouvé récemment des emplois qu'on ne lui imaginait pas au départ, comme la commande de procédés industriels plus ou moins robotisés.

Or la firme Apple paraissait se désintéresser de son produit vedette. Elle lui avait, certes, adjoint un micro-ordinateur professionnel, l'Apple-III, puis amélioré son produit avec les deux versions, Apple-II-plus puis Apple-II-e, mais son effort s'était surtout porté vers la réalisation de machines d'un esprit tout différent et d'une technologie révolutionnaire : le Lisa et le MacIntosh, incompatibles avec l'Apple-II, s'adressent à des cadres de l'industrie et de la finance qui ne souhaitent pas programmer, mais veulent disposer d'un outil leur facilitant le travail de bureau. Cette orientation pouvait s'analyser comme une stratégie de fuite devant IBM, dont le PC et ses variantes occupent un créneau de puissance intermédiaire entre celui de l'Apple-II et celui du Lisa.

L'Apple-II pouvait alors apparaître comme une machine du passé. Avec l'Apple-II-c, il retrouve une jeunesse : l'idée de base a été d'intégrer en un seul boîtier les divers éléments de l'Apple-II c dans sa configuration la plus répandue et de faire du tout une machine compacte et légère (3,4 kg) aisément transportable. Il a fallu pour cela sacrifier la possibilité d'ajouter de nombreuses extensions, qui fut à l'origine du succès de l'Apple-II. Mais, pour 12900 F TTC, on peut maintenant acquérir une machine légère, qui a toutes les autres caractéristiques d'un Apple-II-e – lequel coûterait 25 % plus cher – et qui hérite en outre de quelques-unes des possibilités du Lisa et du MacIntosh. Dans quelques mois, un écran plat s'adjoindra à l'Apple-II-c pour en faire une machine vraiment portable qu'on pourra même utiliser dans une voiture.

La stratégie d'Apple-II apparaît plus clairement : au-dessous d'IBM, l'Apple-II-c et l'Apple-II-e. Au-dessus, le Lisa et le MacIntosh. IBM est-il pris en tenailles ? C'est à voir.

M. A.

Lequel choisir ?

Apple vient d'annoncer un nouveau modèle. Tandy en fera autant à la mi-mai. La prolifération des micro-ordinateurs individuels laisse perplexe bon nombre d'acquéreurs potentiels. Comment, en effet, faire le bon choix sans passer des heures à consulter des masses de documentation ?

Une réponse à ces questions est apportée au public, à la Foire de Paris, dans la section « Vivre avec l'informatique chez soi ». Un des stands met en effet à la disposition des visiteurs cinq Minitel donnant accès à une banque de données où sont stockés tous les renseignements relatifs à quatre-vingts ordinateurs individuels, de constructeurs différents, d'un prix variant de 580 francs (ZX81 de Sinclair) à 30 000 francs, ainsi qu'à soixante-dix imprimantes (de 1 000 à 10 000 francs). Cette banque de données a été constituée à partir du guide annuel de la revue *l'Ordinateur individuel*, initiatrice de ce service. Le serveur (centre informatique) en sont les NMPP (Nouvelles messageries de la presse parisienne). Le programme nécessaire à une consultation aisée des données a été réalisé par la société Triel, spécialisée dans l'adaptation de la télématique pour les besoins du grand public.

L'interrogation de la banque de données à partir d'un des Minitel est d'une grande simplicité. Dans un premier temps, le visiteur indique s'il est un amateur averti ou un simple débutant. Le Minitel lui demande ensuite de préciser quelle somme il compte investir, et la motivation de l'achat (jeux, traitement de textes, initiation à la programmation...). En fonction de ces renseignements, le Minitel sélectionne les micro-ordinateurs individuels les plus proches de cette description, en donnant pour chacun d'entre eux les caractéristiques techniques et, éventuellement, un commentaire critique. Le visiteur peut alors, s'il le souhaite, garder une trace écrite de ces informations, car le Minitel est relié à une imprimante.

Le service proposé à la Foire de Paris est entièrement gratuit, et est proposé à titre expérimental. Une association d'utilisateurs de Minitel, Contact, est chargée d'effectuer une enquête auprès des visiteurs du stand. Si elle se révèle positive, le service pourrait être ultérieurement offert aux particuliers, ce qui impliquerait alors une mise à jour régulière de la banque de données.

Ch. G.

★ **Foire de Paris, hall 4, 27 avril-8 mai, porte de Versailles.**

DANS UNE CARRIÈRE DU RHONE

Un ichtyosaure de 11 mètres de long

De notre correspondant régional

Lyon. – Trois cents pièces du squelette d'un ichtyosaure, un reptile marin qui vivait il y a environ 170 millions d'années, ont été retrouvées dans une couche argileuse sur le front de taille d'une carrière de « pierre dorée » (calcaire) exploitée par les Ciments Lafarge à la limite des communes de Belmont et de Charnay (Rhône). L'animal mesurait 11 mètres de long. Il s'agit là d'un des ichtyosaures les plus complets qui aient jamais été retrouvés. Le fossile sera reconstitué avec l'aide de spécialistes de l'université de Lyon-I.

La première vertèbre a été repérée le 9 avril par M. Paul Dejob, professeur d'histoire et géographie dans un collège lyonnais et passionné de paléontologie. Les autres pièces ont été retrouvées au cours de fouilles complémentaires menées pendant une semaine par des paléontologues amateurs. Parmi ces amateurs, il faut noter, en tout premier lieu, la vingtaine de membres (sur cent vingt salariés) de la société archéologique et paléontologique de l'entreprise Ciments Lafarge.

Les ichtyosaures, qui ont vécu dans toutes les mers du globe pendant toute l'ère secondaire (– 225 à – 65 millions d'années), étaient des reptiles dont les quatre pattes s'étaient transformées en palettes natatoires. Celles-ci et une queue puissante leur permettaient de bien nager et peut-être même de faire des bonds hors de l'eau. Munis d'une sorte de très long bec garni de fortes dents, les ichtyosaures devaient se nourrir de poissons et aussi sans doute d'ammonites (des coquillages aujourd'hui disparus) et de bélemnites (les ancêtres des seiches).

CLAUDE RÉGENT.

LE SÉISME EN ITALIE CENTRALE

Le patrimoine artistique a été de nouveau gravement endommagé

De notre correspondant

Rome. – Les dommages au patrimoine artistique de la région d'Assise, de Gubbio et de Pérouse, secouée, le 29 avril à 7 h 04, par un séisme, s'élèveraient à plus de quarante milliards de lires (environ 200 millions de francs). Si, trois jours après la forte secousse tellurique de dimanche matin, les quelque 4 200 sinistrés ont pu être relogées en totalité sous des tentes ou dans des caravanes, et si la plupart des 70 blessés ont quitté les hôpitaux, la situation des églises et palais touchés par le tremblement de terre reste d'autant plus préoccupante que la terre continue à trembler. Il y a eu ainsi, en trois jours, cent soixante-dix « répliques ».

Des équipes de techniciens de la surintendance aux Beaux-Arts de l'Ombrie ont dressé un premier bilan des dégâts subis par les monuments historiques de cette région. Quatorze églises, dont bon nombre remontent aux treizième et quatorzième siècles et témoignent de l'histoire et de la vie de saint François, ont été plus ou moins sérieusement endommagées.

« Les dégâts ont été aggravés par le fait que l'Etat n'avait pas débloqué tous les crédits nécessaires pour réparer les dommages causés par les séismes de 1979 et 1982 », a affirmé M. Domenico Valentino, surintendant des musées et monuments historiques de l'Ombrie, qui souligne qu'il faudra encore du temps pour se rendre exactement compte de l'ampleur des dégradations. A Gubbio, le palais des consuls a été momentanément fermé au public parce que le séisme a aggravé des lézardes déjà existantes. L'église de la Madona de Trato, construite au seizième siècle, a été sauvée en partie par les échafaudages de restauration mis en place au cours des derniers mois. Mais le clocher est sérieusement touché.

A Assise, les dommages sont plus importants. Dans les environs de la ville, la coupole de l'église Sainte Marie-des-Anges a subi de graves dégâts, et la fresque représentant le miracle des roses a été sérieusement endommagée. Le sanctuaire de Sainte-Marie-de-Rivotorto, a été détruit en partie et fermé au public à cause des risques d'écroulement. Dans l'agglomération, une profonde lézarde s'est ouverte dans la façade de la cahédrale San-Rufino. Dans la basilique Saint-François, quelques morceaux du crépi sont tombés du plafond, mais les fresques de Giotto, endommagées en 1982, n'ont pas subi, apparemment, de nouvelles détériorations graves.

A Pérouse, le campanile de l'église San-Costanzo a été touché.

Il semble, en outre, que de graves dommages ont été subi par des églises ou monuments moins connus, dispersés dans la campagne et souvent moins bien entretenus. Ce serait le cas, par exemple, de l'abbaye bénédictine de Montelabate – la plus ancienne d'Ombrie – ou du petit château médiéval de Pétroia aux deux tiers détruit. – *(Intérim)*.

● *Une météorite en Sibérie.* – Une grosse météorite s'est désintégrée le 26 février dernier au-dessus de la ville sibérienne de Tomsk. C'est du moins la conclusion à laquelle ont abouti les scientifiques soviétiques, après l'étude des divers témoignages. Vers 21 heures, heure locale, un globe incandescent traversa le ciel, puis il y eut un fort éclat suivi d'une pluie d'étoiles filantes. La luminosité fut telle que le système automatique qui règle l'éclairage de la ville éteignit les réverbères. Aucune trace n'a encore été retrouvée au sol, mais les spécialistes ne désespèrent pas de retrouver des fragments. – *(AFP-Tass.)*

SPORTS

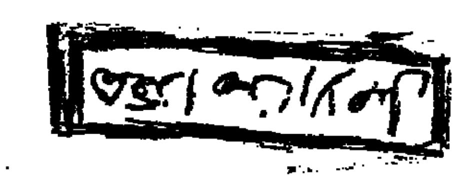
CYCLISME

Le Français Eric Caritoux en tête du Tour d'Espagne

Le Français Eric Caritoux, qui avait pris la première place du classement général du Tour d'Espagne, dimanche 29 avril, au terme de la douzième étape, Santander-Lagos de Enol, précède désormais de 37 secondes l'Espagnol Alberto Fernandez, deuxième après la quatorzième étape contre la montre disputée sur les pentes du mont Naranco. Il a terminé, mardi 1er mai, deuxième de cette étape, à 40 secondes de l'Espagnol Julian Gorospe.

Le Français, qui doit sa position à ses qualités de grimpeur, dispute le Tour d'Espagne dans des conditions défavorables : les spectateurs ne lui ménageant ni les injures ni les projectiles. Il a même évité un coup de poing en effectuant un écart, alors qu'il se trouvait à trois cents mètres de l'arrivée.

● *Joaquim Agostinho gravement blessé.* – Le coureur cycliste portugais, Joaquim Agostinho, victime d'une chute dans le Tour de l'Algarve, était dans un coma profond après avoir été opéré, lundi 30 avril, à Lisbonne, d'une fracture du crâne. Son état était jugé *« extrêmement grave »*, par le chirurgien qui a pratiqué l'intervention.



INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

LA FERMETURE D'UN FOYER DE JEUNES A VITRY

Jo la tendresse

En 1950 s'ouvrait à Vitry (Val-de-Marne) l'un des premiers foyers de semi-liberté qui manifesta un esprit novateur en rupture avec la tradition des « maisons de correction ».

Trente-trois ans plus tard, le 31 décembre 1983, l'association gestionnaire fermait ce lieu privilégié qui avait reçu entre-temps la visite de spécialistes de cinquante-deux pays. Ironie du sort, au moment de cette fermeture, une lettre circulaire signée par l'ensemble des magistrats pour enfants du tribunal de Créteil, adressée aux établissements de rééducation sous tutelle, reprochait à ces derniers de se débarrasser un peu trop facilement de leurs pensionnaires.

Le malaise, en vérité, couvait depuis quelque temps. *« Pendant les quatre dernières années,* dit un ancien de l'équipe de Vitry, *les éducateurs ont défilé plus que les garçons. »* Le directeur, M. Joseph Finder, reconnaît que la maison connut, en 1982, une année très dure. *« Jo Finder avait une telle réputation qu'on lui envoyait les cas les plus aigus, les plus difficiles »,* dit ce même ancien.

Pourquoi cette fermeture contre l'avis de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, de l'éducation surveillée, de la mairie, du conseil général ? Parce que, face à la violence de certains jeunes, le conseil d'administration a eu peur. Il aurait voulu des mesures coercitives. *« Là où la peur monte, l'intelligence descend »,* note l'ancien directeur. Et Clara Candiani, cette vieille dame, journaliste au grand cœur, venue le 16 avril à la Cartoucherie de Vincennes assister à une manifestation de soutien aux amis du centre, déclarait : *« Il n'y a de vraie raison à la fermeture de ce foyer que la peur. Les jeunes,* ajoutait-elle, *n'ont pas changé. Simplement, la violence est plus évidente aujourd'hui. »*

C'est bien de violence qu'il s'agit. Le docteur Stanislaw Tomkiewicz, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et conseiller médical de l'établissement, explique que les garçons reçus au centre étaient des rejetés : par leur famille, la société, la prison, l'hôpital psychiatrique, où ils n'avaient d'ailleurs pas leur place. *« Pour de tels adolescents, quelle autre issue que la violence ? »*

A la peur du conseil d'administration, Jo Finder oppose sa sérénité : *« Nous ne sommes pas là pour comprendre mais pour aimer. »* Personnage charismatique — un éducateur avoue tout lui devoir, un autre être marqué à vie par lui, — il s'excuse de son « hypertrophie affective », cite Bruno Bettelheim : *« Il suffit d'aimer »* et complète : *« Il faut aimer d'abord ». « On ne peut pas aider les gens si on ne les aime pas »,* continue-t-il. Et encore : *« Nous ne remplaçons pas un père ou une mère : nous sommes des compléments. »*

Le même état d'esprit régnait chez les membres de l'équipe. L'un parle *« d'investissement affectif »* et précise : *« La maison était pour les garçons, pas pour les travailleurs sociaux. »* Pour « tenir », il fallait une bonne dose d'équilibre.

L'ancien directeur évoque des activités, mais on sent que là n'est pas l'essentiel : sans amour, à quoi serviraient le socio-drame, le conseil de maison, les soirées d'animation ? Il croit à la créativité de tout être humain : ces garçons difficiles ont fait des films 16 mm, enregistré des disques, écrit des poèmes (*le Monde* daté 19-20 novembre 1972).

« Tout le monde est éducateur, lance-t-il, *on s'éduque les uns les autres. »* Mais au centre, il fallait d'abord conquérir la confiance du jeune, qui ressentait ses éducateurs comme l'émanation du juge.

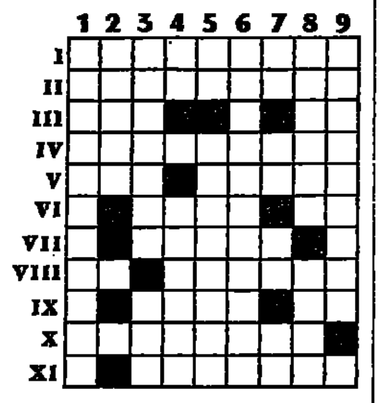
Ce travail doit continuer. Les Amis du centre familial de jeunes de Vitry cherchent des bailleurs de fonds pour acheter une maison. Ils y ouvriront, avec le soutien des autorités de tutelle, un foyer qui assurera la continuité de l'action éducative interrompue. *« Quand on a travaillé à Vitry, on peut travailler avec le diable »,* affirmait Jo Finder. Il souhaite qu'un autre foyer, *« avec le même esprit, la même tendresse »,* s'ouvre à nouveau dans le Val-de-Marne.

DANIELLE TRAMARD.

★ Amis du centre familial de jeunes de Vitry, 1, rue du 11-Novembre, 92120 Montrouge. Tél. : (1) 746-03-52.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3701



HORIZONTALEMENT

I. Est d'un genre à faire tourner le lait. — II. Ne sauraient manquer à un vrai mendiant. — III. L'un a de la branche, l'autre un certain panache. Symbole. — IV. Sa vie ne fut qu'une tragédie. — V. Une âme tourmentée, à double titre. C'est un vol manifeste. — VI. Moitié de chef indien. Avait de quoi éblouir Cléopâtre. — VII. A donc de quoi inquiéter ou détendre. — VIII. Vaut bien cela. On l'a à l'œil ou cela vaut une fortune. — IX. Pas de danse. Partie du monde. — X. On s'y rend toujours sans discuter. — XI. Honnête, recherche la tôle, malhonnête, la fuit.

VERTICALEMENT

1. Sont donc « raides » en affaires. — 2. Se lève toujours d'un bon pied. — 3. Plus il est gros, plus il a de l'aisance. Pilleur de troncs. — 4. Manière d'être. Gigantesque projet qui tomba à l'eau. — 5. Personnel. On peut leur faire du plat ou en faire un plat. — 6. Protections des mineurs. — 7. Note. Avant Jésus-Christ. Article étranger. Démonstratif. — 8. Joue donc comme un grand. N'a pas une nature à voler. — 9. Apporte un peu de compréhension dans les rapports humains.

Solution du problème n° 3700

Horizontalement

I. Balalaïka. — II. Olivâtres. — III. Niée. Se. — IV. Bernanos. — V. On. Tuile. — VI. Nature. La. — VII. Are. — VIII. Ia. Iodler. — IX. Embellir. — X. Raire. Vie. — XI. Enserrent.

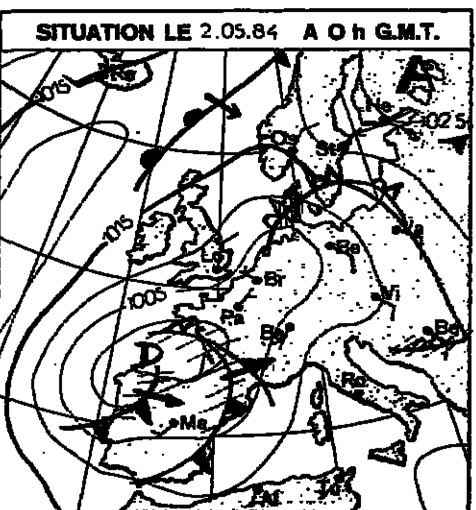
Verticalement

1. Bonbonnière. — 2. Aliéna. Aman. — 3. Lier. Ta. Bis ! — 4. Aventurière. — 5. La. Auréoler. — 6. Atonie. DL. — 7. IR. OL. Olive. — 8. Kessel. Erin. — 9. Ase. Air. Et.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.05.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3-5-84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 mai à 0 heure et le jeudi 3 mai à 24 heures.

La France se situe maintenant dans un champ isobarique dépressionnaire dans lequel évolue une perturbation orageuse suivie de quelques limites secondaires également orageuses.

Jeudi, le temps sera très nuageux à couvert du sud-est au nord-est avec des pluies orageuses localement abondantes, en particulier en versants sud des massifs. Du Nord aux régions côtières de la Manche, le ciel sera à dominante grise avec quelques pluies. De l'Aquitaine au Massif Central, les éclaircies, plus importantes le matin, alterneront avec des passages de limites nuageuses accompagnées d'averses orageuses. Ailleurs, le temps sera brumeux le matin puis nuageux avec de petites éclaircies. En soirée se produiront quelques orages locaux.

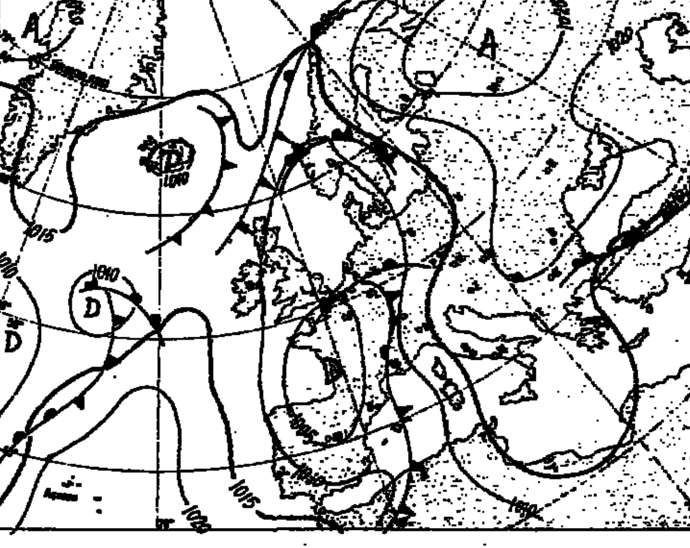
Les températures minimales encore en hausse atteindront 7 à 10 degrés sur la moitié nord, 12 à 14 degrés sur le pourtour méditerranéen, 9 à 11 degrés ailleurs. Les maxima seront de 16 à 19 degrés de la Méditerranée au Nord-Est, 14 à 16 degrés sur le Nord et près de la Manche, 15 à 17 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 2 mai 1984, de 1 001,6 millibars, soit 751,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er mai; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2 mai) : Ajaccio, 18 et 13 degrés; Biarritz, 21 et 7; Bordeaux, 19 et 7; Bourges, 19 et 10; Brest, 19 et 9; Caen, 18 et 8; Cherbourg, 13 et 7; Clermont-Ferrand, 20 et 10; Dijon, 17 et 9; Grenoble-St-M.-H., 22 et 12; Grenoble-St-Geoirs, 18 et 9; Lille, 16 et 6; Lyon, 19 et 10; Marseille-Marignane, 18 et 13; Nancy, 19 et 4; Nantes, 19 et 9; Nice-Côte d'Azur, 16 et 12; Paris-Montsouris, 19 et 9; Paris-Orly, 18 et 9; Pau, 21 et 6; Perpignan, 17 et 12; Rennes, 20 et 10; Strasbourg, 19 et 7; Tours, 19 et 8; Toulouse, 19 et 10; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 11 degrés; Amsterdam, 14 et 5; Athènes, 20 et 15; Berlin, 15 et 8; Bonn, 11 et 5; Bruxelles, 13 et 7; Le Caire, 33 et 18; îles Canaries, 23 et 18; Copenhague, 16 et 6; Dakar, 25 et 20; Djerba, 25 et 14; Genève, 17 et 8; Jérusalem, 25 et 14; Lisbonne, 16 et 10; Londres, 19 et 6; Luxembourg, 15 et 4; Madrid, 16 et 6; Moscou, 20 et 9; New-York, 20 et 12; Palma-de-Majorque, 20 et 13; Rome, 18 et 9; Stockholm, 18 et 8; Tozeur, 30 et 17; Tunis, 22 et 13.

PRÉVISIONS POUR LE 3 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 MAI

« Promenade au front de Seine », 14 h 30, devant la gare SNCF-Javel, Mme Allaz.

« Promenade dans l'île-Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie, Mme Hulot.

« Le quartier du Louvre et des Tuileries », 15 heures, devant Saint-Germain-l'Auxerrois, Mme Bouquet des Chaux.

« L'hôtel Guénégaud : musée de la chasse et de la nature », 15 heures, 60, rue des Archives, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Bouguereau », 14 h 30, Petit Palais (Approche de l'art).

« Musée des avocats », 14 h 45, 25, rue du Jour (L'Art pour tous).

« L'Opéra », 14 heures, dans le hall (Mlle Rojon).

« La peinture américaine de 1760 à 1910 », 17 h 20, Grand Palais (Mme Carneri).

« Dans les ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, guichet du métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Jardins de Belleville-Ménilmontant », 14 h 30, métro Place des Fêtes (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

15 heures, Université Paris-VII, salle 511, Mohammad Aldellah : « Peut-on parler de la crise de l'arabisme à partir des événements du Liban ? »

15 heures, école des PTT, amphi Estaunié, 46, rue Barrault, Jeanne Morrannier : « Les dangers de la médiumnité ».

19 heures, 62, rue Madame : « Marc Aurèle et la fin des Antonins » (Arcus).

19 h 30, Centre André-Malraux, 78, boulevard Raspail, André Roux : « Apprendre à bien vieillir ».

20 h 30, 5, rue Largillière, Marie-Josée Cavaroc : « Le culte des vierges noires » (Nouvelle Acropole).

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* des lundi 30 avril, mardi 1er mai et mercredi 2 mai :

UN ARRÊTÉ

● Portant application de l'article 3 du décret du 27 avril 1984 créant une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs immigrés.

PRESSE

LA CRISE DE L'« OBSERVER » PROVISOIREMENT RÉSOLUE

(De notre correspondant.)

Londres. — L'hebdomadaire britannique *The Observer* n'est plus à vendre, tout au moins dans l'immédiat. La crise récemment provoquée par son propriétaire, M. Roland Rowland, semble être temporairement résolue, aussi soudainement qu'elle avait éclaté.

Après avoir publiquement dénoncé le contenu d'un reportage réalisé au Zimbabwe par le rédacteur en chef, M. Donald Trelford, et avoir entamé des négociations avec un autre homme d'affaires pour lui céder le journal (*le Monde* du 27 avril), M. Rowland vient de changer d'avis. Alors qu'il avait souhaité la démission de M. Trelford, il a prié celui-ci de garder ses fonctions, en faisant de surcroît son éloge, et, alors qu'il avait menacé la rédaction de lui *« couper les vivres »,* il s'est déclaré prêt à soutenir financièrement le développement de l'entreprise. A Fleet Street, dans les milieux de la presse londonienne, on laisse entendre avec une certaine ironie que le propriétaire de l'*Observer* a été contraint à ce revirement parce que M. Robert Maxwell, qui se proposait de reprendre l'hebdomadaire, a rompu les discussions en estimant inacceptables les conditions financières posées par M. Rowland.

La crise n'est cependant pas terminée, car, sur le fonds, le différend qui oppose M. Rowland à la rédaction demeure et le « repli » de M. Maxwell pourrait n'être que « tactique ».

F. C.

EN BREF

TRANSMISSION DU NOM. — Révoltes légitimes est le nom d'une nouvelle association qui s'est donné pour but d'obtenir du gouvernement et du Parlement une modification de la loi sur la transmission du nom. Selon la loi actuelle, l'enfant légitime porte obligatoirement le nom de son père. S'il est naturel, il porte le nom de celui de ses parents qui l'a reconnu. En cas de reconnaissance du père et de la mère, il porte le nom de son père. Il en résulte un déséquilibre au détriment de la mère, qui, le plus souvent, ne peut transmettre son nom à ses enfants. Révoltes légitimes souhaite que la loi autorise les enfants à porter le nom accolé de leurs deux parents.

★ Révoltes légitimes, c/o Me Colette Auger, 10, bd Raspail, 75007 Paris.

CULTURE SCIENTIFIQUE. — L'écomusée de Fourmies-Trélon accueillera le deuxième congrès national de l'Association des musées et centres pour le développement de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI), du 14 au 16 mai. Sous le thème général « Culture et économie », seront étudiés cinq aspects particuliers : le Centre de culture scientifique et technique comme producteur, comme employeur, son rôle économique, le mécénat industriel et le mécénat privé, et le secteur économique comme agent culturel.

★ AMCSTI, 48, rue Saint-Lambert, 75015 Paris, tél. : (1) 533-72.60.

DÉFICIENTS AUDITIFS. — Le Bureau de coordination des associations de devenus sourds et malentendants (Bucodes) publie un « Annuaire des associations et services pour déficients auditifs » par départements. La surdité atteint 7 % environ de Français, en majorité âgés de plus de soixante-cinq ans, ce qui représente presque 3 800 000 personnes.

★ En vente (20 F) au secrétariat du bureau, 5, rue Jean Beausire 75004 Paris, tél. : 278-37-15.

COMMUNICATIONS. — La Fondation de France apporte un soutien financier aux associations dont l'action spécifique consiste à expliciter la vie associative.

★ Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 563-66-66.

ARCHITECTURE PAYSANNE. — Les dernières conférences mensuelles de Maisons paysannes de France, une association pour la sauvegarde de l'architecture paysanne et la défense du cadre de la vie rural, seront consacrées, mardi 8 mai, à l'approche d'une culture rurale : « La Gâtine poitevine à travers son habitat et, mardi 12 juin, à un patrimoine en péril : « L'Architecture à pans de bois de la Sologne bourbonnaise ». Des projections et des débats compléteront ces conférences à 18 h 30, salle Moncassin, 164, rue de Javel, à Paris-15e.

★ Maisons paysannes de France, 3, bis rue Léo-Delibes, 75116 Paris. Tél. : 727-11.20.

REINSERTION SOCIALE. — Deux mille bénévoles dispensent régulièrement un enseignement personnalisé par correspondance aux handicapés et aux détenus, afin de préparer leur insertion ou leur réinsertion professionnelle et sociale. Les cours sont gratuits et concernent toutes les matières à tous les niveaux. Auxilia, l'association qui est à l'origine de cette initiative, recherche constamment de nouveaux professeurs et de nouvelles ressources.

★ Auxilia, 102, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 604-56-78.

annonces associations

Sessions et stages

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE
BOURSES D'ÉTUDES
Cercles d'études pour adultes à : Paris, Lyon, Genève, Bruxelles, Nice, Rennes, Luxembourg, Toulouse, Lille, Bordeaux, Marseille, Nantes. Age limite : 30 ans. Niveau : fin d'études secondaires. Dossiers et renseignements : E.U.T.C.M. 67190 HEILIGENBERG 7.

PRESSE ASSOCIATIVE
Plusieurs stages sont organisés par le Centre de formation pour la presse associative. FAIRE SON JOURNAL DE A à Z du 30 avril au 5 mai. MAQUETTE du 7 au 12 mai. TECHNIQUES JOURNALISTIQUES du 11 au 16 juin. SECRÉTARIAT DE RÉDACTION du 18 au 23 juin. RELATIONS AVEC LA PRESSE du 21 au 26 mai. EXPRESSION ORALE du 25 au 30 juin. CFD, 5, bd Voltaire, 75011 Paris, 357-71-04.

INITIATION A L'ART DES JARDINS
pour groupes motivés par visites DES JARDINS MÉCONNUS Provence et Côte-d'Azur. ARPEJ (91) 06-10-88, 34, bd Marius-Richard, 13012 Marseille.

SESSION INT. ARABE MAGHREBIN à Paris-18e, du 2 au 13 juil. 60 h de cours — ts niveaux — basés sur l'oral. 700 F (employeur : 1 500 F). Rens. : envoyer env. timb. à ALPHATIS-MAGHREBIN, 27, rue de Chartres, 75018 Paris.

Thème : ARMEMENT-DÉSARMEMENT. Général GALLOIS : Stratégie. M.-Z. ORTOLI, journaliste : Mouvts pour ou contre le pacifisme. Mme O. THIBAULT, biologiste : Femmes et Guerre ; Père BOULLET : déclarations de l'Eglise. Puis, TABLE RONDE, 17-18 mai, 9 h 30-18 h 30, 200 F. Mme FP, Ass. HEC. Tél. : 225-63-33.

STAGES DE MENUISERIE : INITIATION ET PERFECTIONNEMENT Sud-Vendée du 2 juillet au 25 août, 700 F, par semaine. Possibilité d'hébergement. Les Ateliers de la découverte, Philippe Gémoné, 85240 Foussais-Payré. T. : (51) 00-44-86.

Appels

DIVORCÉ(E)S DE FRANCE
BP 380, 75625 PARIS-13. Assoc. pour avant, pendant, après. Tél. : (1) 585-29-61. Mode d'emploi du divorce par consentement mutuel. 230 pages d'explications. 135 F franco. Autres doc. sur demande, dont manuel d'informations.

Le Centre d'accueil et d'aide aux toxicomanes des Hauts-de-Seine recherche d'urgence un bénévole pour assurer la tenue des comptes de l'Association. Pour tous renseignements, s'adresser au CAAT 92, 9, avenue Beauséjour, 92500 Rueil. Tél. : 749-25-66.

Manifestations

COLLOQUE ANDESI
ENFERMEMENTS ET ALTERNATIVES
22 AU 25 MAI 1984 PARIS.
La question est de savoir si la volonté d'intégrer, de rééduquer... les marginaux de tous ordres ne cache pas bien souvent une conception un peu manichéenne qui interdit le passage et l'échange entre ce qui se dit normal et ce qui le paraît moins.
L'enjeu est la mise en cause des mécanismes d'enfermements, la mise à jour d'alternatives au balancement tragique entre le normal et le pathologique, la déviance et la conformité... bref l'échange sur des pratiques qui à la fois rapprochent et divisent.
AVEC LA PARTICIPATION DE F. DOLTO, M. FOUCAULT, J.-F. REVERZI
Rens. et inscr. : ANDESI, 15, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris-5e. Tél. : 535-26-36.

Le Macidd organise un colloque : le divorce : stéréotypes et réalités le mardi 5 juin 1984 de 9 h à 17 h, salle Albert-Lapparent, 6, rue Albert-Lapparent, 75007 Paris. Me Ségur. Objectif : démontrer un certain nombre de stéréotypes s/divorcé(e)s, leurs enfants.

UN ENTRETIEN AVEC Mme MICHÈLE COTTA

« Nous crions casse-cou »

En rendant public, vendredi 27 avril, un texte de réflexion collectif sur les difficultés du service public de l'audiovisuel et sa nécessaire modernisation pour l'avenir (le Monde *daté 29-30 avril), les « neuf sages » de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ont fait coup double. D'une part, l'instance que préside Mme Michèle Cotta vient peser de tout son poids dans le débat sur la privatisation des chaînes de radiotélévision.*

D'autre part, elle affirme une nouvelle fois ses propres analyses et ses revendications face à la puissance publique, et en particulier la tutelle qu'exerce aussi M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. La présidente de la Haute Autorité nous a précisé dans l'entretien ci-dessous la portée de ce document.

— « Votre texte a été rendu public au moment de négociations difficiles pour le budget 1985 des sociétés du service public de l'audiovisuel. Quelles sont vos inquiétudes à ce sujet ?

— L'interrogation sur ce que sera ce budget sous-tend tout notre texte et explique notre volonté de le rendre public en ce moment. Nous avons voulu dire deux choses essentielles : d'une part, dans le débat public-privé, nous sommes pour le maintien du service public ; le privé a sa place, mais ce n'est pas une panacée. Nous plaidons pour un service public modernisé face à un secteur privé, dont on verra au fil des ans naître les contours.

» Notre seconde volonté est de crier « casse-cou », connaissant le combat difficile que mène M. Georges Fillioud pour le budget 1985, dont on nous dit qu'il sera diminué. Un budget de récession pour les sociétés de l'audiovisuel se traduira en fait par une réduction très grave des programmes. Or les programmes, c'est le pétrole de l'audiovisuel. Rogner sur la production, c'est avoir plus de programmes étrangers et des productions de moins bonne qualité. Les sociétés sont, dans ce domaine, à fond de cale. On ne peut pas aller plus loin. De plus, il faut penser aux programmes futurs pour les réseaux câblés et le satellite : quel sens auraient ces investissements si, dans cinq ans, on n'avait plus de programmes originaux à proposer ?

— Y a-t-il vraiment gabegie dans les chaînes ?

— On ne peut pas dire cela. Mais, depuis dix ans, partout dans les télévisions publiques d'Europe, l'argent va d'abord aux structures, aux frais de personnel, pas assez à la production. Faire de l'audiovisuel, ce n'est pas payer des gens, c'est produire des programmes. Que penserait-on de Renault si cette entreprise nationale ne sortait pas de voitures ? L'effort du secrétariat d'Etat pour isoler les budgets de production du reste va, bien sûr, dans le bon sens.

— Vous dites qu'il y a pléthore de personnel ici, pénurie là...

— Nous avions beaucoup d'exemples présents à nos esprits quand nous avons rédigé notre texte. Les ressources en hommes sont mal utilisées. Cela va de l'emploi de certaines catégories de personnels à l'accession aux techniques nouvelles de l'audiovisuel. La reconversion, la mobilité sont nécessaires. Il y a encore beaucoup à faire, et il faut parvenir à surmonter les blocages.

— Dans le contexte de rigueur budgétaire, comment faire des économies ?

— Nous partageons le souci du secrétaire d'Etat de mieux utiliser les budgets. Des efforts ont été faits, mais la partie est loin d'être gagnée. Ce n'est pas à nous, qui ne sommes pas associés à la gestion — c'est un vice de fonctionnement de la loi de 1982, — de fournir des recettes. Mais nous devons donner notre point de vue. Car à qui reprocherait-on, si on ne fait rien, la baisse de qualité, le mauvais fonctionnement des chaînes, et même la suppression d'une demi-heure de télévision par jour ? Quelles que soient les compétences réciproques du secrétariat d'Etat et de la Haute Autorité, chacun serait visé.

— Vous demandez précisément aujourd'hui que vos compétences soient élargies en matière de gestion.

— La loi a confié à la Haute Autorité de faire respecter les cahiers des charges : comment le faire si la compétence en matière de gestion nous échappe complètement ? La coordination est nécessaire, et tout ce qui ira dans le sens d'une harmonisation entre les deux tutelles sera bénéfique.

Etre associés aux décisions

— Le secrétariat d'Etat préférerait que vous limitiez votre rôle à la déontologie. N'y gagneriez-vous pas en indépendance ?

— La situation actuelle est sans doute plus facile pour nous. Mais on *ne peut pas être irresponsable.* Comment isoler notre interrogation sur la production des ressources nécessaires à sa réalisation, notre réflexion sur le service public des moyens pour le faire vivre, la déontologie de la gestion ? Ce serait de la démagogie de notre part que de *demander au gouvernement et au* Parlement de l'argent pour les sociétés de l'audiovisuel sans s'occuper des changements nécessaires.

— Vous réclamez davantage de coordination entre les sociétés de production, de programmation, de commercialisation. On ne manquera pas de vous reprocher de vouloir reconstituer l'ancien ORTF.

— Je crois que ce n'est pas le cas. La coordination entre les sociétés a été instituée avec la loi de 1982, et elle échoit en partie à la Haute Autorité. Il y a d'autres moyens de coordination ; ainsi, la convention collective des personnels — qui n'est pas de notre compétence — en est un. En fait, tout le monde essaie de trouver le meilleur schéma de l'indépendance dans l'interdépendance. Et ce n'est pas revenir à l'ORTF que de dire qu'une meilleure coordination permettrait de rentabiliser la production.

— Réseaux câblés, projet de Régie française des espaces, messages gouvernementaux, budget de l'audiovisuel... la liste s'allonge des questions où l'on vous voit en désaccord avec le gouvernement ou faire pression sur lui...

— Sur la gestion et la production, je crois que notre approche est, globalement, commune. Pour le reste, la loi a introduit une dualité d'institutions, donc de points de vue. C'est une bonne chose. Ce que nous souhaitons, c'est être associés davantage aux décisions qui sont du ressort du gouvernement. La réflexion commune avec le gouvernement a subi quelques à-coups. Nous restons dans notre rôle en avançant notre façon de voir. »

Propos recueillis par
YVES AGNÈS.

● *Appel en faveur de la création française.* — Plusieurs personnalités du monde de la culture viennent de signer un appel en faveur de la création française, mise en péril, estiment-elles, par *« la forte érosion en francs constants des budgets consacrés à la création de fiction depuis huit ans sur les trois chaînes de télévision ».*

Ces personnalités suggèrent notamment *« l'établissement d'un fonds propre, annuel et indexé, séparé des crédits de fonctionnement, inscrit dans le cahier des charges de chaque société et finançant uniquement les programmes de fiction originale ».*

Question de pouvoir

M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, refuse de polémiquer publiquement avec la Haute Autorité et avec sa présidente. Mais, en privé, il se déclare *furieux et excédé* des attaques répétées des « neuf sages » contre certains aspects de sa politique. Il a écrit, samedi 28 avril, une réponse *« longue et argumentée »* à Mme Michèle Cotta, et lui a téléphoné deux jours plus tard pour mettre les choses au point. Un vrai savon.

Du coup, Mme Cotta met des bémols. Elle souligne dans l'interview ci-contre les points d'accord, tente d'atténuer les autres. Mais reste ferme sur la revendication de fond : étendre sa tutelle à la gestion des sociétés de service public. Question de pouvoir.

Actuellement, les chaînes de radio-télévision ont une double tutelle : sur le budget (secrétariat d'État) et sur le contenu (Haute Autorité). M. Fillioud estime que les rôles sont bien répartis et qu'il ne faut pas mélanger déontologie et intendance. Sinon, on revient au statut antérieur, on compromet l'indépendance du service public. Mme Cotta et ses collègues estiment, au contraire, que leur contrôle sur les programmes n'a pas de sens s'ils ne peuvent intervenir sur ce qui les rend possibles : les budgets.

Les deux institutions sont d'accord sur le fond et ont présentement le même adversaire : la Rue de Rivoli. Le ministère des finances entend préparer pour 1985 un budget de crise pour tout le secteur public, télévision comprise. Mais, dans la querelle des compétences, la Haute Autorité pratique l'escalade.

La polémique va-t-elle en rester là ? Le secrétaire d'État s'est fait carrément menaçant. Si cela continue, il demandera un arbitrage. Il est toutefois plus probable que l'affaire se calmera. Quel intérêt aurait le gouvernement à encourir le risque d'une remise en cause de cette institution indépendante, fleuron de la loi de 1982 ? Quelles que soient les « piques » de la Haute Autorité, celle-ci est le symbole de l'ouverture de l'audiovisuel contre le monopole de l'État. Mais l'équilibre est fragile. La Haute Autorité n'a sans doute pas intérêt non plus à le compromettre aujourd'hui.

Y.A.

M. Badinter : « La menace contre le pluralisme est aiguë »

La commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet de loi sur la presse a entendu, jeudi 26 avril, M. Robert Badinter ainsi que les dirigeants du Syndicat général des journalistes *FO*. Pour le ministre de la justice, l'inapplication de l'ordonnance du 26 août 1944 s'explique par *« un certain manque de courage politique »* et en raison de *« difficultés juridiques d'interprétation liées au changement de structures et de caractère de la presse depuis la Libération »*. Selon le communiqué publié au terme de l'audition, M. Badinter a affirmé que *« la menace contre le pluralisme était particulièrement aiguë à l'heure actuelle »*.

Evoquant le problème de la protection des sources d'information des journalistes, le garde des sceaux a rappelé qu'il avait créé une commission mixte presse-justice chargée d'examiner l'ensemble de ces questions; il s'est demandé si le problème du secret professionnel du journaliste relevait du domaine législatif ou plutôt d'une question déontologique.

COMMUNICATION

La télévision victime de la rigueur

(Suite de la première page.)

C'est au moment même où a lieu cette délicate négociation que paraît le texte de la Haute Autorité défendant une tout autre approche : stagnation de la production, excès de la concurrence, mauvaise répartition des effectifs et blocages corporatistes imposent, aux yeux des « neuf sages », un contrôle plus strict sur la gestion du service public. Un pavé dans la mare... qui satisfait plutôt les fonctionnaires du ministère des finances. Ceux-ci, qui sont enclins à considérer l'ex-ORTF comme un gouffre financier, ont beau jeu de renvoyer les autorités de tutelle à leurs contradictions. D'un côté, on réclame plus d'autonomie et d'investissements, de l'autre, on dénonce la gabegie.

Qui croire ? L'augmentation des budgets (20 % en moyenne entre 1979 et 1984) n'a pas profité à la création, disent en substance les neuf sages. Faux, répond-on au secrétariat d'Etat, en avançant face à cette croissance une augmentation de 15 % du volume des émissions de TF 1, A 2 et FR 3 national, le passage de trente-cinq minutes à trois heures d'émissions pour les stations régionales de huit mille heures à dix-neuf mille heures de programme pour RFI, et la création des radios décentralisées. Il est vrai pourtant que le nombre d'heures de fiction a diminué, de même que la masse salariale des artistes-interprètes ou les commandes faites à des auteurs. Mais peut-on identifier création et production de fiction, en affectant de ne pas remarquer l'effort sur les magazines par exemple ?

La comptabilité analytique imposée depuis un an aux chaînes de télévision permettra sans doute de savoir si le développement des frais administratifs se fait au détriment de la production, mais l'on a souvent trop tendance, estime-t-on au secrétariat d'Etat, à se faire une idée un peu trop restreinte de la production à la télévision. Les frais engagés par Télédiffusion de France pour compléter le réseau d'émetteurs des radios et télévisions régionales, ceux de l'Institut national de la communication audiovisuelle pour exploiter les archives, servent pourtant directement la production et la satisfaction du téléspectateur. Le procès fait au service public de l'audiovisuel pèche souvent par méconnaissance des ordres de grandeur. Sait-on par exemple que le budget de l'ensemble de la radio-télévision en Allemagne fédérale est avec 20 milliards de francs, le double de celui des chaînes françaises pour un volume équivalent ?

Une déclaration mal étayée

Un redéploiement des personnels est nécessaire, suggère la Haute Autorité. Il a déjà fourni plus de mille personnes aux stations régionales de radio et de télévision ainsi qu'à RFI, souligne-t-on chez M. Fillioud. Suffit-il d'évoquer la centaine de journalistes au placard à TF 1, les mille sept cents réintégrations et les sept cents emplois nouveaux de 1982 pour accréditer l'idée de sureffectifs ? Il est bien difficile de juger de l'extérieur ce qui est nécessaire au bon fonctionnement d'une radio-télévision en pleine expansion. Pour reprendre la même comparaison, les stations allemandes emploient vingt-six mille permanents et quelque dix mille pigistes contre les dix-sept mille cinq cents employés du service public français.

Reste l'argument du corporatisme. Les organismes de radio-télévision fourmillent d'anecdotes sur des techniciens refusant de prolonger un enregistrement ou de partir en reportage pour respecter la règle des trente-neuf heures. Il est vrai que certaines organisations syndicales ont cru, ainsi, défendre l'emploi : mais elles sont plus préoccupées aujourd'hui par la défense du service public. Le bon déroulement de la négociation sur la grille salariale, les efforts évidents des personnels de Radio France et de FR 3 pour mettre en place la régionalisation dans des conditions difficiles en sont les témoins. Même l'équipement en « Betacam », ces caméras à magnétoscopes intégrés, qui réduisent les équipes de tournage, a été négocié sans grandes difficultés. Le corporatisme, dans l'audiovisuel comme ailleurs, n'est souvent que la conséquence d'un manque de perspectives.

La partie la plus épineuse du dossier du service public reste celle des « contraintes » des cahiers des charges. Mais là encore, il s'agit de s'entendre sur les mots. S'agit-il des recommandations du ministère de la culture ou plutôt des obligations des chaînes vis-à-vis de la Société française de production, de l'INA et de France média international, comme le suggèrent des polémiques récentes ? Poussées par la concurrence, prises à la gorge par les difficultés financières, les chaînes revendiquent aujourd'hui une plus grande marge de manœuvre. Face à cela, il est sans doute trop tard pour revenir au rapport Moinot, et « *l'indépendance dans l'interdépendance* » chère à Mme Michèle Cotta reste un principe bien vague.

Faute d'être suffisamment étayée et de déboucher sur des propositions concrètes, la déclaration de la Haute Autorité risque d'apparaître comme un simple dédouanement moral face à une catastrophe imminente. A trop vouloir s'occuper du service public, les neuf sages pourraient perdre le recul nécessaire pour guider la déréglementation délicate du système audiovisuel français.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *M. Jean Girardot*, chef du service économique de France-Inter, vient d'être nommé rédacteur en chef-adjoint, chargé de la rédaction de France-Culture et de France-Musique. Il succède à M. Christian Dauriac, qui avait été nommé, en mars dernier, rédacteur en chef du journal national de FR 3, « Soir 3 ».

● Les trente-cinq journalistes du quotidien montréalais *le Devoir* ont décidé d'accepter un blocage de leurs salaires pour sauver le journal, qui a connu en 1983 une perte de 900 000 dollars canadiens.

● *M. Francis Raoul, président du Syndicat des quotidiens régionaux.* — A l'issue de son assemblée générale annuelle, le Syndicat des quotidiens régionaux (SQR), a porté à sa présidence M. Francis Raoul, délégué aux relations extérieures du groupe le Parisien libéré, en remplacement de M. Jean-Jacques Kielholz, ancien P.-D. G. des *Dernières nouvelles d'Alsace*.

[Né en 1913, M. Francis Raoul, ancien directeur du personnel du commissariat provisoire à Alger (1943) est ensuite préfet de l'Isère (1947-1961). Il entre au *Parisien libéré* en 1977, après avoir été admis au bénéfice du congé spécial.]

● *Une nouvelle lettre d'information : « Afrique Energies ».* — La Banque d'information et de documentation internationales (BIDI), qui édite depuis deux ans la *Lettre de l'océan Indien*, a lancé un nouveau bulletin d'information : la *Lettre Afrique Energies*. Bimensuelle, cette lettre, destinée aux milieux professionnels de l'énergie, rassemble sous forme de brèves et de dossiers l'ensemble des informations concernant les secteurs pétrolier, minier, hydroélectrique, nucléaire, solaire, etc. en Afrique.

★ *La Lettre Afrique Energies*, 39, rue du Sentier, 75002 Paris. Tél. : 508-14-80.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 2 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Feuilleton : Dallas.
Cette fois J.R. songe à faire de la politique...

21 h 30 Nuit du football.
Emission de Michel Denisot.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Attendez que maman revienne.

22 h 10 Magazine : Cinémas, cinémas.
de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Ring Parade Cadence 3.
Emission de Guy Lux et Léla Milcic.

22 h Journal.

22 h 20 Téléfilm : le Crime de la maison Grün.
D'après le roman de Y. Jacquemard et J.-M. Sénécal. Réal. R. Saint-Pierre. Avec J.-M. Sénécal, J. Franval...

23 h 20 Prélude à la nuit.
Concerto en ré majeur *de J.-M. Leclair.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE.

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 5 Série : La porteuse de pain.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 54 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Flambeau, ou le roman d'un cheval.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h Les enjeux internationaux.

20 h 30 Musique : Tavernier sans images (rapports cinéma-musique : musiques de films et extraits de films.

22 h 30 Nuits magnétiques : série de création radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Concerto pour violoncelle et orchestre* en ut majeur, de Haydn, *Symphonie n° 5* en ut dièse mineur, de Mahler par l'Orchestre national de France, dir. J. Conlon, R. Pidoux, violoncelle.

22 h 34 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Hugues Guénod » ; à 23 h 10, musiques : œuvres de Mozart, Couperin, Monteverdi à 1 h, le violon selon Michaël Rabin.

Jeudi 3 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF1 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Objectif santé : Service de maintien à domicile.
14 h Série : La croisière s'amuse.
14 h 55 Les choses du jeudi (et à 15 h 55).
15 h 30 Quarté, en direct de Longchamp.
16 h 55 Images d'histoire d'hier.
17 h 25 Le village dans les nuages.
17 h 45 Série : Les secrets de la mer Rouge.
18 h 10 Dix idées pour l'orientation.
L'apprentissage.
18 h 15 Presse-citron.
18 h 25 Clip jockey.
18 h 50 Jour J.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.

20 35 Feuilleton : l'Homme de Suez.
Scénario de J. Robert et P. Gaspard-Huit, réal. C. Jaque. Avec G. Marchand, H. Franck, R. Palacios...

21 h 35 L'Enjeu.
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.

22 h 15 Cinéma (quatre étoiles à la une) : la Constante.
Film polonais de K. Zanussi (1980), avec T. Bradecki, Z. Mrozowska, M. Zajaczkowska, C. Morawski, W. Pyrkosz (v.o. sous-titrée).

0 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : La vie des autres.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
Les bêtes à concours.

14 h 55 Cinéma : Pharaon.
Film polonais de J. Kawalerowicz (1965), avec G. Zelnik, B. Bryl, K. Mikolajewska, P. Pawlowski, L. Herdegen (Rediff.)

16 h 45 Magazine : Un temps pour tout.
De M. Cara et A. Valentini.
Pelouse interdite.

17 h 45 Récré A2.
Pic Pic Pic ; Mes mains ont la parole ; Latulu et Lireli ; Albatros ; Téléchat.

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Série : La Saga du Parrain.
D'après M. Puzo ; réal. F. Ford Coppola.

21 h 25 Magazine : Résistances.
Le magazine des droits de l'homme présenté par Bernard Langlois.

22 h 40 Histoires courtes.
Elle s'appelle Alix, de S. de Mareuil ; *Morfocipris*, de J.-C. Villard ; *Ville brune*, de B. Dumas.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma : Verdict.
Film français d'A. Cayatte (1974), avec S. Loren, J. Gabin, H. Garcin, J. Bertheau, M. Albertini, G. Casadesus, M. Catala (Rediffusion).

22 h 15 Journal.

22 h 35 Prélude à la nuit.
La Symphonie « Pastorale », de Beethoven, transcription pour piano de Liszt, interprétée par Cyprien Katsaris.

FR 3 -PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Histoire de France en BD.
17 h 11 A l'enseigne de la Gasconette (tauromachie dans le Sud-Ouest).
17 h 22 Chok et Cher (1re partie).
17 h 50 Les lanceurs de drapeau de San-Gemini.
18 h 8 Feuilleton : Dynastie.
18 h 54 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Gustave Eiffel.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agora, avec Alfred Sauvy.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Peintres et ateliers.
14 h 10 Un livre, des voix : « Modern style » d'Irène Frain.
16 h 3 Méridiennes.
18 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la fertilité masculine.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : *Le Retour de la grande duchesse*, de B. da Costa. Avec M. Robinson, P. Puymartin...
22 h 30 Nuits magnétiques : série de création radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : (Xe Festival Couperin 1982) : œuvres de Schubert par l'ensemble vocal Michel Piquemal.
13 h 32 Opérette-magazine.
14 h 2 Repères contemporains : Michel Redolfi.
15 h L'après-Midi des musiciens : Stravinski à travers ses écrits critiques et polémiques.
18 h 5 L'imprévu.
19 h Le temps du jazz : le bloc-notes ; Intermède ; Feuilleton « Tout Duke ».
20 h Concours international de guitare.
20 h 30 Concert (donné le 30 janvier 1984 au Théâtre de la Ville à Paris) : *Michaëls-Gruss*, de Stockhausen, concerto de chambre de Guerrero ; *Astrées*, de Xenakis ; *Scenic Railway*, de Reverdy ; *Oiseau exotique*, de Messiaen, par l'Ensemble intercontemporain, dir. J.-C. Pennetier.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : feuilleton *Hugues Guénod* ; à 23 h 7, Masque : œuvres de Berlioz, Rossini, Ravel, Verdi, Mozart.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 2 MAI

— *M. Georges Fillioud*, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, est l'invité du journal de TF 1, à 20 heures.

● *M. Jeantet (MRG) demande un moratoire pour les télévisions libres.* — En attendant un texte législatif « *autorisant clairement* » les télévisions libres, il faut appliquer un « *moratoire* » et prendre des mesures « *pour permettre de telles expériences* », a estimé, mercredi 18 avril, M. Thierry Jeantet, porte-parole du MRG, invité de Radio fréquence libre. M. Jeantet a aussi souhaité que les radios locales aient le libre choix de leurs statuts — « *à partir du moment où l'esprit de non lucrativité reste respecté* », comme l'autorisation ou la coopération.

● *Le Guide des médias 1984.* — Comme l'an dernier, mais selon une formule enrichie (ainsi la description, sous forme de textes courts, de la formule rédactionnelle de trois cent quarante-deux magazines), le bi-mensuel *Médias* fait paraître son guide 1984. Il comporte 700 pages. Autant dire qu'il offre toutes les informations essentielles sur la presse quotidienne nationale et régionale (avec une carte en couleurs sur les zones de diffusion). Une section est consacrée aux nouveaux médias, une autre à des comparaisons avec des médias étrangers.

★ *Le Guide des médias 1984* est disponible à *Médias*, 18, boulevard Montmartre, 75009 Paris, pour 290 F (tarif spécial pour les abonnés au magazine : 190 F).

● *L'avenir de Montsouris : décision le 8 juin.* — Le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes, appelé vendredi 27 avril à se prononcer sur la situation de l'imprimerie Montsouris — qui emploie sept cents salariés — a constaté l'absence de proposition ferme et irrévocable de reprise en location-gérance et a renvoyé sa décision sur le fond au 8 juin.

En décidant un sursis à statuer, le tribunal a souligné l'ampleur de la perte d'exploitation et le manque de trésorerie de l'entreprise.

Au cours de cette semaine, le syndicat du Livre CGT s'était manifesté sous diverses formes dans l'attente du jugement et du sort réservé à cette importante et moderne imprimerie.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LES DESSINS ITALIENS DE LA FONDATION LUGT

Le bistre et la sanguine

L'HISTOIRE de l'art roule sur plusieurs voies. A ceux pour qui elle s'accomplit dans le roman des génies s'opposent depuis toujours les fervents de l'attribution qui identifient les fragments épars, les anonymes du marché, etc. Pour eux, ce qui compte c'est la collection, et un jour, si tout va bien, le catalogue.

La personnalité de Frits Lugt, dont on célèbre cette année le centenaire, est très révélatrice par son exemple et par ses exigences. N'oublions pas qu'on doit à ce grand expert collectionneur de dessins la fondation de l'Institut néerlandais à Paris, issue de l'accord culturel passé entre les deux pays en 1952.

Son étude méthodique des « marques de collection » fit faire, on s'en doute, des progrès considérables à la discipline par la connaissance des pedigrees, ce dont témoignent les catalogues des écoles du Nord rédigés par le cabinet des Des*sins du Louvre et les nombreuses* présentations de la collection à l'Institut de la rue de Lille.

La position de Frits Lugt était moins forte, en principe, dans le domaine italien. La publication, l'an dernier, du catalogue en trois volumes rédigé par un savant du calibre de John Byam Shaw, a toutefois révélé la diversité et l'importance des feuilles recueillies depuis 1920 par le flegmatique Hollandais.

Carlos Van Hasselt, devenu *depuis la mort de Lugt, en 1970,* responsable de la collection, a judicieusement décidé d'exposer ce dossier italien en trois vagues successives, commençant cette année par les dessins florentins et romains, c'est-à-dire le massif classique par excellence. Attachant certes, mais pour gens sérieux.

Naturellement, Lugt ne manquait pas dans les ventes le morceau rare. C'est ainsi qu'il a acquis une *Etude de draperie* qui entre sans peine dans une série bien connue *des fins exercices à la gouache de* Léonard de Vinci. Ou encore la *Tête de jeune homme au béret* à la pointe de métal sur papier teinté qui revient à Lorenzo di Credi.

Autre morceau de choix : l'autoportrait à la sanguine de Polidor de Caravage (à *rapprocher des ravissants* dessins qu'on aura vus au Pavillon de Flore cet hiver), et l'étude ferme et précise — probablement de Penni d'après Raphaël — pour le plafond de la loge de Psyché à la Farnésine.

Mais l'anthologie des grands noms n'était pas la préoccupation de Lugt. Sa prédilection, confinant parfois chez ce tempérament entier à l'obstination, était pour ce qu'il appelait la « qualité », c'est-à-dire une certaine force du métier et une volonté formelle explicite. Ce qui explique parmi ces dessins la surprenante silhouette contournée de Beccafumi qui montre bien qu'on ne craignait pas à l'occasion les effets accusés du maniérisme. Les paysages si novateurs du Florentin Fra Bertolomeo, autour de 1510 et ses putti couchés ou debout — de futurs petits Jésus — en sont de bons exemples ; comme aussi les deux ensembles tout à fait passionnants du Baroche et de Federico Zuccaro, modèles d'un parfait *savoir-faire plutôt que de* « bravoure ».

L'ange du bizarre ne fait que de courtes apparitions avec un dessin de costume d'une gaze mousseuse à souhait de Stefano della Bella, et une nymphe turbulente destinée à *quelque décor, qu'on donne au* Florentin Cecco Bravo.

Il est un peu dommage que les Toscans du dix-septième siècle si capricieux, sombres et tourmentés comme Carlo Dolci, qui sont encore à tout prendre mal appréciés, n'aient pas eu davantage l'accès de la collection. *Celle-ci, on peut s'en* étonner, comporte peu de « topograhes » : Cantagallina avec ses *vues de Florence à grands coins* d'ombre et un seul Vanvitelli pour une perspective de rue romaine.



★ Remigio Cantagallina : Vue de Florence.

Tout cela n'est en rien systéma*tique ni provocant, et pourtant* il suffit de considérer la matière même du travail : l'encre brune à *la noix de Galle,* qui vieillit si bien sur le vieux papier, ou l'admirable sanguine de ces virtuoses. On trouvera enrichissement et agrément à ces feuilles passées en de si bonnes mains.

ANDRÉ CHASTEL.

★ Dessins florentins et romains de la collection Frits Lugt, Institut néerlandais, 121, rue de Lille, (7e). 191 numéros et 47 documents. (Jusqu'au 27 mai.)

SCULPTURES A DEUX

L'homme de main de Le Corbusier

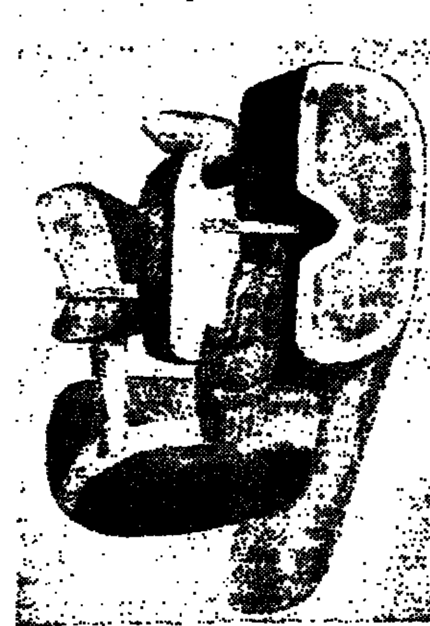
LES architectes modernes sont souvent des peintres du dimanche. Aucun n'a laissé une œuvre inscrite dans l'histoire de l'art. Sauf Le Corbusier. Avec Ozenfant, il a même inventé un courant, le *purisme*, dont les deux furent, *il est vrai, les* seuls acteurs. L'architecte qui voulait changer la ville a aussi essayé de changer la peinture, à un moment où les recherches de l'espace bâti rejoignaient les trouvailles picturales du cubisme.

Ce n'était *rien* d'autre *qu'une* tentative de rationalisation. Il débarrassait le cubisme du papillotement des papiers peints, afin d'en faire un monde de formes dures et pures, les formes des *« temps nouveaux »*. Elles quittent le secret des appartements de collectionneurs pour aller décorer, avec des couleurs éclatantes, la rue populaire et moderne. En peinture, l'art et les idées de Le Corbusier étaient, en ces années, très proches de ceux de Léger : la même puissance vitale dans la saisie des objets qui, chez l'un comme chez l'autre, ont une dimension interne monumentale, sauf la *couleur, plus violente chez* le second.

Le Corbusier a fait de la peinture en architecte et parfois de l'architecture en peintre (voir *le Monde* daté 22-23 avril). Créateur protéiforme, il était le matin à son agence du *35, rue* de *Sèvres*, mais l'après-midi il se réfugiait chez lui, rue Nungesser-et-Coli, dans son atelier de peintre, de chercheur de formes. Sculpter aurait dévoré son temps : il se contentait de dessiner en volumes, c'est-à-dire en *sculpteur*.

Le hasard changea le cours des choses. Ayant, vers 1945, donné à *un de ses amis* une aquarelle pour le remercier de l'avoir aidé pendant la guerre, par des facilités de ravitaillement, celui-ci, artisan ébéniste de première force, mais artiste rentré, voit dans son dessin d'inspiration abstraite une sculpture possible. *Lorsque Joseph Savina* apporta l'enfant à Le Corbusier, ils décidèrent de poursuivre leur *collaboration*, tel l'aveugle et *le paralytique, le visionnaire et* l'homme de main.

La symbiose dura vingt ans, jusqu'à la mort de l'architecte en août 1965. Cette sculpture n'a jamais eu la place qui lui revient dans l'œuvre de Le Corbusier. Montrée partiellement ici et là, elle n'a pas fait l'objet de l'exposition qui rendrait compte de l'ampleur de l'expérience, comme c'est le cas aujourd'hui à la Fondation du square du Docteur-Blanche, avec quarante-huit numéros parfois accompagnés des dessins et gouaches, les modèles. Un livre, publié chez Philippe Sers, reproduit avec toute l'exactitude nécessaire les dessins, les sculptures et les lettres échangées entre l'architecte et son assistant dévoué.





★ *Ozon Opus 1 et son étude plume et gouache (1947).*

La collaboration Le Corbusier-Savina n'était pas sans précédent, puisque *Léger faisait réaliser par* d'autres ses sculptures en plâtre et en ciment, à partir de dessins ou d'aquarelles. A cette différence près que Savina taillait le bois de sa main – et le bois seulement – dans toutes les densités de fils : le noyer, le houx, le châtaignier, l'if, l'iroko, l'acajou...

L'architecte, préoccupé par l'expression moderne du monde mécanicien, trouvait que son ami avait tendance à abuser de la *gouge, dont le travail* donnait des effets de « fait main », d'artisan, en bosses et en martèlements. Ses plans étaient à la fois précis et vagues et ses annotations faisaient appel à l'engagement personnel de son collaborateur. Vers la fin de sa vie, en août 1962, il lui envoie un dessin dans lequel il lui écrit sans détours : « *On peut tenter l'impossible avec ça : faire un chef-d'œuvre de sculpture. C'est mon premier dessin, lorsque j'ai commencé à peindre en 1918. Ce fut mon premier tableau. Ce dessin est beau. J'y ai perdu l'œil gauche.* »

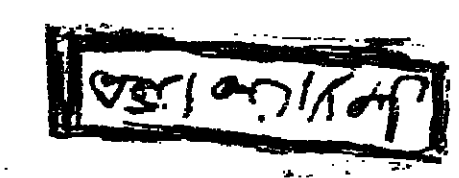
Après, Le Corbusier ne manquait jamais, le cas échéant, de suggérer une rectification. Puis lorsque le bois était taillé il prenait son pinceau et intervenait en peintre, avec des « *couleurs éternelles* », les primaires, les terres, les ocres, contrairement à Léger qui ne jura que par le jaune, le bleu, le rouge... Il accomplissait dans la sculpture la fonction qu'il assignait à la couleur dans l'architecture. Elle « *ouvre* » ou « *ferme* » l'espace par ses effets de lointain ou de relief. Elle fait « *bouger* » l'architecture et peut, comme il disait, faire « *sauter* » le mur qui obstrue le regard, le « *dynamiter* ».

Le jeu des pleins et des vides que réalisait Savina dans les bois, Le Corbusier l'envisageait à l'échelle monumentale, en ciment nu ou recouvert de mosaïque, inséré dans l'architecture, dans l'espace urbain. D'où la *Main ouverte*, sculpture-monument de Chandigarh et symbole contradictoire du don et du pouvoir, de la générosité et de l'autorité. D'où également les grandes figures debout, moulées en creux sur les murs de l'Unité d'habitation de Marseille et du stade de Firminy, *qui descendaient* directement des graffitis corbuséens.

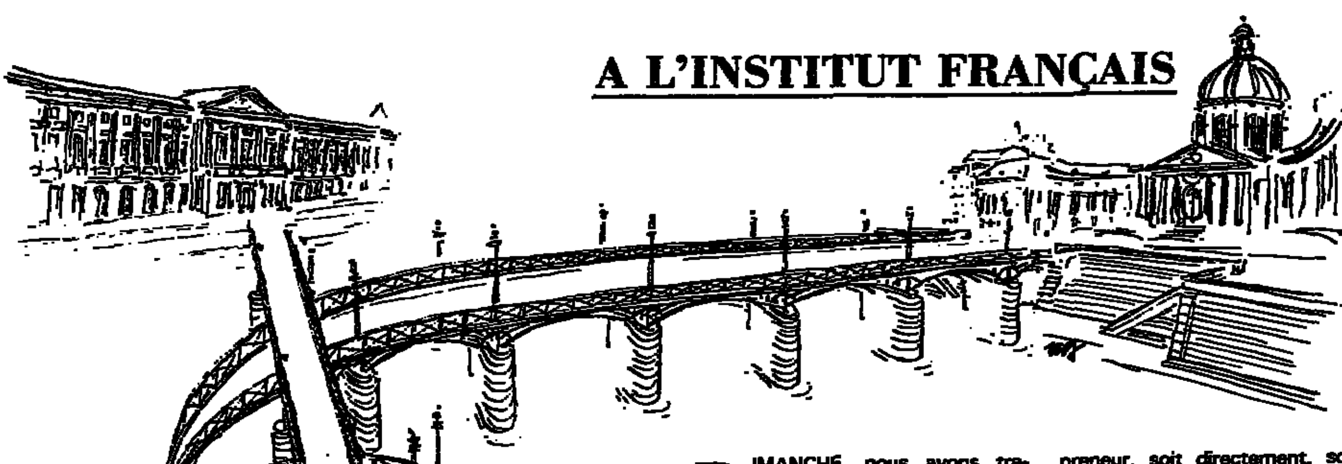
En revanche, les larges soulèvements en courbes du toit de la chapelle de Ronchamp, qui apparaissent en 1956, indiquent un soudain retournement de situa*tion. C'est la contribution de Sa*vina à l'architecture de Le Corbusier. Le grand rationaliste y abandonne les clartés de la règle à calcul pour se lancer – comme cela lui arrivait de temps à autre – dans l'obscure mystique de ce qu'il appelait l'*espace indicible*.

JACQUES MICHEL.

★ Le Corbusier-Savina, sculptures et dessins à la Fondation Le Corbusier, square du Docteur-Blanche (16e). L'ouvrage qui sert de catalogue raisonné comporte une préface de Jean Jenger et une introduction de Françoise de Franclieu. Outre les reproductions en couleurs, 67 photographies en noir d'Eustachy Kossakovski montrent Le Corbusier travaillant à l'atelier de Savina. Fondation Le Corbusier et Philippe Sers, éditeur.



A L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE



Construire pour la culture

DIMANCHE, nous avons traversé la passerelle des Arts dont les deux barrières s'étaient secrètement, et peut-être avec la complicité de la Ville, entrouvertes pour les Parisiens et les touristes. La passerelle des Arts, c'est le trait d'union entre les rives gauche et droite de la capitale, entre l'Institut et le Louvre, et c'est le symbole de la défense du patrimoine — attaquée en 1970 par une péniche folle, elle était menacée de disparition pure et simple — et de ses compromis. Louis Arretche l'a reconstruite avec une arche en moins, sans doute, mais avec adresse. Elle attend maintenant une inauguration plus officielle que celle du beau temps.

Symbolique, elle l'est, en effet, et nous avons pu voir des gens s'embrasser au milieu du pont retrouvé. Elle l'est de mille manières parce qu'elle représente la culture, sans parti, sans rive assignée. Parce qu'elle est aussi de ces bâtiments pas immédiatement utiles à la bonne marche du monde et ressentis pourtant comme indispensables : le maire de Paris avait apaisé bien des esprits en décidant sa reconstruction.

De ces bâtiments pas vraiment utiles (pensent en tout cas ceux qui en retardent l'édification), mais indispensables, le ministère de la rue de Valois est bien sûr le principal entrepreneur, soit directement, soit par ses subventions. Et l'on peut en mesurer la variété à l'Institut français d'architecture de la rue de Tournon (édifice dépendant pour sa part du ministère de l'urbanisme et du logement) qui présente l'exposition « Construire pour la culture ».

On imagine difficilement, en effet, ensemble plus varié par les fonctions représentées : musées, théâtres, dépôts d'archives, écoles... Ni exercices plus savoureux, plus excitants pour les architectes que ces objets nécessairement phares puisqu'ils concernent les arts : la palme en ce domaine reviendrait, bien sûr (ou reviendra, si nos ministres donnent suite à leurs intentions), au constructeur ou aménageur d'un (du) musée d'architecture.

L'œuvre du temps

Un musée d'architecture, ce n'est pas ce qu'est ni préfigure l'exposition de l'Institut. Car si la sélection des jurys a joué, celle du temps n'a pas encore fait son œuvre : on trouve donc le pire (certain) et le meilleur (éventuel) d'une époque, la nôtre. Le pire n'est pas toujours ce qui sera construit. Il reste souvent dans les projets refusés par les jurys mais cependant exposés. Et le meilleur non plus, si l'on peut nous permettre de n'être pas toujours d'accord avec le choix de ces mêmes jurys.

Bref, l'exposition laisse perplexe, d'autant plus que les projets relèvent pour les uns de l'esquisse et d'un avenir incertain, pour les autres de réalisations effectives. Aussi ne peut-on tirer une idée d'ensemble de l'exposition, pas plus qu'un palmarès des œuvres et de leurs architectes (ou des jurys), ni *a fortiori* l'occasion de critiques fondées.

Juste quelques signes laissés comme ça, à l'emporte-pièce, sur le coin d'un carnet. Un point d'interrogation pour le projet de Stanislav Fiszer aux Archives nationales. Un point d'horreur devant la maison dite des écrivains, stérilisée comme on n'ose plus le faire dans les hôpitaux. Un point de satisfaction pour la prouesse technique de la salle Zénith, à Bagnolet. Un autre pour le projet du TEP, de Fabre et Perottet, un autre encore, mais assorti d'une virgule sceptique pour le conservatoire de Lyon.

La virgule, en revanche, est celle de la complication formelle devant le projet de Portzamparc pour l'école de danse de l'Opéra, qui donnera pourtant de beaux reflets à Nanterre. Le point de stupéfaction est enfin attribuable à l'ensemble des projets pour la direction régionale des affaires culturelles à Nantes, c'est-à-dire pour leur commune incapacité à traiter l'angle du bâtiment.

Et les grands projets ? L'opéra de la Bastille est absent, mais il avait été plus et mieux que présenté au Palais de Tokyo, Reste le Louvre, appelé désormais « le Grand Louvre », depuis que le sort en a été confié à l'architecte Ieoh Ming Pei, le Louvre que la passerelle des Arts vient théoriquement d'arrimer à nouveau aux sagesses de la Rive Gauche, aux Immortels du quai de Conti et aux gloires de l'Académie. Il est à craindre que, aussi succinctement présenté, il n'emporte pas l'adhésion immédiate du public. C'est donc sur un point de suspension qu'on en terminerait, si du Grand Louvre, ou plutôt de sa pyramide, le beau temps et la disparition des arbres dans la cour Napoléon ne permettaient maintenant de se faire une idée plus précise. Il suffit d'aller du côté du Carrousel et de viser, au fond, le pavillon central : l'horloge indique assez précisément la hauteur de la future entrée du musée, telle qu'on l'a empruntée aux tombeaux égyptiens.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

GALERIES

DE JONCKHEERE ET BEAU LÉZARD

Deux manières de vendre l'art

GEORGIE VIENNET et Sabine Raynault-Delage sont deux attachées de presse d'âge et peut-être d'univers différents, mais qui ont pour points communs de s'occuper toutes deux d'art et d'exposition, et d'être l'une et l'autre assez adroitement tenaces. Ainsi arrive-t-on en trois heures à ce paradoxe, pour l'esprit, d'assister à l'inauguration de la dernière exposition de la galerie de Jonckheere, avec champagne et petits fours (pour la première) et d'aller dans la foulée discuter sur l'avenir de Beau Lézard en mangeant du couscous poulet boulevard Saint-Germain (pour la seconde).

Une attachée de presse, en matière d'art, c'est, comme dans d'autres domaines, bien sûr, un peu comme le pilote de la publicité pour les assurances. Son rôle est d'aller vous chercher en mer, de vous escorter jusqu'au port, de vous abandonner enfin aux mains des commissaires, des marchands ou des acheteurs, en faisant semblant de s'effacer. Ceux-ci ne leur savent qu'assez rarement gré du succès des expositions s'ils les rendent volontiers responsables des échecs. Une difficulté du métier particulière à la France est qu'il faut, pour la bonne conscience, le confort (spirituel) des journalistes, atténuer la différence morale coutumièrement établie entre les expositions où l'on vend et les expositions institutionnelles, liées aux collections publiques qui ne sont, en principe, pas à vendre. Pour les plus soixante-huitards d'entre nous, une différence supplémentaire est instituée entre les galeries riches et les galeries pauvres. Cette différence ne recouvrant plus tout à fait, snobisme aidant, celle établie entre les galeries classiques et les galeries d'avant-garde.

Nous voici donc à la galerie de Jonckheere qui, venue de Bruxelles, où elle garde un pied, s'est récemment installée quai Voltaire pour vendre de beaux tableaux de maîtres anciens. Des sculptures aussi, des dessins et des lithographies puisque telles étaient les œuvres de Daumier que la galerie exposait le mois passé avec le concours de l'Amaury Taittinger Gallery de New-York. Mais cet ensemble était un accident, si l'on peut dire, entre « *Pierre Brueghel le Jeune et les paysagistes de son époque* » et « *maîtres flamands des seizième et dix-septième siècles* ». On achète cher ici des œuvres exceptionnelles et dans un état tout aussi exceptionnel de conservation, de fraîcheur. Car les paysages, les scènes paysannes, les bouquets sont signés de ces noms qu'on ne voit ordinairement traîner que dans les musées. La galerie, qui s'est installée en France, notons-le, alors que tout le milieu de l'art déclarait qu'il fallait émigrer, offre ainsi comme une exposition de réserves cachées ou futures.

On entre à la galerie de Jonckheere après avoir sonné. De Beau Lézard, rien n'indique, en revanche, l'adresse au 208, boulevard Saint-Germain. Pas une pancarte pour vous faire monter à l'entresol dans un appartement de taille modeste, assez bruyant et moyennement éclairé. Beau Lézard espère s'agrandir tout en restant probablement dans ce système de premier étage sans pas-de-porte, semblable à celui qui est communément pratiqué à Beaubourg, mais à l'anonymat plus prononcé encore.

Cet anonymat de façade est d'ailleurs la chose la plus curieuse de ce groupe qui, précisément, entend traiter l'art, de l'art et avec l'art en utilisant toutes les ressources modernes de la communication. Or rien n'annonce l'exposition actuellement présentée de Florence Lepage, qui a dix-huit ans et dont le travail, un peu trop abondamment exposé, montre cependant une maîtrise croissante de l'espace, des couleurs et du remplissage, assez intensif il faut dire, de l'un par les autres.

Patrice Lamotte lui succédera au mois de mai. Nous ne savons rien pour l'heure, rien, sinon qu'il ne sera guère plus signalé que son prédécesseur, mais qu'il aura droit, en deux jours de vernissage, à toute une foule d'amis et de relations utiles. C'est cela, aussi, le début de la communication. Il y a sans doute chez Beau Lézard une part de bluff, en effet, mais cela est dû à la jeunesse de ses animateurs, comme les maladresses que laissent voir certains de leurs artistes relèvent peut-être elles aussi d'une certaine inexpérience. Ils gardent tous un certain côté « palissades », la rhétorique des beaux-arts, la vacuité avant-gardiste, la politique et l'engagement en moins.

Les trois animateurs et hommes à tout faire de Beau Lézard sont tout à fait conscients de n'avoir pas que les grands noms de l'avenir mais, ajoutent-ils, qui pourrait avoir le culot d'être certain de tenir les génies de l'époque ? Le premier, Laurent Charreyron, date de 1958, est passé par Sciences Po, il a un D.E.A. en audiovisuel et télématique. Il s'est occupé de communications pendant un an et demi au Canada et continue depuis deux ans en France. Pierre Maraval, lui, est né en 1949, a passé une licence de philosophie, a partagé plusieurs années entre les États-Unis et le Portugal. Il est peintre. Pierre Zins, enfin, est davantage l'homme volant. Né en 1957, il n'était d'ailleurs pas là au déjeuner, mais il a, également, passé par les Etats-Unis et s'occupe, lui aussi, de communication, de cinéma, de vidéo.

Laissons les définir leurs « objectifs » :

« *La promotion d'artistes contemporains en utilisant les médias disponibles. Et la jonction entre créateurs et nouvelles technologies de l'image par la mise en œuvre de productions impliquant des partenaires privés et publics.* »

Et nous résumerons leur « stratégie » en disant qu'elle consiste en effet à remuer ciel et terre pour répondre à ces objectifs, encore actuellement dénués de cadre repérable, conventionnel.

Avec tout ça, ils ont exposé vingt-cinq peintres sous le titre commun « ricochet » au cours de manifestations liées au concert de David Bowie, à Paris, en 1983. Ils se sont aussi lancés dans une opération « Peinture et mode au Louvre », estimant que l'une serait bénéfique à l'autre, qu'il y aurait beaucoup de monde pour voir aussi un peu de peinture.

Ils font aussi des plans de village diaboliques pour le Club Méditerranée et se préparent à envoyer six artistes français au Festival olympique de Los Angeles, festival qui, dès le mois de juin, fera intervenir les arts dans un univers voué au sport. Mais comme il mêle art et communication, Beau Lézard défend l'idée d'échanges qui ne soient pas que voyage (1), et leurs six artistes travailleront avec leurs homologues américains. Et peut-être un jour Beau Lézard ouvrira-t-il à son tour une succursale à Bruxelles. »

F. E.

(1) Plusieurs autres manifestations françaises sont prévues, notamment la présence d'Ariane Mnouchkine et une exposition organisée par M. Froment, directeur du CNAP de Bordeaux.

James Guitet

Comment James Guitet parvient-il à se renouveler sans jamais laisser dévier d'un pouce sa ligne de conduite aussi inflexible que ses structures ? Avec la même gamme de coloris volontairement limitée ? Mais ses structures, bornées — c'est le mot — aux supports, sont strictement calculées — non, pensées. Mais de ses couleurs qui vont des noirs, mats ou veloutés, aux violets, aux pourpres, voire aux teintes plus claires, aurorales, émane toujours cette lumière sourde qui nous transporte dans une sorte de bien-être contemplatif. Une austérité somptueuse. Un silence habité. Or ses supports de plus en plus se multiplient, se superposent comme les feuilles d'un bloc-notes, deviennent des peintures « feuilletées », feuilles à soulever l'une après l'autre, afin de voir les variations d'un même thème. Pour en souligner le caractère spéculatif, chacune des œuvres porte une « dédicace » : à Cimabue ou à Musil, à Mozart ou à Périclès, à Pythagore ou à Socrate... Car la tonalité propre à chaque évocation, qui enveloppe d'une aura particulière un ensemble « parergonal », contribue à édifier un hommage autour ou au-dedans d'une réflexion sans repos ni trêve (1).

Ros Blasco

Antoni Ros Blasco s'affirme avec une autorité croissante, qui brûle les étapes. Il persiste à se tenir à mi-chemin entre l'abstraction et la figuration — une figuration très libre, allusive. Il reste fidèle aux tons généralement sombres, magistralement traités, qui n'excluent pas la richesse d'une pâte savamment malaxée. Car cette pénombre traversée d'éclairs métalliques convient tout à fait à sa conception tragique — osera-t-on dire hispanique ? — de l'existence. Les volumes puissants, équilibrés, s'orientent peu à peu vers un théâtre de la cruauté, une cruauté qui affûte ses couteaux, aiguise les lames de ses faux. Rien n'est plus éloigné d'un symbolisme puéril que ces pointes acérées qui atteignent l'âme davantage que la rétine. J'avais beaucoup misé sur Ros Blasco au vu de ses premières œuvres, il y a six ans. Me voilà satisfait (2).

Cordesse

Ne pas perdre le fil... Réelles, certes, les lignes enchevêtrées qui envahissent à foison et finissent par l'occuper en entier filtrent une autre réalité. Et cette réalité, la nôtre, peut-être, s'impose cette fois par le jeu et le truchement des couleurs. Nous étions fascinés par la trame capricieuse des noirs et des blancs, radicelles, ramifications, chevelures bouclées et rebouclées, tout ce qu'on voudra, *brouillant leurs pistes*. C'est une terre et un ciel recréés que cette polychromie — azur et forêts, voire pavements animés des meilleures intentions en leur discrète géométrie — fait miroiter à travers les entrelacs de la mémoire. Univers mental nullement occulté, célébré dans une cantate à deux voix, où quelque Ariane se retrouve elle-même parée de ses souvenirs, et que met en valeur, met en page, met en scène une présentation provisoire. Les tableaux proposés à notre admiration sont en effet enchâssés dans des panneaux, et répartis dans des sortes de retables (3).

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4e.
(2) Galerie Jacob, 28, rue Jacob, Paris-6e.
(3) Clivages, 46, rue de l'Université, Paris-7e.

CINÉASTES

Un rêve américain fracassé

ROMAN POLANSKI

UN juif demande des renseignements à un autre juif au sujet d'un troisième qui veut épouser sa fille. Hésitations, silence prolongé. Devant l'insistance du premier, le second finit par parler : *« On raconte une sale histoire de montre sur ton futur gendre. Il l'aurait volée, on la lui aurait volée, personne ne le sait. Ce n'est pas très net. »* Ainsi, trop souvent, la victime se retrouve en situation d'accusé. C'est le cas de Roman Polanski, dont le récit autobiographique vient d'être magistralement traduit en français.

Il arrive que l'on pardonne le talent d'un parfait inconnu, parfois aussi son succès, rarement les deux en même temps. Polanski a payé cher une réussite fulgurante dans le cinéma. Sa vie privée, suite d'extases et de hasards malheureux, est brisée. L'Amérique libérale, puritaine, où il est mal vu d'être célèbre, libertin et *polac* à la fois, le rejette comme un malfaiteur. Après avoir perdu Sharon Tate, sa femme qui portait son enfant, dans les circonstances atroces qui ont fait le bonheur de certains médias assoiffés de scandale et d'argent, le voilà accusé d'usage de drogue et de viol. Il s'en explique avec dignité, sobrement, dans ce livre solide et bien charpenté, efficace et précis comme son art, un livre frémissant de sensibilité inquiète, mais si bien maîtrisée, à laquelle on reconnaît à coup sûr celui qui revient de très loin.

Till l'Espiègle

Quelle vie et quel itinéraire homérique, depuis le ghetto de son enfance saccagée à Cracovie — sa mère est morte dans une chambre à gaz — jusqu'aux usines de rêve de la Californie lointaine et mythique ! A six ans, Polanski est déjà fasciné par le cinéma. *« Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, la frontière entre le réel et l'imaginaire a toujours été désespérément embrouillée »* : c'est ainsi que débute la très pudique confession de l'auteur de *Chinatown*.

A l'orée de l'adolescence, il accueille les Soviétiques avec enthousiasme, en libérateurs. Mais les étouffantes années staliniennes tempèrent son ardeur. Enfant juif sous l'occupation allemande (il doit sa survie à une suite de miracles), il se retrouve, en régime communiste, fils de bourgeois (la petite entreprise de son père portait le nom compromettant de « Gentleman »). Astucieux et frondeur, Polanski se débrouille. Il apprend son métier dans une très bonne école, celle de Lodz, et prouve qu'il est un excellent comédien. Après la disparition du tyran, dont les crimes sont dénoncés par Khrouchtchev, enfin une lueur d'espoir... Les frontières s'ouvrent un peu (si peu), la Pologne ose enfin respirer. Pas trop cependant. Combien de morts pendant le soulèvement d'octobre 1956 ? L'apprenti cinéaste découvre l'absurdité du système où il vit, en même temps que l'amour charnel. Il s'en va légalement en France où il est né. Sa sœur l'y attend. Polanski reste à Paris en tant que loyal citoyen de son pays courageux et meurtri.

Saint-Germain-des-Prés au début de ces glorieuses années 60. Eric Kahane traduit *Lolita*, Maurice Nadeau découvre Gombrowicz et Bruno Schultz ; entre les quais et le boulevard. Arthur Adamov, imbibé d'alcool, traîne sa rage et ses frustrations, pieds nus chaussés de sandales bon marché. *Dieu* est mort et Staline ne lui a pas survécu. Toujours à l'ombre du célèbre clocher, au fond d'un bar noyé dans la lumière funèbre entre chien et loup, un lutin au visage pointu exprime sa perplexité avec un fort accent polonais (depuis, il l'a perdu) : *« Ces Français que nous aimons ne nous comprendront jamais. J'irai travailler en Angleterre, peut-être même aux Etats-Unis. »* Et puis il commence à nous raconter l'histoire embrouillée de deux sœurs dont une passablement névrosée. *Il souhaitait en faire un film...*

C'est en Grande-Bretagne que *Répulsion* fut tourné, mais le scénario ne gardait qu'une vague parenté avec l'idée initiale de Polanski, car le financement était encore limité. Après *Cul-de-sac*, tout alla vite. Hollywood, la gloire, les gadgets coûteux, l'imagination au pouvoir, le rêve américain traduit dans la vie. Mais comme tous ceux qui nous viennent du froid, metteurs en scène, comédiens, écrivains, Roman Polanski se tient loin de la tornade de mai 1968.

Vingt ans ont passé. Aujourd'hui, après avoir produit six courts métrages et dix films, sans parler de celui qu'il s'est contenté de vivre, il est enfin compris des Français. Naturalisé, il vit en France et s'y trouve bien. Le créateur du *Couteau dans l'eau* — qui a souverainement déplu à feu Wladyslaw Gomulka — et de *Deux Hommes et une armoire*, appréciés au début par un public restreint de vrais amoureux du septième art, appartient déjà à l'histoire du cinéma de ce temps. Qui n'a pas frémi face aux diaboliques personnages de *Rosemary's Baby*, et comment expliquer le dosage subtilement distillé d'humour et d'horreur dans *le Bal des vampires*, admirable « sotie », autrement que par le talent fabuleux allié à l'implacable impératif du professionnalisme ?

Si Polanski a découvert dans la Londres joyeuse des Swinging Sixties les Beatles et la nouvelle grandeur du spectacle anglais avec ses jeunes gens en colère, c'est aux Etats-Unis qu'il fait son apprentissage dans l'impitoyable jungle du *show-biz*. Till l'Espiègle arrivé des Carpates polonaises, il dompte les fauves de la côte du Pacifique, agents, producteurs, distributeurs, et leur impose sa vision onirique d'un monde absurde et drôle à en pleurer avec des larmes glacées. Après l'échec de son mariage avec une comédienne polonaise et quelques amourettes charmantes mais sans lendemain, il épouse enfin Sharon Tate. Quelle réussite, ce mariage ! Mais quand le destin frappe en cette tragique nuit du 8 au 9 août 1969, l'univers de magie qu'il s'est construit vole encore une fois en éclats. Comme au temps des nazis, la mort ne manque pas son rendez-vous avec ceux qui lui sont chers.

A Varsovie

Huit ans après, le rêve américain du petit juif polonais dont la grâce rajeunit et séduit Hollywood, s'effondre définitivement. Il est obligé de quitter les Etats-Unis. Pourtant, ce farfadet de génie qui court sur la corde raide entre l'enfer climatisé et le paradis de carton n'est ni un drogué, ni un débauché. Pour s'en convaincre, il faut lire ce texte qui nous vient du fond de sa nuit.

En 1981, l'exilé retournait à Varsovie pour la première de *Tess*, la superbe histoire de pureté qu'il avait portée à l'écran selon le vœu de Sharon Tate, admiratrice de Thomas Hardy. Plusieurs personnalités politiques y assistent, et le cinéaste, frappé par le changement de leur attitude à l'égard du public, comprend que le temps retrouvé est aussi celui, innocent, de l'espoir.

Aujourd'hui l'ordre règne à Varsovie, et les dirigeants ont retrouvé leurs grosses limousines, leurs chauffeurs. De ce théâtre de l'absurde, Polanski se tourne vers le théâtre tout court.

A Varsovie et à Paris, il réalise, au-delà de toute espérance, un de ses plus chers rêves. Costumé en Mozart dans *Amadeus*, de Peter Shaffer, il ressent totalement que la frontière entre le réel et l'imaginaire a cessé d'exister.

EDGAR REICHMANN.

★ *Roman*, de Polanski. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Carasso, Laffont, collection « Vécu », 500 p. 95 F.

Artiste, aristocrate

LUCHINO VISCONTI

Un album, une rétrospective à l'Olympic (jusqu'au 8 mai), un autre hommage au Centre d'action culturelle du Creusot : on n'a jamais oublié Visconti, on le redécouvre toujours.

IL n'existe pas, en France, de grands ouvrages d'ensemble sur Luchino Visconti. Paul-Louis Thirard, de la revue *Positif*, et Alain Sanzio, de la revue *Masques*, qui avaient, dans celle-ci, en 1981, publié un dossier sur le cinéaste, ont entrepris de combler cette lacune. Leur album, publié par les éditions Persona, est exposé, avec de nombreuses photographies, dans plusieurs librairies parisiennes et à Beaubourg. Voilà une promotion bien faite, attrayante. Est-ce, pour autant, un événement ?

Avec une certaine désinvolture, les auteurs ont écarté, en le signalant tout juste, le *Visconti* de Monica Stirling, paru il y a deux ans, aux éditions Pygmalion-Gérard Watelet. Monica Stirling, il est vrai, ne se prétendait pas historienne. Elle avait rédigé une biographie qui était un peu comme le roman vrai d'une vie dont elle avait laissé de côté les détails trop intimes. On y sentait l'amitié, la ferveur, pour un *« homme de spectacle complet »*, s'affirmant au fil des années. C'est tout de même dans ce livre français que furent recensées, intégralement, les mises en scène de théâtre, d'opéra et de cinéma qui donnèrent à Visconti son particularisme. Cette source de renseignements n'était pas négligeable.

Sanzio et Thirard, dont l'alliance, *a priori* curieuse à cause de leurs tempéraments, de leurs sensibilités, et attitudes critiques différents, se révèle dans l'ouvrage commun solidement établie, semblent avoir défendu une chasse gardée où seuls les « spécialistes » ont reçu droit de cité. Des extraits d'entretiens de Visconti avec *les Cahiers du cinéma*, Michel Ciment et Jean-Paul Torock et, surtout avec des journalistes et historiens italiens (textes, inédits chez nous, importants) émaillent la filmographie ; des entretiens avec la scénariste Suso Cecchi d'Amico, Claudia Cardinale et Burt Lancaster enrichissent la dernière partie.

Bref, nous avons le catalogue, assorti de documents de première main, des activités cinématographiques. Travail sérieux qu'on peut recommander.

Mais, pour en revenir au début du livre, sa raison d'être, en somme, les études de Paul-Louis Thirard (« Une vie de mise en scène ») et d'Alain Sanzio (« Voiles, miroirs et désordre »), laissent un sentiment de frustration. Ce sont des textes plus longs que ceux des revues, mais pas assez fouillés pour réaliser l'ambition d'un ouvrage d'ensemble, définitif. L'exactitude historique n'y manque pas. Pourtant Thirard, lorsqu'il parle des années de théâtre et d'opéra, ne peut évidemment analyser des spectacles qui, s'ils ont laissé de grands souvenirs (particulièrement les œuvres lyriques avec Maria Callas), n'ont pas été enregistrés, n'existent plus, concrètement, comme les films. Les Italiens ont, évidemment, été mieux placés pour cela.

★ Luchino Visconti à l'âge de quatorze ans.

Quant à Sanzio, il ausculte, soupèse, interprète, avec une fougue très subjective (ce n'est pas un défaut), les thèmes de Visconti, l'affleurement de ses *« histoires d'hommes vivants »* (le terme est du cinéaste), de ses discours politiques, le rapport esthétique de son style à un univers où les sujets historiques et autres, les passions, la sexualité, les images de femmes, ont conjugué un goût pour le réalisme social, psychologique et des pulsions, des fantasmes de plus en plus clairement discernables, à la maturité puis à la vieillesse.

Il n'est plus nécessaire, à présent, d'évoquer l'homosexualité de Visconti par des détours ou des allusions. Les deux auteurs donnent chacun leur avis là-dessus sans en faire, d'ailleurs, l'*élément primordial*. Mais nous avons deux tentatives d'approche complémentaires d'où ressort plus une esquisse, au demeurant sans surprises pour les critiques et les cinéphiles, que la recherche, les structures fondamentales, l'élucidation de l'art viscontien. Ce catalogue est aussi un album soigneusement mis en pages, s'inspirant d'une formule déjà mise au point par d'autres éditeurs. Les photographies en noir et en couleurs (celles-ci moins bien nuancées, contrastées, que les *images des films*) ne sont pas, non plus, des raretés.

En fait, cette tentative, telle qu'elle se présente avec la volonté de plaire, montre la difficulté qu'il y a, en France, de mettre au point l'ouvrage de référence sur Visconti. Ce dandy, descendant *d'une vieille famille* milanaise, élevé dans un milieu aristocratique et intellectuel, cet ami de Jean Renoir acquis aux idées de gauche et quelque temps compagnon de route du Parti communiste, cet inventeur du « néo-réalisme » avec *Ossessione*, ce résistant au fascisme qui connut la prison, cet amateur de littérature universelle, d'opéra, ce peintre des sociétés en train de disparaître, d'accoucher des pouvoirs nouveaux ou des régimes monstrueux, cet homosexuel qui plaisait aux femmes et ne les négligeait pas, cet esthète réfléchissant à la fin de sa vie sur la paranoïa et la solitude de l'artiste, cet homme qui aimait le luxe et jetait l'argent à pleines mains, *resta toujours un seigneur*, même lorsque, diminué par la maladie, il lui fallut subir la chaise roulante, lutter contre l'affaiblissement de son corps, sur ses derniers tournages. Il fut autant « le Guépard » des années 60 que le vieillard enfermé dans son monde clos d'artiste de *Violence et passion*.

JACQUES SICLIER.

★ *Luchino Visconti cinéaste*, de Alain Sanzio et Paul-Louis Thirard. Editions Persona, 174 p., ill., 195 F.

Les choix de la revue « Positif »

Après les *Cahiers du cinéma*, *Positif* est la plus ancienne revue affichée dans les kiosques. Elle montre régulièrement des films inédits (au cours d'une « semaine » proposée au public), dans l'espoir de tenter les distributeurs.

Le cas le plus typique reste celui de *Menuet*, de Lili Rademakers (Hollande). On ne peut pas dire que personne ne l'ait remarqué depuis deux ans (il fut montré notamment à Hyères, Cannes et Sceaux). Mais il semble représenter un risque que n'ose affronter aucun distributeur. Dans ce cas, ne faudrait-il pas envisager un système de messageries permettant de rendre le film accessible à tous ceux qui désirent se le procurer, pour une projection publique ou privée ? Pourquoi un tel ouvrage n'est-il pas proposé en cassette ?

Lili Rademakers s'explique avec Françoise Audé sur le sens de son travail dans la dernière livraison de la revue (avril 1984). Elle adapte, resserre, avec l'aide d'un auteur dramatique, Hugo Claus, un livre de Louis-Paul Boon (*« Je me sens toujours inspirée par un bon livre »*). Histoire d'un triangle assez particulier, le mari, la femme, une fillette, dans un milieu ouvrier, racontée avec une maîtrise et une rigueur dignes de la grande littérature existentialiste française des origines, Sartre, Camus.

Positif a choisi l'étrangeté, le malaise, la volonté de rompre avec le cinéma classique dans le cas de *Sud*, de Victor Erice, l'auteur de *l'Esprit de la ruche* (Espagne), et de *l'Allégement*, de Marcel Schupbach (Confédération helvétique). Victor Erice, toujours dans la revue, s'explique sur un silence de près de dix ans qui ne lui permet pas de nous livrer un second film vraiment achevé : aveu étrange et inquiétant, comme si le cinéma devenait impossible. Freddy Buache prend la plume pour défendre son compatriote Marcel Schupbach qui, lui aussi, a voulu tourner un objet rare, non réaliste, non littéral.

Si l'on ajoute *le Point de fuite*, de Raul Ruiz, tourné sur la lancée de *la Ville des pirates*, sorte de contre-champ du premier, aussi simple et clair que *la Ville des pirates* pouvait paraître emberlificoté, nous avons là un quatuor de films qui définissent une ambition face au cinéma tel qu'il va aujourd'hui, et incitent à s'interroger sur la place accordée dans les structures à la recherche et à l'invention.

LOUIS MARCORELLES.

« LA FORTERESSE NOIRE », UN FILM DE MICHAEL MANN

Vertiges optiques

VISION descendante tout au long de pentes vertigineuses, boisées serré, et qui couvrent en entier l'écran : immensité impressionnante. Chute accélérée jusqu'à la route encaissée, jusqu'au grondement de voitures militaires allemandes qui roulent en file. L'histoire se passe pendant la guerre, en Roumanie, patrie des vampires, et, à l'époque, alliée du IIIe Reich. Pour des raisons stratégiques inexpliquées, la colonne allemande doit occuper une forteresse, antique et menaçante, située à proximité d'un charmant village : petites maisons fraîchement crépies, auberge accueillante, paysans en chemises brodées.

En revanche, l'entrée dans les couloirs de la forteresse, si noirs qu'ils semblent un enfer infini zébré horizontalement de flèches lumineuses, est sinistre. Pourtant, les soldats, qui ont traversé d'autres enfers, s'installent, intéressés par le chemin de croix métalliques qui jalonnent les murs. Pas superstitieux, deux d'entre eux en descellent une. Ils sont aspirés dans un espace apocalyptique — à la manière de *Poltergeist* — qui les broie et les rejette, masses informes pétrifiées.

Ce n'est qu'un début. Chaque jour, la forteresse sacrifie ses victimes. Jugeant le capitaine timoré, le haut commandement envoie en renfort une brigade SS, menée par un officier au visage cireux, qui commence par faire fusiller quelques paysans en chemises brodées. Joute philosophique et conflit entre lui et le capitaine.

De plus, on découvre une inscription que seul, selon le pope, un certain docteur Cuza (Ian McCullen, acteur shakespearien pour le moins mal à l'aise ici) pourrait déchiffrer. Il est juif, en route avec sa fille et une tribu tzigane vers un camp de concentration. Il n'est pas jeune et surtout souffre d'une maladie qui lui donne l'aspect d'un vieillard aux mains glacées. On laisse les tziganes partir, et on l'amène de force, avec sa fille, dans la forteresse. Va-t-il collaborer avec ses bourreaux ? Oui.

Sa fille se fait violer par deux SS, puis s'évanouit. Une forme redoutable aux yeux qui lancent des éclairs détruit les violeurs, la ramène près de son père, négocie avec le savant, à qui elle rend santé et jeunesse, ce dont personne ne s'aperçoit, car il se tient *dans l'ombre*.

Pendant ce temps, un jeune homme dont les yeux lancent également des éclairs se fait transporter clandestinement de Grèce en Roumanie et arrive au village à moto. Il prend une chambre à l'auberge, celle que devait occuper la fille du docteur, évacuée de la forteresse. Qu'à cela ne tienne, il lui fait l'amour dans le style orientalo-planant des posters sixties. Il faut dire que le jeune homme est, sinon un ange, du moins l'esprit du bien. La forme redoutable enfermée dans la forteresse étant l'esprit du mal. Le docteur avait failli se faire piéger. En définitive, le bien triomphe au cours d'une bataille grandiose dans le carton pâte de la forteresse impavide. Lyrisme wagnérien, mais la musique est des Tangerine Dream, et tout à l'avenant.

« Pourquoi as-tu couché avec moi si tu devais partir ? », demande en pleurant la naïve fille du docteur. *« Je voulais connaître l'amour d'une femme »*, répond le Siegfried pop, qui est tout amour, mais risquait de perdre sa force et son immortalité en même temps que sa virginité...



Comme on peut s'en rendre compte, entre le mythe, le fantastique BD, les effets optiques fort beaux et les décors d'opérette très réussis, le metteur en scène Michael Mann, qui est également scénariste, n'a pas lésiné : bravo.

COLETTE GODARD.

★ Voir les films nouveaux.

LES FESTIVALS DE MUSIQUE

○ **ETAMPES (11 mai - 3 juin).** — Le Festival de musique ancienne est consacré cette année à Jean-Sébastien Bach, avec quelques-uns des meilleurs ensembles spécialisés : Collegium vocale de Gand, la Chapelle Royale, l'Orchestre baroque d'Amsterdam, Musica antiqua de Cologne, la Grande Ecurie, le Groupe vocal de France, etc. Quatre beaux week-ends. (Renseignements : Festival, Syndicat d'initiative, 91150 Etampes. Tél. : 494-80-90.)

○ **ANGERS (16-21 juin).** — « Musiques du XXe siècle » pour la seconde fois, avec un programme ambitieux et très chargé (quatre ou cinq concerts par jour). Des œuvres de quarante-sept compositeurs, souvent inconnus, avec de nombreuses créations (Huber, Cage, Gorli, Reverdy, etc.) et une journée entière consacrée à l'œuvre de René Leibowitz. (Bureau du Festival, Centre de Congrès, 1, place Mendès-France, 49000 Angers. Tél. : (41) 60-32-32.)

○ **DIVONNE (16 juin - 6 juillet).** — Dans le petit Théâtre Napoléon III, une musique de chambre de choix avec des groupes tels que le Beaux-Arts Trio (intégrale des trios de Beethoven), le Clemencic Consort, le Quatuor Enesco, le Quatuor Endellion, les Solisti Veneti. (Bureau du Festival, Casino, 01220-Divonne. Tél. : (50) 20-06-63.)

○ **LA ROCHELLE (22 juin - 7 juillet).** — Pluridisciplinaire (musique, cinéma, théâtre, danse, arts plastiques), le Festival d'art contemporain manifeste une nouvelle vitalité dans l'ordre musical, offrant une quarantaine de créations (dont vingt mondiales) et un panorama très large de notre époque. Michael Tippett sera l'invité d'honneur du Festival, si riche en œuvres de toutes sortes qu'il faut en consulter le programme. (Bureau du Festival, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot, 17025 La Rochelle Cedex. Tél. : (46) 41-03-35.)

○ **VAISON-LA-ROMAINE (8 juillet - 6 août).** — Après une année difficile, le Festival retrouve ses traditions ; on notera en particulier la poursuite du cycle Haydn avec la représentation de *l'Isola disabitata*, accompagnée par *la Cambiale di Matrimonio*, de Rossini, *le Sacre du printemps*, par la Compagnie Martha Graham, un récital de Marilyn Horne, *les Joyeuses Commères de Windsor*, mises en scène par Jean Le Poulain, un spectacle Cocteau avec Jean Marais, Ivo Pogorelich, etc. (Bureau du Festival, Hôtel de ville, 84110 Vaison-la-Romaine. Tél. : (90) 36-06-25.)

○ **PRADES (25 juillet - 13 août).** — Le vingt-troisième Festival réunira les Solisti Veneti, le Quatuor Via Nova, le Wiener Sextett, l'Ensemble instrumental de France, J.-J. Kantorow et d'autres excellents artistes, en particulier Leonard Rose, qui est un peu devenu à Prades l'héritier de Casals. (Syndicat d'initiative, rue Victor-Hugo. 66500 Prades. Tél. : (68) 96-27-58.)

○ **MENTON (5-31 août).** — Trente-cinquième anniversaire pour le beau Festival de musique de chambre du parvis Saint-Michel, avec entre autres cette année les Virtuoses de Moscou, Z. Kocsis, le Trio Tchaïkovski, I. Pogorelich, le Quatuor Takacs et Vladimir Ashkenazy. (Palais de l'Europe, 06500 Menton. Tél. : (93) 35-82-22.)

○ **LUCERNE (15 août - 8 septembre).** — Au bord du lac des Quatre-Cantons, un Festival toujours aussi opulent, rassemblant huit des plus grands orchestres du monde (Berlin, Prague, Vienne, Boston, Munich...). Karajan, Kubelik, Ozawa, Abbado, Neumann, Marriner, Pollini, Barenboïm, Horszowski, Fischer-Dieskau et bien d'autres grands de l'estrade. Hommage sera rendu en particulier, pour divers anniversaires, à Smetana, Dvorak, Janacek, Martinu et F. Martin. (Semaines internationales de musique, case postale 424, 6002 Lucerne. Tél. : (41-23) 35-62.)

○ **LA CHAISE-DIEU (23 août - 3 septembre).** — Dans l'admirable abbatiale de « la Danse macabre », la *Passion selon saint Jean* (direction Michel Corboz), le *Te Deum* et *Harold en Italie* de Berlioz, la *Missa Solemnis*, de Beethoven, *le Messie* (par Jean-Claude Malgoire), A. Weissenberg, Nella Anfuso, L. Laskine et M. Nordmann, A. Lagoya, M. Rudy et P. Amoyal, etc. (Bureau du Festival, 10, rue Jules-Vallès, B.P. 339, 43012 Le Puy. Tél. : (71) 09-24-12.)

● **AUTRES FESTIVALS EUROPÉENS. — BERGEN (23 mai - 6 juin).** — International Festival, P.O. Box 183, 5001 Bergen, Norvège. Tél. : (47-5) 32-04-00. — **EDIMBOURG (12 août - 1er septembre).** — Festival international, 21 Market Street, Edinburg EH1 1BW. Tél. : (44-31) 226-40-01. — **HELSINKI (23 août - 11 septembre).** — Helsinki Festival, Unionkatu 28, 00100 Helsinki 10, Finlande. Tél. : (358-0) 65-96-88.)

CINÉMA

« Céleste » de Percy Adlon

Céleste Albaret est morte, et voici que sort un film allemand inspiré des mémoires de la gouvernante. On y voit Proust, fidèlement veillé, jusqu'à sa mort ; ce sont les anecdotes d'une vie quotidienne, d'un attachement passionné.

ET AUSSI : L'Etoffe des héros, de Philip Kaufman (les Sept Mercenaires de l'espace). *Le Fleuve*, de Jean Renoir (une adolescence en Inde). *Un dimanche à la campagne*, de Bertrand Tavernier (le charme impressionniste). *Viva la vie*, de Claude Lelouch (les uns et les autres).

THÉATRE

« Enfance » au Petit Rond-Point

Le dialogue se renoue entre Nathalie Sarraute et son enfance, entre la voix de l'auteur et Martine Pascal, qui écoute, suit le chemin des paroles en elle, qui fait voir, toucher, ressentir l'étonnante fusion d'une comédienne et d'un texte. Moment de miracle.

ET AUSSI. – Great Britain à Nanterre (Mort et passion dans la violence d'un monde condamné). *Dis Joe* à la Bastille (une étincelle de vie). *Le Neveu de Rameau* à l'Atelier (Michel Bouquet et la folie des mots).

MUSIQUE

Le Philharmonique de Tokyo et les festivals

Venant pour la première fois en France, l'Orchestre philharmonique de Tokyo, un des ensembles japonais les plus réputés, propose aux Parisiens et aux Lillois deux programmes intéressants qui comportent, à côté de la *5e Symphonie* de Chostakovitch, de la *Sixième* de Tchaïkovski et du *Carnaval* de Dvorak, deux œuvres contemporaines japonaises : un concerto pour violoncelle, *Orion et les Pléiades*, de Takemitsu, et le

SELECTION

Concerto pour piano de Yashiro, compositeur de grand talent qui avait fait ses études en France et mourut prématurément (Champs-Elysées, les 7 et 8 ; Palais de la musique de Lille, les 9 et 10 mai).

Chaque semaine voit l'éclosion de nouveaux festivals printaniers ; ces jours-ci, *Poitiers* le 3, avec l'ensemble Ars Nova (puis F.-R. Duchable, The Band of the Scots Guards, et, le 6, des concerts-promenade, en Poitou) ; *Lausanne* (du 4 mai au 29 juin), avec un imposant programme de concerts, opéras et ballets, inauguré par les sœurs Labèque ; *Erian* (5 au 15 mai), dont le passionnant concours de quatuors à cordes rythme les journées, tandis que le soir on entendra l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dirigé par Gardiner, l'Orchestre du Curtis Institute, G. Kremer, J.-P. Rampal, F. Leitner, etc., tandis que, en Lorraine, l'Institut des musiques anciennes reçoit Paul Badura-Skoda (à Metz, le 8, avec E. Söderström ; à Epinal, le 9).

ET AUSSI : B. Hendrickx (Th. de la Ville, les 3, 4, 5 à 18 h 30) ; Strauss et Mahler, par le NOP, direction E. Tchakarov, avec A. Tomowa-Sintow (Pleyel, le 4) ; E. Söderström (Athénée, le 7) ; *Requiem* de Brahms, dir. J. Conlon (Basilique de Saint-Denis, les 9 et 10) ; Sviatoslav Richter (Gaveau, gala de la Fondation C. Pompidou, le 9 mai).

VARIÉTÉS-ROCK

La dernière tournée de Status Quo

Le groupe britannique dont l'histoire couvre vingt-deux années de musique a décidé d'effectuer une dernière tournée européenne qui se terminera en juillet par sept soirées à l'Hammersmith Odeon de Londres. Status Quo ne se produira plus sur scène après ces concerts. Mais d'autres albums du groupe sont prévus. (Zénith le 10 mai ; Besançon au palais des sports le 11.)

ET AUSSI : Saga le 3 mai au Zénith, le 4 à la foire de Lille, le 5 au Parc des expositions de Nancy, le 7 au Hall Tivoli de Strasbourg ; Graeme Allwright à Bobino jusqu'au 5 mai ; Herman Van Veen au Palais des glaces ; Joe Jackson au Palais des sports de Lille le 5 mai, au Zénith le 7, à la salle omnisports de Rennes le 8 ; le cirque de Pékin à l'Olympia.

EXPOSITIONS

Etienne Martin au Centre Pompidou

Un parcours à travers l'ensemble des « Demeures », soit une vingtaine d'œuvres qui jalonnent l'itinéraire finalement mal connu du sculpteur. Certaines des ces pièces, lieu physique, enveloppe ou vêtement habités dont les développements prennent, sous la poussée intérieure et à travers une recherche de matériaux bruts, des proportions impressionnantes, sont exposées pour la première fois.

ET AUSSI : La rime et la raison, au Grand Palais. *Bauhaus et photographie*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *Un siècle d'images de piété*, au musée de la SEITA. *Altdorfer et le réalisme fantastique dans l'art allemand*, au centre culturel du Marais.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

PIERRE BONNARD. Jusqu'au 21 mai.

DONATION DE LA FAMILLE DE MENIL : sculptures, tableaux. Jusqu'au 4 juin.

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1839-1939. Jusqu'au 21 mai.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Baskt à Matisse. Jusqu'au 20 août.

JOE GANTS. Photographies. Jusqu'au 20 mai.

ÉTIENNE-MARTIN, « Demeures ». Jusqu'au 11 juin.

BOUILLON - REYNIER - VIEILLE. Jusqu'au 11 juin.

CCI

IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE : Créer avec l'industrie. Jusqu'au 7 mai.

BPI

THÉATRES D'AFRIQUE NOIRE. Jusqu'au 6 mai.

REPORTAGE DU MOIS. L'actualité vue par les lauréats du World Press Photo/Agence Sipa (Afghanistan, Iran, Liban, Nigéria). Jusqu'au 7 mai.

EUROPE COPY RIGHT. Jusqu'au 21 mai.

THE EYE OF BIG BROTHER. ORWELL. Jusqu'au 14 mai.

THÈME ILLUSTRÉ. Claude Lapointe, illustrateur. Bibliothèque des enfants. Piazza, jusqu'au 18 juin.

∴

ILES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Tissot. Atelier des enfants. De 14 à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

Musées

UN NOUVEAU MONDE : Chefs-d'œuvre de la peinture américaine, 1760-1910. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F ; le samedi : 12 F. Jusqu'au 11 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-MARC de Venise. Grand Palais *(voir ci-dessus)*. Entrée gratuite le 21 mai. Jusqu'au 25 juin.

LA RIME ET LA RAISON. Les collections Ménil (Houston-New-York). Grand-Palais. Entrée place Clemenceau. (Voir ci-dessus.) Jusqu'au 30 juillet.

HALLES ET MARCHÉS D'ILE-DE-FRANCE. Grand Palais, espace 404 (225-03-20). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mai.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'albums. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

WILLIAM BOUGUEREAU, 1825-1905. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures, 1980-1982. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 4 juin.

ACQUISITIONS DU CABINET DES DESSINS, 1973-1983. Musée du Louvre *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 4 juin.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du VIe au XVIe siècle. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

BAUHAUS ET PHOTOGRAPHIE, 1920-1935. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 mai.

RITZI ET PETER JACOBI. Musée d'art moderne de la Ville de Paris *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 24 juin.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM CHAPITEAUX ROMANS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F Jusqu'à fin octobre.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-2000. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h, sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

L'IMAGE DE LA MER. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Du 4 au 21 mai.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars 1985.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL PARISIEN. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

CAMILLE CLAUDEL, 1864-1943. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 à 17 h 45. Entrée : 9 F. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PALA. Prix Bourdelle 1983. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 mai.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

LES FASTES DE LA TAPISSERIE - XVe/XVIIIe SIÈCLE. Musée Jacquemard-André, 158, boulevard Haussmann (562-39-94). Sauf lundi, de 13 h 30 à 19 h. Jusqu'au 17 juin.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIÉTÉ 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 juin.

150 ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON - L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F Jusqu'au 27 août.

MUSIQUE DES PEUPLES DU MONDE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Du 4 mai au 29 juillet.

Centres culturels

SOLS. Peintures, sculptures, installations. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mai.

JEUNE SCULPTURE. Territoires intérieurs. Port d'Austerlitz (accès par les berges face à la cour départ de la gare) (585-56-55). Tous les jours, de 12 h à 19 h. Du 4 mai au 3 juin.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (288-41-53). Sauf dim., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TRÈS RICHES HEURES DU DUC DE BERRY. Fac-similé intégral. Fondation Dosne-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

LE VITRAIL EN LORRAINE, du XIIe au XXe siècle. Caisse nationale des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 juin.

ALTDORFER et le réalisme fantastique dans l'art allemand. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 juillet.

DESSINS FLORENTINS ET ROMAINS DE LA COLLECTION FRITS LUGT. Jusqu'au 27 mai ; **WIM OEPTS. Tableaux et gravures.** Jusqu'au 20 mai. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h.

TONY EMILSON, sculptures ; PETER DAHL, lithographies, textiles. Centre Culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedis et dimanches de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

JOCELYNE BENOIT. Albums d'art, gravures et monotypes. — LOUIS GOSSELIN. Sculptures. — CARLOS OTT. Opéra de la Bastille. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Du 4 mai au 10 juin.

CONSTRUIRE POUR LA CULTURE. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai.

MISES EN BOITE. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

JEAN VOIGT. Mirages de la décadence. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Elysées (569-02-02). De 13 h à 19 h ; dim. (et fêtes), de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 20 mai.

SIMPLICISSIMUS. Cent caricatures des années 1896-1914. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 11 mai.

SOUVENIR D'UN UNIVERS PERDU. Chronique de la vie juive en Pologne de 1864 à 1939. Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal (331-98-20). De 10 h à 21 h. Jusqu'au 31 mai.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. 36, rue d'Ulm. Ven., sam. et dim., de 10 h à 18 h.

LE LABYRINTHE DANS L'ART CONTEMPORAIN. Architecture, sculpture, archisculpture, peinture, installations. Fondation C. Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna (720-85-83). Sauf sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juin.

FIGURE, FIGURES. Gare S.N.C.F. de Paris-Est (285-60-47). Jusqu'au 30 mai.

RATKO JANJIC-JOBO. Maritimes. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Sauf lundi, de 11 h à 19 h ; dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 22 mai.

ATELIER CARRON. Galerie de la Maison des Beaux-Arts, 11, rue des Beaux-Arts (354-10-99). Jusqu'au 18 mai.

UN DEMI-SIECLE DE RELIURES D'ART CONTEMPORAIN, en France et dans le monde. Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 juin.

L'ART CULINAIRE AU XIXe SIECLE : Antonin Carême. Mairie du 3e arrondissement, 2, rue Eugène-Spuller. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

PARIS, CAPITALE DE LA GASTRONOMIE. Deux cents ans de restauration. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli. Tous les jours, de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

Galeries

UN ART AUTRE/UN AUTRE ART. Les années 50 (1945-1955). Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 28 juillet.

MOLAS, des Indiens Kuna de Panama. Galerie Urubamba, 4, rue de la Bûcherie (354-08-24). Jusqu'au 2 juin.

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie D. Malingue, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 9 juin.

LES MAITRES FLAMANDS DES XVIe ET XVIIe SIECLES. Galerie de Jonckheere, 21, quai Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 7 juillet.

MARIANO HERNANDEZ, BENGT LINDSTROM. Galerie ABCD, 30, rue de Lisbonne (536-36-06). Jusqu'au 30 mai.

ETIENNE MARTIN. Jusqu'au 30 juin — **CLAUDE LALANNE. Les métamorphoses de la nature. Bijoux.** Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16).

VILLON — GROMAIRE. Gravures, dessins, aquarelles. Galerie J.-P. Joubert, 38, avenue Matignon (562-07-15). Jusqu'au 3 juillet.

VINCENT BATBEDAT. Les ponts. Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergers (577-93-79), jusqu'au 18 mai.

BARANOFF-ROSSINE (1888-1944). L'avant-garde russe. Galerie Verneuil Saints-Pères, 13, rue des Saints-Pères (260-28-30). Jusqu'au 19 mai.

BAZAINE. Peintures récentes. Aquarelles. Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac (222-12-59).

CLAUDE BELLEGARDE. Cabines chromatiques 1960. Galerie 1950, 38, rue de Lille (260-94-37). Jusqu'au 19 mai.

BIERGE. Œuvres récentes. Galerie Serge Garnier, 12, boulevard de Courcelles (417-12-43). Jusqu'au 2 juin.

ROS BLASCO. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOGRATCHEW. Sculptures, dessins. Galerie H. Bénézit, 20, rue de Miromesnil (265-54-56). Jusqu'au 29 mai.

ALEXANDRE BONNIER. Figures, portraits et auto-portraits. Galerie NRA, 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 30 juin.

BOST. Pastels. Galerie l'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 9 juin.

GEORGES BRU. Les blasons du corps féminin. Dessins. Galerie Mathias Fels, 138, boulevard Haussmann (562-21-34). Jusqu'au 31 mai.

VICTOR BURGIN. The Bridge. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au 12 mai.

SAMUEL BURI. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51) et galerie le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 19 mai.

MICHAEL BUTHE. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 30 juin.

PATRICE CADIOU. Sculptures. Galerie Site-Art présent, 10, rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 9 juin.

LOUIS CANE. Les Ménines. Galerie D. Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 9 juin.

JEAN CLERTÉ. La journée de l'imprimeur. Papiers d'essuyage. Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 19 mai.

CORDESSE. Peinture. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 19 mai.

ROBERT COUTURIER. Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (260-23-18). Jusqu'au 30 juin.

EVA DAVID. Galerie de l'Hôtel Astra, 29, rue Caumartin (542-15-15). Jusqu'au 24 mai.

NOEL CUIN. Traveling. Galerie Farideh Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 20 mai.

ROSITA DEWEZ. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 30 mai.

MARTIN DISLER. Galerie Crousel-Hussenot, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 16 mai.

RAOUL DUFY. Peintures, aquarelles, plumes, crayons. Galerie Marwan Hoss, 12 rue d'Alger (296-39-45). Jusqu'au 27 juin.

FAGNIEZ. Peintures récentes. Galerie Bellint, 28 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 2 juin.

ALBERT FERAUD. Masques et torses. Sculptures et dessins. L'Art et la Paix, 35, rue de Clichy (874-35-86). Jusqu'au 23 juin.

FROMBOLUTI. Femmes endormies. Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques Callot (354-78-41). Jusqu'au 9 juin.

GILLES GHEZ. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 19 mai.

J. GODFREY. Renaissance du silence. Peintures, gravures, dessins. Galerie des Lombards, 10, rue des Lombards (278-40-99). Jusqu'au 26 mai.

JAMES GUITET. Peintures récentes. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 19 mai.

KIMURA. Œuvres récentes. Art Yomiuri, 5, quai de Conti (326-15-35). Jusqu'au 12 mai.

MATI KLARWEIN. Galerie Isy Brachot, 35, rue guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 2 juin.

PIERRE KLOSSOWSKI. Œuvres récentes. Galerie Maeght Lelong, 14, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 2 juin.

GEORGE KOSKAS. Portraits 1984. Galerie Raph, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 15 juin.

LIMERAT. Bois peints. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 31 mai.

FLORENCE LUCAS. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-34-14). Jusqu'au 19 mai.

PIERRE MERCIER. Œuvres photographiques 1981-1984. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 24, rue Beaubourg (278-11-71). Jusqu'au 2 juin.

JEAN MESSAGIER. « Bourgeons de papier ». Croquis et dessins, 1940-1983. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 12 mai.

ROBERT MOTHERWELL. Peintures et gravures. Galerie B. Jordan, 54, rue de Verneuil (296-37-47). Jusqu'au 15 mai.

RODRIGO MOYNIHAN. Peintures. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 30 juin.

OUEZZIN. Galerie Claude Aubry, 2, rue des Beaux-Arts (326-27-27). Jusqu'au 26 mai.

MORENO PINCAS. Galerie C. Dubois, 420, rue Saint-Honoré (260-13-44). Jusqu'au 20 mai.

JEAN-PIERRE PINCEMIN. Œuvres 1983-1984. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 9 juin.

ANNA RECKER. Galerie E. de Caussans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 26 mai.

GERMAINE RICHIER. Sculptures. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 9 juin.

ISABELLE ROUAULT. Peintures. Galerie Yoshii, 8, avenue Matignon (359-73-46). Jusqu'au 2 juin.

ROBERT RYMAN. Peintures. Galerie Maeght Lelong, 13, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 2 juin.

JULIO SILVA. Tableaux, sculptures. Galerie l'Obsidienne, 28, avenue Matignon (266-67-93) — **Aquarelles, bronzes.** Galerie des Ambassades, 4, avenue Matignon (225-17-35). Mai.

VELLIOT. Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazarine (354-71-91). Jusqu'au 19 mai.

En province

AMIENS. Jean Dubuffet, peintures 1942-1982. Maison de la culture, 2, place Léon-Gontier (91-83-36). Jusqu'au 12 mai.

AUBUSSON. Mario Prassinos : Tapisseries. Musée de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). — **Peintures et dessins.** École nationale d'art décoratif, place Villeneure (66-14-28). Jusqu'au 12 juin.

BEAUVAIS. Ritzi et Peter Jacobi. Galerie nationale de la tapisserie, rue Saint-Pierre (448-24-53). Jusqu'au 24 juin. **« Mécénat d'art nouveau à Paris ».** Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 31 mai.

BLERANCOURT (Aisne). La peinture américaine dans les collections du Louvre. Musée national de la coopération franco-américaine (39-60-16). Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS. Joseph Beuys. Dessins 1941-1983. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 4 juin. — **Baudouin Luquet, dessins, échantillons.** Galerie de l'Ancienne poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 3 juin.

CASES DE PENE. Peintures abstraites des années 50-60. Fondation du Château-de-Jau. Jusqu'au 20 mai.

CATEAU-CAMBRESIS. Mis en socle. Photographies de Pierre Mercier. Musée Matisse palais Fénelon (84-13-15). Jusqu'au 20 mai.

CHARTRES. Francis Limerat. Œuvres de 1971 à 1984. Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame (36-41-39). Du 5 mai au 15 juillet.

CHATEAUROUX. Bernard Venet, dessins 1963-1983. Centre d'art contemporain, place Sainte-Hélène (34-98-25). Jusqu'au 19 mai. — **Erro : comics, politics, érotics, balistics.** Couvent des Cordeliers. Jusqu'au 20 mai.

CHOLET. L'Anjou religieux et les orfèvres du XIXe siècle. Musée des arts, 46, rue Gambetta (62-21-46). Jusqu'au 14 mai.

COLMAR. Charles Spindler. Mobilier 1900. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 27 mai.

COMPIEGNE. Midi-Pyrénées à Compiègne. Jusqu'au 30 mai — **Denis Roche — Galerie Molière.** Jusqu'au 31 mai. Centre culturel, place Briet-Daubigny (420-07-57).

DIEPPE. Friedlaender. Gravures récentes. Château-musée, rue des Chastes (84-19-76). Jusqu'au 31 mai.

DUNKERQUE. Paul Jenkins. Collages. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 28 mai.

FONTEVRAUD. Italie-Allemagne : Chia, Paladino, Baselitz, Penck, etc. Abbaye Royale (51-79-30). Jusqu'au 2 juin.

GRENOBLE. Gilles Aillaud. Peintures. Maison de la Culture, 4, rue Paul Claudel (25-05-45). Jusqu'au 30 mai.

LA ROCHE-SUR-YON. Gasiorowsky. — Rousse. Musée municipal, rue Jean-Jaurès (05-54-23). Jusqu'au 16 juin.

MARCQ-EN-BARŒUL. Orages désirés, ou le paroxysme dans la traduction de la nature. Fondation Septentrion (46-26-37). Jusqu'au 3 juin.

MONTAUBAN. L'éloge de l'insolite (Rencontres autour de Roland Cat). Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 20 mai.

NICE. A. et G.-A. Mossa. Musée des beaux-arts-Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'au 31 mai. — **Ecritures dans la peinture.** Centre national d'art contemporain de la villa Arson, 20, avenue Stephen-Liegeard (51-30-00).

RENNES. Simon Vouet - Eustache Le Sueur. Dessins du musée de Besançon. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 10 juin. — **Inauguration du Musée de la céramique.** Hôtel d'Hocqueville, 1, rue Faucon.

ROUEN. « Sol-Mur », photographie contemporaine. Musée des beaux-arts, 26, rue Thiers (71-28-40). Jusqu'au 20 mai.

LES SABLES-D'OLONNE. Jean-Luc Vilmouth. Œuvres récentes. Musée de l'abbaye Sainte-Croix (32-01-16). Jusqu'au 31 mai.

SAINT-ETIENNE. Murs blancs pour chambre noire. Maison de la culture (25-05-18). Jusqu'au 3 juin.

SAINT-QUENTIN. « A travers la couleur » et « Jazz » (de H. Matisse). Musée Antoine-Lécuyer, 28, rue A.-Lécuyer (62-39-71). Jusqu'au 4 juin. — **Fils et textiles.** Basilique (64-72-44). Du 5 au 31 mai.

STRASBOURG. Per Kirkeby. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (32-46-07). Jusqu'au 20 mai. — **Robert Hammerstiel, graveur.** Cabinet des estampes, château des Rohan, 2, place du Château (32-48-95). Jusqu'au 20 mai.

TOULOUSE. Art espagnol actuel. Palais des arts, 5, quai de la Dorade (22-21-93). Jusqu'au 20 mai.

TOURS. Les Peintres et l'architecture antique. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 3 juin. — **Jean-Pierre Péricaud. Peintures récentes.** Galerie d'art contemporain, 17, rue de la Bourde (20-46-75). Jusqu'au 2 juin.

VILLENEUVE D'ASQ. Fabrizio Plessi. Musée d'art moderne, autoroute Lille-Gand, sortie Château (05-42-46). Jusqu'au 30 juin.

VILLEURBANNE. Boyd Webb. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur Dolard (885-55-10). Jusqu'au 10 juin.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première sont indiqués entre parenthèses).

MADRAS – Maison de l'Asie (580-04-73) les 2, 3, 4, 5 à 20 h 45.

UN P'TIT MOT SOUS LA PORTE – Espace Gaîté (327-95-14) 21 h, dim. 15 h (2).

FEMMES DE COULEURS – Théâtre 3/4 (327-09-16) 22 h (2).

LE NOUVEAU TESTAMENT – Hébertot (387-24-24), 21 h, dim., mer. 15 h (2).

CONTES MIMES DU PEUPLE TIV – Maison des cultures du monde (544-72-30), les 2, 5 à 21 h ; les 3, 4 à *14 h 30 ; le 6 à 15 h.*

NINA C'EST AUTRE CHOSE – Lierre (586-55-83), 21 h, dim. 17 h (2).

MADAME BENOIT – Marie Stuart (508-17-80), les 2, 3, 4, 5, 8 à 20 h 30, le 6 à 15 h.

SIGMUND'S FOLLIES – Déchargeurs (236-00-02), 20 h 30 (2).

SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ – Théâtre de Paris (874-10-75), 20 h 30 (2).

LA CHALEUREUSE ORPHELINE – Clichy, Rutebœuf (824-44-16), les 2, 3, 4, 5 à 20 h 30 ; le 6 à 17 h.

L'ÉCOLE DES MÈRES – Cité internationale, Resserre (589-38-69), 20 h 30 (3).

***LES LINGES DU TEMPS* : LA COULÉE** – le 4 à 20 h 30 ; le 5 à 16 h 30 ; **LA SAIGNÉE** le 5 à 20 h 30 ; le 6 à 16 h 30, Bobigny, maison de la culture (831-11-45), 20 h 30.

LE PRIX MARTIN – Orly, CC Aragon-Triolet (884-55-83), les 4, 5, 8 à 21 h ; le 6 à 16 h.

DROLE DE PROGRAMME – Théâtre de Paris, petite salle (280-09-30), le 8 à 20 h 30.

HORS PARIS

ROUEN – Trois comédies de jeunesse de Corneille. Mélite, la Galerie du Palais, la Place Royale, en alternance par le Théâtre des Deux-Rives (35) 89-63-06, du 4 mai au 31 mai.

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50), les 2, 5 à 19 h 30 : Boris Godounov.

SALLE FAVART (296-06-11), les 2, 5, 8 à 19 h 30 : Mariage secret ; Concert : le 3 à 20 h : *Concert Mozart, dir. H. Le* Floch ; musiciens de l'Orchestre national de l'Opéra.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), (lun. mar). Les 2, 5 à 20 h 30 ; le 6 à 14 h 30 : la Mort de Sénèque ; le 2 à 14 h 30 ; les 3, 4, 6 à 20 h 30 : Cinna.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer : les 5 et 8 à 15 h : la musique d'Exilar (spectacle pour enfants) ; Grand Théâtre : (lun.) les 2, 3, 4, 5, 8 à 20 h 30 ; le 6 à 15 h : la Mouette.

ODÉON (325-70-32), (lun.) : les 2, 3, 4, 5, 6 à 20 h 30 ; le 6 à 15 h : le Suicidé.

PETIT ODÉON (325-70-32), (Lun.). Les 2, 3, 4, 5, 6, 8 à 18 h 30 : Revoir la mer.

TEP (364-80-80), les 2, 3, 4, 8 à 20 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 20 h 30 : 325 000 F ; Cinéma : les 6 et 7 à 20 h : le point du jour, de L. Daquin ; Vive la Sociale, de G. Mordillat.

PETIT TEP (364-80-80), les 2, 4, 5 à 18 h : Cultures plurielles.

BEAUBOURG (277-12-33), (Mar.), Débats/Conférences-musée : le 3 : Journée Orwell : 15 h 30 : film « Animal Farm » ; 18 h : lecture par A. Cuny ; 21 h : Table ronde avec écrivains et critiques anglais et français ; à 18 h 30 : la revue Esprit « la politique culturelle » ; le 7, à 18 h 30 : situation de l'art contemporain à travers les grandes manifestations internationales ; à 19 h : P. Willems ; à 21 h : Phoné 2 : inventions de la voix ; Concerts-animation : le 2, à 12 h 30 : concert classique : Cl. Helffer (Boulez, Tremblay, Manoury, Debussy) ; le 5 : concert jazz : sextuor est-allemand ; le 7, à 20 h 30 : concert 2E2M : « Voyage en Chine », dir. G. Alcola ; Cinéma-Vidéo : les 2, 3, 4, 5, 6, 7 à 13 h : Julio Cortazar, d'A. Caroff et C. Namer ; 16 h : le temps d'un éclair ; 60 000 lignes sous les mers, de N. Dronzy ; 19 h : logique du catch, de Ch. Loizillon ; les 2, 3, 4, 5, 6 à 15 h : autres demeures (Facteur Cheval, Gaudi) ; les 2, 3, 4, 5, 6 à 18 h : collections du musée ; Théâtre-Danse : le 2, à 14 h 30 : cycle les images racontent, les auteurs vous rencontrent : « Pierrot ou les secrets de la nuit » ; les 2, 3, 4, 5, à 20 h 30 ; le 6, à 16 h : Scanner rhapsodie, de R. Kovitch ; les 3, 4, 5, à 18 h : Robert Kovitch.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Grand ballet classique de Moscou : 1er programme : les 2, 3, 4, 5, à 20 h 30 ; le 6, à 14 h 30 : Roméo et Juliette ; 2e programme : le 8, à 20 h 30 : Nathalie ; Concert : le 7, à 18 h 30 : G. Tacchino ; Ch. Boufier ; M. Vialatte (Ravel, Saint-Saëns, Paganini...) ; le 7, à 20 h 30 : 2e concert-référendum (O. Holt, compositeurs contemporains).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77). Le 2, 3, à 20 h 45 ; les 4, 5, 8, à 20 h 30 ; le 6, à 14 h 30 : Arden de Faversham ; les 3, 4, 5, à 18 h 30 : Barbara Hendricks ; le 7, à 18 h 30 : Hussein El Masry ; le 8, à 18 h 30 : les musiciens du Nil.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) (lun., mar.) : les 2, 3, 4, 5, à 20 h 30 ; le 6, à 16 h : les Liaisons dangereuses.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34) (D.), 21 h 30 : la Nuit des assassins.

ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers adieux.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.

ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h 30 : la Guerre de cent ans, première semaine (dern. le 5).

BASTILLE (357-42-14) (D., L.), 20 h : Dis Joe.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D.), 21 h : les Trois Jeanne.

CALYPSO (227-25-95) (D., L.), 20 h : le Suicidaire.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), mer., jeu., ven., 20 h 30 : Zod, zod, zod...iaque.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), mer., jeu. 21 h ; ven., sam. 20 h : Ferdaous, une voix en Enfer.

CARTOUCHERIE, Th. du Soleil (374-24-08) ; le 2 à 18 h 30 : Richard II ; les 3, 4, 5 à 18 h 30, le 6 à 15 h 30 : Henri IV. II (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Antigone. Atelier du Chaudron (328-97-04) (D., L.), 20 h 30 : la Jungle des villes. Épée de Bois (808-39-74) (D. soir, L., Mar.), 20 h, sam., dim. 15 h 30 : le Prince travesti.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, les 2, 4, 5 à 20 h 30 : les Amis de *Salamanque. Galerie (D., L.)*, 20 h 30 : l'Ame de la fugue.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES *(720-08-24) (D. soir, L.), 20 h 45, sam.* 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), dim. 15 h : les Marchands de gloire.

DAUNOU (261-69-14) (mer., D. soir), 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 22 h : le Prince.

ÉDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré.

ÉPICERIE THÉATRE (272-27-05) (D.), 19 h : Imprévu pour un privé ; (mar.), 20 h 30 : l'Ile des chèvres.

ESPACE MARAIS (584-09-31) (D. soir, L.), 22 h, dim. 18 h : Adam et Eve et le Troisième Sexe.

ESSAION (278-46-42) (D., L.), I. 20 h 30 : Oreste ne viendra plus ; II. 20 h 30 : Sensualité.

FONTAINE (874-74-40) (D.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (534-87-25), Mer. jeu., ven., 21 h : Colas Breugnon.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.), 20 h 45, dim., 15 h : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 20 h 30 : *Who's Afraid of Virginia Woolf ?*

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 18 h 30 : la Place au soleil.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : *la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon* ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Top Girls.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), I. 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 20 h 15 : l'Ambassade ; 22 h 30 : la Panthère bleue. Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : le Drap de sable.

MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MARAIS (278-03-53) (D.), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80) Jeu., Ven., Sam. 22 h : l'Echo du silence.

MARIGNY, grande salle (256-04-41) (D. soir, L.) 21 h, Dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74) (D. soir, L.), 21 h, Sam. 18 h 30 et 21 h 30, Dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.), *21 h, Dim. 16 h 30 : la Femme assise.*

MAUBEL (255-45-55), Mer., Ven. 20 h 30, Dim. 15 h : Betrayal.

MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15, Sam. 18 h 15 et 21 h 30, Dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30) (D. soir, L.), 20 h 30, Sam. 21 h, Dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, L.), 21 h, Sam. 17 h, Dim. 16 h : Tchin tchin ; Petite salle (D. soir, L.), 21 h, Dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (J., D. soir), 20 h 30, Sam. 18 h 45 et 21 h 30, Dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, Sam. 18 h 45 et 22 h, Dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière ; Rencontres, le 7 à 20 h 30, le 8 à 14 h 30 : M. Achard - Voulez-vous jouer avec lui ?

PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (241-31-53) (Mer., J., D. soir), 20 h 30, *Dim. 16 h : On a tous les jours* cent ans. – II. (387-71-31) (Mer. soir, D. soir, L.) 21 h, Mer., Dim. 15 h 30 : Roméo et Juliette.

PLAINE (250-15-65) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, Dim. 17 h : Marivaux et Marivaux.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Pierre de la folie (der. le 5).

POCHE (548-92-97) (D. et le 1er) 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Élève de Brecht.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) (D. soir), *21 h, Sam. 17 h, Dim. 15 h* : K 2 (dern. le 6).

POTINIÈRE (261-44-16) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : la Salle des profs.

QUAI DE LA GARE (523-48-78) (D.), 20 h 30 : Moby Dick.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir, L. et le 1er), 21 h, Sam. 18 h 30 et 21 h 30 ; Dim. 15 h : Noix de coco.

SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), Ven., Sam. 20 h 30 : Antigone.

SAINT-GEORGES *(878-63-47) Mer.*, Ven., Dim., Mar., 21 h, Sam 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h 30 : Bataille navale.

TAI THÉATRE D'ESSAI *(278-10-79)*, I. (D. L.), 20 h 30 : l'Écume des jours. – II. (D. L.), 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), (D.), 21 h, Sam. 16 h 45 : Y'en a marr... et vous.

THÉATRE *D'EDGAR* *(322-11-02) (D.)*, 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, Sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de *Montmartre*.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80) (L.), 20 h 30, Sam., Dim. 17 h 30 : la Lanterne magique de Prague ; Petite salle (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Enfance.

TOURTOUR *(887-42-48) (D., L.)* 20 h 30, Sam. 15 h : Mon cœur dans les Highlands.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16) (D.), 20 h 30 : la Pêche à la mouche.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, *Dim. 15 h 30 : l'Étiquette.*

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83) (D., L.), 21 h : *Une poule sur un mur.*

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 45 : la Troisième jambe du carrosse ; 22 h 15 : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (L.), 19 h30 : Odd numbers sur un air de jazz.

BLANCS-MANTEAUX *(887-15-84)* (D.), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + Sam. 24 h : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h : Chant d'épandage ; 22 h 15 : Plus la peine de frimer.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.), I : 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; *21 h 30* : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : 20 h 15 : Ils avaient les foies dans l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO *(278-36-50) (D.), 21 h* : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

PROLOGUE (575-33-15), J., V., S., à 21 h : Téléphonosolo.

RESTO-SHOW (508-00-81) (D., L.), 19 h : le Pêcheur de perles ; 20 h 30 : Mais est-ce qu'Élaine Groszt ?

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (L.) : 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette ; 22 h 30 : Acide.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 15 : M. Boujenah.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : le Céleri jaune.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 20 h 30 : la Vie entre les dents ; 22 h 30 : *les Soliloques du pauvre* ; dim., 17 h : D. Gasser.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

En région parisienne

ASNIÈRES, CCA (790-63-12), le 6, à 15 h 30 : Chansons rétro.

AUBERVILLIERS. Théâtre de la Commune (833-16-16) (Lun. Dim. soir) : A 50 ans elle découvrait la mer.

BAGNEUX, Th. du Campagnol (661-14-27) (D. soir, L. et le 8), 20 h 30, Dim. 15 h : Violette Leduc, l'affamée.

BOBIGNY, Maison de la Culture (831-11-45) le 2 à 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : *M. Tranchant (Lassus, De*bussy, Bleuse...).

BONDY, Espace M. Chauzy, le 4 à 20 h 45 : Ensemble Ysengrin (chansons et danses du Moyen-Age).

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB *(603-60-44) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim.* 15 h : les Joyeuses Commères de Windsor.

BRIE-COMTE-ROBERT, Église St-Étienne, le 5 à 21 h : Ph. Dufour (Bach).

BRUNOY, Église St-Médard, le 4 à 20 h : *F. Mento (Josquin des Prés, Lassus*, Mouton...).

CRÉTEIL, Maison des arts (899-94-50), le 5 à 20 h 30 : P. Perret.

IVRY, Th. des Quartiers, (672-37-43) (Dim. soir, Jeu.), 20 h 30, Dim. 17 h : la *Surprise de l'amour.*

MAISONS-ALFORT, Th. Cl. Debussy, (375-72-58), le 6 à 17 h : Grand ballet de Tahiti.

MASSY, CC P. Baillart, (920-57-04), le 4 à 21 h : M. Edelin, Sam Rivers.

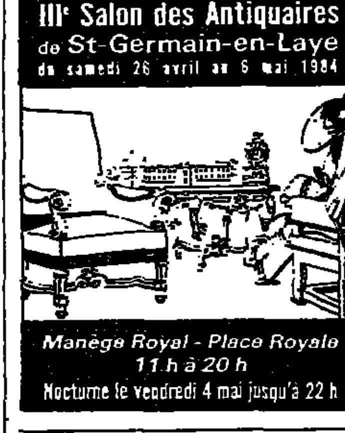
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), les 2, 4, 5, 8 à 20 h 30 ; le 3 à 19 h 30 ; le 6 à 17 h : Great Britain.

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59) le 3 à 20 h 30 : le Croquemitaine ; II : (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : le *Dîner de Lina* ; le 5, à 22 h 30 : Myriam Mézières.

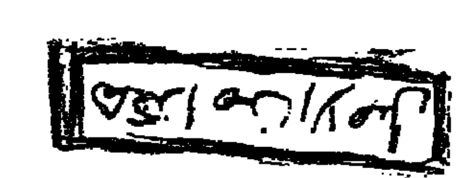
SAINT-MAUR, Rond-Point Liberté, (889-22-11), les 4, 5 à 21 h, le 6 à 15 h : l'Arlésienne.

SURESNES, Th. J. Vilar (772-38-80), le 4 à 21 h : la Perle de la Canebière.

VERSAILLES, Th. Montansier, (950-71-18), les 3, 4 à 21 h : le Petit Prince.













VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Élysées	ÉLY. 20-41 Tous les jours	19 h à 22 h. Vue agréable sur le jardin. SPÉCIALITÉS DANOISES ET SCANDINAVES. Hors-d'œuvre danois. FESTIVAL DE SAUMON. CANARD. MIGNON DE RENNE.

DINERS

RIVE DROITE

LE BISTRO ROMAIN		Le Bistro de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 37,50 F s.n.c. Les fameux CARPACCIO et aloyaux sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouv. ts les jrs j. 1 h. 122, Champs-Élysées; 9, avenue des Ternes; 103, bd du Montparnasse; 9, bd des Italiens.
VISHNOU Angle rue Volney et rue Daunou, 2e	297-56-54	GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.
RELAIS BELLMAN 37, rue François-Ier, 8e	723-54-42 F. sam., dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant et confortable. Salle climatisée. Cuis. française traditionnelle. Les ravioles du Royans. Sole aux courgettes. Gâteau du jour. MENU DINER 130 F (net) + boisson.
CHEZ DIEP 22, rue de Ponthieu, 8e	256-23-96 Ouv. t.l.j.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.
ORPHIE 8, rue d'Artois, 8e	F. dimanche 256-31-39	Nouveau : la dernière création de Patrick EYMARD, dans un décor chaleureux. Spécialités de poissons classiques (rougets grillés, dorade en papillote, turbot à la vapeur d'algues). Service assuré j. 23 h.
AUB. DE RIQUEWIHR 12, rue du Fg-Montmartre, 9e	770-62-39 Ouv. t.l.j.	Déjeuners, dîners, soupers, de 12 h à 2 h du matin. SPÉC. ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couv. SOUPE A L'OIGNON.
AU PETIT RICHE 25, rue Le Peletier, 9e	770-68-68, 770-86-50 Fermé dimanche	Son étonnant MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor centenaire. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Drouot.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9e	F. dim., lundi 878-42-95	J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre breton. POISSONS, FRUITS DE MER. CRUSTACÉS. CRÊPES et GALETTES.
DOUCET EST 8, rue du 8-Mai-1945	206-40-62 Tous les jours	J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasserie, menus 52,90 et 85 F s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1er. Spéc. : POISSONS, choucroute. FOIE GRAS frais maison.
AUBERGE DES TEMPLES 74, rue de Dunkerque, 9e	874-84-41 Mº Anvers	Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.
PALAIS DU TROCADÉRO 7, avenue d'Eylau, 16e	727-05-02 Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
YVONNE 13, rue Bassano, 16e	720-98-15	Vieille cuisine française. Diverses spécialités. Carte, environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.
L'ORÉE DU BOIS Porte Maillot, Bois de Boulogne	747-92-50 T.L.J.	Déjeuners, dîners 160 F. Dîners dansants jeudi, vendredi, samedi, 250 F. Attractions internationales. Réceptions de 10 à 800 personnes. TERRASSE-JARDIN.
LE GUILLAUME TELL 111, av. de Villiers, 17e	622-28-72 F. sam. et dim.	TERRASSE D'ÉTÉ. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISSE et BOURRIDE. Carte crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.
LE SAINT-SIMON 116, bd. Pereire, 17e	380-88-68 F. sam.-midi, dim.	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F s.n.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking. 210, rue de Courcelles.
CHEZ GEORGES 273, bd Pereire	574-31-00 Porte Maillot	Maison cinquantenaire. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes, et ses vins de propriétaire. OUVERT TOUS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5e		DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.
LE MAHARAJAH 15, rue J.-Chaplain, 6e	325-12-84 T.L.J.	Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTPARNASSE/RASPAIL/BRÉA, venez déguster les spécialités de TANDOOR, nos BIRIANIS ainsi que les CARYS.
LAPÉROUSE 51, quai Grands-Augustins, 6e	326-90-14 et 68-04 F. /dim.	J. 0 h 30. Grande carte. Carte à prix fixe : 190 F vin et s.c. Menu dégustation : 240 F s.n.c. Salons de 2 à 50 couverts. CADRE ANCIEN DE RÉPUTATION MONDIALE.
AISSA FILS 5, rue Sainte-Beuve, 6e	F. dim., lundi 548-07-22	J. 0 h 15, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FÈS. PASTILLA. COUSCOUS-BEURRE. TAGINES, Pâtisseries Maison. Réservation à partir de 17 h.
TAN DINH 63, rue de Verneuil, 7e	F. dimanche 544-04-84	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 grands crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalembert.
CHEZ FRANÇOISE Aérogare des Invalides, 7e	705-49-03 F. dim. soir, lundi.	C'est votre fête aujourd'hui, Madame, ou la vôtre, Monsieur? Valable toute l'année : FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F, s.n.c. Park. privé : entrée face au nº2, rue Faber.

HORS PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE à Rolleboise	093-21-24	Dans son panorama exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Fumoir. Goûters. Salon des Impressionnistes, de MONET à RENOIR, de Giverny à Rolleboise.

DINERS-SPECTACLES

LE JOCKEY 127, bd du Montparnasse, 6e	F. dim., lundi 320-63-02	Animés par DIANE DOREL, sa NOUVELLE FORMULE : menu 200 F (vin, café, serv. compris). Ambiance musicale et attractions, dans le cadre du plus ancien et typique établissement de Paris.

SOUPERS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
6, place de la Bastille, 344-32-19
Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons.

LE BULLIER 22, av. Observatoire Tél : 326-68-11.
(face à la Closerie des Lilas)
BRASSERIE-CAFÉ-GLACIER
de 8 h à 1 h du matin. Tous les jours.

LE BISTRO DE LA GARE
Nouvelles suggestions, menu 37,50 F s.n.c.
Les fameux aloyaux sur le grill
Nouvelle grande carte de desserts
Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h
73, Champs-Élysées - 59, bd du Montparnasse
38, bd des Italiens - 30, rue Saint-Denis

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68
Au piano : YVAN MEYER

DESSIRIER Ts les jrs. 227-82-14 9, pl. Pereire
LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE
POISSONS. SPÉC. GRILLADES

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 2

Salle Gaveau, 20 h 30 : M. Tagliaferro (Debussy, Chopin, Schumann).

Salle Cortot, 20 h 30 : G. Mounier, K. Heitz (Brahms, Chopin) ; R. et J.-L. Soyer (Wolf, Schubert, Fauré).

Centre Bösendorfer, 22 h : Ph. Corre, E. Exerjean (Mozart, Schubert, Offenbach...).

Péniche-Opéra, 21 h : Ballades et mélodrames du romantisme allemand.

Salle Berlioz, 21 h 15 : G. Lentz, N. Bone, N. Pierre, C. Desert (Brahms).

JEUDI 3

Péniche-Opéra, 21 h : voir le 2.

Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Bach).

Lucernaire, 21 h : M.-P. Brun (Mozart, Schumann, Debussy).

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. M. Tranchant (Lassus, Debussy, Bleuse...).

Musée Guimet, 20 h 30 : Camerata de Versailles, dir. A. du Closel (Stravinski, Moss).

Eglise de la Madeleine, 20 h 45 : Maîtrise de la Sainte-Chapelle (Brahms, Mahler).

Salle Cortot, 20 h 30 : Cl. Gonzales (Schumann, Beethoven, Debussy...).

Centre Bösendorfer, 18 h 30 : Duo Carrière (Boëly, Fauré, David).

Salle Berlioz, 12 h 15 : Quatuor Parisi (Debussy, Lutoslawski).

Eglise Saint-Merri, 20 h 30 : Ensemble vocal Gabrieli, dir. Cl. Petillot (Bach, Mozart, Zelenka). **Salle A.-Marchal**, 20 h 45 : S. Barau de Fromont (Grigny, Buxtehude, Bach...).

VENDREDI 4

Lucernaire, 21 h : A. Fisher, S. Cyferstein (Strauss, Mozart, Fauré).

Salle Gaveau, 20 h 30 : N. Eysseric (Bach, Mozart, Chopin).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Tchakarov (Strauss, Mahler).

Salle Cortot, 20 h 30 : Quatuor Strette, G. et Ch. Andranian (Schubert, Schumann, Brahms...).

Salle Berlioz, 12 h 15 : C. Rayneau, B. Zinck, C. Gaugue, H. Hanana (Haydn, Mozart).

SAMEDI 5

Péniche-Opéra, 21 h : voir le 2.

Eglise Saint-Merri, 21 h : Quatuor de trombones et quintette de cuivres D. Speer (Beethoven, Praetorius, Maas).

Crypte Sainte-Agnès, 21 h : Quintette Quinsouffle (Gervaise, Bach, Britten...).

Salle Cortot, 20 h 30 : D. Wood (Fabre, Leclère).

Eglise Saint-Georges, 20 h 30 : Sor Guitar Duo.

DIMANCHE 6

Eglise Saint-Merri, 16 h : Ensemble La Franciade (musique instrumentale et vocale du XIIe au XVe).

Péniche-Opéra, 17 h : voir le 2.

Théâtre du Rond-Point, 11 h : Ensemble à vent Bourgue (Haydn, Mozart).

Conciergerie, 18 h 30 : J.-Ph. Vasseur, P. Sechet, J. Pontet (Locatelli, Quantz, Telemann...).

Eglise des Billettes, 17 h : Ensemble baroque français (Bach, Boismortier, Telemann...).

Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 17 h : J. Fussel (Bach, Clérambault...).

LUNDI 7

Radio-France, grand auditorium, 20 h 30 : Orchestre de chambre de R. Orzheim, dir. D. Joerez (Haydn, Volkmann, J.-S. Bach...).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Haydn, Mozart, Beethoven).

Salle Gaveau, 20 h 30 : E. Dubourg (Chopin, Liszt, Scriabine...).

Athénée, 20 h 30 : E. Sodestrom, R. Vignoles (Schubert, Strauss, Tchaïkovski...).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Tokyo Philharmonic Orchestra, dir. T. Otaka (Dvorak, Takemitsu, Chostakovitch).

Salle Cortot, 20 h 45 : A. Tasset, M. Bienaimé, K. Grochowski (Berg, Webern, Schönberg...).

Ranelagh, 20 h 30 : Trio Boismortier (musique baroque autrichienne).

Sorbonne, grand amphithéâtre, 20 h 45 : Orchestre de Paris-Sorbonne, Chœur national, dir. J. Grimbert (Gluck).

MARDI 8

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Tokyo Philharmonic Orchestra, dir. T. Otaka (Dvorak, Yashiro, Tchaïkovski).

Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 17 h : Orchestre symphonique de la garde républicaine, dir. R. Boutry ; chœurs de l'armée française, dir. J.-P. Lagard (Cherubini).

Eglise de la Madeleine, 20 h 30 : Orchestre symphonique franco-allemand, dir. J. Rehak (Beethoven, Bizet).

Eglise Saint-Séverin, 21 h : Orchestre du conservatoire de Brest, dir. P. Kuentz (Beethoven, Schumann, Charpentier).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), le 4 à 21 h : J. Leandre, B. Phillips, R. Back : le 6 à 16 h 30 : B. Phillips, J. Leandre, Gunter Baby Sommer.

ARC (723-61-27) Grand Auditorium, le 3 à 20 h 30, Ribour Trio.

BASTILLE (357-42-14) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Musique Ka.

CASINO DE PARIS (874-26-22), le 8 à 20 h : Nena.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Guin Swing Quartet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) les 3, 4, 5, 6, 7 à 22 h 30 : P. Urbina ; le 8 : S. Kasseya.

CITHEA (357-99-26), 20 h, les 2, 3, 4, 7 : Ph. Cohen ; le 5 : Abject ; le 8 : RTH.

DÉPOT-VENTE (637-31-86), 21 h, le 4 : J. Garon ; le 5 : Gogol Ier et la horde.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, les 3, 4, 5, 6 : G. Sommer, U. Gumpert, E.-L. Petrowski, U. Kropiaski, C. et J. Bauer ; le 7 : Pantincruel.

ELDORADO (208-23-50), le 4 à 20 h 30 : Eco and the Bunnymen.

FORUM (297-53-47), le 7 à 21 h : B. Jansch.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h, le 3 : Archie Shepp Quartet ; les 4, 5 : Richie Cole, Alto Madness ; les 7, 8 : Monty Alexander Tio.

NEW MORNING (523-51-41), le 3 : A. Shepp Quartet, les 4, 5 : R. Cole Alto Madness ; les 7, 8 : Monty Alexander Trio.

NOTES BLEUES (589-16-73), le 5 à 21 h 45 : Pantincruel.

PHIL'ONE (776-44-26), les 3, 4, 5 à 20 h 30 : Orchestra Aragon.

PETIT JOURNAL (326-28-59), à 21 h : mer : Watergate Seven + One ; jeu. : M. Zanini + Sam Woodyard ; ven. : Blue Doctors ; sam. : Metropolitan Jazz Band ; lun : Hollywood Swing Boys ; mar : Orpheon Celesta.

SLOW CLUB (233-84-30) (D., L.), 21 h 30 : M. Saury (dern. le 5) ; à partir du 8 : P. Sellin, B. Vasseur.

SUNSET (261-46-60) (D., L.), 23 h : P.-J. Gidon, A. Blanchard, T. Tamain, G. Prévost (dern. le 5) ; à partir du 8 : L. Cokelaere, J. Do Sallabery, S. Bray, L. Rouah.

ZENITH, le 3 à 20 h : Saga ; le 7 à 20 h 30 : J. Jackson.

Opérettes. Comédies musicales

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), Mer. 14 h 30, ven., sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-21) (D. soir, L.), 20 h, Dim. 14 h 30 : Aïda.

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), les 2, 5 à 21 h : les 3, 4 à 14 h 30 : le 6 à 15 h : le Kwach Hir du Nigéria.

AMANDIERS (366-42-17) (D., L.), 20 h 45 : Mimobile.

BATACLAN (700-30-12) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Mezz, la Rage de vivre.

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : Graeme Allwright (dern. le 5) : à partir du 7 à 20 h 45 : Angel/Maimone Entreprise.

CASINO DE PARIS (874-26-22) (D. soir, L., Mar.), 20 h 45, mer., sam., dim. 16 h : Hair 84.

FORUM (297-53-47), le 2, 3, 4, 5 à 21 h : N. Vassal, J.-L. Mahjun.

LUCERNAIRE (544-57-34) (Mar.), 19 h 45 : R. Bahr, chansons populaires juives.

OLYMPIA (742-25-49) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 17 h : le Cirque de Pékin ; le 7 à 20 h 30 : F. Valéry.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90) (Mer. soir, J., D. soir), 20 h 30, sam. 21 h, mer. 15 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 17 h : H. Van Veen.

SOLEIL D'OR (543-50-12) le 2 à 15 h ; le 5 à 20 h 45 : Bharata Natyam.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79) le 5 à 15 h : S. Dupres.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), les 2, 3, 4, 5 à 20 h 30 ; le 6 à 15 h et 20 h 30 : P. Porte.

TRISTAN BERNARD (522-08-40) (L.), 20 h 45 : Marotissimo.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 17 h : La Villette en chansons.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) (D., L.), 22 h : R. Anselmi, C. Perez, R. Lopez ; 24 h : René et Daniel.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 20 h : Nacre ou la jetée (dern. le 5).

ATMOSPHÈRE (331-90-76), les 2, 3, 5 à 21 h : Ballet-théâtre Lemba.

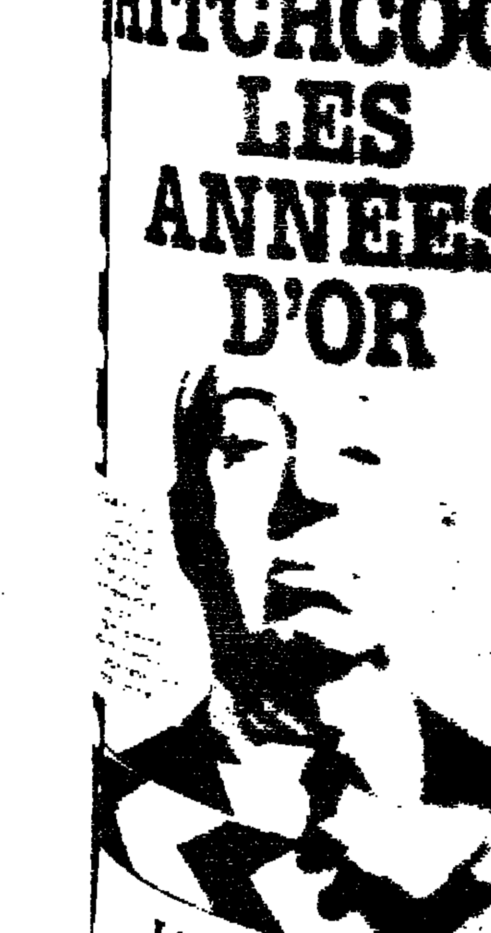
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30, le 2 : Flamenco ; le 3 : Danses rituelles du Népal ; les 4, 5 : No et Kabuki du Japon ; le 7 : Danses et musiques de Turquie.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. et dim. 15 h : Ballets Moisseiev.

TEMPLIERS (278-91-15) (D., L., Mar.), 20 h 30 : Chorégraphies A. Mancouvert (dern. le 5).

THÉATRE DE PARIS (874-10-75) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Lindsay Kemp Company.





CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 2 MAI

15 h, Gargousse, de H. Wuhlchleger ; 19 h, Cinéma japonais : le Géant et le Jouet, de Y. Masumura ; 21 h, le Sexe enragé de la fée sanguinaire, de R. Lethem.

JEUDI 3 MAI

15 h, Macadam, de M. Blistene ; 19 h, Cinéma japonais : Nuages d'été, de M. Narese ; 21 h 30, Cinéma israélien : Siège, de G. Tofano.

VENDREDI 4 MAI

15 h, Sa dernière foulée, de J.-H. Lewis ; 19 h, Cinéma japonais : La tristesse est aux femmes, de K. Shindo ; 21 h, Cinéma israélien : Sept personnages à la campagne, de S. Dotan ; Fusil de bois, de I. Moshenson.

SAMEDI 5 MAI

15 h, Flamenco : Gitans d'Espagne, de J. Gastanier ; Flamenco, de E. Neville ; Histoire du cinéma japonais : 17 h, Mon grand frère, de S. Imamura ; 19 h, *Rafale de neige*, de K. Kinoshita ; 21 h, Cinéma israélien : Cache-cache, de D. Wolman.

DIMANCHE 6 MAI

15 h, le Cap de l'espérance, de R. Bernard ; Histoire du cinéma japonais : 17 h, le *Quartier de l'amour et de l'espoir*, de N. Oshima ; 19 h, Bonjour, de Y. Ozu ; 21 h, Cinéma israélien : Une tendre nuit, de R. Guiney ; Noah a 17 ans, de I. Yeshurun.

LUNDI 7 MAI

18 h, Films de l'IDHEC : Amore mio, de C. Kekemenis ; l'Arcane sans nom, de A. Merlet ; Trac, de A. Troulet ; l'Affaire habituelle, de B. Fafeur ; Victoria, de A. Sommer ; Ouagadougou, Ouaga *2 roues*, de I. Ouedraogo.

MARDI 8 MAI

15 h, le Dindon, de C. Barma ; 19 h, Cinéma japonais : Tendre et folle adolescence, de K. Ichikawa ; 21 h, Films primés au festival du film d'animation (1984).

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 2 MAI

15 h, Tarzan et les Sirènes, de R. Florey ; « Photo et cinéma » : 17 h, la *Découverte*, de A. Joffe ; Alice dans les villes, de W. Wenders ; 19 h, les Petites Fugues, de Y. Yersin.

JEUDI 3 MAI

15 h, la Charge sauvage, de W. Berke ; « Photo et cinéma » : 17 h, la Photo dans le boudoir, de P. Philippe ; Model shop, de J. Demy ; 19 h, Travail, de D. Hachard ; la Prisonnière, de H.-G. Clouzot.

VENDREDI 4 MAI

15 h, Révolte dans la jungle, de S.-G. Bennet ; « Photo et cinéma » : 17 h, les Photos d'Alix, de J. Eustache ; l'Affaire Cicéron, de J.-L. Mankiewicz ; 19 h 15, Nostalgia, de H. Frampton ; Invraisemblable vérité, de F. Lang.

SAMEDI 5 MAI

15 h, *Our Little Girl*, de J. Robertson ; « Photo et cinéma » : 17 h, le Pré de Béjine, de S.-M. Eisenstein ; la Jetée, de C. Marker ; Colloque de chiens, de R. Ruiz ; 19 h, la Disparition, de A. Jaubert ; Photographie, de P. Zolnay ; 21 h, Wavelength, de M. Snow ; Comment ça va ?, de J.-L. Godard et A.-M. Miéville.

DIMANCHE 6 MAI

« Photo et cinéma » : 15 h, Rencontre des nuages et du dragon, de Lâm-Lê ; la Passagère, de A. Munk ; 17 h, Paris qui dort, de R. Clair ; Sauve qui peut (la vie), de J.-L. Godard ; 19 h 15, Ulysse, de A. Varda ; L'Ecran magique, de G. Mingozzi ; 21 h 30, Blade Runner, de R. Scott.

LUNDI 7 MAI

15 h, Behind green lights, de O. Brower ; 17 h, « Photo et cinéma » : Blow-up, de M. Antonioni ; 19 h, Films expérimentaux : Traité de bave et d'éternité, de I. Isou.

MARDI 8 MAI

Relâche.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. *) : Rex 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

L'AFFRONTEMENT (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – *V.f.* : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

ALDO ET JUNIOR *(Fr.)* : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *Images, 18e (522-47-94)* ; Tourelles, 20e (364-51-98).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

CARMEN (Franco-It.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougoslave) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83 ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Gaumont Sud, 14e (827-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Athéna, 12e (343-07-48).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ET VOGUE LE NAVIRE (It.) (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ETOFFE DES HEROS (A.) (v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 *Juillet Beaugrenelle, 15e* (575-79-79) ; V.F. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97)) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) : Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art *Beaubourg, 3e (278-34-15)*.

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

GUERRES FROIDES (Ang., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).

LE JUGE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; *Montparnasse Pathé, 14e* (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (*554-48-85*).

MEGAVIXENS (A., v.f.) (**) : Septième Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, *6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e* (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaité Rochechouart, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, *14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e* (522-46-01).

NAITOU (Guinéen, v.o.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

NEW-YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-*18-03) ; Paramount Orléans, 14e* (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

OSTERMAN WEEK END (A., v.o.) * : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

POLAR (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; *UGC Marbeuf, 8e (225-18-45)*.

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Parmount City Triomphe, 8e (562-45-76). – *V.f.* : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, *15e (579-33-00) ; Gaumont Convention*, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

RISKY BUSINESS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LES FILMS NOUVEAUX

CELESTE, film allemand de Percy Adlon (*v.o.*) : *Logos, 5e* (354-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

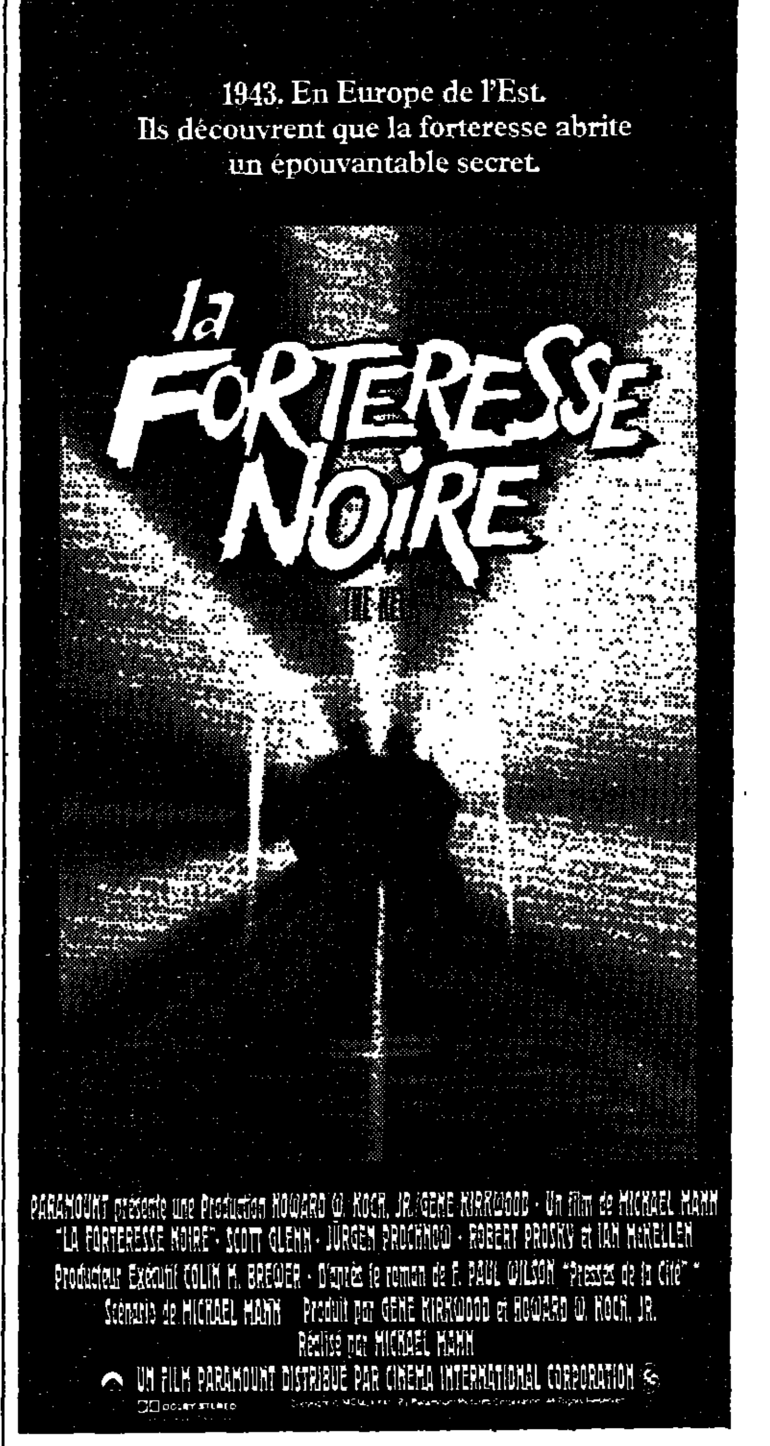
LA FORTERESSE NOIRE, film américain de Michael Mann (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) : Colysée, 8e (359-26-46) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvettes, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE SANG DES AUTRES, film franco-canadien de Claude Chabrol : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Paramount Bastille, 12e* (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e *(758-24-24)* ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

UN NID AU VENT, film soviétique de Olev Neuland (*v.o.*) : Marais, 4e (278-47-86).

LA CORRIDA, film soviétique de Olev Neuland (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).







هكذا من الاصل



Club du Monde des Spectacles

Réservation

Club du Monde des spectacles — N° — Nom : — Adresse : — Expire le :

Liste des Spectacles

Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles

Renseignements : 281.26.20

Date choisie — Nombre de places

- **Barclay James Harvest**, le 27-05, *Bercy*, 80 F au lieu de 90 F.
- **France Gall**, le 11-09, 20 h 30, *Zénith*, 120 F au lieu de 150 F ; 105 F au lieu de 130 F, *Palais des Glaces*.
- **Herman Van Veen**, jusqu'au 12-05, 80 F au lieu de 90 F, 60 F au lieu de 70 F.
- **Zaka percussions**, du 15 au 19-05, 60 F au lieu de 70 F.
- **Zani Diagate et le Super Djatabend**, du 22 au 26-05, 60 F au lieu de 70 F.
- **Arturo Sandoval**, du 30-05 au 8-06, 66 F au lieu de 75 F.
- **Lucid Beausonge**, du 12-06 au 16-06, 82 F au lieu de 90 F ; 62 F au lieu de 70 F.
- **Lou Reed**, le 3-07, 20 h, *Zénith*, 87 F au lieu de 95 F.
- **Musique flexible** avec Denis Van Hecke, F. Wyuts, N. Fiszman, M. Berckmans, Jan de Haas, les 11 et 12-05, 20 h 45, CC Wallonie-Bruxelles. 30 F au lieu de 50 F.
- **Récital Julia Migenes-Johnson**, *(la Bohème, la Traviata, Roméo et Juliette...)*, les 27, 28, 30-06, *Bercy*, 220 F au lieu de 240 F, 180 F au lieu de 200 F.
- **Festival de Saint-Denis**, Orch. Baroque d'Amsterdam, le 20-05, 45 F au lieu de 50 F. Quatuor à cordes de Paris, le 29-05, 45 F au lieu de 55 F. Ensemble intercontemporain, le 1-06, 40 F au lieu de 45 F. Ensemble Contrechamps de Genève, le 6-06, 40 F au lieu de 45 F. IVe Symphonie de G. Mahler par l'Orch. Nat. de Lille, le 19-06, 55 F au lieu de 75 F. Madrigal Chor de Stuttgart *(Strauss, Verdi)*, le 26-06, 55 F au lieu de 75 F. Symph. nº 2 de Beethoven par l'OIF, le 27-06 *(avec M. Portal)*, 50 F au lieu de 60 F.
- **La Mouette**, de Tchekhov, les 10-05, 18-05, 20 h 30 *(Chaillot)*. 50 F au lieu de 60 F.
- **Ella Fitzgerald**, le 14-05, 20 h 30 *(Palais des Congrès)*. 165 F au lieu de 200 F.
- **Le Neveu de Rameau**, avec Michel Bouquet, les 10, 12, 13 (mat.), 15-05 *(Atelier)*. 108 F au lieu de 120 F.
- **A cinquante ans, elle découvrait la mer**, de Denise Chalem, le 11-05, 20 h 30 *(Th. de la Commune à Aubervilliers)*. 45 F au lieu de 50 F.
- **Salle Gaveau** : Olivier Gardon (piano) ; le 29-05 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F. Emile Naoumov (piano) ; le 28-05 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F. Karin Lechner (piano) ; le 19-06 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F.
- **Great Britain**, d'après Edouard II, de C. Marlowe, mise en sc. : J.-H. Anglade ; les 10 et 17-05 : 19 h 30 *(Amandiers, Nanterre)*. 66 F (prix normal).
- **Exercices de style**, de R. Queneau, mise en sc. : J. Seiler *(Théâtre Montparnasse)* ; les 23 et 24-05 : 20 h 30. 105 F au lieu de 120 F.
- **Ensemble instrumental de France**, avec D. Varsano, Ph. Bride, S. Soufflard : Bach, Mozart ; le 14-05 : 20 h 30 *(Théâtre des Champs-Elysées)*. 100 F au lieu de 120 F ; 75 F au lieu de 90 F.
- **Festival de Vaison-la-Romaine**, du 8 juillet au 6 août (conditions Club, nous consulter). – **Festival de Sully-sur-Loire**, 29-06 au 28-07 (idem).
- **Cinna**, mise en sc. : J.-M. Villégier ; le 18-06 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 83 F, 50 F au lieu de 60 F.
- **Avant-première Johnny Hallyday**, le mercredi 7 novembre *(Zénith)*. 125 F au lieu de 180 F, 105 F au lieu de 150 F, 75 F au lieu de 120 F, 65 F au lieu de 100 F.
- **Spectacle Courteline**, le 21-05 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 80 F, 50 F au lieu de 60 F.
- **Ivanov**, de Tchekhov, mise en sc. : Cl. Régy ; les 31-05, 6-06, 11-06 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 83 F ; 50 F au lieu de 60 F.
- **Le Directeur de théâtre**, opéra-bouffe de Mozart, par la Camerata des Arts de Paris (+ œuvres de Mozart), les 17, 19, 23-05 : 20 h *(musée Grévin)*. 50 F au lieu de 60 F.
- **Dom Juan**, mise en sc. : M. Bénichou ; les 24 et 30-05 : 20 h 30. *(Bouffes du Nord)*. 60 F au lieu de 70 F.
- Exceptionnellement, **Festival d'Avignon** (du 7-07 au 4-08) : *Richard II, la Nuit des rois, Henri IV, Richard III, Ulysse, le Ballet de l'Opéra de Paris, l'Echarpe rouge, le Prince de Hombourg, la Cerisaie.* Nous consulter.
- **La Femme assise**, de Copi *(Mathurins)*, le 22-05, 21 h, 16 h 30. 80 F au lieu de 120 F.
- **Ultravox**, le 13-05, 20 h *(Zénith)*. 72 F au lieu de 80 F.
- **Roger Waters, Eric Clapton**, les 6 et 7-07, 20 h *(Bercy)*. 100 F au lieu de 110 F, 135 F au lieu de 150 F (orchestre).
- **Yes**, les 8 et 9-07, 20 h *(Bercy)*, 90 F au lieu de 100 F.
- **Gust**, d'Achternbusch, les 14, 15, 16, 17, 18, 19-05, 21 h (TEP). 44 F au lieu de 61 F.
- **Le Grand Ballet classique de Moscou** *(Nathalie)*, le 11-05, 20 h 30 *(TMP)*. *158 F au lieu de 175 F.*
- **Le Ballet de Marseille**, les 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26-05 ; les 20 et 27-05, 14 h 30 *(TMP)*. 140 F au lieu de 155 F.
- **Carmina Burana**, les 12, 13, 14, 15-06, 20 h 30 *(TMP)*. 160 F au lieu de 175 F.
- **Ballet Moissaiev**, les 15, 22, 23-05 *(Palais des Congrès)*. 145 F au lieu de 180 F, 110 F au lieu de 130 F, 85 F au lieu de 100 F.
- **Lindsay Kemp Company**, le 17-05 *(Théâtre de Paris)*. 90 F au lieu de 110 F, 75 F au lieu de 85 F.

Pathé-Cinéma : chèques cinéma (51 écrans Paris-Périphérie), Lille, Lyon, Marseille, Orléans, Tours (sf du sam. 18 h au dim. 18 h, veilles de fêtes et fêtes). 110 F (les cinq chèques), 220 F (les dix).

Réservation dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour réserver, téléphonez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

Réservation

Nom .... Prenom ....
Rue .... N° .... Ville ....
Code postal .... N° Carte Club ....

Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS. Retournez ce bulletin-réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à Camera Press du Monde des Spectacles, 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris.

Adhésion au Club

A retourner au journal LE MONDE, service publicité, 5, rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal "Le Monde"

Nom .... Prénom ....
Rue .... N° .... Ville ....
Code postal .... N° tél. ....

CINEMA

SAHARA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

STAR WARS LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

THE WIZ (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-42-43).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FEMMES ENTRE ELLES (It.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LES FRAISES SAUVAGES : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FURYO (A., v.o.) : Saint-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

GOLDFINGER (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LES GUERRIERS DU BRONX (A., v.f.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Max-Linder, 9e (770-40-04).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Ciné-13-Première, 18e (259-62-75).

HAROLD ET MAUDE (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAUTE SOCIÉTÉ (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

L'HOMME QUI VOULUT ÊTRE ROI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (227-95-94).

L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

IL POSTO (It., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr., H. sp.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA LUNA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Boîte à films (H. sp), 17e (622-44-21).

LA MALLE DE SINGAPOUR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (755-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA NUIT (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE (A., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

RÊVE DE SINGE (It., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

SCARFACE (H. Hawks) (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; Action Christine, 6e (329-11-30).

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

SHINING (A., v.o.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA STRADA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

AURELIA STEINER (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

BLANCHE-NEIGE (A, v.f.) : Napoléon 17e (755-63-42).

CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46) ; Olympic, 14e (545-35-38).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (v.o) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

LES DÉSARROIS DE L'ÉLÈVE TOERLESS (All., v.o.) : Olympic Luxembourg, h.sp., 6e (633-97-77).

DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).



SUEURS FROIDES (Vertigo) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount City, 8e (562-47-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TESS (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

THE ROSE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.), Rialto, 19e (607-87-61).

UN CONDAMNÉ A MORT S'EST ÉCHAPPÉ (Fr.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

ZELIG (A.) : Calypso, 17e (380-30-11).

Les festivals

AUTOUR DE « L'ÉTOFFE DES HÉROS » (v.o.) : Salle Escurial, 13e (707-28-04), mer., lun., 18 h 15, mar., 20 h 15 : le Gang des frères James ; mer., jeu., 14 h 15, dim., 18 h 15, lun., 20 h 15 : Sans retour ; sam., 20 h 15, dim., 16 h 15, mar., 18 h 15 : l'Évadé d'Alcatraz ; mer., 16 h 15, sam., 22 h 15, dim., 14 h 15 : American Graffiti ; mer., 18 h 15, ven., 16 h 15, sam., 18 h 15, mar., 22 h 15 : Timerider, le Cavalier du temps perdu ; mer., 20 h 15, sam., mar., 16 h 15 : Urban cow-boy ; mer., dim., 22 h 15 : l'Emprise ; jeu., 16 h 15, ven., 20 h 15, lun., 16 h 15, mar., 14 h 15 : la Légende de Jessie James ; jeu., 18 h 15, ven., 22 h 15, lun., 14 h 15 : l'Invasion des profanateurs ; jeu., 20 h 15, ven., 14 h 15 : la Bande des quatre ; sam., 14 h 15, dim., 20 h 15 : le Diable en boîte ; jeu., lun., 22 h 15 : Frances.

MARX BROTHERS : Action Ecoles, 5e (327-72-07), mer. : les Marx au grand magasin ; jeu. : Chercheurs d'or ; ven. : Un jour aux courses ; sam. : Une nuit à l'opéra ; dim. : la Soupe au canard ; lun. : Monkey business ; mar. : Plumes de cheval.

M. CARNÉ : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05), mer., jeu., ven., 14 h 30 ; sam., dim., lun., mar., 16 h 30 : la Bible ; mer., ven., lun., mar., 20 h, 22 h : les Visiteurs du soir ; jeu., sam., dim., 20 h, 22 h ; lun., mar., 14 h 30 : Drôle de drame.

LE CINÉMA DES ÉTATS BALTES (v.o.) : Cosmos, 76, rue de Rennes (544-28-80), mer., 16 h : Edgar et Christine ; mer. 18 h, ven. 18 h, sam. 18 h, dim. 18 h, lun. 18 h : l'Auberge des visiteurs de l'Au-delà ; mer. 20 h, jeu. 18 h, ven. 20 h, sam. 20 h, dim. 20 h, lun. 20 h, mar. 18 h : Un nid au vent ; mer. 22 h, ven. 22 h, dim. 22 h, mar. 22 h : la Corrida ; jeu. 14 h, ven. 14 h, lun. 14 h, mar. 14 h : la Sonate au bord du lac ; jeu. 16 h, ven. 16 h, lun. 16 h, mar. 16 h : Personne ne voulait mourir ; jeu. 22 h, sam. 22 h, lun. 22 h : la Forêt de roseaux ; sam. 16 h : la Fillette et les échos ; dim. 16 h : la Belle.

G. COUTANT : Studio 43, 9e (770-63-40), mar., 20 h 30 : Cinématon.

M. DURAS : Denfert, 14e (321-41-01), mer., lun., 12 h ; ven., 16 h : le Camion ; sam., 12 h : Détruire dit-elle ; dim. : 12 h : Aurélia Steiner.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89), mer., jeu. : Mr and Mrs Smith ; ven., sam. : le Faux Coupable ; dim., lun., mar. : la Loi du silence.

TROISIÈME FESTIVAL DU CINÉMA JUIF (v.o., v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32), mer. 14 h : Jacob le menteur ; 16 h : Our Time in the Garden (C.M.) – Ils étaient dix ; 18 h : Austeria ; 20 h : Terre brillante – Identité sépharade et Occident, avec les membres de l'association « Identité et dialogue » ; 23 h : Y a tellement de pays où aller ; jeu. 14 h : Daniel prend le train ; 16 h : Amerikaner Shadchen ; 18 h : Got Mentsch un Tayvel ; 20 h : Amandes et raisins ; 22 h : Carte postale d'un voyage (v.o., sous-titres anglais) ; ven. 14 h : Vivre un cauchemar – Mundstock (C.M.) ; 16 h : Our Time in the Garden (C.M.) – la Révolte de Job ; 18 h : En visite ; ven. 20 h, dim. 22 h 30 : Arrière-Saison ; ven. 22 h. Mundstock (C.M.) – Daniel prend le train ; sam. 14 h : Wien retour ; 16 h : Fuite à Marseille (1re partie) ; 18 h : 2e partie ; 20 h, lun. 18 h : Cœur de braises ; sam., 22 h : Chroniques juives 1973-1953, sam. 24 h, dim. 13 h : Exodus, dim. 16 h : Got Mentsch un Tayvel ; 18 h : Amerikaner Schadchen ; 20 h : Amandes et raisins – Rencontres avec Marek Halter. Cinéma Yiddish, reflet d'une culture assassinée ; lun. 14 h : Fuite à Marseille (1re partie) ; 16 h : 2e partie ; 20 h. les Révolutionnaires du Yiddishland – La participation juive dans les mouvements révolutionnaires en Europe de l'Est, avec Alexander Adler, Rachel Ertel, Gérard de Verbizier ; mar. 14 h : Chasse mortelle. 16 h : Les mensonges que mon père me contait ; 18 h : Our Time in the Garden (C.M.) – Aimez-vous les uns et les autres ; 20 h. Salomon et Stock Show ; 22 h. Soirée de clôture.

B. KEATON, Marais, 4e (278-47-86), mer., lun. : le Mécano de la Générale ; jeu., mar. : la Croisière du Navigator ; ven. : Steamboat Bill Jr ; sam. : les Lois de l'hospitalité ; dim. : Fiancées en folie.

LUCHINO VISCONTI CINÉASTE, Olympic Marilyn, 14e (545-35-38), mer. : La terre tremble, Sandra ; jeu : Bellissima ; ven. : le Guépard ; sam. : Rocco et ses frères ; dim. : Ludwig, lun. : Mort à Venise ; mar : Senso.

CINÉ MER CINÉ VOILE (v.o.-v.f.), Olympic, 14e (545-35-38), mer., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : le Bateau, jeu., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Moby Dick ; ven., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h. Nimitz, retour vers l'enfer, sam., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : l'Aventure du Poséidon ; dim., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : Fitzcarraldo ; lun., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : le Crabe-Tambour, mar., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Cyclone à la Jamaïque ; mer., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h. Hawaï extrême, Où vas-tu Basile ? Les cap-horniers témoignent, Jean du Sud autour du monde ; de 24 h à 4 h du mat. : Nuit Antenne II de l'aventure, Coureurs d'océan, Verdon Kayak, Patagonie Force 10, Vagabond pôle nord, jeu., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Jibes en Cornouaille, Mumm, la Régate du siècle, Disque d'or autour du monde, Tiga, Né pour vaincre, Ghost of Cap-Horn ; ven., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Windsurfing Live, Challenge, Eighteen Footers, Morbihan autour du monde ; sam., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Blowing Out, le Matelot de l'amiral, Champagne Charlie autour du monde, les Canons de la reine, la [illegible] et la Mer, Histoire d'un record ; dim., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : Sea Flight, la Route du rhum, le Grand Silion, Take Off, Sharing the Wind, Patagonie Force 10 ; lun., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Régates de vieux gréements, l'Arche d'Eugène, Démâtage dans le quarantième 6 : la Mer apprivoisée ; le Triangle de Mimisan ; Un capitaine et trois marins ; mar., 15 h, 18 h, 20 h, 22 h : Un amour plein d'arêtes, Un homme et des requins, Pollutions et nuisances sur le littoral méditerranéen.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07), mer. : Vive les *femmes* ; jeu. : *le Crime de Cuenca* (**) ; ven. : Bus Stop ; sam. : Polar ; dim., mar. : l'Ascenseur (*).

C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), ven., 14 h, sam., 18 h : Cria Cuervos ; lun., 14 h : Ana et les loups ; mer., ven., 22 h, mar., 18 h : Vivre vite (**) ; jeu, dim., mar., 22 h : Noces de sang ; dim, 18 h : la Cousine Angélique.

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56), dim. 20 h.

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 30 + ven., sam., 0 h 30.

L'AMOUR VIOLE (Fr.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), lun. 18 h.

CARMEN JONES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), jeu. 14 h ; mar. 17 h 30.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), mer., 21 h., ven., 16 h 30, dim. 17 h.

LES DESARROIS DE L'ELEVE TOERLESS (All., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

ECOUTEZ BIZEAU, ECOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.

FAMILY LIFE (Brit., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., mar., 12 h.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), t.l.j. 20 h 45, sauf ven.

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

HAMMETT (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 25.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), ven. 19 h 15.

JOHAN, CARNETS INTIMES (**) (Fr.), Movies-Halles, 1er (260-43-99), 12 h 10.

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 11 h 40.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), dim., 20 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), t.l.j., 20 h ; sam., dim., 17 h 30.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-56), dim., lun., mar., 11 h 55.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 14 h.

NOS PLUS BELLES ANNÉES (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), mer., sam., dim., 18 h.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h 10.

OUTSIDERS (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

PLAY TIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., mar., 14 h ; dim., lun., mar., 22 h 15.

POUSSIERE D'EMPIRE (Fr.-Viet), Cité Internationale Universitaire, 14e (589-38-69), mar., 21 h.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 11 h 40.

PULSIONS (**) (A., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), sam., 24 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 12 h.

SALO (**) (It., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), sam., dim., 24 h.

SATYRICON (*) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h (sauf dim.), sam., dim., mar., 15 h 45 ; lun., 20 h.

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), mar. 19 h 15.

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.o.), Grand Pavois, 15e (554-46-85), jeu., sam., mar., 20 h.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), ven., sam., lun., 20 h 15.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25 et 0 h 15.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 15.

WANDA (A. v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.), Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38), 18 h (sauf sam., dim.).

LE CARNET DU Monde

Décès

– Mme Jean Ballerin,
M. et Mme Edmond Ballerin
et leurs enfants,
M. et Mme Juan Martinez
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Lesbazeilles
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Paris
et leur fils,
M. et Mme Gérald Grosshans
et leurs enfants,
M. et Mme Henri Sebban
et leurs enfants,
Mlle Laurence Ballerin,
Le docteur et Mme Jacques Ballerin
et leurs enfants,
Les familles Faiveley et Piras,
Tous les membres des sociétés du groupe Faiveley,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BALLERIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
Présidential Unit Citation (U.S.),
ancien combattant de la 2e DB,

survenu subitement le 27 avril 1984, dans sa soixante-cinquième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 mai 1984, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame de Chatou (Pont de Chatou), suivie de l'inhumation au cimetière de Colombes, à 11 h 45, (50, rue Gabriel-Péri).

On se réunira à l'Eglise.
Mme Jean Ballerin,
7, rue Camille-Périer,
78400 Chatou.

– Nous apprenons le décès, survenu le 28 avril 1984, de

Pierre COUTURE.

[Né le 25 février 1909 à Paris, Pierre Couture, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des mines de Paris, ingénieur des mines en 1933, fut directeur général des mines de la Sarre de 1950 à 1957, puis administrateur général délégué du gouvernement près le Commissariat à l'énergie atomique, poste qu'il occupa de juin 1958 à mai 1963. Il devint alors président du conseil d'administration des mines de potasse d'Alsace, réunies en 1967 avec l'Office national de l'azote pour constituer l'Entreprise minière et chimique, dont il devint président du conseil de surveillance.]

– Nous avons appris le décès, le 27 avril 1984, de

M. Jacques DOUBLET,
conseiller d'Etat honoraire.

Jacques Doublet a consacré sa vie à la Sécurité sociale, à la famille et aux travailleurs étrangers.

[Né le 14 août 1907 à Paris, Jacques Doublet, *docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre* des sciences politiques, a été l'initiateur du haut comité de la population (créé par décret du 27 février 1939 et remis en vigueur, en 1945, par le général de Gaulle, qui le présidait personnellement). On doit notamment à ce comité l'élaboration du code de la famille. Nommé conseiller d'Etat en 1956, Jacques Doublet a été également président du conseil d'administration du service national d'immigration en 1951 *et directeur de la Sécurité sociale de* 1952 à 1970.]

– M. et Mme Jacques Heilbronn
et leurs enfants,
M. et Mme Bertrand Level
et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert Bloche
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Bascou
et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Klotz
et leur fille,
Parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe KLOTZ,

survenu accidentellement à La Rochelle, le mercredi 25 avril 1984, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le vendredi 4 mai, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Bertrand Level,
6 *bis*, avenue de la Prise-d'Eau,
78110 Le Vésinet.
M. et Mme Gilbert Bloche,
9 et 11, rue Ernest-Renan,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Mme Tibor Mende
et ses enfants
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Tibor MENDE,

survenu subitement, le 1er mai 1984, à Montréal (Canada).

70, route de Florissant,
Genève (Suisse).

(Lire page 4.)

– Mme Janine Parent,
M. Michel Parent,
Mme Christine Brocca,
M. Christian Parent,
ses enfants,
M. et Mme Raymond Parent
et leurs enfants,
M. et Mme Robert Parent
et leurs enfants,
ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Les familles Parent, Delseny et Vile,
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Désiré PARENT,
inspecteur général honoraire
de la police nationale,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 27 avril 1984, dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 4 mai, à 10 h 30, en l'église de Catllar (Pyrénées-Orientales).

– On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Pierre PRIEUR,
ingénieur AM,

survenu dans sa cinquante et unième année.

De la part de
Son épouse, Jacqueline Prieur,
née Morton,
Sa fille, Muriel Prieur,
Sa famille,
Et ses amis.

L'inhumation a eu lieu le 16 avril 1984, à Aubigny (Deux-Sèvres), dans l'intimité.

39, boulevard Chanzy,
18000 Bourges.



Anniversaires

– Il y a dix ans, le 2 mai 1974, disparaissait

Jacques WORMSER.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent et auront une pensée pour lui qui aimait tant la vie.

Messes anniversaires

– A l'occasion du quarantième anniversaire de la mort de

Henri PAULY,
officier des Forces françaises libres,
mort pour la France
à la bataille de Cassino
le 9 mai 1944,

une messe sera dite à son intention et à celle de ses camarades morts dans le même combat,

le lundi 7 mai 1984, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Français, à Rome.

Manifestation du souvenir

– Mosquée de Paris,
place du Puits-de-l'Ermite.

Samedi 5 mai 1984, à 15 h 30, des prières solennelles seront dites par les imans et par le RP Michel Riquet à la mémoire des héros musulmans morts pour la libération de la France.

Au nom des mille sept cent trente-deux résistants réfugiés à la mosquée, une gerbe sera déposée sur la tombe de SE Si Kadour Bengabrit par Albert Assouline, président de l'amicale Vae-Victis, 32, rue Notre-Dame-des-Victoires.

– La Fédération des associations d'anciens combattants et volontaires juifs dans l'armée française informe qu'elle ravivera la flamme sous l'Arc de triomphe, le jeudi 3 mai 1984, à 18 h 30 très précises. Elle compte sur votre présence pour rendre hommage à ceux qui sont tombés pour la défense du monde libre.

Communications diverses

– M. Christian Chretiennot

remercie sa fidèle clientèle de la confiance qu'elle lui a apportée pendant la période où il a été directeur de la brasserie « Chez Jenny », 39, boulevard du Temple, 75003 Paris.

– Le centre Trudaine de formation commerciale et administrative organise les « Premières » journées portes ouvertes sur les formations et débouchés assurés par le centre Trudaine dans les métiers de la bureautique, de l'informatique, du commerce international, des langues et du secrétariat, les vendredi 11 mai (14 heures-17 heures) et samedi 12 mai (10 heures-13 heures et 14 heures-17 heures), au centre, 39, avenue Trudaine, 75009 Paris. Tél. : 280-23-23.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, jeudi 3 mai, salle Louis-Liard, à 14 heures, M. Bruno Ahanda-Tana : « L'humanisme dans la théorie marxiste ».

– Université Paris-II, jeudi 3 mai, à 16 heures, salle des Conseils, M. Philippe Beaugrand : « L'autorégulation du système économique. Une analyse de la controverse Hayek-Keynes. »

– Université Paris-I, samedi 5 mai, *salle Richelieu, à 14 heures, M. Jacques* Marseille : « Empire colonial et capitalisme français (années 1880 - années 1950) : histoire d'un divorce ».

LA MORT DU PÈRE DUVAL

Le jésuite chantant

***Le Père Aimé Duval,* jésuite et chanteur, est mort à Metz le 30 avril, dans sa soixante-sixième année. Il avait débuté dans la chanson en 1953 et avait connu une notoriété internationale à la fin des années 50 et au début des années 60. Il avait donné de nombreux récitals et vendu des millions de disques.**

Le Père Aimé Duval se savait en sursis. *Il y a dix ans, déjà, il* parlait de sa mort prochaine. *« Maintenant je suis sur la rive »,* disait-il, en égrenant les malheurs qui l'avaient frappé : une intoxication à l'oxyde de carbone, une pancréatite, un infarctus... Mais, à l'époque, il taisait pudiquement le pire des fléaux auxquels il avait succombé : l'alcoolisme.

Or, il y a à peine six mois, celui que Brassens avait appelé *« la calotte chantante » était sortit de son silence.* En publiant *« L'enfant qui jouait avec la lune : chanteur, jésuite et alcoolique » (le Monde* du 30 novembre 1983), *il avait eu le courage de* se mettre à nu, dans une confession publique. Non seulement, il y raconte en détail sa descente, puis sa remontée de *l'enfer de* l'alcoolisme, mais il dénonce l'hypocrisie d'une société qui jette un manteau de Noé sur cette « maladie honteuse » et annonce surtout un espoir de guérison pour les 10 % de Français touchés par ce drame : l'association des Alcooliques anonymes.

Lorsque nous avons rencontré le Père Duval, à Paris, chez sa « fille » – car il avait adopté une fillette au tout début de sa carrière, lors d'une retraite prêchée dans un internat – il nous avait parlé longuement de sa lutte contre l'alcoolisme – *« l'aventure spirituelle de très loin la plus grande de ma vie »* – ainsi que de son désir de poursuivre sa *croisade en expliquant l'alcoo*lisme aux bien-portants, aux médecins, aux chrétiens, dans un deuxième livre qu'il voulait intituler *Noé nu.*

Pendant qu'il nous parlait, le Père Duval a mis un disque des chansons qui firent son succès il y a un quart de siècle : *Qu'est-ce que j'ai dans ma petite tête ?, Le Seigneur reviendra, Rue des longues haies... Et,* tout en fredonnant, ce jésuite à l'âme franciscaine expliquait comment il allait repartir sur les routes avec sa *guitare, pour chanter, à nouveau* et toujours, la misère du monde et l'amour de Dieu. Malgré son visage émacié et ravagé par la maladie, ses yeux brillants et son sourire révélaient une foi invincible en Dieu et en l'homme.

Il prévoyait déjà une nouvelle tournée de chant qui aurait dû débuter les 22 et 23 mars en banlieue parisienne. Mais, peu de *temps avant, il fut hospitalisé* d'urgence. Comme si on ne lui avait accordé qu'un dernier sursis pour lancer son message *d'espoir aux alcooliques,* avant de le convier à ce qu'il appelle dans une de ses chansons *« un éternel jour de fête ».*

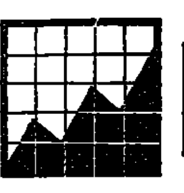
ALAIN WOODROW.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

re RadiometerElectronics

D'origine danoise, RE est l'un des leaders de l'INSTRUMENTATION ELECTRIQUE (appareils de mesure et générateurs pour l'électronique/les signaux AM-FM et FM stéréo, analyseurs et modulateurs, fibre optique, etc.), s'adressant principalement aux industries et services publics de radio-électricité et téléphonie.

Représentée en France depuis 30 ans par un agent distributeur, RE souhaite DEVELOPPER sa présence sur ce marché et a décidé d'y implanter sa propre filiale (sous forme de S.A.).

Nous recherchons donc - basé en région parisienne - un

Jeune directeur de filiale France

Instruments d'analyse et de mesure
Radio-électricité
250-300 000 F + avantages

Les responsabilités :

- En relation directe avec la maison mère danoise, il s'occupera de toutes les opérations liées à la CREATION DE LA FILIALE : organisation du bureau, embauche du personnel (rapidement vendeur, technicien, secrétaire), etc.
- Son but sera ensuite le DEVELOPPEMENT du C.A. et la CREATION de nouveaux clients avec - pour atouts - des PRODUITS RENOMMES de haute technicité et excellente qualité et une CLIENTELE EXISTANTE.
- Il assurera également la GESTION de l'entreprise dont il est RESPONSABLE.

Le candidat :

- De formation ingénieur ou équivalent (électronique), il a déjà une solide expérience polyvalente de la TECHNIQUE, la GESTION et le COMMERCIAL.
- Véritable ENTREPRENEUR, dynamique et volontaire, motivé par la vente et le challenge de créer et développer une structure et un marché à travers l'ANIMATION D'UNE EQUIPE.
- Il maîtrise bien l'ANGLAIS.

Adressez VITE C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 49 486/LM à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

MEDIA PA

Mercuri Urval

En 1ère ligne

Direction Administrative et Financière de PME

Nous sommes une entreprise de 300 personnes, filiale d'un Groupe européen, leader en France dans une activité de transformation du papier. Nous sommes installés en banlieue Est Paris.

Vous serez en 1ère ligne car vous aiderez le Président à développer la rentabilité de l'entreprise en définissant les systèmes de gestion appropriés. Vous aurez la responsabilité de l'organisation administrative et financière et vous superviserez les services comptable et informatique. Votre 1ère mission sera de mettre en place une comptabilité industrielle adaptée au développement de l'usine. Vous devrez connaître l'anglais pour le reporting au groupe.

Si vous êtes intéressé par les problèmes comptables et financiers qui se posent à la moyenne entreprise, si vous justifiez pour cela d'une expérience suffisante (au moins 10 ans) et d'une formation supérieure, prenez contact avec notre Conseil.



M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo en indiquant votre rémunération actuelle, sous réf. 3001 M à CORT - 65, av. Kléber 75116 PARIS

DESSEIN

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR FINANCIER

REGION EST
200.000 +

Filiale d'un important Groupe Multinational, nous sommes une Société **industrielle** en expansion (400 personnes) dans le secteur de **l'électronique** implantée dans une ville très agréable.

Le **DIRECTEUR FINANCIER** que nous recherchons, avec l'aide d'une équipe performante d'une quinzaine de personnes, prend en charge le contrôle budgétaire, les comptabilités générale et analytique, la trésorerie, la fiscalité, l'informatique de gestion, le reporting, etc.

De formation superieure (école de commerce, de gestion, DECS...) vous possedez une expérience de quelques annees dans un poste similaire en société anglo-saxonne avec pratique de la comptabilité américaine. Vous pratiquez couramment **l'anglais.** Nous apprécierons vos connaissances en allemand sans que cela soit indispensable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV detaillé + prétentions ss réf. 93142 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

---

direction informatique

Paris **370000 +**

Cet important établissement du secteur financier a toujours misé sur l'informatique pour traiter efficacement et rapidement les opérations complexes qu'il doit effectuer. Il s'est doté de ressources de premier plan (IBM 4341, 4381, 150 terminaux...) et il développe des applications financières qui nécessitent des compétences de haut niveau. Il recherche l'adjoint de son Directeur informatique.

Sa mission sera d'assister son directeur dans l'organisation, la gestion et l'animation du service (70 personnes). Après s'être familiarisé avec les activités de l'entreprise, il pourra contribuer à la conception de projets cadres et d'outils ou solutions propres à satisfaire les besoins exprimés par les utilisateurs. Par ailleurs, il veillera à optimiser l'utilisation des ressources informatiques et il assurera les relations avec les constructeurs des matériels et des progiciels.

Le candidat, âgé d'au moins 45 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (X, Centrale, Mines ou équivalent), est un informaticien de haut niveau et il a déjà assumé des responsabilités de direction informatique. C'est un homme de conception, à la fois réaliste et concret et capable de créer et d'innover ; il possède un fort potentiel.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. P134/M à Bernard BEAUNOIR, Sema-Sélection: **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

REGION NORD

Filiale d'un important groupe chimique français

Directeur d'usine

Nos productions très diversifiées sont indispensables à de multiples industries : leader sur le marché français, nous sommes également bien placés à l'exportation : notre affaire est saine et se développe : la concertation est une habitude. Nous employons 300 personnes.

Outre les responsabilités classiques inhérentes à la fonction, la Direction Générale vous confiera des missions d'amélioration de la productivité, de la qualité et de l'automatisation de la production.

Vous poursuivrez l'effort de rigueur entrepris dans la conception et l'application des procédures.

Ce poste convient à une personnalité d'envergure, Ingénieur Grande Ecole généraliste ou chimiste, ayant une solide expérience de la production en process continu de préférence dans le domaine de la chimie, parachimie ou pétrole, et sensibilisé aux problèmes de sécurité et aux relations sociales.

Nous vous remercions de manifester votre intérêt à notre Conseil qui traitera votre candidature avec discrétion.

média-system

CPA

Envoyer votre dossier sous réf. 44 M 114, à Mr Koehrer, CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTE

Direction commerciale

Ryad

Important constructeur matériel d'équipement recherche pour Ryad son

Directeur commercial Moyen-Orient

Anglais indispensable.
Arabe souhaité.
Voyages à prévoir dans tout le Moyen-Orient et au siège de la Société en France.
Ecrire manuscrit + photo à

MEDIA 84

I. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

HEC - ESCP ou équivalent + 10 ans d'expérience gestion financière et administrative

Une industrie lourde à Strasbourg recherche ce cadre relevant directement du D.G.

Mission:

- Supervision de la comptabilité (générale, analytique, bilan), du service achat et magasins.
- Relations avec banques, grandes administrations et collectivités locales.
- Montage des financements d'importants investissements.
- Dossiers fiscaux.

Poste de large responsabilité.

Adr. CV dét. ss réf. 1089 à **seletec** Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Directeur technique électronique

220.000 F

Midi-pyrénées - La direction générale d'une société du secteur biomédical crée une unité indépendante de fabrication de matériels d'analyses biochimiques - hématologiques. Elle recherche pour mettre en place, diriger et développer cette unité, un jeune directeur technique. A la tête d'une équipe pouvant arriver rapidement à 30 personnes, sa mission sera de piloter la conception et l'amélioration des produits au plan électronique, puis de réaliser leur mise en fabrication dans le respect des normes de qualité et de rentabilité. Déchargé des problèmes comptables et financiers, il gérera par contre son unité au plan administratif et devra assurer les relations avec les autorités locales. Ce poste convient à un candidat de formation ingénieur électronicien, pouvant déjà justifier d'une expérience en entreprise (bureau d'études, fabrication...) et motivé par la création et le développement d'une nouvelle activité sur un marché porteur. Pour ce poste évolutif, basé dans une agréable ville moyenne midi-pyrénées, la rémunération prévue est de l'ordre de 220.000 francs mais dépendra de l'expérience et des compétences du candidat retenu. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7035M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

71 bis, Allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Institution internationale à Bâle (Suisse)

recherche pour son Département Monétaire et Economique

un STATISTICIEN

âgé de 25 à 35 ans

L'activité de ce Département porte essentiellement sur des applications pratiques dans le domaine de l'analyse financière et monétaire, tant interne qu'internationale. Les candidats devront faire état d'une bonne formation et connaître les statistiques macro-économiques et les techniques de statistiques appliquées, y compris l'utilisation de l'ordinateur. Ils devront justifier, en outre, d'une expérience en matière de statistiques nationales ou internationales. Une bonne maîtrise de l'anglais et d'une ou deux autres langues européennes, de préférence le français et/ou l'allemand, est exigée.

Bonne rémunération, système de pension et régime social de tout premier ordre et autres avantages complémentaires.

Les candidats sont invités à adresser leur demande au Bureau du personnel en joignant leur curriculum vitae, ainsi que des copies de leurs certificats et une photographie récente.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX
CH-4002 Bâle/Suisse.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Gérard Mins et **Didier Prou**
Responsable EGOR OUEST-ATLANTIQUE
Responsable INTER REGIONAL DU GROUPE EGOR
vous font part de leur nouvelle adresse :
15 rue Charles Monselet
44000 Nantes
Tél. (40) 89.28.78.
egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Groupe d'Organismes de Constructions Sociales
recherche
CHEF COMPTABLE
Ayant l'expérience
Comptabilité et gestion de sociétés H.L.M.
Connaissances en informatique.
Libre rapidement.
Adresser curr. vitae, lettre manuscrite et prétentions N° 202.621 - AGENCE HAVAS - B.P. 1519
45005 ORLÉANS CEDEX, qui transmettra.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



ESO-European Southern Observatory

est une organisation européenne intergouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.
ESO recherche plusieurs nouveaux collaborateurs(trices) pour ses différents secteurs d'activités.

Observatoire de La Silla au Chili

DIRECTEUR SCIENTIFIQUE

(Réf.: CAS1-01)

Il sera responsable de la direction du Département d'Astronomie et de l'accueil des astronomes visiteurs, contribuera à la définition des priorités dans le travail des départements techniques, coordonnera le travail des autres départements et sera, en outre, responsable des contacts avec les universités chiliennes.
Il possédera un diplôme universitaire en astronomie, complété de plusieurs années d'expérience étayée par des publications et d'une expérience antérieure de gestion de projets scientifiques. Il maîtrisera parfaitement l'anglais (la connaissance de l'espagnol étant souhaitée). La connaissance du français et/ou de l'allemand sera un avantage.
Son lieu de résidence se situera à La Serena, au bord du Pacifique.
Son lieu de travail se situera à 2.400 m d'altitude à l'extrême sud du désert de l'Atacama, à 600 km au nord de Santiago.

Siège de Garching bei München / Division Projets Techniques

CHEF DE LA DIVISION PROJETS TECHNIQUES

(Réf.: ETPO-01)

Il sera responsable de la Division, qui comprend les unités suivantes:
le Groupe Télescope, le Groupe Instrumentation Optique, le Groupe Instrumentation Infra-Rouge, le Groupe «Very Large Telescope» et le Groupe Electronique.
Elle emploie actuellement 40 ingénieurs, techniciens et dessinateurs-projeteurs.
Les projets sont généralement élaborés à l'ESO, mais la construction du matériel est confiée à des firmes extérieures. La personne nommée sera également chargée de la coordination des activités respectives de la Division des Projets Techniques avec les groupes techniques de l'Observatoire de l'ESO à La Silla au Chili.
De plus, ce Chef de Division possédera un diplôme universitaire en physique, astronomie ou d'ingénieur, complété de plusieurs années d'expérience.
Il devra avoir démontré ses capacités et celles-ci seront étayées par des publications dans le domaine de la réalisation de divers projets instrumentaux.
En outre, il sera expérimenté en gestion des projets et du personnel. Il maîtrisera parfaitement l'anglais, la connaissance du français et/ou de l'allemand constituant un avantage.
Bien qu'affecté à Garching, il sera amené à se rendre fréquemment à l'Observatoire de La Silla au Chili.

Siège de Garching bei München / Bureau du Directeur Général

SCIENTIFIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

(Réf.: EDG1-05)

Il sera responsable des relations publiques de l'ESO, cette mission comprenant également la publication de notre bulletin d'information: LE MESSENGER.
De même, il assumera les contacts avec la presse, les visites de personnalités etc. Il se chargera de la diffusion des informations relatives à l'ESO et ses activités et collaborera à la préparation des documents destinés au Conseil et aux comités de l'ESO. En outre, il devra également consacrer 50 % de son temps à la recherche scientifique.
Il possédera un diplôme universitaire en astronomie ou sciences apparentées, complété de plusieurs années d'expérience, d'une liste de publications et d'une expérience précédente de la diffusion d'informations scientifiques à l'intention d'un public non averti. Il maîtrisera parfaitement l'anglais et la connaissance du français et/ou de l'allemand sera un avantage.
Bien qu'affecté à Garching bei München, il sera amené à se rendre fréquemment à l'Observatoire de l'ESO, à La Silla au Chili.

Siège de Garching bei München / Division Scientifique

ASTRONOME/ARCHIVISTE DE DONNEES

(Réf.: ESD2-12)

Possédant un diplôme universitaire en astronomie, physique, mathématique ou informatique ou équivalent, il connaît les systèmes de gestion de bases de données, a une pratique des ordinateurs et des langages de programmation de haut niveau, ainsi qu'une expérience du développement de logiciels scientifiques.
De plus, une bonne formation en astronomie et des connaissances en manipulation des données astronomiques sont souhaitables. Une pratique du VAX/VMS serait un avantage. Quant à la connaissance de l'anglais, elle est nécessaire.
Il sera affecté au Groupe de traitement de l'image à l'ESO et sera destiné à la mise en oeuvre d'un système d'archives pour les données obtenues avec les Télescopes de l'ESO à La Silla (Chili), c.à.d.: le développement et l'implémentation de méthodes de sauvegarde des données originales sous forme photographique et numérique, la recherche et la restitution de ces données et la gestion de l'accès des utilisateurs à ces archives. La mise en archives des données du Télescope Spatial sera une tâche future, en relation avec le Centre Européen de Coordination pour le Télescope Spatial (ST-ECF) installé à l'ESO.

Pour toutes ces fonctions, les rémunérations de niveau supérieur seront fonction des qualifications et de l'expérience.

Les candidatures doivent être soumises avant le 15 mai 1984, en spécifiant la référence, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Straße 2, D-8046 Garching-bei-München, Bundesrepublik Deutschland. Tel.: (89) 320.06.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT
ESCE - ESC - formation export, ou similaire

- Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.
- Mission:
  - Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.
  - Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type R9.
- Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf. 1058 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX





Aix-en-Provence

Notre Société est spécialisée en traitement du signal, traitement d'images et télécommunications.
Nous recherchons des

INGENIEURS

débutants ou possédant quelques années d'expérience en logiciel temps réel. Connaissances en logiciel de base et logiciel graphique appréciées.
Ecrire avec CV à DIGILOG
21 rue Frédéric Joliot
13763 LES MILLES AIX EN PROVENCE.

Union générale de la Mutualité du Rhône

recherche pour son service DÉVELOPPEMENT

CADRE

pour contacts avec les entreprises (Direction, Service du Personnel, Représentants du Personnel) en vue d'assurer le maintien et le développement des produits de la Mutualité (complémentaires maladie Sécurité Sociale, prévoyance, retraite). Formation supérieure. Expérience de vente de produits de service aux entreprises souhaitée.

Envoyer c.v. et photo à : U.G.M.R., B.P. 58, 69398 LYON CEDEX 03.

CENTRE DE LANGUES
cherche
PROFESS. D'ANGLAIS
dans les départements : 02, 59, 60, 80, 82 (Nord) et 01, 38, 42, 69, 73, 74 (Rhône-Alpes).
Envoyer c.v., photo à : I.S.L.C., M. CAMP, 194, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

IMPTE STÉ NETTOYAGE INDUSTRIEL ET PÉTROLIER RÉGION DE MARSEILLE
recherche
CHEF BUREAU D'ÉTUDES
Organisation et méthode, formation ARTS & MÉTIERS ou équivalent. Env. c.v. + prétent. s n° 185.622 à HAVAS, 34063 MONTPELLIER Cedex.

Chambre Régionale d'Agriculture Poitou-Charentes
recherche
CHARGÉ DE MISSION
pour animer les groupements de producteurs de viande et élaborer leurs programmes d'action.
– Formation agri-agro ou maîtrise de sciences économiques.
Adresser c.v. photo et prétentions à C.R.A. Poitou-Charentes, 234 bis, rue du Faubourg-du-Pont-Neuf, 86034 POITIERS CEDEX.

Jeune
ingénieur mécanicien
services techniques fabrication

PMI spécialisée dans la fabrication de câbles spéciaux destinés à des industries variées : téléphonie, électronique, électromécanique... recherche un **jeune ingénieur diplômé** (ENSM, ENI, ECAM, ICAM, CESTI...).
Dans un premier temps, 2 ans minimum, il aura la responsabilité des services :
- mise au point, maintenance de parc machines,
- laboratoire d'essais matières et de contrôle des produits finis.

Au-delà, il devra être capable d'assurer l'organisation et l'animation de la fabrication (30 personnes).
Ce poste sera confié à un ingénieur sensibilisé (par des stages ou une première expérience) aux problèmes de production qui pourra faire la preuve de sa motivation pour la vie d'usine et de ses capacités d'imagination pour participer à l'évolution du processus industriel.
Lieu de travail : ville du bord de mer : Carentan (Manche).

Écrire sous référ. LB 369 AM.

Membre de Syntec
etap
4, rue Massenet 75116 Paris

STÉ D'ABATTAGE ET DE COMMERCIALISATION DE VIANDES (Sud-Ouest)
C.A. 270 millions – 60 personnes

DIRECTEUR GÉNÉRAL
250 000 +

Il est un excellent négociateur commercial capable de développer substantiellement les ventes et de dynamiser des collaborateurs de qualité pour la France et l'export.
Il est également un gestionnaire confirmé par une expérience professionnelle : il sait ce que rentabilité veut dire (ICG, IAE...).
Sa formation est celle d'un spécialiste « Viandes » du niveau ingénieur diplômé (anglais courant).
En pleine évolution, la société attend des candidatures de cadres supérieurs capables d'assumer rapidement l'ensemble de ces responsabilités. Réf. A/LM.

CHEF DU SERVICE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
180 000 +

Dépendant du directeur général, il doit – directement – assurer une partie importante de l'expansion de l'entreprise.
Il associe à ses efforts les responsables de différentes branches d'activités (cheville, Découpe, export, logistique).
De formation technique « Viandes » et parlant anglais couramment (italien apprécié), il participe aux actions commerciales en France et à l'Export : il est extrêmement mobile.
Il exploite – dans un souci permanent de rentabilité – les marchés existants et recherche activement d'autres débouchés positifs pour la société.
Il sait s'intégrer à une équipe et s'adapter aux circonstances. Réf. B/LM.

Adresser votre candidature (en précisant la référence) à Philippe LIOTÉ, cabinet RHODE, 22, r. de la Pépinière, Paris-8e, qui est chargé de ces recrutements.

Lyon

Responsable marketing
d'une activité de haute technologie

Au sein d'un grand groupe industriel français leader dans son secteur, notre établissement connaît un fort développement. Nous recherchons son responsable marketing.
Rattaché directement au chef du département commercial, vous aurez pour mission : • assister les chefs de produits dans l'analyse, la définition et la promotion de leurs produits, • analyser les marchés France/Export et définir les objectifs, • recenser les interventions réalisées et bâtir un système d'informations sur ces réalisations afin de permettre la promotion de nouveaux produits, • établir le plan marketing et les prévisions à long terme, • animer la cellule communication.
Ingénieur ayant complété sa formation par un 3e cycle de marketing ou de management, parlant couramment l'anglais, vous avez acquis une expérience de quelques années du marketing industriel précédé d'une pratique de la vente et vous disposez de réelles aptitudes à la communication.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 311 M. à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra.

média-system

LAMBERT FRERES ET CIE
recherche

JEUNE INGENIEUR METHODES

pour sa filiale STEP basée dans la région de DIJON

STEP, avec un C.A. de 120 MF est une des premières entreprises françaises de Menuiseries en Aluminium.
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (A&M, ENSI, INSA...), le candidat devra justifier d'une première expérience professionnelle en production dans un secteur de mécanique générale.
Rattaché au Directeur de la Production, le titulaire prendra la responsabilité des méthodes des ateliers de production à dominante mécanique (usinage et assemblage 100 personnes).
Ce poste est très évolutif dans le cadre de la Société ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 6885 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE
5, RUE VERNET 75008 PARIS






emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





Pour être le numéro 1 mondial des composants électroniques et le rester, la performance technologique a impérativement besoin de la force marketing. En participant à la conception de produits performants adaptés au marché, l'équipe marketing est pleinement impliquée dans le développement de notre société. Pour faire face à notre expansion, nous recherchons un

CHEF DE GROUPE PRODUCT MARKETING

Le candidat sera responsable de l'interface entre la production et la vente. Il appuie les ingénieurs de vente pour les négociations et participe à la définition de la stratégie et au lancement de nouveaux produits.
Pour ce poste évolutif à dimension européenne, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant deux à cinq ans d'expérience professionnelle dans la vente, la production ou le marketing, diplômé d'une grande école d'ingénieurs et possédant une motivation certaine pour l'électronique.
Au-delà de ses compétences techniques, le candidat devra avoir un sens relationnel aigu, être un bon négociateur, et faire preuve d'enthousiasme et de dynamisme pour motiver une équipe de deux à trois ingénieurs product marketing.
La fonction impliquant des déplacements sur toute l'Europe, la connaissance de l'anglais est indispensable.
Pour participer à notre expansion, adressez CV complet, lettre manuscrite à M. Jean-Jacques LETANG, MOTOROLA SA, BP 1029, 31023 Toulouse Cédex.



Le numéro un mondial des semi-conducteurs.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du LOIRET recherche le

Responsable de l'antenne de Montargis

Sa mission sera de représenter et d'appliquer à Montargis la politique de la CCI du Loiret tout en participant à la vie économique locale. Il devra être à même de répondre sur place aux besoins des PME industrielles et commerciales (formation, gestion financière, export, implantation en ZI) en liaison avec les services spécialisés du siège à Orléans. Il animera une équipe de 2 personnes. Ce poste peut convenir à un cadre de 28 ans minimum, de formation ESC, Sc. Eco ou équivalent, pouvant justifier d'une expérience d'environ 2 ans en PME ou dans une CCI. Son aptitude aux contacts et sa capacité d'autonomie seront appréciées. (réf. 3421)

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil - 69, Bd Maréchal Joffre - BP 94 - 92340 Bourg la Reine qui garantit réponse et discrétion.



CABINET OPPERT

IMPORTANTE BANQUE POUR L'OUEST DE LA FRANCE

souhaite recruter des

EXPLOITANTS DE BANQUE

GÉNÉRALISTES DE HAUT NIVEAU

CLASSE VII OU VIII

Vous devez prendre la direction d'une de nos plus importantes agences. Nous vous confierons ensuite des responsabilités plus étendues dans notre exploitation.

Envoyez votre curriculum vitae détaillé accompagné d'une lettre manuscrite en précisant votre statut et votre rémunération actuelle à notre conseil, spécialiste du recrutement bancaire,

B.E.O. 3 rue de Téhéran. 75008 PARIS sous référence 9002.

Nous vous garantissons une complète discrétion.

NOUS RECHERCHONS DES BANQUIERS QUI SOIENT AUSSI DES MANAGERS.

Jeunes ingénieurs, évoluez dans un secteur de pointe.

Ingénieurs informaticiens

Vous renforcerez notre direction études et développement au sein de la division commutation. Dans le cadre des programmes, vous participerez à nos différents projets : systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électroniques. De plus, pour cette nouvelle génération de produits, vous développerez des systèmes en temps réel.

Pour ce poste, nous souhaiterions rencontrer des **ingénieurs débutants ou possédant déjà une première expérience.** (Réf. 2952/M/1)

Ingénieur électronicien moyens de tests

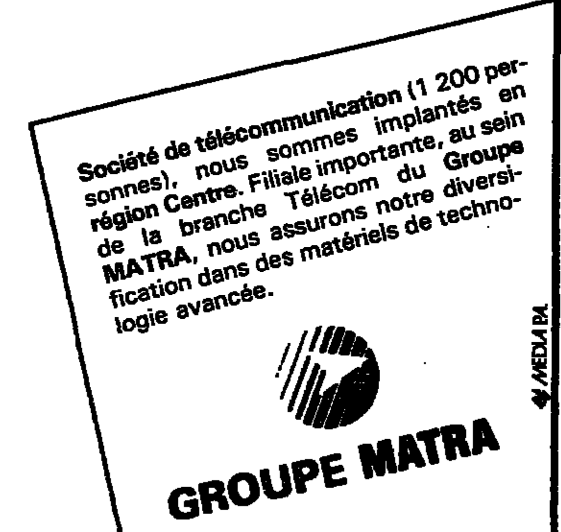
Vous seconderez le responsable du service des moyens de tests électroniques. Dans ce cadre, vous **animerez une équipe de techniciens confirmés** dans la conception et la réalisation de moyens de tests nécessaires à la fabrication de nos systèmes électroniques.

En relation avec nos directions techniques et notre département qualité, vous coordonnerez l'activité de votre secteur.

Une **première expérience dans ce domaine** constituerait un atout appréciable. (Réf. 2952/M/2)

★ ★ ★

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. choisie à **MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS**, qui transmettra.



Importante société aéronautique

cherche
pour le département Etudes de son établissement de TOULOUSE

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

- Ils seront chargés de l'étude et du développement de certains appareils ou systèmes embarqués sur avion.
- Les candidats retenus seront diplômés d'une école d'ingénieur.
- Ils devront posséder des bonnes connaissances dans l'un des domaines suivants :
  - Thermodynamique ;
  - Pneumatique ;
  - Régulation digitale ;
  - Turbomachine.
- La pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrire lettre manuscrite, c.v., photo sous nº T 045.337 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

INTERNATIONAL CAREER OPPORTUNITY IN ELECTRONIC CONTROL COMPONENTS

CARLO GAVAZZI
OMRON

OMRON is a worldwide company with a broad range of electronic industrial and consumer product control components. Component sales exceed 6 billion FF and 1000 R & D engineers are developing products to assure our continuous growth.

CARLO GAVAZZI OMRON is responsible for component marketing in Europe through 6 daughter companies and a broad distribution network. Our headquarters in Düsseldorf, West Germany, is looking for an experienced and talented

PRODUCT MANAGER EUROPE

to
- evaluate markets, trends, competition
- propose new products and confirm marketability of products put forward by R & D
- define market and product strategies
- direct product introduction
- interface with foreign factories and
- support European sales activities.

If you have product management, or top sales, experience and market knowledge of

RELAYS, TIMERS, COUNTERS or TEMPERATURE CONTROLS

and if you are

- 32 – 40 years of age
- have an electro-technical or engineering education
- fluent in english
- dynamic, able to lead and direct people
- looking for international experience

we have a top paying position and career for you in Düsseldorf, West Germany.

Apply directly to J.D. Shaw - European Marketing Manager
CARLO GAVAZZI OMRON GmbH
Karl-Hohmann-Strasse 34 · D-4000 Düsseldorf 13 (West Germany)
Telephone .. 211/7486-158

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE située en banlieue Sud Ouest, recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Intégré au contrôle de gestion de la Direction Industrielle, il assurera avec une équipe, l'élaboration et le suivi du budget des tableaux de bord et rapportera au Chef de Service les résultats de l'ensemble des activités des établissements de cette Direction.

Une expérience de 2 à 4 ans dans une société industrielle est souhaitable. Des déplacements occasionnels en province sont à prévoir.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions, en rappelant la réf. DG à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Vous êtes diplômé d'une grande école et possédez une expérience réussie dans la conduite de projets sur grands systèmes IBM.
Vous recherchez une entreprise particulièrement performante vous proposant des moyens importants et un panel complet de responsabilités.

Ingénieur informaticien grande école

Nous vous offrons un environnement de travail motivant dans le cadre d'une équipe informatique de 70 personnes. Le matériel comporte notamment, un IBM 30 83 sous OS/MVS, un réseau de 200 terminaux sous CICS, VTAM, SNA, XPAC ainsi que différents équipements d'informatique répartie.
Les domaines d'application concernent la Gestion Technique (Bureau d'Etudes), la Gestion de Projets (planning, cost control, appros, marchés) et la Gestion Administrative.
Lieu de travail : Région Ouest de Paris.
Adresser C.V. + photo ou téléphoner à METHODIC qui traitera votre candidature avec toute la discrétion souhaitée.
Département Recrutement - 178, rue de Courcelles 75017 PARIS - (1) 766-04-09

METHODIC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

Pour le développement de son Plan Informatique utilisant :

LA MICRO-INFORMATIQUE
LE VIDÉOTEX
LES RÉSEAUX LOCAUX
DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION ÉVOLUÉS (MVS, UNIX),
DES BASES DE DONNÉES

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

Diplômé(e)s Grandes Écoles
Scientifiques

(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'acquérir une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette direction.
Ils pourront notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (réseau de plus de 10.000 équipements terminaux, offrant des services de messagerie, de bureautique, d'aide à la décision et d'aide à l'action commerciale).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/03 au



CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT CADRES
25, RUE DU 4-SEPTEMBRE 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux

CHALON-sur-SAONE

INGÉNIEUR
ESPCI. Centrale Paris, Mines ou équivalent.

Responsable du groupe d'expertise métrologie et développement des systèmes de contrôle physico-mécaniques associés aux surfaces sensibles.

Formation dominante souhaitée : physique générale et en particulier optique, électronique, thermo-dynamique, mécanique fine, automatismes.

Anglais technique lu, écrit et parlé indispensable.

DÉPARTEMENT QUALITÉ ET CONFORMITÉ DES MESURES

Une expérience professionnelle de quelques années dans un service qualité ou contrôle industriel et de bonnes connaissances de base en informatique seraient très appréciées

Merci d'adresser une lettre de candidature avec C.V. et photo (retournée) à

KODAK-PATHÉ
Direction
Gestion des Cadres
8/26, rue Villiot
75594 PARIS CEDEX 12



bleu

Transports
CONTROLEUR DE GESTION
Carcassonne

Transports ROUCH S.A., leader national dans sa spécialité a un chiffre d'affaires en pleine expansion. Le Siège social est à Carcassonne et cette Société dispose de nombreuses agences un peu partout en France.
Directement rattaché à la Direction Générale de l'Entreprise, ce Contrôleur de Gestion sera tout particulièrement chargé d'introduire le contrôle budgétaire au sein de la Société et de contrôler tous les mois, par analyse des écarts, le suivi des budgets prévisionnels. Il prend également en charge les problèmes administratifs, juridiques et fiscaux de l'Entreprise.
La progression et l'amélioration de l'outil Informatique seront une de ses toutes premières missions.
Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 35 ans, de formation supérieure (Maîtrise, SUP de CO, etc) complétée par un DECS si possible.
Expérience d'au moins 5 ans dans le Contrôle de Gestion et de l'Informatique en tant qu'utilisateur.
Qualités requises : rigueur et précision, maîtrise de soi, autorité naturelle, disponibilité.
Les perspectives du poste (futur Directeur Administratif et Financier), la qualité de l'équipe Dirigeante de la Société et la forte expansion de son chiffre d'affaires, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 20/961 C, à :

EGOR MIDI-PYRENEES
«Le Sully» - 1 place Occitane
31072 Toulouse Cédex.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

GROUPE DE SERVICES AUX ENTREPRISES (200 m. de C.A.) RECHERCHE POUR LA CRÉATION *D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ A PARIS :*

MANAGER CENTRE DE FORMATION

Son rôle :
- *Créer, développer et rentabiliser l'activité* de son unité qu'il (elle) devra commercialiser auprès des entreprises clientes du groupe ou à prospecter,
- Organiser les programmes de formation,
- Manager la petite équipe qu'il (elle) devra sélectionner.

Une expérience de la formation en traitement de texte, bureautique, et/ou micro-informatique sera privilégiée.
Rémunération : fixe + intéressement lié aux résultats + frais.
Ce groupe favorise l'accession au capital de ses dirigeants.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo d'identité, sous réf. 900.



Cabinet Conseil
Chantal GENTILHOMME
5, place Godinot, 51100 REIMS
132, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 PARIS
qui vous garantit toute discrétion.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE (470 pers.) SITUÉE A LA CAMPAGNE ET A 100 KM D'UNE GRANDE VILLE UNIVERSITAIRE
recherche un

CHEF DE GROUPE DE COMPTABILITÉ
(Statut assimilé cadre)

Il dépendra du Chef Comptable et animera la petite équipe des trois personnes qui l'assisteront dans l'exécution des travaux courants.
Il sera chargé du contrôle et du suivi des :
- comptes d'exploitation ;
- écritures comptables liées aux paies ;
- déclarations sociales et fiscales ;
- comptes de trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation D.U.T. ou B.T.S. comptabilité et justifiant d'une précédente expérience dans le poste avec, si possible, la connaissance des opérations liées à l'export.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo d'identité, sous réf 904

Cabinet Conseil
Chantal GENTILHOMME
5, place Godinot, B.P. 2085 51073 REIMS CEDEX
qui vous garantit toute discrétion

Grosse Société Industrielle de ***PROCESS*** *région Sud-Est, recherche H. ou F.*

ADJOINT au responsable formation relations humaines

pour le 1er Juillet 1984

SA MISSION :
- *diagnostic et analyse des besoins de formation*
- *conception et animation de stages, rôle social, destinés à la maîtrise et aux techniciens supérieurs*
- *animation et soutien pédagogique d'une équipe de formateurs internes.*

PROFIL EXIGÉ :
- *formation : sciences politiques ou/et sociologie et organisation du travail*
- *expérience : environ 10 ans dans fonction similaire de préférence en milieu industriel*
- *âge : environ 35 ans*
- *personnalité pragmatique, s'impliquant concrètement à l'égard de la réalité vécue par les populations rencontrées*
- *salaire de 180.000 à 220.000 F/an.*

La sélection définitive aura lieu première quinzaine de Juin lors d'un interview de groupe à Paris.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo sous référence 31561 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

BDA
DE BOIS, DIÈTERLÉ ET ASSOCIÉS

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons **TOUCHE ROSS INTERNATIONAL** l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS des

AUDITEURS DEBUTANTS
DIPLOMÉS GRANDES ECOLES: HEC-ESSEC-ESCP-ESC ou équivalent

Nous offrons :
- Une formation à nos méthodes de travail,
- *Une expérience professionnelle variée au contact de grandes et* moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières,
- Des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : *informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité, formation* à l'étranger...),
- Une intégration au sein d'équipes dynamiques,
- *La référence d'un important cabinet français associé à une structure* internationale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en vue d'un entretien sur votre **PLAN DE CARRIERE** à :

B.D.A. Direction des Ressources Humaines
185, avenue Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

DURACELL®

Division de DART EUROPE S.A.

Contrôleur budgétaire

La Société, filiale d'une multinationale américaine n'est plus à présenter. Sa notoriété est évidente : la marque, les produits se sont imposés sur le marché.

Pour sa Direction Financière, nous recherchons le Contrôleur Budgétaire. En relation avec les différents responsables et dans le cadre d'une gestion informatisée particulièrement sophistiquée, il prépare les budgets puis en assure le suivi (analyse des écarts, commentaires...). Il agit de même pour le «Reporting» mensuel.

Le poste doit intéresser un jeune diplômé(e) d'études supérieures (E.S.C., I.A.E...) maîtrisant bien l'anglais et bénéficiant d'une expérience vécue soit dans un cabinet d'audit soit dans une multinationale anglo-saxonne.

La rémunération prendra en compte l'expérience acquise.

Lieu de travail : Paris.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur candidature sous réf. BD 539M.



11 rue des Pyramides
75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
recherche pour son Centre Technique
proche Banlieue Sud Ouest

INGENIEUR
GRANDES ECOLES ou équivalent.

A 30 ans minimum, il devra posséder une expérience du matériel micro électronique.

Il sera chargé de l'intégration du matériel d'un projet de micro électronique et *plus particulièrement* **de son application aux Etats Unis.**

Dans le cadre de ses fonctions, il aura à :
- **Apporter son soutien aux équipes** *mettant en oeuvre le logiciel* **opérationnel**
- **Mettre en route les premières séries de ce matériel**
- **Encadrer une équipe de** *techniciens*
- **Prendre des contacts avec les laboratoires de développement et l'usine de fabrication.**

Du fait de ses relations avec les *USA* **(voyages possibles), l'anglais est indispensable.**

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence GLT/DUC à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.



REJOIGNEZ LES 70 PROFESSEURS PERMANENTS du GROUPE ESCP

Pour répondre à ses besoins de développement :
Formation Première - Formation Permanente - Transferts technologiques - Programmes Internationaux

Le
groupe escp
recherche

6 JEUNES ASSISTANTS *HF*

à PLEIN TEMPS, d'environ 25 ans.

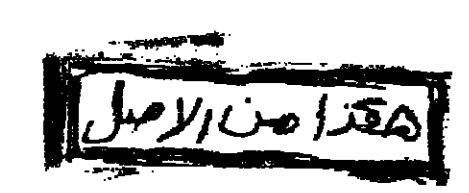
ayant — une formation supérieure de type grande école de gestion — une aptitude confirmée pour l'animation et la pédagogie — une ou deux années d'expérience professionnelle — une bonne connaissance de l'anglais.

en
- **POLITIQUE GENERALE • FINANCE INTERNATIONALE**
- **CONTROLE DE GESTION • GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE**
- **MARKETING INDUSTRIEL • METHODES QUANTITATIVES.**

Le Groupe ESCP rassemble au coeur de Paris, autour d'un même corps professoral, une grande école de commerce, un centre de formation permanente, un centre de recherche, un programme doctoral international.

Adresser lettre de candidature et CV à Jacques PERRIN . Directeur du Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris 79, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. 355.39.08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Appréciez le paradoxe !

IBM, réservée aux seuls informaticiens ? Non pas seulement !

Les jeunes ingénieurs commerciaux que nous recrutons deviennent bien sûr des spécialistes compétents. Mais leur rôle est celui, plus large, d'un généraliste : il touche à l'organisation informatique des entreprises. Et cette activité de conseil et de négociation auprès des directions générales demande aussi une solide connaissance de l'entreprise et de son fonctionnement. C'est pourquoi nous voyons un certain nombre de jeunes, au départ hesitants à l'égard de notre domaine, devenir parmi nous des ingénieurs commerciaux ou technico-commerciaux tout à fait épanouis et passionnés par leur metier.

IBM, une entreprise structurée, mais aussi très ouverte

Notre dimension nous permet d'assurer pendant un an votre formation alternée et rémunérée. Nous tenons à l'ouvrir à de jeunes hommes et femmes venus d'horizons très différents... pour peu qu'ils aient la forme de logique nécessaire à l'exercice de ce metier ! Parce que notre formation est complète (informatique, gestion, communication), nous vous donnerons très vite des responsabilites. Parce que notre dimension nous en donne les moyens, vous pourrez évoluer à votre mesure vers d'autres fonctions et enrichir ainsi votre expérience.

IBM, grande entreprise, et pourtant le climat de petites unités

Surprenant ? peut-être... Mais quand vous serez nommé dans une agence précise, à Paris ou en province, c'est cette réalité que vous constaterez. Vous travaillerez au sein d'une petite équipe, avec toute autonomie pour organiser votre travail selon votre style propre.

Le meilleur moyen de vous faire une opinion ne serait-il pas de nous rencontrer ? Vous êtes ou serez bientôt DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE ; peut-être avez-vous une première experience... En tout cas, vous avez des connaissances en Anglais et êtes prêt(e) à une mobilité geographique. Alors vous pouvez peut-être devenir un de nos INGENIEURS COMMERCIAUX OU TECHNICO-COMMERCIAUX.

Pour un premier contact, ecrivez-nous : IBM France. Departement Recrutement Orientation - Conseils Reference ICM2/5 - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS. Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discrétion et rembourserons les frais de déplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



Organisation et Publicité

Organisme para-public national de financement couvrant le secteur agricole, siège Paris,
recrute

CHARGÉ DE MISSION

- Ce collaborateur, en rapport avec les instances nationales et départementales du secteur agricole :
  - Analysera techniquement et financièrement les programmes proposés par les partenaires concernés en s'assurant de leur consensus ;
  - Étudiera la répartition équitable des crédits et en contrôlera l'emploi.
- Formation supérieure de préférence agronomique, ou Droit, Sciences-Po, Économie, Habitude de l'animation de réunions. Rédaction de rapports de synthèse. Travaux d'études. Goût des responsabilités et sens des relations humaines.

Connaissance des milieux agricoles. Expérience professionnelle confirmée d'au moins 5 ans. Déplacements en province.

Adresser C.V. détaillé avec souhaits de rémunération sous référence 185, à **LPA-GENEVAY, 11, square Jasmin, 75016 Paris.**

P.R.B.

LE CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE
souhaite intégrer rapidement au sein de la Division "ENTREPRISES NATIONALES" de sa **DIRECTION DU CREDIT.**

JEUNES CHARGES D'ETUDES
H/F

Vous analyserez sous l'angle économique et financier les dossiers, "prêts aux grandes entreprises", vous assurerez l'instruction et le suivi de ces opérations jusqu'à leur finalité.

Vous utiliserez en outre des moyens informatiques pour une meilleure approche des risques.

Cette opportunité concerne de jeunes cadres de formation supérieure (sciences eco, sup de co...) ayant une connaissance concrète de la mécanique, des questions comptables, de la gestion financière et du droit des Sociétés.

Une première expérience (1 à 2 ans) dans une banque ou un organisme de credit serait appréciée.

Merci d'adresser vos candidatures détaillées (lettre manuscrite, CV, photo) s/réf. 800 M au service du recrutement

26, Quai de la Rapée
750012 PARIS



Le bon sens près de chez vous.

Filiale du Groupe HACHETTE
spécialisée dans la V.P.C. et le courtage.
Notre société recherche, libre rapidement, pour un de ses établissements situé à proximité de **FONTAINEBLEAU (77)**

Le responsable du service liaisons informatiques de sa branche V.P.C.

Le candidat, de formation obligatoirement universitaire (type DUT Informatique, ENSAE ou équivalent) devra avoir une expérience de 5 ans minimum lui ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances dans le domaine de l'informatique, de l'élaboration et du suivi de statistiques commerciales.
La rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 92550 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Conseil en Ressources Humaines HF

Aider les Directions à rechercher, mettre en place, valoriser les ressources humaines, au sein d'équipes mobilisées pour innover, s'adapter, et réaliser. Telle est l'approche d'EQUIPES ET ENTREPRISES dans ses interventions de conseil et d'assistance auprès des entreprises clientes (filiales de grands groupes et moyennes entreprises, dans une dizaine de branches industrielles et tertiaires). Le succès rencontré, nos objectifs, nous conduisent à intégrer un nouveau consultant partageant nos exigences de rigueur, de professionnalisme ainsi que notre volonté d'entreprendre.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous êtes familiarisé avec les problèmes de structures, de recrutement et de gestion des cadres à travers impérativement au moins cinq ans d'expérience riche et diversifiée en entreprise ou/et Conseil. Vous prendrez progressivement en charge, avec une réelle autonomie d'action, des missions de conseil à la structure, de recherche et d'évaluation de cadres et dirigeants par voie d'annonces ou approche directe. Vous suivrez et développerez une clientèle, assurerez l'évolution d'une ligne de produits.

Intéressé aux résultats, vous aurez la possibilité au bout de 2 ans, si vous réussissez, de prendre une participation au capital.

Ces perspectives vous attirent... merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence 6903 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Importante Société Internationale de Produits Cosmétiques recherche pour ses Laboratoires

RESPONSABLE DOCUMENTATION ET BREVETS

Il sera chargé, en liaison avec les laboratoires de formulation, de gérer et de développer le patrimoine des brevets.

Ce poste conviendrait à un scientifique « Ingénieur Chimiste ou Bio-Chimiste » ayant la formation complémentaire dans le domaine de la documentation et de la propriété industrielle.

Lieu de travail : Paris - Banlieue Sud.
Envoyer c.v. et photo sous nº 45.431 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

OCEANIC Société audiovisuelle du groupe international ELECTROLUX, développe des applications faisant intervenir des technologies de pointe pour des équipements grand public.
Son unité de développement basée à Romainville (10 mn de la Porte-des-Lilas) recherche des

Ingénieurs et techniciens en électronique

Ces fonctions conviendraient à des jeunes diplômés qui travailleront en équipe pour :
- concevoir des circuits et systèmes pour la télévision,
- établir des spécifications techniques, des méthodes et des relevés de mesure et des prix de revient,
- développer des produits industriels aptes à être mis en production et dotés d'une haute fiabilité.

Si vous possédez un réel intérêt pour l'électronique grand public, une bonne connaissance des circuits vidéo et une grande implication personnelle dans votre travail, merci d'adresser votre candidature sous la référence OC/12 à notre Conseil.

MEDIA PA



INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

UN IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION EN FORTE EXPANSION
recherche pour

2 POSTES CONTROLEURS DE GESTION ADJOINTS

DÉBUTANTS
Formation minimum ESCP ou équivalent

Chaque poste comprendra de nombreux contacts, tant à l'interieur de la division qu'avec la Holding, et certaines missions d'audit interne.

Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Position cadre.

Lieu de travail : à Paris ou à l'Ouest de Paris.

Adresser C.V. détaillé et photo sous réf. 75149 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Pour participer à son développement,
l'UNION DE BANQUES A PARIS
recherche pour PARIS et sa banlieue, des

EXPLOITANTS BANCAIRES

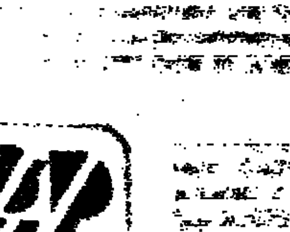
Nous attendons des professionnels expérimentés, qui ont une bonne connaissance de la clientèle des P.M.E. et des particuliers.
Ils devront s'intégrer à des équipes dynamiques et performantes et assurer à brève échéance des responsabilités dans une de nos 50 agences.

Veuillez adresser une lettre manuscrite, un curriculum vitae avec téléphone, photo et prétentions à M. SCHMITT
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
UNION DE BANQUES A PARIS
22, place de la Madeleine 75381 PARIS CEDEX 08

Discrétion totale assurée.



Union de Banques à Paris



Jeunes auditeurs

L'ORÉAL

Vous avez 2 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit.
Vous êtes de formation **H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO., SC. PO...**
Vous pratiquez deux langues étrangères dont l'anglais obligatoirement.
Vous souhaitez trouver un nouveau champ d'action qui vous permette de construire une carrière dans une entreprise française internationale.

L'OREAL vous propose, dans un premier temps, de vous associer à sa jeune équipe d'auditeurs internes basée à Paris; vous intervenez alors sur les 5 continents dans les domaines de l'entreprise : marketing, commerce, industrie, finance...
La connaissance des réalités économiques et humaines de la société permettra votre évolution professionnelle prévue dans un deuxième temps vers les secteurs d'activités les mieux adaptés à vos capacités.

Si vous souhaitez connaître davantage L'OREAL et l'audit opérationnel tel que nous le pratiquons, vous pouvez écrire à : Direction des Ressources Humaines, réf. 845, 41 rue Martre, 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

média-system

L'OREAL, LA VOLONTE DE LA PERFORMANCE

L'HOMME DES RELATIONS SOCIALES EN USINE

Un décideur à part entière

Vous avez depuis quelques années une bonne pratique des relations sociales sur le terrain.
Que cette expérience ait été acquise directement dans la fonction Humaine et Sociale ou dans une fonction opérationnelle (Chef de Production par exemple), elle vous aura apporté un professionnalisme certain de la fonction sociale et une compétence réelle dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux.
Votre formation supérieure, votre savoir-faire et votre ambition vous amènent à vouloir élargir votre champ de responsabilité et à viser à moyen terme une fonction de Direction.

Nous vous proposons de rejoindre l'une des filiales d'un important groupe industriel, leader dans son secteur. Ce groupe voit son volume d'affaires et ses résultats progresser fortement chaque année (+ 30 % de bénéfice net en 1983 sur 1982).
Au sein de la principale usine (située en Lorraine) de cette société, membre du Comité de Direction, vous serez Responsable des fonctions Sociale et Organisation.

Garant du climat social de l'établissement, vous aurez à participer à la définition et à l'application de la politique sociale, à l'animation des instances représentatives. Vous conduirez toutes études visant à l'amélioration de l'organisation générale de l'établissement, de la productivité, des coûts de fonctionnement et des conditions de travail.
Vous serez assisté dans votre mission par une équipe de 7 personnes dont 2 cadres.

L'Usine, qui a un effectif de 600 personnes environ, prendra de plus en plus d'importance en terme de capacité de production pour la société.
C'est dire l'enjeu, tant pour la société que pour vous-même, de votre réussite dans ce poste.
Votre évolution pourra se faire vers un poste de Direction d'usine ou des Relations Humaines aussi bien à l'intérieur de la société que dans le Groupe, qui peut offrir de larges possibilités en matière de développement des hommes.

Écrire sous référence SO 425 AM.

Membre de Syntec

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

Paris Sud

HAUTE TECHNOLOGIE

Société extrêmement **performante** (2500 personnes), faisant partie d'un groupe très important mondialement connu, leader dans son activité (CA : croissance 25 % par an), recherche

Jeune animateur de formation *HF*

200 000 F à 250 000 F/an

Face à la **forte et constante expansion de la Société** et compte tenu des énormes investissements dans le développement des ressources humaines, le service formation a besoin d'un nouveau collaborateur.
Il sera chargé d'animer personnellement des séminaires de management, de relations humaines et de formation à la vente (50 % de son temps), de conseiller et d'aider pédagogiquement d'autres intervenants, d'organiser, de gérer et de contrôler la formation dont la politique est reconnue sur le marché.
Le titulaire, qui a la trentaine, a nécessairement une formation supérieure (grande école d'Ingénieurs ou de commerce), complétée si possible par un diplôme de 3ème cycle en Sciences Humaines.

Il doit pouvoir également se prévaloir d'une **première expérience industrielle** (3 ans minimum) et posséder en particulier, un **professionnalisme significatif de la formation** en entreprise. Il est donc déjà un spécialiste de l'animation de séminaires. Des qualités pédagogiques et une forte créativité sont indispensables.

Ce poste qui requiert une **bonne pratique de l'anglais,** peut ouvrir dans 2 à 3 ans d'autres responsabilités, pas forcément dans la fonction Personnel, mais à la mesure des immenses opportunités offertes par cette brillante société.



Merci d'adresser sous la référence 325, votre dossier complet (CV, photo, rémunération actuelle) et en indiquant un numéro de téléphone à :
Guy POSTEL CONSEIL BP 19 La Colle sur Loup 06480.
Chaque candidature sera traitée avec la plus grande discrétion.



Guy Postel

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements et systèmes destinés à des industries de pointe, pour l'Aéronautique, le spatial... recherche deux Ingénieurs.

• "Études et recherche" achats

Cet ingénieur, en charge du MARKETING ACHAT, aura pour mission, dans le cadre des projets futurs de :

- participer à la définition des besoins, en relation avec les services commerciaux et techniques, dès la prise en compte du cahier des charges,
- analyser les possibilités du marché des fournisseurs et des sous-traitants (prix, qualité, délais),
- peser, en fonction des informations recueillies, sur la définition technique des produits, au niveau du Bureau d'Études et des méthodes internes,
- préparer le cadre contractuel d'achat, afin de faciliter les négociations ultérieures.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé (AM, ENSI ou équivalent) ayant une bonne expérience méthodes, prix de revient ou industrialisation.

référence KA 419 AM

• Responsable du service "qualité achats"

Il conduira une équipe ayant pour mission de porter un diagnostic sur l'aptitude des fournisseurs, à répondre aux besoins définis par :

- l'évaluation de l'organisation interne sur le plan de la qualité,
- l'examen de la fiabilité technique et des capacités de l'outil de fabrication,
- le contrôle en cours d'élaboration de produits, à l'aide d'audits et d'expertises,
- l'établissement des agréments correspondants.

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur diplômé (AM, IDN, ENSI...) ayant une expérience de 4 ans au minimum, dans un service qualité d'une société fabriquant des équipements faisant appel à des technologies variées (mécaniques, hydrauliques...).

référence LB 420 AM

Ces deux postes, situés à 80 km ouest Paris, représentent des opportunités réelles, pour des candidats de valeur attirés par un secteur technique de pointe.

Écrire en précisant la référence.

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

X, TÉLÉCOM., ESE, SUP. AÉRO...

Électronicien - informaticien

fort potentiel

VAL – MÉTRO AUTOMATIQUE DE LILLE.
Nous recherchons, pour participer au développement des techniques d'exploitation du **VAL, un Ingénieur de haut niveau.**

Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 5 ans d'expérience dans l'analyse, la conception et la mise en place de systèmes automatisés.
Outre ses compétences et son goût pour les techniques avancées, il témoignera de bonnes capacités d'autonomie, de solides qualités pédagogiques et d'excellentes facilités de contact à haut niveau.

Poste à Lille.

Écrire sous référ. RH 424 AM.

Membre de Syntec

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

SOCIÉTÉ DOC. TECHNIQUE recherche

INGÉNIEURS RESP. D'AFFAIRES

Ils auront pour missions (assistance technique) :
– Suivi évolution produits.
– Élaboration spécifications techniques.
– Notices techniques.

Orientation info-systèmes embarqués. Anglais courant.

Écrire Société REDOTEC
18 bis, rue de Paris,
91160 Champlan.
Téléphone : (6) 448-31-40.

ÉCOLES PARAMÉDICALES rech.

• MÉDECINS
• VÉTÉRINAIRES

AYANT VOCATION PÉDAGOGIQUE pour assurer enseignement en BIOLOGIE/PHYSIOLOGIE. Tél. : 805-29-57.

ASSISTANCE DE DIRECTION

Formation supérieure.
Connaissances gestion
quelques années d'expérience.
95.000 F par an.
Téléph. pour R.V. 840-40-40.
TRANSPORTS CHAUVIERE

Importante société fabriquant des équipements électromécaniques
recherche pour son siège situé en proche banlieue Ouest

INGENIEUR DES VENTES
pour opération en R.F.A.

Connaissance parfaite de la langue allemande indispensable,
pour négociations avec les constructeurs automobiles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 25790 sur enveloppe à :
JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

SALES EXECUTIVE

Nous sommes une P.M.I. spécialisée dans une technologie de pointe intéressant la transformation des matières plastiques imprimées, leader mondial sur son marché, réalisant 70% de son chiffre à l'exportation.

Pour faire face à notre important développement, nous recherchons :

UN CHEF DE PROJETS *(ESC ou équivalent)*

pour participer à la consolidation et au développement commercial de notre activité, notamment sur des marchés de grande consommation : cosmétologie, pharmacie, alimentaire.

Cet homme intégrera une équipe jeune et très dynamique totalement responsabilisée où il aura en charge le développement de marchés existants, la définition du cachier des charges des produits nouveaux avec la clientèle acquise et à créer.

Agé d'au moins 28 ans, avec une aptitude à appréhender les problèmes techniques, il justifiera d'une première expérience significative dans la vente de produits industriels.

– Basé près de l'aéroport d'ORLY.
– Il est familier de la langue anglaise.

La rémunération composée d'un fixe et de commissions est attractive.

Envoyer candidature, C.V., photo et prétentions
sous référence 3054/MI à : A.M.P.
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra)*

Banque privée étrangère Paris

recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ÉTRANGER

Le candidat devra avoir une parfaite maîtrise des opérations documentaires et de la réglementation des changes.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable, portugais souhaité.

Aptitudes confirmées au commandement et à l'organisation des activités d'une équipe à développer.

Prière adresser c.v. et lettre manuscrite.

Ecrire sous n° 7.833 *le Monde Publicité,*
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société de Services Internationale
recherche pour renforcer son équipe de vente

DELEGUES COMMERCIAUX

Homme - femme, même débutants(es)

Ils ou elles seront chargés(ées) :

- de développer et optimiser les ventes dans un marché dynamique.

Les candidats :

- auront une formation commerciale supérieure (E.S.C.) ou équivalent, le goût des contacts, l'esprit d'équipe.
- Ils ou elles aimeront négocier à tous les niveaux et seront disponibles rapidement.
- Ils ou elles entreront au sein d'une société solide et battante qui leur offrira un salaire attrayant, un intéressement à leurs résultats ainsi qu'une évolution.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous référence 7829
(mentionnée sur l'envoi), à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

marketing & stratégie internationale

INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE DE TRANSFORMATION

4/500.000 F

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL d'un GROUPE exportant 60 % environ de sa production – constituée de familles de produits très divers allant de sous-ensembles uniques et sophistiqués à des fournitures fabriquées en série pour l'Industrie –, crée auprès de lui sa DIRECTION du MARKETING.

Le titulaire du poste aura dès le départ une double mission : il procédera aux études de marchés concernant les produits fabriqués en séries ou les nouveaux produits ; il contribuera très étroitement à la recherche d'accords, prises de participation, licences, en un mot à toutes formes de diversifications susceptibles de correspondre à l'outil industriel en place (3 usines de grande capacité). Par ailleurs, il participera à la bonne marche du Groupe en tant que responsable du fonctionnement et de la qualité de la structure commerciale internationale (Chefs de zone et Agents à l'étranger) : il définira également les procédures d'audit et de formation à la force de vente France et Export de l'entreprise comptant une centaine de personnes.

Ce poste – qui exige avant tout curiosité, créativité, réalisme, dynamisme et disponibilité – ne peut convenir qu'à un INGÉNIEUR DIPLÔMÉ MINES, CENTRALE, SUP-AÉRO, A & M... âgé d'au moins 38 ans, ayant au cours de sa carrière abordé en tout ou partie les types d'activité décrits ci-dessus. Il parlera anglais très couramment.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2835 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

RIBER

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE, spécialiste mondial en Équipements de recherche pour l'analyse et la micro-électronique faisant appel à des techniques très avancées : épitaxie par jets moléculaires, spectrométrie d'ions et d'électrons, diffraction d'électrons,... recherche, pour prendre en charge l'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE de ses appareils, un

ingénieur physicien

Intégré à l'équipe chargée du Développement des produits, il aura pour mission d'aider les chefs de projet dans les choix des matériels et l'élaboration des cahiers des charges des logiciels, d'assurer lui-même la mise au point, le contrôle et l'évolution de ces logiciels, de suivre les applications et d'assurer une liaison étroite avec les utilisateurs. Il devra par ailleurs former à ces nouvelles techniques les techniciens d'application et les commerciaux de la Société.

Ce poste conviendrait à un DOCTEUR en PHYSIQUE ou INGÉNIEUR en SCIENCES DES MATÉRIAUX intéressé par l'utilisation de l'informatique dans le domaine de la recherche scientifique et ayant déjà une première expérience dans ce domaine.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2837 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOCAR

leader européen de l'emballage en carton ondulé

Notre Groupe, filiale de la COMPAGNIE de SAINT-GOBAIN, réalise un C.A. de deux milliards de francs. Son organisation est décentralisée en 13 Régions d'exploitation autonomes, regroupant 28 Établissements, plus de 3 000 collaborateurs. Dans le cadre d'une politique générale de développement de nos ressources humaines, nous offrons des CARRIERES à de

JEUNES

ingénieurs de production

Après une période d'initiation à nos produits, il leur sera confié des RESPONSABILITÉS DE FABRICATION : mise en route de nouveaux équipements, optimisation des méthodes, animation des cercles de qualité, progression des conditions de travail et de sécurité... Ils pourront ainsi acquérir des connaissances techniques et une expérience humaine qui leur permettront, par la suite, d'évoluer vers des postes OPÉRATIONNELS dans nos usines.

Ces postes conviendraient à des INGÉNIEURS ayant une formation en MÉCANIQUE, ÉLECTROMÉCANIQUE, AUTOMATISMES..., DÉBUTANTS ou possédant quelques années d'expérience industrielle. Pratique courante de l'Anglais très appréciée.
Des postes sont immédiatement à pourvoir dans nos usines de : DIJON (21) - RETHEL (08) - MORTAGNE (44) - ROUBAIX (59) - ÉPERNAY (51).

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2836 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

TEK DIVISION SYSTEMES — LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE

Filiale d'un groupe international en electronique et en informatique

INGENIEURS COMMERCIAUX

Région Parisienne — **Région Sud-Ouest**

Débutants, confirmés, vous avez une formation informatique (logiciel - matériel) grandes ecoles, universitaire, DUT. Nous vous assurons une formation aux USA, une remuneration elevee, un intéressement aux ventes, une voiture de fonction.

L'evolution rapide de nos gammes de produits, vous laisse envisager de reelles possibilités d'avenir.

Adresser CV, photo, pretentions a TEKTRONIX
Direction du Personnel BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX

Tektronix



REGION NORD DE PARIS

recherche

Vous avez 30 ans environ et une formation supérieure, vous pensez que votre expérience concrète de l'exploitation, votre tempérament commercial, votre sens du risque, votre capacité à gérer et animer une équipe dynamique méritent d'être reconnus, nous vous proposons d'assumer la fonction de

Responsable d'Agence *HF*

(Postes à pourvoir sur Paris, sa banlieue Nord et l'Oise)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du Recrutement de la
BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS
32, boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT-DENIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour son

GROUPE DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

Ingénieurs Grandes Écoles

(X, ECP, MINES, ...)

Première expérience ou Confirmés

FONCTION

- prendre en charge d'importantes études touchant à divers domaines d'activité de la Banque, au sein d'une équipe de haut niveau, directement rattachée à la Direction Générale.
- développer et promouvoir, pour les autres secteurs de l'Établissement, des outils de gestion et d'aide à la décision (modèles de simulation, traitement statistique de données, calculs actuariels et financiers...).

APTITUDES REQUISES

- maîtrise des techniques quantitatives ; formation complémentaire en statistique ou en économie appréciée.
- connaissances en informatique indispensables (langages PASCAL, FORTRAN sur mini et/ou micro systèmes).
- aptitude pour les contacts à haut niveau, goût du travail en équipe, dynamique certain.

Très larges possibilités de carrière pour des candidats de valeur. Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé indiquant la rémunération souhaitée, sont à adresser sous réf. 80952



au CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT CADRES -
25, rue du 4-Septembre
75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE DES SYSTEMES DE COMMERCIALISATION

Votre mission : stimuler les ventes et les achats de nos produits de grande diffusion.

Nous sommes une filiale d'un groupe de dimension internationale. Nous créons au sein de notre **Direction Marketing** un poste de **responsable des systèmes de commercialisation des produits de grande diffusion.**

Vous devrez dans le cadre d'une politique par objectifs et à partir de l'étude de l'existant proposer les plans d'actions les plus efficaces et en assurer la mise en oeuvre.

Votre capacité d'écoute, votre précision d'analyse, votre créativité, votre réalisme et votre sens de la négociation doivent vous permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Votre expérience de la commercialisation de produits de grande diffusion sera très appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence 75009 Paris en précisant la référence 4663 M.

INFORMATIQUE DISTRIBUEE & BUREAUTIQUE

Dessein

Jeune ingénieur l'Europe : votre terrain d'action !

Des produits sophistiqués destinés à des secteurs industriels de haute technologie : aéronautique et spatial. Et désormais une fonction à créer : le développement de notre gamme de produits suivant les contraintes de nos clients européens. Donc des responsabilités à exercer et des relations à développer avec les organismes officiels.
Vous êtes ingénieur, mécanique ou électronique, travaillez depuis deux ans, de préférence dans le développement.
Ou vous êtes débutant et vos différents stages devront nous convaincre de votre valeur ; dans tous les cas vous parlez anglais.

Nous sommes la division internationale située en France d'une société américaine aux implantations mondialement réparties.
Nous vous proposons des postes de responsabilités, des évolutions de carrière répondant à vos aspirations, et des possibilités d'expatriation.

Envoyez-nous votre candidature (réf. 565 M).
Nous vous préciserons nos besoins en vous recevant.
Raychem, Direction du Personnel, B.P. 738
95004 Cergy-Pontoise
Cédex.

Raychem

média-system

Juriste confirmé spécialiste du droit immobilier

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche pour l'une de ses filiales, un JURISTE de haut niveau.

De formation Maitrise ou Doctorat en Droit, doté d'une expérience de 5 à 10 ans en Droit Immobilier (construction, promotion, urbanisme), acquise si possible dans un cabinet d'avocats, il prendra chez nous des responsabilités immédiates pour le montage juridique d'opérations immobilières importantes et la conduite du contentieux civil et administratif.

Nous donnerons la priorité à un homme ou une femme d'environ 35 ans doté(e) d'une forte personnalité, ayant l'expérience et le goût du contentieux ainsi que le sens du contact...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 535M à Jean Morel,
Compagnie Bancaire – Service Orientation Recrutement
5 avenue Kléber – 75016 Paris.

compagnie bancaire

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Société D'ASSURANCES VIE
en pleine expansion recherche, pour PARIS

Un cadre responsable service sinistres assurances collectives

Mission :
- Conduire un service d'une vingtaine de personnes chargées de l'instruction des dossiers et du règlement des sinistres (décès, incapacité-invalidité, médico-chirurgicale).
- Participer à l'évolution des méthodes de travail.

Qualités requises :
- être âgé environ de 35 ans et avoir le sens de l'organisation et du contact.
- expérience de plusieurs années dans le règlement des sinistres.
- formation juridique (licence ou maîtrise).
- pratique des méthodes de gestion informatique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant vos prétentions au Service du Personnel sous référence 204
41, rue de Chateaudun - 75009 PARIS

bleu

ENERTEC
Société du groupe **Schlumberger**
recherche pour son Département Magnétique

Ingénieur électronicien
hard/soft

Notre département conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques destinés au secteur aéronautique et spatial. Le développement de notre technologie *nous conduit à rechercher un ingénieur électronicien.*
Il participera avec le chef de projet à la conception d'un enregistreur magnétique à tête tournante et sera responsable de la logique de commande et de contrôle de l'appareil (dessin des circuits, choix et programme des composants). Connaissances des micro-processeurs indispensables. Expérience souhaitée 2 à 3 ans.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence 250 à B. Daumarie, ENERTEC, Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay Cédex

ENERTEC
Schlumberger

2 contrôleurs de gestion

Nous vous proposons de mettre en place, auprès des Directeurs Généraux, l'ensemble des procédures internes de :

FERRARI FRANCE : rendre l'outil de gestion (HB 6140) aussi performant que nos voitures.

ATS : *établir entre le siège social et les agences des moyens propres à rendre la gestion plus efficace.*

Vrais professionnels, vous bénéficiez d'une expérience réussie *d'environ 5 ans au sein d'une* Direction Financière et maîtrisez les outils informatiques.

Adressez votre dossier de candidature, en indiquant le poste choisi à

Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne
75008 Paris



sources

P.M.I. spécialisée dans une technologie de pointe intéressant la transformation de matières plastiques imprimées, leader mondial sur son marché, réalisant 70% de son chiffre à l'exportation, recherche

responsable de filiale

30 ans, de formation *supérieure, rodé à la négociation* industrielle et au marketing, il devra assurer, après un stage de 6 mois au Siège en France, la Création et la Direction d'une filiale de vente en Allemagne à **DUSSELDORF.**

Son activité portera sur les différents marchés de biens de consommation *(cosmétologie, pharmacie, alimentaire).*

Il justifiera d'une expérience significative à un poste de responsabilité de vente de produits industriels.

- Allemand langue maternelle.
- Français exigé + anglais apprécié.
- Rémunération composée d'un fixe + intéressement aux résultats de la filiale.

Envoyer candidature, C.V., photo et prétentions *sous référence* 3050/MI à : A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS *(qui transmettra).*



Ingénieur Electronicien

Notre société en expansion recherche pour activité **INGENIERIE NAVALE,** un jeune ingénieur diplômé.

Après *une période* de formation, il sera chargé de la maîtrise d'œuvre de systèmes électroniques sophistiqués de lutte anti-soumarine.
Expérience professionnelle souhaitable, anglais indispensable.
Déplacements à l'étranger liés à l'activité.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 18.043 à Martine BIALOBOS - Service des Relations Sociales et de l'Emploi -
1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL

Notre Société **DEVELOPPE et REALISE** une gamme de **MATERIELS A USAGE MEDICAL** de technologie avancée.

Nous renforçons notre **EQUIPE ACHATS** et proposons le poste d'**ACHETEUR TECHNIQUE** à un

JEUNE INGENIEUR DIPLOME
ELECTRO MECANIQUE ou MECANIQUE

Nous lui confierons :
— la recherche des fournisseurs,
— la négociation des contrats,
— les contacts avec les services techniques,
— la gestion administrative des achats.

Nous souhaitons rencontrer un candidat dynamique, pouvant faire preuve d'esprit d'équipe et de qualités relationnelles.

Un ingénieur motivé se verra proposer à terme, d'intéressantes opportunités de carrière au sein de notre Société.

Anglais courant souhaité, connaissances d'allemand appréciées.

Lieu de travail
PROCHE BANLIEUE OUEST DE PARIS.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 11536 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



SOCIÉTÉS DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
(720 personnes - C.A. 280 MF)
Partenaire d'un groupe industriel *de taille internationale*
dans le cadre de notre stratégie d'expansion nous offrons des postes d'

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Formation :
GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE...
de 0 à 5 ans d'expérience

désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5050 à :
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT-CLOUD CEDEX

bleu

chef du service juridique
200.0000 F +

Nous sommes à la recherche pour un important groupe français, d'un juriste généraliste ou désirant le devenir, capable de prendre en charge l'ensemble des questions juridiques, contentieuses, etc... d'une société possédant un C.A. supérieur au milliard de F. Nous recherchons un homme âgé de 30 ans au minimum, ayant une première expérience réussie dans le domaine juridique de l'ordre de 5 ans et disposant d'une excellente formation supérieure : *maîtrise, DEA, Doctorat, etc...* de Droit. Cette entreprise est particulièrement performante et elle offre d'excellentes possibilités de développement de carrière à un candidat compétent, dynamique, sachant communiquer à tous les niveaux de direction. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1597-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
REGION SUD DE PARIS
recherche pour département **AUTOMATISMES**

TECHNICIENS D'ETUDES

titulaires BTS électrotechnique - automatismes.

FONCTIONS :
— conception de systèmes automatisés intégrant du matériel électromécanique et des automates programmables.
— étude.
— programmation.

Envoyer C.V., photo et prétentions s / réf. 1288 à
SIETAM
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

BANQUE PRIVEE PARIS 8ème
recherche pour son
«DEPARTEMENT BANCAIRE FRANCE»

2 CADRES

EXPLOITANT, diplômé de l'enseignement supérieur (*HEC - ESSEC - Sup de Co - Sciences Po - CESB...*) de 25-30 ans, ayant une première expérience bancaire et de bonnes connaissances d'analyse financière.
Il sera responsable des dossiers d'une clientèle d'entreprises auprès de qui, il aura, en outre, à promouvoir les différents services de la banque.
Réf. 520 LM

ATTACHE ADMINISTRATIF 30 ans environ, ayant une expérience bancaire de bonne qualité, notamment dans le domaine de l'inspection, pour assurer le suivi et le contrôle des engagements. Réf. 540 LM

Adresser lettre manuscrite, *CV*, photo et prét. sous réf. du poste choisi à OCBF
66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

Nous sommes une société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

L'équipe d'experts du Département FISCAL *se renforce de*

1 cadre fiscaliste

pour conseiller ses interlocuteurs :
Chefs d'entreprises, responsables juridiques, Directeurs financiers, Cabinets fiduciaires...

Outre votre formation comptable, vous êtes *spécialisé* en matière de *BIC* et, de surcroît, vous êtes un homme de conseil.

Adressez votre candidature détaillée, ainsi que vos prétentions à SVP
Mme E. LIPUSCEK.
54, rue Monceau 75384
Paris Cedex 08



SOCIÉTÉ NATIONALE DE TÉLÉVISION

recherche

INGÉNIEURS CONFIRMÉS E.N.S.T.

ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Formation et expérience en matière audiovisuelle appréciées pour leur confier des postes de responsabilité dans le cadre de ses structures régionales (région parisienne, Sud-Ouest).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à FR3, Direction Administrative et Financière, pièce 9633
116, avenue du Président-Kennedy,
75782 PARIS CEDEX 16.



INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE
recherche :
Pour son service Méthodes et Equipements de test :

- AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS TITULAIRES D.U.T. ou B.T.S.
(réf. DPI-27).

Ayant de préférence 2 à 3 années d'expérience en circuits logiques et microprocesseurs.

Dégagés des obligations militaires.

Après formation les intéressés assureront des fonctions de méthode plate-forme.

L'horaire de travail de 8 heures se situera dans une plage de 6 à 22 heures.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : PLAISIR.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

ENTREPRISE DE PRODUCTION SPECTACLES PARIS

recherche

ADJOINT(E) RESPONSABLE TOURNÉES ET GALAS

Expérience exigée, préparation et organisation techniques, planification, suivi de budgets, contrôle des régisseurs. Connaissance des collectivités appréciée.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous n° 45.373 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

INFORMATIS

recherche pour projets intéressants utilisant TRANSPAC.

INGÉNIEURS LOGICIEL
5 ans d'expérience en SOFT DE BASE, MONITEUR OPERATING SYSTEM connaissance réseaux TRANSPAC.

INGÉNIEURS LOGICIEL
3 ans d'expér. d'application. MOTOROLA, 68.000, langage C.

CHEF DE PROJETS
ayant expérience programmation structurée, IMS, DL 1.

ANALYSTES PROGRAM.
3 ans COBOL et/ou GAP 2.

ANALYSTES PROGRAM.
COBOL et/ou assembl. IMS, DL 1
26, rue Daubenton, Paris 5e
Téléphone : 337-99-22.

LABORATOIRES recrutent pour leur unité située en banlieue NORD de PARIS

UN AIDE VÉTÉRINAIRE

pouvant prendre en compte la gestion complète des animaleries.
Il serait souhaitable que les candidats aient déjà une expérience similaire.
Envoyer C.V. + photo à : C.G.P., réf. (J4), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris, qui tr.

Importante Société française, siège à Clichy, recherche pour son centre de documentation internationale.

DOCUMENTALISTE
INTD ou équivalent

pour 6 mois (juillet-décembre 1984). Maîtrise d'anglais. Expérimenté(e) en techniques documentaires et bases de données.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 7845 à : Média-System 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

POUR SECTEUR ARTISANAL ET SECTEUR PUBLIC PARIS recherche

JEUNES 25/30 ANS

Diplômés Sciences Eco, gest., format. spécial. assurée.
Écrire sous n° 287.650 M
Régie Presse,
7, r. de Monttessuy, Paris 7e.

VOUS

qui êtes dynamique et actif, attiré par une activité commerciale bénéficiant de sérieuses références morales.

NOUS

importante société suisse pouvant vous offrir une situation à responsabilités et évolutive à Paris et dans sa région.

Afin de nous rencontrer, merci d'adresser votre C.V. sous référ. : 9035 à PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008, Paris, qui transmettra.

INGÉNIEURS DIPLOMÉS ÉLECTRONIQUE
expérience micro-informatique et micro-processeurs 16 bits FR — STRUCTURE ETT, 18, r. Turbigo, Paris-2e, métro Etienne-Marcel, 261-83-07.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
IBM 38 — GAP III
INTERTIS ETT
27, rue, Danielle-Casanova, 1er, métro Opéra. T. 261-83-08.

INSTITUT CURIE
Centre lutte contre le cancer
26, rue d'Ulm,
75231 PARIS CEDEX 05
cherche

INFIRMIÈRE SURVEILLANTE

Poste de nuit à mi-temps. Ecrire avec c.v. ou se présenter Infirmière Générale.
Tél. : 329-12-42, P. 3403.

Société de transport nord région parisienne recherche

CADRE EXPLOITATION

affrètement national confirmé.
Haut salaire garanti.
Bonnes qualités professionnelles indispensables. Non professionnel s'abstenir. Envoyer c.v. *sous réf.* 8800 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transm.

Sté de haute technologie dans le domaine de l'engineering pour l'industrie de l'énergie nucléaire, recherche pour son bureau de Paris :

JEUNES INGÉNIEURS

- Mécaniciens, calcul-structure, EPC, ENCP, ENSAM, INSA, UTC.
- débutants (recherche 1) ou
- 1 à 4 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie de l'énergie électrique ou ses fournisseurs (recherche 2),
- connaissance anglais et *expérience informatique* seront un atout.

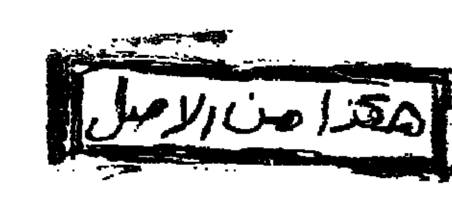
La rémunération et les possibilités de carrière sont très intéressantes.

Env. C.V., photo *et prétent.* s/réf. 8797 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

FIDUCIÈRE recherche

COLLABORATEUR
HAUT NIVEAU
pour audit. et commissariat
Téléphone : 766-02-16.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE RE-*VUES SPÉCALISÉES*, recherche SECRÉTAIRE DE RÉDACTION EXPÉRIMENTÉ(E). Écrire avec C.V., photo et prétentions à DYNA PUB, 54, rue E.-Marcel, 75002 PARIS, qui transmettra.



هكذا من الاصل

formation professionnelle formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X-NANTERRE
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

STAGES LONGUE DURÉE
Octobre 1984-Juin 1985

FORMATIONS SANCTIONNÉES PAR UNE LICENCE DE TECHNOLOGIE :
- Chef de projet - Commerce international.
- Economie sociale : gestion des secteurs coopératif, mutualiste, associatif.

DIPLOME D'UNIVERSITE DE SECOND CYCLE :
- Création et gestion de petites et moyennes entreprises.

∴

- Assistant (es) de direction bilingue (option bureautique).
- Assistant de gestion bureautique.

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-X-Nanterre,
200, avenue de la République,
92001 NANTERRE
Téléphone : 725-92-34, postes 864, 866 et 896.

AFRAMP

STAGES DE FORMATION DESTINÉS :
- Aux demandeurs d'emploi.
- Au personnel en entreprise dans le cadre de la formation continue ou en congé formation.

★

- ACHATS-APPROVISIONNEMENTS.
- FORMATION AUX EMPLOIS DE COMPTABILITÉ.
- GESTION INFORMATISÉE DES STOCKS.
- INITIATION A L'INFORMATIQUE DE GESTION.

Tél. : 874-70-87 ou 285-58-51.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402, 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). B.P. 402, 09 PARIS.

travail à domicile

ARTISANE effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. 051-44-49.

capitaux propositions commerciales

Vds parts SSCI + boutique informatique 10 personnes. Ecr. s/nº 3.268 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F., Equiv. Bac F8 (Sces Méd. soc.), exp. 4 mois de cab. radiologie-échog. Notion sténodactylo, cherche poste de secrétaire médicale ou soc. de ts secteurs, ou poste d'hôtesse standardiste, réceptionniste. Ecrire NOUET B. Route de Martel, 46200 Souillac.

ARCHITECTE INFORMATICIEN
- Spécialisé en informatique graphique 2 et 3 D recherche poste de :
- Conception et exploitation de système C.A.O.

Téléphone : 562-25-99.

Coial spécial. prod. mat. dentaires, mét. précieux, ortho., rech. sit. commercial. Pays Afrique francophone. Ecr. HAVAS, nº 2.107, 13100 Aix.

JEUNE FILLE, 19 ANS
Baccalauréat, cherche un travail « au pair », de juillet, août. Ecrire : A. Custor, Beilhackstr. 14 D-8.220 Traunstein. Téléphone : 0861-60640.

J.F. sérieuse, 22 a., cherche emploi dactylo pour écrivain ou garde d'enfants, région Corse, Guadeloupe, Martinique ou Réunion. Ecrire à Mlle ANCEL, 61, route de Lapoutroie, 68240 Kaysersberg.

DIÉTÉTICIENNE diplômée recherche poste PARIS ou banlieue Nord, milieu hospitalier ou bien portants. Téléphoner au 287-37-97.

secrétaires

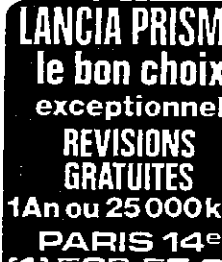
VOUS ÊTES :
SECRÉTAIRE
VOUS maîtrisez parfaitement la sténodactylo et les techniques de secrétariat.
VOUS possédez une expérience professionnelle de 5 ans et si possible au sein d'un service du personnel.
VOUS avez des qualités humaines certaines.
VOUS êtes libre rapidement et désireuse de vous intégrer dans une société dynamique (8e arrondissement).
Envoyer c.v., photo et prétentions à
RÉGIE-PRESSE
ss nº T 45.349 M, 7, rue Monttessuy, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE PRESTATIONS DE SERVICES
QUARTIER ST-LAZARE
recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
Bilingue Anglais expérimentée
(langue maternelle Anglaise ou Américaine appréciée)
Adresser curriculum vitae, photo + prétentions à :
REGIE-PRESSE, sous nº T 45.319 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

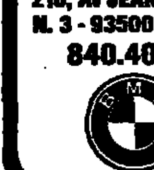
Automobiles ventes divers

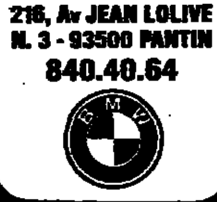






BMW SERIE 3-5-7
83 et 84, peu roulé, garantie Auto Paris XV, 533-69-95, 63, r. Desnouettes, Paris (15e).





boxes - parking

IDÉAL
INVESTISSEUR
44 parkings. GAMBETTA 1.100.000 F. T. : 562-16-40.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

PLACE DES VICTOIRES
asc. payé par propriétaire 4 PIÈCES, CUISINE, BAINS. Dble exposit., calme, 110 m². 1.200.000 F, avec 300.000 F. Ce jour 15 h 30/19 h, 7, RUE D'ABOUKIR. Tél. 504-61-63.

3e arrdt

ARCHIVES RÉNOVATION de luxe, apprs en duplex s/jard. à la française, park., SIGEDIM. 296-63-33.

MARAIS BONDEVILLE
GRAND 3 P., + park. h.b. 294-11-33, soir : 277-53-33.

76, R. DES ARCHIVES
HOTEL PARTICULIER
LOFT EXCEPTIONNEL
Ce jour et demain 10/19 h. Tél. 504-61-63, 887-66-00.

4e arrdt

MARAIS 2 P tt cft, excel. état. 398.000, jeud., 14/19 h : 39, rue Sainte-Croix. BRETONNERIE ou 325-97-16.

ILE DE LA CITÉ
TRÈS ORIGINAL
Liv. dble + 3 chbres, 2 bains cuis. équipée, tt cft, calme 160 m², proximité parking. SERGE KAYSER, 329-60-60.

MARAIS
HOTEL CLASSÉ 290 m² DUPLEX REZ-DE-CHAUSSÉE + 1er ÉTAGE, JARDIN PRIVATIF 700 m², DÉCORATION EXCEPTIONNELLE. Prix élevé justifié. GARBI 567-22-88.

6e arrdt

BONAPARTE, 75 m²
Caractère calme. 703-32-31.

7e arrdt

AVENUE BOSQUET
élégant 4 pces, 110 m² calme, parfait état. Prof. lib. 1.600.000 F. FRANK ARTHUR - 562-01-69.

9e arrdt

9e, RÉSIDENTIEL, de HOTEL PARTIC. XVIIIe s/jardin LUXUEUX APPARTS prêts à habiter, GD CHARME, calme, SOLEIL, reste : 2 P. haut plafond avec jard. 3 P. et 5 P. DUPLEX - 563-97-69.

SAINT-LAZARE
2 P., ASC., BAINS
Px 300.000 F. T. 503-12-13.

Bel imm. p. de t., balcon
PLACE TURGOT
SUPERBE 230 m² + service gde récept., bureau, 6 chbres 2 bains. EXCELLENT ÉTAT 1.900.000. VERNEL 526-01-50.

13e arrdt

PROX. PLACE des PEUPLIERS MAISON MEULIÈRE, 170 m² 5 chbres, 2 s. de bns. 551-90-60.

GOBELINS 2 P., 50 m², 5e ét. bel imm. anc. SIGEDIM. 296-63-33.

15e arrdt

Dr-FINLAY, 4 P., ét. élevé, soleil, imm. récent. 633-29-17 577-38-38.

RUE DE LA CONVENTION. GRAND 3 PIÈCES, 78 m². Px 650.000 F. T. 526-99-04.

CECOGI construit
329, RUE LECOURBE
IMM. GRAND STANDING
2 et 3 PIÈCES
- 2 P., à part. . . .709.400 F.
- 3 P., à part. . . .948.900 F.

LIVRAISON IMMÉDIATE
BUREAU de vente ouvert :
- Mercredi au vendredi de 14 à 19 heures.
- Samedi, 10 h 30 à 13 h 30.

Téléphone : 575-62-78.

16e arrdt

Pied-à-terre + terrasse, 9e ét., std. 26 m² + terr., 30 m², tt cft, asc. 440.000 F. Imm. 62. Téléphone : 770-57-75.

DIVERS 16e
Dans immeuble pierre de taille. Propriétaire vend 2/3 pièces LIBRES : 2, 3, 4, 5 pièces OCCUPÉES et dernier étage à aménager. R C I — 758-12-21.

17e arrdt

Ds bel imm. ART-DÉCO, tt cft 5e, asc., splendide living + chbre s/balcon. Exceptionnel. Téléphone : 878-41-65.

Wagram Villiers. 703-32-44.
300 m² GD STANDING

Mº LA FOURCHE
BEL IMMEUBLE RAVALÉ
3 P. 389.000 F.
ENTIÈREMENT REFAIT CHEMINÉES. - 294-11-33.

TERNES
GD 5 P. tt cft, standing. 1.600.000 F. 526-99-04.

BATIGNOLLES
PROGRAMME NEUF DE QUALITÉ 23 appts avec parking. Livraison 11-84. Sur place tous les jours 14-18 h y compris dimanche et lundi de Pâques, 226-26-60, 67, place du Docteur-Félix-Lobligeois.

18e arrdt

CECOGI construit :
Résidence « Mairie du 18e »
53, rue du SIMPLON
STUD. 2, 3, P., PARK.
- Studio à partir : 322.500 F.
- 2 P., à partir : 447.800 F.
- 3 P., à partir : 680.500 F.

OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 P. : PRET CONVENTIONNÉ. à 683.944 F.
BUREAU DE VENTE ouvert : mardi, jeudi et samedi de 14 h à 19 heures ou tél. : 575-62-78.

18e EXCEPTIONNEL
2 P., ASC., TERRASSE
Px 330.000 F. T. 504-61-63.

20e arrdt

20e EXCEPTIONNEL
BELLE RÉNOVATION
LOFT TERRASSE
8.000 F LE M2
- DUPLEX A RÉNOVER 3/4 P., ASC., 7.000 F LE M2. Ce jour et demain 10-19 h. 40, r. de Belleville, 636-46-64.

94 Val-de-Marne

ST-MAUR, RÉSIDENTIEL superbe pavillon meulière sur 800 m² de terrain, séj. 32 m² avec cheminées, 4 chbres S. de bns, cuis., lingerie, sous-sol total, garage pour 3 voit. 1.480.000 F. Tél. 885-42-42.

VINCENNES S/BOIS
5' Mº, gd stand., dble liv. + 1 ou 2 chbres, jard. privatif 30 m², 1.180.000 + parking poss. Téléphone : 222-08-19.

Province

UNIQUE NICE
Vue mer, ville, montagnes MAGNIFIQUE STUDIO 55 m² (ex-2 P.). Jard. suspendu 55 m², garage. 550.000 F. 874-37-55.

maisons de campagne

A VENDRE
DESCARTES
(Indre-et-Loire), maison 3 pces cuisine, cave, garage, jardin chauffage central, possibilité d'agrandissement (2 pièces). Salle de bains aménageable. Prix 200.000 F. à débattre. Ecr. s/nº 6.617 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PART. vd mais. camp. « EURE » 130 km Paris, 4 pces, GAR. tout cft. 7.000 m², terr. clos. Libre vente. Tél. le soir. 071-11-40.

appartements achats

AGENCE DE L'ETOILE
DÉPARTEMENT INTERNAT. rech. pour clients sérieux 80 à 200 m², 16e, 17e, 8e, 7e
% INTÉRESSANT réservés aux indicateurs
380-26-08 7, av. CARNOT PARIS-17e.

Jean FEUILLADE 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 rech. pour client sérieux, APPT 200 m², 15e 7e arrondissements.

Recherche 1 à 3 pces, PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux PAIÉ COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

GROUPE DORESSAY
rech. pour DIPLOMATES
APPTS 150 A 250 m²
ACHAT OU LOCATION
Rive gauche, 8e, 17e, Neuilly. Tél. : 624-93-33.

locations non meublées demandes

Paris

POUR CADRES SUPÉRIEURS ET PERSONNEL, IMPORTANTE STÉ EUROPÉENNE mondialement connue rech. APPTS MOYENS et HAUT STANDING ET VILLAS, TÉL. : 504-01-34.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas toutes banl., loyer garanti. 889-89-66, 283-57-02.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICES DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

propriétés

TOURAINE 210 km Paris, près localité, demeure caractère, 6 p. cft, dépend., 2,5 ha ombragés. Vue sup. Cab. CHATET. 37150 FRANCUEIL.

EVRY
Cadre exceptionnel
Résidence de qualité.
Architecture de caractère, maisons de 5 et 6 pièces de 110 à 130 m², prêts conventionnés, APL possible.
Tél. : 874-59-08 en semaine. 079-19-59 sam., dim.

PRÈS FONTAINEBLEAU
belle ppté 6 p. + 3 bains, garage, parking, possible 3 p. supplém., 1.150.000, viager possible. T. : 755-69-27.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

Agence allemande recherche Studios et Appts à Paris en vue de location pour semaine et plus à clientèle allemande. Renseignem. 916-32-19 le soir.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, Paris-8e APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT.
TÉL. : 562-78-99.

villas

05 EMBRUN (Alpes du Sud) VILLA, site remarquable. Vue sur le lac de Serre-Ponçon et Embrun. Loisirs : voile, ski, chasse, pêche, alpinisme, etc. Constr. réc. de caractère isolée. Surface pond. = 270 m², surface . terre = 3 000 m². Ecrire agence A.E.I., B.P. 51, 05200 EMBRUN. Tél. (92) 43-35-14.

maisons individuelles

Dans superbe domaine jouxtant GOLF ST-NOM, sur 2.500 m² maison 7 pces, garage 2 voit. 1.700.000 F. Tél. 720-15-18.

Dans domaine de loisirs, 115 km S.-E Paris (autoroute A-6), tennis, golf, équitation, voile, piscines, sauna, belle maison à vendre, tout confort, grand terrain, 500.000 F. 373-07-26 ou bur. 373-81-28.

terrains

VERRIÈRES-le-BUISSON (91) pr. du bois, 842 m², 880.000 F ou échange villa 06/84. Téléphone : 229-56-97.

A SAISIR. Vends cause départ terrain bord de Marne, 52 km Paris sur 1 ha. Hangar, cale, mise à l'eau, élec. Conviend. parfait. pour base nautique. Tél. : 009-10-99.

viagers

Libre en Janvier prochain studio tt cft, imm. récent près bd Vincent-Auriol 26.000 + 2.500 - F. Cruz 8, rue La Boétie. 266-19-00.

Étude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

DOMICILIATIONS 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL. TÉLEX Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés
ACTE S.A. 359-77-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social, tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

ARTISAN, 100 F. R.C. 180 F. Constitution S.A.R.L. 2.000 F S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54. 8, r. Faubourg Poissonnière, 9e-10e. Téléphone : 770-54-66.

DOMICILIATION
16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 à 340 F PAR MOIS.
CIDES — 723-82-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-85-11 54, rue de Crimée, 19e. Téléphone : 607-62-00.

locaux commerciaux

Ventes

Porte de Clignancourt MARCHÉ aux PUCES
LOCAL CCIAL 250 m²
s/2 niveaux - Très bon état. Téléphone : 359-10-97.

Locations

PORTE CLIGNANCOURT
LOCAL 750 m²
17.000 HORS TAXES/MOIS
ETUDE BOSQUET. 705-06-76.

l'agenda du Monde

Animaux

Vends teckels à poils longs, âgés de 2 mois 1/2, tat., vacc. Téléphone : 604-24-32.

LE CONTRAIRE D'UN CHENIL
Vie de famille. 731-36-11.

Artisans

PERMIS DE CONSTRUIRE (plans et dossiers) GNM-PLANS (6) 018-13-00 (conforme décret du 15-10-79).

Bijoux

COMPTOIR FRANÇAIS
ACHÈTE COMPTANT BEAUX BIJOUX ANCIENS et DÉBRIS OR, OR DENTAIRE OBJETS D'ART, BIBELOTS HORLOGERIE, LETTRES, ET TIMBRES POSTE
TÉL. : 227-40-54 +
14, bd Courcelles, Mº Villiers.

Si vous vendez : bijoux, or, débris, pièces, etc. ne faites rien sans téléph. 588-74-36.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
Brillants, débris or
PAUL TERRIER - 225-47-77 35, rue du Colisée. 75008. Métro Saint-Philippe-du-Roule.

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 19, r. d'Arcole, 4e, 354-00-83. ACHAT BIJOUX OR-ARGENT. Métro Cité ou Hôtel-de-Ville.

Carrelages

DIRECT USINES
Grand choix, toutes marques. BOCAREL. Tél. : 357-09-46 + 113, av. Parmentier, Paris 11e.

Cours

mathématiques, physique. Toutes classes secondaires math. sup. spéciale. Prof. expérimenté, 558-11-71.

PROMOTION KITCHINETTE (évier + cuisson + meuble + frigo + robinetterie) en 1 m. 2.600 F. Paris. SANITOR, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris 6e, ouvert le samedi. Téléphone : 222-44-44.

Randonnées pédestres

Ete 84 : vacances en Vanoise, séjours, randonnées pédestres, raid vanoise, mont Blanc, Gd Paradis (Italie). Forfait tt compris. Mat. encadr., hébergem. 1 sem. = 940 F. LA BESSANNAISE, 73480 BESSANS. Tél. (79) 05-95-15.

Détectives

AF.I. J.B. KINSON
TÉL. : 538-70-09
3, r. de l'Arrivée, Paris-15e. TOUTES MISSIONS RAPPORTS UTILISABLES DEVANT LES TRIBUNAUX. FACILITÉS DE PAIEMENT.

Instruments de musique

PIANOS D'EXPOSITION RISTOURNE EXCEPTIONN. sur quelques modèles (légers défauts d'aspect).

Grand choix neufs, occasions. Garantis, droits et queues. Agent : BOSENDORFER FEURICH — EUTERPE SCHIMMEL — PLEYEL GROTRIAN — STEINWEG IBACH — PFEIFFER RAMEAU-DIETMANN-KEMBLE Modèle MAGNE (finit. spéciale).

Occasions de cette semaine :
Pianos droits :

GEYER 1976	14.500
RAMEAU 1977	18.000
RAMEAU 1979	18.000
IBACH 1979	32.000
PLEYEL 1980	32.000

Pianos à queue :
YAMAHA 1/2 queue 1983 : 70.000 F.
ERARD (cordes parallèles) 1908 : 32.000 F.
BOSENDORFER, 3/4 queue 1921 : 100.000 F.
Livraisons et service après-vente toute la France Pianos Magne — Centre Musical Bösendorfer, 17, av. R.-Poincaré, 75116 PARIS. Tél. : 553-20-60.

PIANOS D'OCCASION 1/4 queue, 1/2 queue, grdes marques, présentés par accordeur, 15 % de remise s/pianos neufs. 10, RUE JEAN-MACÉ. Jeudi 14 h à 19 h. 370-68-94.

Enseignement

Moquettes

MOQUETTES 1er CHOIX 100 000 m² Tous types et coloris. Prix entrepôt. Pose assurée. 757-19-19. BINEAU MOKET'S.

A SAISIR
MOQUETTE 100 % pure laine
PRIX POSEE 79,50 TTC /m²
TÉL. : 658-81-12.

Philatélie

ACHETE CHER COLLECTION TIMBRES FRANCE EUROPE OUTRE-MER. 359-76-96.

Séjours linguistiques

Angleterre (10-77 ans) U.S.A. (12-21 ans). Eté. Encadrés pr profs. 322-85-14.

Vacances Tourisme Loisirs

Driscoll House hôtel 200 chambres à un lit. Demi-pension. £ 50 par semaine adultes entre 21-60 ans. S'adresser à 172, New Kent Road London SE 1. Téléphone : 01-703-4175.

Loue (38) 1.500 m., studio, 4 P., tennis, vue, pl. à voile, 3 lacs. Prix intéressant. Téléphone : (76) 88-13-81.

Vos vacances familiales avec LÉO-LAGRANGE
Le service vacances de la fédération LÉO-LAGRANGE des Bouches-du-Rhône dispose de places pour la saison d'été sur les villages vacances suivants :
- Aiguilles (Hautes-Alpes, Vallée Queyras) ;
- La Garde-Freinet (Var, Massif des Maures) ;
- Ramatuelle (golfe de Saint-Tropez).

Dépliant sur simple demande et inscriptions : VACANCES LÉO-LAGRANGE, 12, cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille. Téléphone : (91) 62-09-17.

VACANCES ORTHOGRAPHE
Séjours associant la détente, le loisir et l'étude pour des enfants ayant des difficultés en orthographe.
Activités : Tennis, mini-golf, cheval, piscine et 4 h. d'études spécialisées.
CENTRE DU S.A.R.T.H.E. MAGNAS 32380 ST-CLAR Téléphone : (66) 47-61-67. Documentation gratuite sur demande.

LOCATION CAP-D'AGDE LANGUEDOC MÉDITERRANÉE LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS TARIF SANS SURPRISE 3e SEMAINE GRATUITE. Écrire AGENCE MERCURE 34300 CAP-D'AGDE (C).

Grèce mer Egée, maison à louer de juin à septembre. 306-18-32. Week-end : 431-63-26.

Juillet, Août, Sept., très belle
BASTIDE DANS LES VIGNES
RÉGION BONNIEUX
2 salons, bibl., 5 ch., 5 bns. Calme et soleil assurés. Pas de piscine. Tél. soir 504-64-50 sf w-e et h. bur. 544-26-30.

VAR. Villa 5 km mer, ch. hôtes, non fum., sans enft, ni anim. Juillet, août, pension complète, 2.500/sem. par couple. Ecrire s/réf. : 21493 HAVAS HYÈRES.

GRANDES VACANCES Yonne Les Lutins, 3-12 ans, Poney, poterie, vie familiale, petit effectif, 3-5 ans, 30 % remise, mai, juin (86) 66-05-52.

CRAYSSAC 46 LOT
(15 km Cahors - 8 km Catus) part. loue GITE RURAL indépendant dans gd terrain boisé. Tt cft (séjour avec cheminée, cuisine, 2 ch., w.c., s. de bns). Pêche, baignade, équitation, randonnée, gastronomie. Libre juin et septembre. Téléph. M. Destal 16 (65) 20-03-77.

ILE TUDY près BENODET à LOUER maison avec jardin, libre juillet, août, calme, proch. gde plage sable fin. C. LE GARS. Téléphone : 16 (40) 86-34-08.

VACANCES D'ÉTÉ
DÉCOUVREZ LE HAUT DOUBS ET SES RANDONNÉES PÉDESTRES avec Yves et Liliane qui vous accueillent dans leur belle ferme du XVIIe rénovée tout confort, chambres avec salle de bains privées, cuisine et pain maison cuit au feu de bois. Table d'hôtes limitée à 12 personnes du samedi au dimanche 1.650 F, pension complète vin et accompagnement. Le Crêt l'Agneau 25650 MONTBENOIT. Tél. : 16 (81) 38-12-61.

Villa, pisc., 6 pers., bord mer env. CANNES. 13-27/05 : 2.900 F ; 04-19/08 : 7.500 F. Tél : (73) 37-30-06.

Maison de campagne, 4 chambres, living, douche, grand jardin, 110 km Paris. Juillet et août. Tél. : 250-71-88 8 h à 10 h et après 19 h.

Stage tennis

TENNIS CLUB MARNE-LA-VALLÉE L'heure de passage 60 F leçons, stages, etc.
Tél. : 006-65-90.

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres de renommée mondiale et, située dans le même bâtiment, notre école d'Anglais aussi célèbre vous accueilleront (école fondée en 1967 et reconnue par le British Council).
£ 16.00 par jour : leçons, repas et logements compris (hôtel ou famille).
25 % RÉDUCTION pour un séjour de 90 jours ou plus (cours spéciaux, examens de Cambridge inclus). PAYABLE EN FRANCE
Écrire REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Ramsgate, Kent, Angleterre, tél. 843-591212. Télex 96454 ou Mme BOUILLON, 4, rue de la Persévérance. Eaubonne 95. Tél.(3) 959-26-33 (soirée)
Pas de limite d'âge - Pas de séjour minimum.
Ouvert toute l'année - Cours spéciaux vacances scolaires

Le Monde

économie

SOCIAL

Un 1er mai marqué par une faible mobilisation

Dans l'« appel à la lutte » qu'il a lancé le 1er mai, place de la République à Paris, devant une foule dont l'attention et la propension à applaudir n'étaient pas des plus soutenues, M. Henri Krasucki s'en est pris au « chœur des pleureuses » qui, d'avance, prévoyait une fête du travail « lugubre ».

Le moins qu'on puisse dire est que l'enthousiasme et le sens de la fête n'étaient pas au rendez-vous.

Le secrétaire général de la CGT, dans un discours ferme et sans concessions – mais dépourvu d'attaques directes contre le président de la République ou contre le premier ministre, et moins dur que son intervention à Marseille au lendemain du vote de confiance, – a prophétisé : « *Quelque chose est en train de se passer. Un début sans doute, mais un début qui donne à penser : c'est l'action. Une action résolue, plus massive et de plus en plus unitaire.* »

Rien cependant dans le déroulement de ce 1er mai ne permet de confirmer les propos de M. Krasucki. On n'y a observé ni dynamique unitaire ni mobilisation : à preuve, la faiblesse de la participation. La CGT n'a réuni à Paris qu'environ 10 000 manifestants, alors qu'elle avait rassemblé 15 000 à 20 000 personnes en 1981 et près de 35 000 en 1980. FO et la CFDT n'ont pas eu plus de succès. Même en Lorraine, où il y a eu plusieurs rassemblements unitaires, une certaine lassitude semblait perceptible et la population s'est montrée localement moins empressée à soutenir la lutte des sidérurgistes.

En province, où l'unité était l'exception, les manifestations n'ont rassemblé que quelques milliers, parfois quelques centaines de personnes (4 000 à Marseille, 1 000 à Avignon et à Nice, 1 700 à Bordeaux, 1 300 à Toulouse, 1 500 à 2 000 à Lyon et à Grenoble, 1 200 à Strasbourg, 1 000 à Tours et à Orléans, etc.). A Lille, M. Pierre Mauroy a reçu, à la mairie, la CGT, la CFDT et la FEN, qui avaient appelé à une manifestation unitaire. Au total, une atonie qui interpelle les syndicats, le mécontentement réel ne se traduisant pas en réelle mobilisation. Un signe, parmi d'autres, de malaise social.

M. N.

• CGT : la déception doit faire place à la lucidité et à l'action, *souligne M. Krasucki.*

La CGT n'avait pas réuni la foule des grands jours pour sa manifestation du 1er mai, qui a rassemblé, de la place de la République au carrefour Richelieu-Drouot, environ dix mille personnes (plusieurs dizaines de mille selon les organisateurs). M. Henri Krasucki et les dirigeants de la CGT avaient pris place en tête du défilé. Le PS était représenté par M. Marcel Debarge, et le PC par M. Paul Laurent. La centrale ayant voulu insister sur la solidarité internationale, on notait de nombreux mouvements étrangers (Tunisiens, Marocains, Kurdes, Chiliens, Irlandais, Turcs, Iraniens, Erythréens, etc.). Les entreprises en « lutte » étaient également représentées comme Desquenne-et-Giral, Talbot, Citroën, Chausson, SKF-Ivry, mais aussi des salariés de Renault, des hospitaliers, des communaux, etc. Un défilé calme, ponctué par des slogans traditionnels comme « *Union, action avec la CGT!* », « *Cho, cho, chômage, ras le bol!* » et « *Français et immigrés, même combat!* »

Avant le départ de la manifestation, M. Henri Krasucki a prononcé, place de la République, un discours d'une vingtaine de minutes se voulant « *un appel à la lutte* ». « *Pourquoi*, a-t-il notamment déclaré, *faut-il qu'après des débuts encourageants et alors qu'étaient annoncés plus de justice sociale et un développement industriel, nous nous trouvions maintenant en présence de décisions et d'actes du pouvoir qui vont en sens contraire? (...) La vérité pour les travailleurs, c'est que, s'ils laissent faire, les mesures qui s'engagent actuellement auront des conséquences graves pour eux. Et c'est que ce serait bien pire l'année prochaine avec les coupes sombres qui s'annoncent dans le budget qui se prépare.* »

M. Krasucki a ajouté : « *On ne nous fera pas admettre que l'on modernise en fermant ou en condamnant des entreprises parmi les plus modernes parce que ce n'est pas la vérité. On ne modernise pas, on abandonne! (...). On ne nous fera pas admettre que l'on repartira un jour en s'enfonçant dans le déclin industriel, parce que ce n'est pas la vérité. Plus on recule plus on se rabougrit. La renaissance ne peut venir de l'engrenage de la dégringolade.* » (...)

Après avoir souligné que la justice sociale c'est « *prendre les moyens ailleurs* [que chez les travailleurs], *là où ils sont* », le secrétaire général de la CGT a poursuivi :

« *Nous n'admettons pas plus aujourd'hui qu'hier les affirmations définitives de décisions irrévocables. Quand les gens n'en veulent vraiment pas, rien n'est irrévocable. A plus forte raison dans les circonstances actuelles. (...) Quant aux travailleurs, nous leur disons : avec la CGT par l'action syndicale de masse la plus unitaire possible, faites-vous entendre aussi fort et aussi longtemps que ce sera nécessaire.* » (...)

« *Nous ne sommes pas de ceux qui font comme si tout était programmé, réglé comme du papier à musique, comme s'il fallait renoncer au formidable espoir qui s'était levé. Tout simplement parce que nous avons toujours considéré que l'acteur principal de la vie du pays, le promoteur de tout changement, c'est le monde du travail. (...) Tous peuvent se demander : est-ce donc cela que nous avons voulu ? Faut-il renoncer à une occasion historique et à de si grandes espérances sans même avoir mis notre poids réel dans la balance ? (...) L'avenir, on le construit ensemble. Il y a une issue, et c'est la lutte. La déception ne conduit à rien. Elle doit faire place à la lucidité et à l'action.* »

• FO : non, le syndicalisme n'est pas en crise, *affirme M. Bergeron.*

Sous le premier soleil de mai, place de la Bastille, la manifestation FO *avait, au matin, des allures de* retrouvailles bon enfant. M. André Bergeron ne marchait-il pas, pour la première fois depuis des années, à la tête du cortège d'un millier de fidèles Parisiens, tout au plaisir de tenir le haut du pavé jusqu'à cette sombre place Saint-Gervais, derrière l'Hôtel de ville, où, sur le parvis de l'église imposante, le secrétaire général devait prendre la parole?

Comme lors d'une promenade au marché, la procession fut souvent interrompue, en chemin, au rythme des conversations et des interviews. M. Bergeron répétait à l'envi ses préoccupations de l'heure – « *non, le syndicalisme n'est pas en crise puisque nous progressons en adhérents et en voix, les industries de pointe, c'est bien beau et je n'ai rien contre, mais il faut que le pouvoir d'achat puisse satisfaire les besoins vitaux, la nourriture, l'habillement et le logement* » – tandis que ses troupes, éparpillées, scandaient sans trop de conviction, « *négocions nos salaires, non à l'austérité* ».

En queue, venaient les camions de Solidarnosc aux bagnards entravés sous le médaille de l'Ordre du porc, symboliquement offerte au général Jaruzelski par le peuple polonais. Derrière, encore, et à bonne distance, arrivait la poignée de militants du Parti ouvrier européen (POE), rassemblés sous les calicots « *Sauvons l'acier, coulons Delors!* » et « *Non à Delors, agent du FMI!* ».

Un court moment, une délégation du PS, menée par M. Marcel Debarge, *se joignit à la manifestation*. Mais elle avait déjà quitté les militants FO quand, après le président de l'UNEF indépendante et démocratique et le représentant de Solidarnosc, M. André Bergeron prononça son discours.

« *Nous sommes en période de crise et nous, le contestons pas, pas plus que nous ne contestons la nécessité des restructurations industrielles et des mutations technologiques* », expliqua le secrétaire général de FO, qui, faisant référence à l'attachement de son organisation « *pour les Etats-Unis d'Europe* », ajouta qu'il était temps « *de raisonner en termes de continent* », les pays devant s'entendre pour créer « *une communauté économique, industrielle et monétaire* ». A titre d'exemple, il cita l'objectif de la réduction du temps de travail, « *pour lequel nous allons intensifier notre action* », mais qui ne peut être atteint « *dans un seul pays* », en rappelant son espoir de « *conventions collectives européennes* ».

Chaleureusement applaudi quand il aborda le thème de la laïcité, M. Bergeron termina par une pique : « *Nous n'avons pas à nous resyndicaliser puisque nous n'avons jamais cessé de l'être* », et par une ode à la tolérance : « *Nous nous refusons à classer nos adhérents en bons et en méchants* », dit-il à l'adresse d'une foule, où se mêlaient des militants du PCI (Parti communiste internationaliste) qui assuraient le service d'ordre, discret, et des syndicalistes de tous horizons politiques... PC excepté.

A. Le.

• CFDT : faire la fête n'est pas encore entré dans les mœurs, *constate M. Maire.*

Peu de monde au parc de la Villette à Paris où l'Union régionale Ile-de-France CFDT avait organisé un après-midi de fête et de débats. Environ 2 000 personnes sont passées de 14 heures à 18 heures. M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France, a affirmé, dans son discours, à propos des élections européennes du 17 juin, qu'il s'agissait d'une « *échéance utile pour ouvrir un vaste débat sur la construction européenne* ».

Insistant sur la revendication des trente-cinq heures, se félicitant de la décision du conseil des ministres de déposer un projet de loi sur la carte unique de séjour, il a « *émis de grandes réserves sur la création d'une aide financière de 20 000 F à l'insertion dans leur pays d'origine* », jugeant que ce problème doit être abordé sous l'angle d'une « *aide à la réinsertion dans les pays concernés* ».

On notait la présence de stands de la métallurgie CFDT et de Citroën, de la JOC-JOCF, du syndicat étudiant PSA proche de la CFDT, et de nombreuses associations de travailleurs étrangers. Le PS était représenté par M. Debarge. Le PSU avait envoyé une délégation. Sur le podium, de nombreux chanteurs se sont succédé comme le groupe marocain Elm Chahed, le chanteur Castelbenis, Valérie Lagrange, le chanteur égyptien Cheim Imam, et la troupe du Théâtre de l'opprimé. M. Edmond Maire a déclaré à quelques journalistes qu'il fallait « *faire du 1er mai un moment de retrouvailles et de dynamisme* ». « *Faire la fête pour le 1er mai*, a-t-il ajouté, *n'est pas encore entré dans les mœurs* », en indiquant qu'il espérait que ce serait bientôt le cas.

NE PAS CONFONDRE

?

MUGUET DU 1er MAI

DÉFILÉ DU 1er MAI

Dessin de PLANTU.

A la fin mars 1984

LA HAUSSE DES DÉPENSES DE L'ASSURANCE-MALADIE S'EST RALENTIE

Selon les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAM), le rythme annuel de croissance des dépenses de santé semble se ralentir. Le taux de progression annuel des dépenses de l'assurance-maladie, calculé à partir des remboursements effectués au cours des douze derniers mois, s'élève en effet à 11,7 % fin mars, 12 % fin février et 11,9 % fin janvier.

Les honoraires médicaux privés ont notamment connu une certaine décélération (17,3 % de progression contre 18,8 % fin février), résultat qui s'explique par une moindre augmentation du nombre des actes (5,2 % contre 6,5 % en février). La croissance du nombre des consultations est également ralentie : elle est de 4,6 % contre 5,7 % le mois précédent, et le nombre des visites à domicile a baissé de 3,2 % contre une hausse de 2,7 % en février. Ainsi les remboursements des consultations et des visites ont évolué respectivement de 20,9 % et de 8,1 % (22,2 % et 14,3 % en février). Les versements aux établissements hospitaliers (publics et privés) progressent de 9,2 % en mars contre 9,1 % en février et 9,6 % en janvier, résultats affectés toutefois, selon la CNAM, de retards de facturation dans les hôpitaux publics. Les prescriptions de médicaments et les actes médicaux ont également connu un fléchissement (elles n'ont augmenté que de 12,6 % en mars contre 13,2 % en février), en raison du ralentissement des dépenses de pharmacie.

• **Renault : 3 500 départs en préretraite en région parisienne.** – La direction de la régie Renault a confirmé au comité central d'entreprise du 26 avril le départ en préretraite entre le 1er juin 1984 et le 3 mai 1985 de 3 500 salariés dont l'âge varie de cinquante-six ans et deux mois à soixante ans pour ses établissements de la région parisienne et son réseau commercial. Sur un effectif global (région parisienne et réseau commercial) de 63 236 salariés, 5 625 se trouvent dans cette tranche d'âge. Ces 3 500 départs se répartissent ainsi : 1 595 pour le centre industriel de Boulogne-Billancourt (qui compte 18 392 salariés), 1 010 pour Flins (17 243), 410 pour le siège social (6 630), 215 pour le réseau commercial (13 512), 110 pour le centre technique de Rueil-Malmaison (3 850), 75 pour Choisy-le-Roi (1 271), 50 pour Saint-Ouen (625), 15 pour Cergy-Pontoise (services de pièces détachées : 813 salariés) et 20 pour Renault-Agriculture (900).

Trois rassemblements unitaires en Lorraine

De notre correspondant

Metz. – La célébration du 1er mai en Lorraine a été l'occasion pour les sidérurgistes de réaffirmer, dans le calme, leur opposition au plan acier du gouvernement, tant à Gandrange-Rombas (Moselle), qu'à Longwy ou Neuves-Maisons (*Meurthe-et-Moselle*). Placées sous le signe de la lutte – « *La Lorraine debout défend ses atouts régionaux et construit son avenir* » – ces manifestations sont intervenues cinq jours après la visite à Nancy du ministre de l'industrie. Elles s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de l'action que les sidérurgistes et les mineurs de fer entendent mener.

Le rassemblement le plus important a été organisé à Gandrange, où plus de quatre mille personnes, répondant à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN) ont *défilé en cortège* dans l'usine. Le meeting unitaire, qui s'est déroulé sur les sites prévus pour la construction du train universel (TU), a été *marqué par la pose de la première* pierre de ce laminoir, symbolisée par un bloc de béton d'une dizainne de mètres cubes surmonté d'une croix de Lorraine tricolore. Outre les sigles de SACILOR et du train universel, on pouvait lire sur ce véritable monument : « *Par notre lutte, imposons le TU* ».

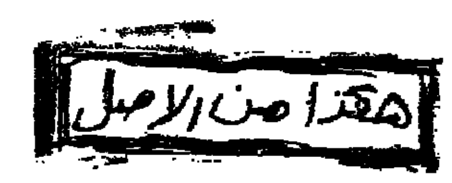
Même scénario à Neuves-Maisons, où un millier de personnes *ont* défilé dans l'enceinte de l'usine pour réclamer, notamment, le respect des engagements pris en 1981 en Lorraine par le président de la République. Un troisième rasssemblement *unitaire s'est déroulé* à Villerupt.

A Longwy, en revanche, seule la CGT a appelé à participer à la journée « portes *ouvertes* » *au train* à feuillard d'USINOR-Réhon, réunissant cinq cents personnes. Les responsables syndicaux CGT ont remis à *l'issue de cette manifestation*, aux sidérurgistes touchés par les récents arrêts de travail, des enveloppes contenant de 200 à 400 F.

A Pompey, *la CFDT* a organisé une fête populaire à laquelle les sidérurgistes de la SNAP (Société nouvelle des aciers spéciaux) se sont associés.

Les mineurs de fer CGT ont tenu leur traditionnelle fête du 1er mai à Audun-le-Tiche (Moselle). Au cours du meeting de clôture, le secrétaire général de la fédération régionale des mineurs de fer CGT a dénoncé le coup de grâce que portait le plan acier au minerai de fer lorrain. A Merlebach, les mineurs de charbon étaient également conviés par la CGT à une fête populaire à laquelle participait M. Augustin Dufresne, secrétaire général de la fédération du sous-sol CGT, pour qui il est faux de croire que les houillères du bassin de Lorraine seront épargnées par le plan de récession charbonnier..

JEAN-LOUIS THIS.



SOCIAL

AVANT LA PROMULGATION DE LA NOUVELLE LOI

M. Rigout lance une campagne nationale pour favoriser la formation professionnelle

Dans le cadre de sa campagne nationale intitulée «Un avenir à prendre», le ministère de la formation professionnelle organisait, les 26 et 27 avril, à Paris, un colloque, lui-même baptisé «Savoir faire l'avenir», auquel participaient des délégations européennes. Le mois prochain, le ministère de M. Marcel Rigout lancera une nouvelle opération dénommée «Le mai de l'avenir», qui devrait trouver des relais régionaux avec la mise en place de permanences et s'accompagnera d'actions dans les entreprises.

La formation professionnelle se trouve donc propulsée au-devant de l'actualité, et ce pour une simple raison qui tient à l'adoption par l'Assemblée nationale, le 24 février dernier, de la loi portant réforme de la loi de 1971 sur la formation continue dont les textes d'application et les décrets devraient être incessamment publiés.

Autour de cet événement, M. Marcel Rigout entend mobiliser l'opinion, les salariés et les employeurs, pour que la nouvelle réglementation soit non seulement connue mais très rapidement utilisée afin que ses avantages entrent dans les faits.

Au-delà, il y a, de la part du ministre, une préoccupation que l'on retrouvait au centre du colloque et qu'il exprima au cours d'une conférence de presse : les mutations industrielles, les restructurations et l'apparition des nouvelles technologies imposent de nouveaux efforts en matière de formation professionnelle dont tous les acteurs économiques doivent être convaincus, au risque de perdre une chance pour aborder le futur dans de bonnes conditions. *« La modernisation de notre pays,* a souligné le ministre de la formation professionnelle, *dépend des investissements de formation dont seront capables les employeurs et de la participation active des salariés. »*

Affirmant que *« l'avenir appartient à ceux qui agiront concrètement et contribueront à réconcilier les mutations technologiques et l'émancipation de l'individu »*, M. Marcel Rigout a fait observer que l'enjeu ne consistait pas en *« une simple adaptation à un emploi »*, mais en *« une valorisation du travail humain »*, par *« le développement de la fonction créative et de la responsabilité »*.

«Changer trois ou quatre fois de métier»

La tâche, cependant, est importante, si l'on considère que, comme l'a rappelé le ministre, *« huit millions de salariés auront besoin d'être formés ou recyclés d'ici à l'an 2000 »*, ou, encore, que chaque travailleur *« devra changer trois ou quatre fois de métier au cours de sa carrière »*. D'où la nécessité d'une bonne formation générale, d'un «socle» que doit fournir le système éducatif initial, relayé ensuite par la nouvelle loi sur la formation professionnelle, davantage adaptée aux besoins de l'époque.

A l'introduction rapide des nouvelles technologies, s'ajoute l'effet de la crise qui tend à faire craindre le chômage ou provoque *« les réticences des salariés »*, a encore observé M. Rigout, qui s'est déclaré convaincu que *« la troisième révolution industrielle pourra, comme la précédente, être créatrice d'emplois »*, pourvu qu'une mobilisation se produise pour moderniser l'outil industriel et pour préparer la main-d'œuvre.

Au cours du colloque lui-même, les débats abordèrent ces thèmes, en notant des évolutions positives mais, aussi, en observant l'existence de risques, comme celui d'une résurgence du taylorisme, entretenue par l'« inertie » du mode de production, qui pourrait aboutir à une déqualification des emplois, à la formation *« des futurs OS de la productique ou des automatismes »*.

La nouvelle loi sur la formation continue, dont il va être beaucoup question au cours des prochaines semaines, pourrait être une réponse à ces dangers, et un moyen de répondre, par avance, aux craintes des salariés. Tel est, du moins, l'espoir du ministère de la formation professionnelle, qui est persuadé d'avoir à jouer une partie déterminante alors que, pour l'essentiel, il a dû consacrer ses efforts, depuis presque trois ans, aux actions conjoncturelles de rattrapage ou de sauvetage, soit en direction des jeunes sans aucune qualification avec les stages seize-dix-huit ans, soit des licenciés de Talbot et, plus récemment, des congés de conversion de la sidérurgie.

ALAIN LEBAUBE.

AFFAIRES

Les marques françaises d'automobiles régressent sur le marché européen

Les chiffres concordants des constructeurs d'automobiles sur les ventes au premier trimestre dans les seize pays de l'Europe occidentale confirment le déclin des marques françaises. Ils manifestent aussi l'intense concurrence qui règne sur le marché européen : aucun « grand » de l'automobile ne peut compter sur une position acquise.

Le groupe Fiat détient 13,3 % du marché avec environ 380000 immatriculations alors que, sur l'ensemble de 1983, la firme italienne était en troisième position avec 12,1 % des ventes en Europe. Il semble que la Uno ait largement contribué au succès de ce premier trimestre.

Les deux grands constructeurs américains confirment leur poussée en Europe. La branche européenne de General Motors (dont les voitures sont vendues sur le Vieux Continent sous les marques Opel et Vauxhall) ravit la deuxième place à Ford avec 12,3 % du marché et 352000 immatriculations (contre 11,1 % sur l'ensemble de 1983).

Ford battu *in extremis* pour la première place par Renault en 1983 détient au premier trimestre 12,2 % du marché. Il devance le groupe ouest-allemand VAG (Volkswagen, Audi) qui, avec 340000 immatriculations, obtient 11,9 % du marché.

PSA (Peugeot, Citroën, Talbot) continue d'occuper la cinquième place mais avec 11,2 % du marché (321000 immatriculations) contre 11,7 % pour 1983. Renault, enfin, qui détenait la première place l'an passé, connaît la chute la plus sévère avec 10,9 % du marché contre 12,6 % en 1983 et 12 % au premier trimestre de cette même année.

Sans doute ce déclin marque-t-il d'abord la chute du marché français (–11,3 %) alors que pour l'ensemble de l'Europe les ventes sont en légère progression (+0,6 %). En outre, on espère chez Renault bénéficier dès le second trimestre des effets du lancement de la R-25.

Enfin, le total des ventes japonaises reste stable avec 9,1 % du marché contre 9,9 % pour l'ensemble de 1983.

● PRÉCISION. – Dans notre article « Les placebos du docteur Gattaz » (*le Monde* du 24 avril), nous nous sommes référés, faute de mieux, à une statistique déjà ancienne relative au nombre des entreprises occupant neuf, dix, onze salariés. Nous avons omis de préciser que ces chiffres, immanquablement reproduits dans toute étude sur l'effet dissuasif des seuils de dix et onze salariés, dénombrent les seules entreprises soumises à l'imposition sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Nous ignorons le nombre total des entreprises directement concernées par ces seuils, mais il convient de souligner qu'il doit être beaucoup plus élevé, dans la mesure même où il englobe des entreprises non soumises à l'imposition BIC, et donc non prises en compte par cette statistique fiscale. – J.-J.D.

LA CEE LIMITE LES IMPORTATIONS D'ACIER EN PROVENANCE DE PAYS TIERS

Les importations d'acier de la CEE en provenance de pays tiers (non membres de la Communauté) ont été fixées, pour 1984, à un niveau sensiblement égal à celui de 1983, en recul de 12,5 % par rapport à 1980. Pour quatre pays de l'AELE (Suède, Finlande, Autriche, Norvège), aucun quota n'est prévu. Les importations progresseront dans la même proportion que les exportations communautaires vers ces pays. Onze autres pays (Espagne, Corée du Sud, Japon, Brésil, Australie, Afrique du Sud, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie et Bulgarie), devront limiter leurs ventes à 5,3 millions de tonnes. Les quotas de chaque pays ne sont pas dévoilés par la CEE.

Les négociations les plus difficiles concernaient l'Espagne, pays qui avait dépassé son quota en 1983 de 160000 tonnes : la RFA s'en plaignait. L'Espagne aurait néanmoins obtenu une légère augmentation de son quota pour 1984. Au total, les importations extracommunautaires devraient représenter, cette année, 6 % du marché des aciers ordinaires et 4 % des aciers spéciaux.

AFFAIRES

LE CLASSEMENT DES « 500 GRANDS » AMÉRICAINS SELON « FORTUNE »

Malgré la reprise 60 groupes ont subi des pertes en 1983

Pour la première fois depuis quatre ans, les bénéfices des cinq cents plus grandes entreprises américaines ont, en 1983, augmenté de 12,1 %, c'est-à-dire plus que l'inflation, selon le classement annuel du magazine *Fortune* publié dans son édition du 30 avril. Résultat significatif obtenu malgré une conjoncture qui est restée maussade, puisque les ventes des « 500 » n'ont crû que de 1 % (on avait noté une chute de 5,7 % en 1982).

La plus grande entreprise américaine (et du monde) reste Exxon, avec des ventes de 88,5 milliards de dollars et un profit de 5 milliards de dollars, devant General Motors, *Mobil*, Ford et IBM, lequel consolide sa première place, acquise en 1982, au classement des profits avec 5,5 milliards de dollars (44 milliards de francs).

Le tableau 1983 illustre surtout la brillante performance du secteur automobile. General Motors est en passe de regagner la première position devant Exxon, Ford dépasse Texaco et Chrysler se distingue en revenant à la vingt et unième place. Les bénéfices des constructeurs automobiles ont bondi de 119 % en moyenne et cette hausse a entraîné celle des industries associées des plastiques et du caoutchouc : + 171 %, Michelin notera avec envie la progression des profits de Firestone de 1 750 %... Comme dans l'automobile, la reprise du secteur du bâtiment-travaux publics a amélioré les profits des industriels du verre et du ciment de 78,3 %. La filiale locale du groupe français Lafarge a saisi l'occasion pour entrer au classement de *Fortune*, à la trois cent vingt-quatrième place.

Mais toutes les autres industries souffrent encore. La reprise américaine a été, en réalité, très peu partagée jusqu'à la fin 1983. Les biens d'équipement ont vu baisser leurs ventes de 7,7 % et leurs profits de 15,8 %. Le secteur pétrolier fait grise mine avec des chutes du chiffre d'affaires de 4,6 % et des résultats de 9,1 %. Au total soixante entreprises parmi les cinq cents enregistrent des pertes : un record absolu depuis trente ans que le classement *Fortune* existe.

Les pertes les plus conséquentes concernent, une fois de plus, les maîtres des forges : – 1,2 milliards de dollars pour US-Steel, – 423 millions de dollars pour Kaiser Steel, – 326 millions de dollars pour Republic Steel. On relève aussi parmi les grands déficits ceux d'Armco (mécanique), de AMAX (mines), mais aussi, d'une façon plus surprenante, de Texas Instruments (à cause de ses ordinateurs familiaux) et de Warner, deux firmes placées pourtant sur le secteur d'avenir de la communication.

Fortune souligne que les « 500 » ont perdu 10 % de leurs effectifs au cours des dix années passées. Le nombre des salariés a été ramené de 15,5 millions à 14 millions, alors qu'il avait augmenté de 50 % dans la décennie précédente. De ce fait, la productivité (chiffre d'affaires par tête) a crû en moyenne de 11,5 % sur dix ans, avec des gains de 96 % dans l'informatique-bureautique, de 38 % dans le textile et de 42 % dans l'habillement.

L'hebdomadaire américain estime que les groupes, rendus ainsi plus compétitifs, devraient désormais réembaucher.

E.L.B.

● **Signature d'un accord soviéto-canadien.** – L'URSS et le Canada ont signé, le 1er mai, à Moscou, un accord de pêche donnant notamment la possibilité aux bateaux soviétiques de chaluter à proximité des côtes canadiennes. Les bateaux soviétiques pourront prendre plus de 100 000 tonnes de poisson par an dans les zones canadiennes. En contrepartie, l'URSS achètera cette année au Canada pour 12 millions de dollars canadiens (1 dollar canadien = 6,7 F) de matériel de pêche industrielle. – *(AFP.)*

DANS LA « FILIÈRE » FRANÇAISE DES OLÉOPROTÉAGINEUX

Les professionnels confient à la société française Bunge l'exploitation de quatre usines

Le Comptoir national technique agricole (CNTA), qui représentait à lui seul la filière française de trituration des produits oléaprotéagineux (1), est désormais remplacé, après de multiples péripéties, par une société de patrimoine et une société de gestion qui en poursuivront les activités.

Le montage financier complexe comprend à son sommet une société holding, détenue à 53 % par SOFIPROTEOL (établissement financier créé par les différents partenaires de ce secteur), à 32 % par Lesieur et à 15 % par le Crédit agricole. Ce holding contrôle à 65 % une société de patrimoine qui conservera la propriété de l'outil industriel et sera responsable de la politique d'investissement. SOFIPROTEOL disposera de 35 millions à 45 millions de francs annuels, financés par des cotisations des producteurs, pour assurer la recherche, le développement et la modernisation du secteur. Les 35 % restant de cette société de patrimoine seront détenus par la société française Bunge, qui contrôlera à 80 % le capital d'une société de gestion, dont 20 % seront détenus par la société de patrimoine.

Ainsi la société française Bunge sera gestionnaire de la production et locataire-gérant des installations, qui comprennent quatre usines (Bordeaux oléagineux, Dieppe oléagineux, l'huilerie Mamessier Mésage à Châlon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, et l'huilerie de Chauny, dans l'Aisne).

La société française Bunge, filiale depuis 1930 d'actionnaires hollandais, dépend du groupe Bunge, et réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Bunge est une de ces sociétés personnelles de négoce international aux ramifications aussi étendues que discrètes, spécialisée dans les céréales et les oléoprotéagineux, premier triturateur mondial et troisième en négoce international, dont les activités s'étendent de l'Amérique latine aux Etats-Unis, à l'Europe et à l'Asie. M. Jorge Bunge, principal responsable du groupe, est lui-même brésilien.

Le CNTA (3 milliards de francs de chiffre d'affaires) avait déposé son bilan en août 1983, mais la société française Bunge exploitait depuis longtemps l'usine de Dieppe et le secteur soja de l'usine de Bordeaux.

(1) Sous ce terme, on regroupe le colza, le tournesol (oléagineux), ainsi que le soja, entièrement importé, et les protéagineux que sont les féveroles, les pois et le lupin.

L'incendie du centre Leclerc de Carcassonne

UN DES SIX VITICULTEURS INCARCÉRÉS EST REMIS EN LIBERTÉ

M. Guy Camus, un des six viticulteurs incarcérés à la prison Saint-Michel de Toulouse, à la suite de l'incendie du centre Leclerc de Carcassonne, a été remis en liberté mardi soir 1er mai.

Son avocat, Me Jean-Marie Bourland, a indiqué que, dès le 2 mai, il introduirait une demande de mise en liberté pour les cinq autres détenus.

M. André Cases, président du comité d'action viticole de l'Aude, a estimé que *« cette libération ne peut, en aucun cas, représenter un geste d'apaisement de la part des pouvoirs publics ». « Nous n'avons jamais compris pourquoi M. Camus, qui jouait aux cartes dans son village le jour de l'affaire du centre Leclerc, a été appréhendé. Pour nous, il s'agit d'une bavure de la part de la police et des pouvoirs publics »*, a-t-il ajouté.

M. Edouard Leclerc devait se rendre le jeudi 3 mai à Carcassonne pour rencontrer des viticulteurs de l'Aude. Rappelons que M. Edouard Leclerc avait, au lendemain de l'incendie de son magasin, menacé les viticulteurs de mesures de rétorsion, affirmant qu' *« il n'y aurait plus de distribution de vins audois dans les centres Leclerc jusqu'à la réparation du supermarché brûlé »*.

TRANSPORTS

L'est de la France réclame son TGV

« Je souhaite que le TGV Est, pour lequel le président de la République a manifesté son intérêt lors de sa dernière conférence de presse, ne soit pas une promesse parmi d'autres qui passerait aux oubliettes le temps d'un printemps difficile passé. » Au cours d'une récente conférence de presse à Paris, M. Adrian Zeller, député (non inscrit) du Bas-Rhin et président de l'Association pour le TGV Paris-Est européen (1), a expliqué que ce projet était *« faisable »* et *« économiquement rentable »*, davantage même, selon lui, que le TGV Nord dont l'intérêt final repose sur la réalisation d'une liaison fixe à travers la Manche.

La faisabilité du projet tient en quelques chiffres : avec la construction de 270 kilomètres de voies nouvelles, entre Chalifert (Seine-et-Marne) et Rémilly (Moselle), l'aménagement d'une centaine de kilomètres de voies traditionnelles et l'achat de trente-quatre rames pour assurer cent quatorze relations par jour, l'investissement ne dépasserait pas 10 milliards de francs 1984 (contre 13 milliards pour le TGV Atlantique). Sa rentabilité serait, toujours selon M. Zeller, garantie : l'axe desservi et les régions périphériques représentent un potentiel démographique de plus de cinq millions d'habitants (en France, mais aussi au Luxembourg, en Allemagne et en Suisse), contre moins de quatre millions pour les régions irriguées par l'actuel TGV Paris-Sud-Est. M. Zeller affirme que les régions concernées sont convaincues de la valeur du projet au point qu'elles seraient prêtes à participer à son financement. Trois d'entre elles – Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne – ont même inscrit sa mise à l'étude dans le projet de contrat de plan avec l'Etat qu'elles ont soumis dernièrement au gouvernement.

Le volet social n'est pas absent de leurs préoccupations : la construction du TGV assurerait cinq mille à sept mille emplois pendant six ou sept ans, dont une partie importante dans les zones touchées par la crise actuelle.

(1) Constituée en septembre 1983, l'Association pour le TGV Paris-Est européen groupe des élus et des représentants des organismes consulaires et professionnels de l'est de la France.

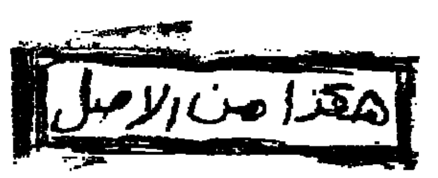
La Société des autoroutes de la Côte basque sous contrôle de l'Etat

La Société des autoroutes du sud de la France (ASF) vient d'acquérir 99 % du capital de la Société des autoroutes de la côte basque (ACOBA). Les actions restantes seront détenues par la Caisse des dépôts et consignations qui sera appelée à élargir sa participation de manèire à conférer un statut de société d'économie mixte à l'ACOBA, qui était jusqu'ici une entreprise de droit privé.

L'ACOBA gère environ 70 kilomètres d'autoroute (la A 63, de Saint-Geours-de-Maremne à la frontière espagnole) ; l'ASF possède le plus long réseau français – 1 200 kilomètres – avec notamment les A 7 (Vienne-Aix- Berre), A 9 (Orange-le Perthus), A 10 (Poitiers-Bordeaux), A 61-A 62 (Bordeaux-Narbonne), A 64 (Clermont-Ferrand-Saint-Etienne) et A 64 (Bayonne-Tarbes).

Après la reprise, il y a quelques mois, de la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (APEL) par la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF), on ne compte plus que deux concessionnaires privés d'autoroutes : la Compagnie financière et industrielle des autoroutes (COFIROUTE) et la Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA). Cette reprise des exploitations privées par des sociétés d'économie mixte s'inscrit dans la politique d'instauration d'une maîtrise publique sur l'ensemble du système autoroutier définie l'an passé par le gouvernement.

Celle-ci a abouti, notamment, à la création d'un établissement public, Autoroutes de France, chargé d'assurer la péréquation des ressources des diverses sociétés d'économie mixte, dans le double but de conforter la situation financière des plus fragiles et d'harmoniser les tarifs des péages en attendant leur lointaine et hypothétique disparition.



ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La résistance des mineurs non grévistes s'accentue

De notre correspondant

Londres. – Les mineurs du deuxième bassin houiller de Grande-Bretagne, celui du Nottinghamshire, continuent d'ignorer le mot d'ordre de grève générale récemment confirmé par le syndicat national (*le Monde* du 21 avril). Les vingt-cinq puits de la région fonctionnent toujours, et les syndicalistes locaux ont franchi, le 1er mai, un nouveau pas dans leur contestation.

Alors que le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), M. Arthur Scargill, était venu lui-même, à la fin de la semaine dernière, leur demander de se conformer à ses consignes et de ne pas tenter de briser le mouvement qu'il a lancé, les « gueules noires » du Nottinghamshire lui ont infligé un camouflet. Ne se contentant plus de réclamer une consultation nationale, que M. Scargill a évitée par des manœuvres pour le moins controversées, ils ont assiégé, mardi 1er mai, les locaux régionaux de la NUM pour exiger la « liberté du travail » et la démission des dirigeants qui, après avoir longtemps hésité, avaient rallié le camp de M. Scargill.

Les non-grévistes étaient près de cinq mille, et, à plusieurs reprises, des coups ont été échangés avec les membres des piquets de grève – pour la plupart venus d'autres comtés et surtout du Yorkshire voisin, le « fief » de M. Scargill.

Les mineurs du Nottinghamshire savent qu'ils ne sont pas seuls. Dans plusieurs autres bassins, des « modérés » persistent à défier le jusqu'au-boutisme de M. Scargill, et un quart des puits fonctionnent encore dans l'ensemble du pays (quarante-cinq sur cent soixante-seize).

En faisant décréter la grève générale, le 19 avril, M. Scargill espérait une paralysie totale des houillères. Mais, huit semaines après le début de la grève, il est loin d'y être parvenu. La solidarité des autres syndicats reste très relative.

La politique de M. Scargill met également en difficulté le TUC, la confédération syndicale nationale, et le Parti travailliste, dont les dirigeants continuent de faire preuve d'une discrétion surprenante en pareille circonstance. Ils ne peuvent plus dissimuler leur embarras. Tout en déclarant son soutien de principe aux grévistes et en lançant une campagne d'aide financière pour ceux qui sont les plus touchés par les pertes de salaires, M. Neil Kinnock, le leader du Labour, vient encore de dire qu'il aurait préféré que les mineurs puissent voter. Il a fait comprendre que l'on aurait pu, un tant soit peu, prendre en considération la récente proposition de compromis faite la direction des Charbonnages. Celle-ci a annoncé qu'elle pourrait étaler dans le temps son plan de réduction des effectifs. Mais M. Scargill a catégoriquement refusé d'en discuter.

FRANCIS CORNU.

M. LEN MURRAY S'APPRÊTE A QUITTER LA DIRECTION DU TUC

M. Len Murray, secrétaire général du Trade Union Congress (TUC), a annoncé, le mardi 1er mai, son intention de quitter ce poste à l'automne prochain. M. Murray, âgé de soixante-deux ans, et qui a eu ces dernières années des ennuis de santé, estime que, après onze ans à la tête de la confédération syndicale britannique, il est temps pour lui de passer la main. Il s'est en outre opposé à plusieurs reprises au cours des derniers mois à l'aile gauche du mouvement syndical, notamment à propos du dernier conflit dans l'imprimerie.

D'une façon générale, M. Murray était partisan d'une relance du dialogue avec le gouvernement conservateur, et n'a pas réussi à imposer cette politique.

BELGIQUE

● **Selon des estimations**, les prix auraient connu une augmentation de 0,7 % en avril, en Belgique, en raison d'une forte hausse de la pomme de terre, ainsi que des secteurs du pétrole et des voyages et vacances. L'indice ne deviendra officiel qu'après examen par la commission spécialisée du ministère, le 28 avril.

Aux Etats-Unis

Une cour d'appel rejette la requête d'une banque qui refusait le rééchelonnement des créances sur le Costa-Rica

Une cour d'appel des Etats-Unis vient de rejeter la requête d'une banque américaine qui refusait le rééchelonnement de ses créances sur trois banques publiques du Costa-Rica et demandait le remboursement immédiat du principal et des intérêts de ces dettes. Cette décision inquiète les milieux financiers nord-américains qui estiment qu'elle pourrait permettre à un pays débiteur de suspendre unilatéralement les remboursements de sa dette à l'égard des banques nord-américaines, sans laisser de recours légal à ces dernières.

La cour d'appel a ratifié la décision, prise en première instance, de rejet d'une requête de la banque Allied International à l'encontre de trois banques publiques costariciennes, qui avaient contracté une dette de plus de 5 millions de dollars auprès d'un consortium de trente-neuf banques nord-américaines dirigé par Allied.

Les débiteurs avaient fait face aux échéances liées à ce crédit jusqu'en 1981, lorsque le gouvernement du Costa-Rica décida par décret de limiter les sorties de devises destinées au remboursement des dettes extérieures.

En septembre 1983, les trois banques costariciennes, le gouvernement du Costa-Rica et la banque centrale avaient signé un accord de refinancement des dettes avec les créanciers de ce pays.

Selon les attendus de la décision de la cour d'appel américaine, une seule des trente-neuf banques créancières, la Fidelity Union Trust de New Jersey, a repoussé cet accord et demandé à Allied d'engager une procédure contre les trois banques costariciennes.

La cour d'appel a décidé de valider le jugement rendu en première instance, qui indique que les actes du gouvernement du Costa-Rica sont déclarés valables *« s'ils sont conformes à la loi et à la politique des Etats-Unis »*. Ce qui a été le cas dans cette affaire, indique la cour, étant donné *« l'appui exprimé par les pouvoirs législatif et exécutif de notre pays aux renégociations »*.

La cour d'appel compare, dans son jugement, la situation du Costa-Rica à celle d'une entreprise nord-américaine qui demanderait à bénéficier d'une protection contre ses créanciers en application du code des faillites.

Elle estime que *« l'interdiction du remboursement des dettes décidée par le gouvernement du Costa-Rica ne constitue pas une négociation de ses engagements, mais la demande d'un délai accompagnée d'une intention de bonne foi de renégocier ses obligations »*.

L'avocat d'Allied a demandé à la cour de revoir la décision en assemblée plénière, et annonce son intention de porter, si nécessaire, le cas devant la Cour suprême des Etats-Unis.

La décision, estime le *Wall Street Journal*, laisse planer une menace sur les prêts à l'extérieur, dans la mesure où elle fait peser un doute sur la législation nationale qui s'applique aux conflits juridiques éventuels. – *(AFP.)*

● **Aux Etats-Unis : la croissance économique semble se ralentir nettement.** – Les commandes industrielles aux Etats-Unis ont progressé de 2,2 % en mars, soit leur plus forte augmentation depuis six mois, a annoncé, le mardi 1er mai, le département du commerce. Mais cette hausse est due essentiellement aux commandes d'équipements militaires, qui ont beaucoup augmenté en mars. Sans elles, les commandes industrielles n'auraient pratiquement pas progressé.

Ces chiffres confirment le ralentissement de la croissance de l'économie américaine. L'indice composite de l'économie publié le lundi 30 avril par le département du commerce a indiqué une baisse – la première depuis dix-neuf mois – de 1,1 %. Les économistes américains estiment généralement que le rythme annuel de croissance du PNB des Etats-Unis est maintenant tombé aux alentours de 3 % à 4 % contre 8,3 % au premier trimestre 1984 et 5 % au dernier trimestre 1983.

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

● **Signature prochaine d'un accord nucléaire entre Bonn et Pékin.** – Le gouvernement ouest-allemand a approuvé un accord de coopération sur l'énergie nucléaire avec la Chine qui devrait être officiellement signé au cours de la visite, la semaine prochaine, à Bonn, de M. Li Peng, vice-premier ministre chinois.

Cet accord, analogue sur certains points à celui signé entre les États-Unis et la Chine lors de la visite à Pékin du président Reagan (*le Monde* du 28 avril), devrait permettre aux industriels ouest-allemands de prendre part aux appels d'offres lancés par la Chine pour son programme nucléaire. Les négociations ont commencé en décembre 1982.

Le Japon prépare également un projet d'« accord-cadre » nucléaire sino-japonais. Les négocations entre les deux gouvernements devraient reprendre dès le début du mois prochain pour aboutir, espère-t-on à Tokyo, avant la fin de l'année. Les deux pays se sont déjà mis d'accord il y a un mois sur l'exportation vers la Chine d'équipements de centrale nucléaire japonais. – *(AFP.)*

● **Le développement des futurs surgénérateurs.** – M. Jean Auroux, secrétaire d'État français à l'énergie, en visite aux États-Unis, a annoncé, le mardi 1er mai, qu'il avait proposé à son homologue américain que les Etats-Unis rejoignent le « club » créé récemment par la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, la RFA et la Belgique pour développer les prochains surgénérateurs. Deux autres domaines de coopération possible ont été évoqués : les recherches sur la fusion nucléaire et le charbon. – *(AFP.)*

● **Mise en service de la centrale de Leibstadt.** – La Suisse a mis en service sa cinquième centrale nucléaire à Leibstadt, dans le canton d'Argovie. La puissance de cette centrale est de 940 mégawatts, et sa production de 6 milliards de kilowatts par an, et son coût final est de 5 milliards de francs suisses (18 milliards de francs français), soit trois fois plus que prévu au moment où la décision de la construire fut prise en 1973.

Étranger

RFA

● **Hausse de 0,2 % des prix de détail pendant le mois d'avril.** – Les prix de détail en Allemagne fédérale ont augmenté de 0,2 % en avril par rapport à mars, selon les chiffres provisoires publiés par l'Office fédéral des statistiques. Sur douze mois, le taux d'inflation annuel est de 3,2 %. Les chiffres définitifs pour avril seront connus dans la seconde moitié du mois de mai.

En mars, la hausse des prix avait été de 0,1 % et en février de 0,3 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,3780	8,3800	+ 85	+ 110	+ 175	+ 210	+ 300	+ 400
$ can.	6,4710	6,4740	+ 71	+ 105	+ 140	+ 182	+ 309	+ 401
Yen (100)	3,6907	3,6933	+ 189	+ 209	+ 371	+ 395	+ 1091	+ 1146
DM	3,0670	3,0685	+ 169	+ 180	+ 340	+ 357	+ 983	+ 1027
Florin	2,7216	2,7230	+ 143	+ 155	+ 290	+ 305	+ 844	+ 886
F.B. (100)	15,0656	15,0733	+ 4	+ 89	+ 84	+ 201	+ 303	+ 618
F.S.	3,7277	3,7302	+ 267	+ 285	+ 546	+ 569	+ 1544	+ 1610
L (1 000)	4,9676	4,9705	– 126	– 97	– 248	– 206	– 938	– 838
£	11,7024	11,7111	+ 337	+ 380	+ 681	+ 747	+ 1861	+ 2036

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 5/8	11	10 5/8	11	10 3/4	11 1/8	11 3/16	11 9/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 11/16	6 1/16
Florin	5 1/2	6	5 5/8	6	5 11/16	6 1/16	5 15/16	6 5/16
F.B. (100)	12 1/4	13 1/4	12 1/8	12 7/8	12 1/8	12 7/8	12 1/8	12 7/8
F.S.	3 1/2	3 7/8	3 5/16	3 11/16	3 7/16	3 13/16	3 7/8	4 1/4
L (1 000)	14	15	14 5/8	15 3/8	14 3/4	15 1/2	15 15/16	16 5/8
£	8 7/16	8 13/16	8 7/16	8 13/16	8 9/16	8 15/16	9	[illegible]
F. franç.	11 3/4	12 1/4	11 7/8	12 3/8	12	12 1/2	12 1/16	[illegible]

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Un enjeu de 300 milliards de F.

300 milliards de francs : telle est la somme engagée, chaque année en France, par les communes, les départements et les régions pour leurs équipements et leur fonctionnement.

C'est un des seuls marchés en expansion régulière.

Pour faciliter les multiples décisions de 36.433 maires, des conseillers généraux et des conseillers municipaux, un Rendez-vous Annuel des Élus Locaux est créé :

MAIRIE EXPO du 29 novembre au 4 décembre 1984 au C.N.I.T. La Défense.

Entrepreneurs, dirigeants de sociétés de services, industriels, institutionnels, ces décideurs sont vos clients privilégiés.

Pour la première fois MAIRIE-EXPO les réunit et leur permet de comparer avant de choisir. Venez leur présenter vos produits, vos idées, vos réalisations.

Pour ne pas manquer ce rendez-vous, téléphonez au (1) 256.23.00 ou retournez le bon ci-joint ou votre carte de visite.



Retournez ce bon à MAIRIE-EXPO,
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

NOM ______
ENTREPRISE ______
SECTEUR ______
ADRESSE ______

Avec la participation de :





MAIRIE EXPO.84

هكذا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

émet à compter du 9 avril 1984 un emprunt de 350 000 000 de Francs au taux actuariel de 10,53 % assorti de 2 bons ouvrant droit chacun à souscription d'une action, à exercer à tout moment et pendant 5 ans au prix de F 450 l'action.

INTERBAIL a distribué 108328949 Francs en 1982 (soit F 29 par action, avoir fiscal non compris) et 120937664 Francs en 1983 (soit F 32, avoir fiscal non compris).

Son cours au 2 avril 1984 était de F 436 (coupon attaché).

La souscription de cette opération sera close sans préavis.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 84.71 en date du 27 mars 1984 est mise sans frais à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement.

CIT-ALCATEL

Le conseil d'administration, réuni le 25 avril 1984 sous la présidence de M. Georges Pebereau, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1983.

Poursuivant la progression des deux années précédentes, le résultat d'exploitation de la compagnie s'est à nouveau amélioré en 1983 pour atteindre 213 163 780 francs contre 172 894 764 francs en 1982, après des dotations aux amortissements de 199 015 395 francs contre 156 023 619 francs en 1982.

Après prise en compte d'une provision pour impôt de 73 000 000 francs, d'une charge nette de 25 963 685 francs pour participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, et de provisions pour dépréciation de titres pour un montant net de 53 208 455 francs, concernant principalement la participation de 49 % que CIT-Alcatel détient dans la compagnie Intelautomatisme, le résultat net au bilan s'élève à 99 116 376 francs contre 113 702 639 francs pour l'exercice précédent.

Le président a confirmé que le résultat net consolidé de l'exercice — non encore définitivement établi — était en progression très importante par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil a décidé, dans ces conditions, de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 20 juin 1984, de doter la réserve légale de 1 566 020 francs, et de fixer le revenu global par action à 97,50 francs, soit 65 francs à titre de dividende et 32,50 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), contre 91,95 francs, soit 61,30 francs à titre de dividende et 30,65 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor pour l'exercice 1982. Compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions, la rémunération globale serait portée de 83 945 446 francs en 1982 à 99 184 930 francs en 1983, le report à nouveau s'établissant ainsi à 80 687 795 francs.

Le conseil d'administraton propose à l'assemblée de donner aux actionnaires, comme l'année précédente, l'option de percevoir leur dividende en espèces ou sous forme d'actions.

L'assemblée sera, d'autre part, invitée à renouveler pour cinq années l'autorisation précédemment accordée au conseil de contracter des emprunts obligataires dans la limite d'un montant porté à 1 milliard de francs.

Enfin, les mandats des administrateurs actuellement en fonctions devant prendre fin lors du premier conseil qui suivra l'assemblée, en application des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public, il sera proposé aux actionnaires de faire appel, pour assurer leur représentation dans ce nouveau conseil, à MM. Jean-Pierre Brunet, Paul de Buyer, Pierre Chavance, Laurent Citti, Raymond Hono, Christian Fayard, Louis-Joseph Libois, Georges Pebereau, Georges Plescoff, Pierre Suard.

Le conseil a également décidé de convoquer, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, une assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur deux opérations d'apport portant :

— l'une sur 463 372 actions de la Compagnie générale d'électronique Alcatel-Electronique, représentant 11,8 % du capital, détenues par une holding du groupe C.G.E.,

— l'autre sur divers immeubles appartenant au groupe Thomson, où s'exercent, en partie, les activités industrielles de communication civile objet des récents accords CGE-Thomson.

En contrepartie de ces apports, il serait créé 342 954 actions de CIT-Alcatel dont le capital social serait ainsi porté à 186 887 600 francs.

Il sera d'autre part proposé à cette assemblée de renouveler pour cinq années l'autorisation précédemment donnée au conseil d'augmenter le capital social de la compagnie sur ses simples délibérations, soit par incorporation de réserves, soit par émission d'actions à souscrire en numéraire en portant les limites de cette autorisation à 750 millions de francs.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Electricité s'est réuni le 26 avril 1984 pour procéder à l'examen des comptes de la compagnie pour l'exercice 1983.

Le résultat net des opérations courantes s'établit à 251,6 millions de francs contre 248,2 millions de francs pour l'exercice 1982. L'essentiel de ce résultat est constitué par les revenus du portefeuille d'actions et d'obligations convertibles, qui s'élèvent à 228,9 millions de francs contre 205 millions de francs pour l'exercice 1982.

Compte tenu des plus et moins-values à long terme, dont le solde positif s'établit après impôt à 8,7 millions de francs, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 260 329 688 francs.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire d'affecter, compte tenu de l'ajustement du report à nouveau :

— 6 626 410 francs à la réserve légale, ainsi portée à son plein ;

— 2 088 118 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme ;

— 43 210 000 francs à la réserve pour versement de la redevance due à la Caisse nationale de l'industrie ;

— 100 000 000 de francs à la réserve spéciale de développement.

Le conseil d'administration propose de répartir une somme globale de 106 737 632 francs correspondant, pour celles des actions ayant jouissance à compter du 1er janvier 1983, à un dividende net de 12,90 francs par action, représentant y compris l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), soit 6,45 francs, un revenu global par action de 19,35 francs.

Enfin, le conseil d'administration propose d'offrir aux actionnaires, en application des dispositions légales, l'option de percevoir leur dividende sous forme d'actions.



SAUPIQUET

Le conseil d'administration de la compagnie Saupiquet, réuni le 26 avril 1984 sous la présidence de M. Sylvain Wibaux, a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le groupe Saupiquet a enregistré en 1983 une forte croissance de ses résultats grâce à une activité commerciale soutenue jointe à une amélioration des marges.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 850 millions de francs, en progression de 21,4 % sur celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation consolidé atteint 84,3 millions de francs contre 36,1 millions de francs en 1982.

Après constitution d'une provision pour hausse de prix de 20,5 millions de francs, contre 20,2 millions de francs en 1982, le bénéfice net, intérêts minoritaires compris, s'élève à 22,2 millions de francs après 27,3 millions de francs d'amortissements, contre respectivement 10 et 25,8 millions de francs en 1982.

Au niveau de la société mère, la compagnie Saupiquet dégage un bénéfice net de 25,6 millions de francs, après 18 millions de francs d'amortissements, contre respectivement 9,4 et 16,7 millions de francs. Ces résultats s'entendent après constitution d'une provision pour hausse de prix de 18,4 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 14 juin à Nantes, de fixer le dividende à 30 francs. Il est rappelé qu'un acompte de 20 francs a été distribué en décembre dernier.

A fin mars, les ventes conserves du groupe sont en augmentation de 18 % sur le premier trimestre 1983.

BANQUE SOFINCO

Le conseil d'administration réuni le 16 avril 1984 sous la présidence de Mme Christiane Doré a arrêté les comptes qui seront soumis le 24 mai à l'assemblée générale.

Après impôts et toutes provisions pour risque sur les opérations de particuliers et d'entreprises constituées suivant les mêmes règles de prudence que les années précédentes, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 1983 s'élève à 38,4 millions de francs, en augmentation de 7,3 % sur celui réalisé en 1982.

FOUGEROLLE

Le conseil d'administration de Fougerolle, réuni le jeudi 26 avril 1984, a arrêté les comptes de l'exercice 1983 à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dont il a fixé la date au mercredi 20 juin 1984.

Le résultat consolidé du groupe se traduit par une perte de 74 millions de francs.

Ce résultat s'entend après provisions pour impôts à hauteur de 30,7 millions de francs, et après constitution de provisions pour risques à hauteur de 80 millions de francs, dont 50 millions de francs affectés à l'augmentation des provisions précédemment constituées pour risques à l'étranger, portant de la sorte ces dernières à 150 millions de francs, niveau estimé nécessaire compte tenu de l'évolution de la situation dans les pays où la société est engagée.

Les amortissements consolidés du groupe ont atteint en 1983 301 millions de francs, de sorte que la marge brute d'autofinancement représente hors provisions diverses 307 millions de francs.

Le résultat de la société elle-même, après provisions pour impôts à hauteur de 12,8 millions de francs, et après constitution de 73,5 millions de francs de provisions pour risques, se traduit par une perte de 85,7 millions de francs. Dans ces conditions, aucun dividende ne pourra être versé au titre de l'exercice 1983.

L'exercice 1983 s'est trouvé lourdement grevé, outre les provisions précisées ci-dessus, par les frais de restructuration rendus nécessaires par la prévision en forte baisse de l'activité à l'étranger, essentiellement en Irak et au Nigéria, ainsi que par l'importance des frais financiers supportés par la société et résultant d'exceptionnels retards de paiement en provenance de l'étranger.

Le conseil a décidé de demander à l'assemblée générale extraordinaire qui suivra immédiatement l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 1984 l'autorisation d'augmenter le capital social de la société d'un montant maximum de 200 millions de francs.

Le conseil qui se réunira à l'issue des assemblées du 20 juin aura à décider du niveau et des modalités de l'augmentation de capital en numéraire à laquelle il serait procédé avant la fin de l'année.

Ainsi, les principaux actionnaires entendent-ils, par l'importante contribution qu'ils envisagent d'apporter à l'augmentation des fonds propres de la société, témoigner de leur confiance dans son avenir, qui peut être envisagé avec un optimisme raisonnable malgré les difficultés dues à la conjoncture internationale et nationale dans le secteur du BTP.

Au cours du conseil, M. Philippe Bourrellis a exprimé le souhait d'être déchargé de ses fonctions d'administrateur, en raison de son installation loin de Paris. Le conseil, après l'avoir remercié de son incessant et très long dévouement à la société, présentera à l'approbation de l'assemblée la nomination de M. Jean Blondeau au poste d'administrateur de la société.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Par arrêté du 29 mars 1984, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a nommé M. Alain Maugard, directeur de la construction au ministère de l'urbanisme et du logement, censeur du Comptoir des Entrepreneurs en remplacement de M. Georges Mercadal, appelé à d'autres fonctions.

Dans sa séance du 18 avril 1984, sur proposition de Mme Paule Dufour, président-directeur général, le conseil d'administration a coopté, en qualité d'administrateur du Comptoir des Entrepreneurs, M. Alain Treppoz, président-directeur général de la Banque du bâtiment et des travaux publics (BTP), en remplacement de M. Henri Faure démissionnaire.

M. Faure, ancien président de la Fédération nationale du bâtiment, était administrateur de CDE depuis 1964.

AVEC NOS SICAV

Une épargne à vos mesures

SITUATION AU 30.03.84		Nombre d'actions en circulation (en milliers)	Actif net (en MF)	Valeur liquidative de l'action (en F)	Revenu acquis depuis le début de l'exercice (en F)	Dividende mis en paiement (en F)	Au titre de l'exercice
SLIVAM	Un portefeuille équilibré de valeurs françaises et étrangères	5890,62	1757,59	298,37	4,13	15,74	1983
SLIVAFRANCE	Une sélection de valeurs françaises dynamiques	2361,17	762,93	323,11	13,15	20,74	1982-83
SLIVARENTE	Un choix de valeurs de rendement	22240,00	4346,82	195,45	19,21	18,39	1982-83
SLIVINTER	Un placement à vocation internationale	1423,35	477,91	335,77	6,96	13,54	1982-83
SICAV 5000	Sicav régie par les lois des 13.7.78 et 29.12.82	32014,95	6366,86	198,87	2,69	13,00	1983
OBLILION	Un choix d'obligations françaises et étrangères	73,23	73,16	999,10	8,27	—	—
LION ASSOCIATIONS	Un placement pour les organismes non fiscalisés sur les produits obligataires	394,65	4547,55	11522,99	1338,44	—	—
GESTILION	Un capital protégé et bien rémunéré	81,06	4801,40	59233,36	6789,15	6358,43	1982-83
LIONPLUS	Un placement en obligations françaises cotées privilégiant l'appréciation du capital	8,18	409,01	49995,11	117,17	—	—



CREDIT LYONNAIS
LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

INTERBAIL

propose à ses actionnaires, s'ils le souhaitent, de recevoir leur dividende en actions au prix de F 376,30 l'action, jouissance au 1er janvier 1984.

Le cours moyen d'INTERBAIL au mois de mars 1984 est de F 429,75, coupon de F 32 attaché, représentant une capitalisation boursière supérieure à 1,6 milliard de francs.

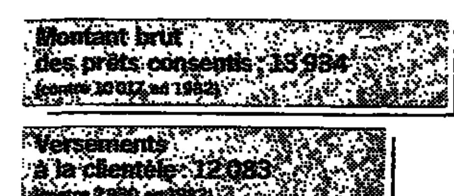
LE CREDIT NATIONAL EN 1983

Progression régulière des résultats

	(en millions de F) 1982	1983
Encours des prêts à long terme	50 644	58 393
Chiffre d'affaires H.T.	6 302	7 221
Bénéfice net	90	110
Montant distribué	33	54,5
Nombre d'actions rétribuées	1 064 932	1 757 137
	(en francs) 1982	1983
Dividende par action	31,00	31,00
Avoir fiscal	15,50	15,50
Dividende total	46,50	46,50

Ces chiffres sont extraits du rapport à l'Assemblée Générale qui peut être obtenu sur simple demande au Crédit National 45, rue Saint Dominique, 75700 Paris.

Forte croissance de l'activité



(en millions de francs)

Avec 13 934 millions de F de prêts à long terme consentis aux entreprises en 1983, l'activité du Crédit National a progressé de 39 % par rapport à 1982.

Tous les secteurs de l'industrie et des services ont bénéficié des concours du Crédit National. Ses prêts et ses conseils ont permis aux grandes entreprises et aux PME de se moderniser et d'accroître leur compétitivité et leur dynamisme à l'exportation, grâce au développement de l'électronique, de la productique, des techniques de l'information, ainsi qu'à la maîtrise de l'énergie.



Crédit National

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	19 avril	30 avril
Valeurs franç. à revenu variable	1446,5	1480,2
Valeurs étrangères	3505,4	3602,9
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	208,6	213,6
Dont valeurs industrielles	213,3	226,4
Valeurs étrangères	492,4	495,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	181,2	185,6
Dont valeurs industrielles	186,6	187,2
Pétroles-Énergie	167,1	170,3
Métallurgie	[illegible]	94,1
Chimie	200,8	208,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	122,9	126,4
Constructions mécaniques	126,3	127,9
Matériel électrique	196	201,7
Automobile et accessoires	128,6	135,5
Industr. de consom. non alim.	289,4	294,8
Agro-alimentaire	249	259,8
Distribution	112,1	116,2
Transports	186,1	188,4
Services	216,7	222,9
Assurances	188	198,7
Banques	219,2	218,6
Immobilier et foncier	182	181,7
Investissement et portefeuille	194	200,5
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	105,1	105,3
Emprunts d'État	105,7	105,9
Emprunts garantis et assimilés	104,8	105
Sociétés	105,7	105,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,1	92,3
Sociétés	100,5	100,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	173	178,2
Produits de base	165	172,1
Construction	124,5	125,9
Biens d'équipement	137,3	139,5
Biens de consom. durables	178,5	182,1
Biens de consom. non durables	242,3	253,9
Biens de consom. alimentaires	246,1	250
Services	143,4	147,7
Sociétés financières	208,4	208,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	181,4	183,8
Valeurs industrielles	177,1	182,7
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	144,6	144,2

NEW-YORK

Forte reprise

Assez indécis en début de semaine sur l'attitude à prendre, Wall Street s'est brutalement redressé mardi. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est progressivement amplifié pour gagner presque tous les secteurs de la cote et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 182,89 (+ 12,15 points), son niveau le plus élevé depuis six semaines. Le bilan de la journée a été à la hauteur de cette performance. Sur 1 995 valeurs traitées, 1 105 ont monté, 492 seulement ont baissé et 398 n'ont pas varié.

Cette hausse s'est produite de façon assez singulière, quand les taux interbancaires montaient (11 %, contre 10 3/4 % la veille), provoquant un recul du marché obligataire, ce que la Bourse n'apprécie guère.

Mais, cette fois, elle ne s'en est pas inquiétée, et le phénomène d'anticipation sur une prochaine détente sur le front monétaire a joué à plein. Les grands investisseurs sont littéralement partis à l'assaut, redoutant de rater le train d'une reprise durable. L'effet de contagion a produit son œuvre, surtout en fin de séance, comme en témoigne le haut niveau d'activité avec 110,97 millions de titres échangés, contre 72,74 millions la veille.

De l'avis général, si le redressement se poursuit mercredi, Wall Street, alors, a cette fois de bonnes chances de s'engager dans une véritable phase haussière.

VALEURS	Cours du 30 avril	Cours du 1er mai
Alcoa	36 1/8	35
A.T.T.	15 7/8	16 3/8
Boeing	37 5/8	38 1/4
Chase Manhattan Bank	47 5/8	48 5/8
Du Pont de Nemours	50 1/2	51
Eastman Kodak	60 3/4	61 1/2
Exxon	42 5/8	43
Ford	36 5/8	37 7/8
General Electric	55 1/2	56
General Foods	50	50 5/8
General Motors	66 7/8	67 3/4
Goodyear	26 3/4	27
I.B.M.	113 3/4	116 3/8
I.T.T.	37	37 3/8
Mobil Oil	31 3/8	30 7/8
Pfizer	33 3/4	33 1/8
Schlumberger	54 1/2	53 5/8
Texaco	40 3/8	41
U.A.L. Inc.	33 7/8	34 3/4
Union Carbide	58 3/8	57 7/8
U.S. Steel	29 1/8	29 3/8
Westinghouse	47 1/8	47 1/8
Xerox Corp.	40 1/2	41 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PETROFINA. — Le groupe pétrolier belge annonce, pour 1983, un bénéfice net consolidé en hausse de 16,5 %, qui atteint 14,106 milliards de francs belges (256 millions de dollars). Le chiffre d'affaires est passé à 545 milliards de francs belges, soit une hausse de 7 %.

Petrofina va distribuer une action gratuite pour dix actions anciennes et donner à son personnel la possibilité d'acheter de 100 000 à 150 000 actions nouvelles. 14 millions d'actions Petrofina étaient en circulation fin 1983.

Le dividende net (actions anciennes et nouvelles) est de 300 FB, contre 295. La société prend à sa charge le précompte mobilier (impôt sur les dividendes). De ce fait, la hausse du dividende brut atteint 19 %, et celle du dividende net 12 %.

Le groupe a consacré, en 1983, quelque 36 milliards de francs belges à l'investissement et veut encore dépenser 44,5 milliards à cette fin en 1984. La hausse de ses résultats provient moins d'une augmentation de ses activités que de l'amélioration de sa productivité. Petrofina, deuxième groupe belge derrière la Société générale de Belgique, emploie 21 000 personnes dans le monde entier.

ACMER. — La Providence IARD et la Banque industrielle et mobilière privée, qui projetaient de lancer une OPA sur la Société ACMER, ont décidé de surseoir à cette opération. Les candidats au rachat avaient stipulé que leur OPA ne pourrait comporter une suite positive que dans l'éventualité où 50,01 % au moins des actions composant le capital d'ACMER auraient été présentées. Mais les trois principaux actionnaires d'ACMER, détenant ensemble plus de 80 % du capital de cette société, ont informé la Providence et son partenaire du caractère définitif de l'accord qu'ils avaient précédemment conclu avec la banque Worms.

D'autre part, la Chambre syndicale des agents de change a reçu de la banque Worms une lettre lui confirmant son intention d'acquérir du groupe familial Vermot 23 767 actions d'ACMER, représentant 80,6 % du capital, au prix unitaire de 1 200 F. La cotation des actions ACMER, suspendue depuis le 26 mars dernier, devait reprendre à la Bourse de Nancy le 2 mai.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	27 avril	30 avril
Valeurs françaises	115,2	116,1
Valeurs étrangères	100,6	101,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	27 avril	30 avril
Indice général	177,2	178,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 2 mai .... 11 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1er mai	2 mai
1 dollar (en yens)	227,85	226,80

BOURSE DE PARIS — Comptant — 30 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 746
5 %	....	1 230
3 % amort. 45-54	....	2 246
Emp. 7 % 1973	9840	..
Emp. 8,80 % 77	117 51	8 271
9,80 % 78/93	89 80	7 872
8,80 % 78/86	92 70	3 390
10,80 % 79/94	93	7 082
13,25 % 80/90	101 10	12 055
13,80 % 80/87	102 55	7 466
13,80 % 81/99	101 60	4 034
16,75 % 81/87	110 20	10 709
16,20 % 82/90	111 80	4 825
16 % juin 82	110 90	14 295
E.D.F. 7,8 % 61	137 80	4 108
E.D.F. 14,5 % 80-92	102 50	12 052
Ch. France 3 %	127	..
CNB Bques janv. 82	102 01	4 414
CNB Paribas	102 20	4 414
CNB Suez	102 20	4 414
CNI janv. 82	101 96	4 414

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.S.N. 10,50 % 77	2715	....
Carrefour 6,75 % 77	345	345 20
Interbail (obl. conv.)	258	258
Lafarge 6 % 72	377	375
Merlin 8,75 % 70	1990	1985
Michelin 5,50 % 70	840	....
Moët-Hennes. 6 % 77	1940	....
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	251	251
Peugeot 6 % 70-75	365	....
Sanofi 10,25 % 77	....	....
SCREG	183	191
Télém. 7 % 74	170	175
Thom.-CSF 8,9 % 77	370	365

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	54 10	....
A.G.F. (St Cent.)	341	343
A.G.P. Vie	4450	....
Agr. Inc. Madag.	84 50	84
Allobroge	340	340
André Roudière	149	149
Applic. Hydraul.	305	300
Arbel	35 20	36 70
Artois	525	521
At. Ch. Loire	15	15
Aussedat-Rey	24	25
Bain C. Monaco	89	....
Banania	452	460
Banque Hypoth. Eur.	298	294 50
Blanzy-Ouest	285 20	....
B.N.P. Intercontin.	185	192
Bénédictine	1660	1660
Bon-Marché	122 10	122 60
Borie	296	295
Bras. Glac. Int.	815	820
Calif	479	495
Cambodge	240	240
C.A.M.E.	104	102 50
Campenon Bern.	185	180 50
Caout. Padang	340	330
Carbone-Lorraine	65 50	67
Carnaud S.A.	153 50	155
Caves Roquefort	893	900
C.E.G.Frig.	255	260 20
C.E.M.	29	29
Centen. Blanzy	755	761
Centrest (Ny)	114	110
Cerabati	60	61 20
C.F.F. Ferrailles	270	270
C.F.S.	783	800
C.G.I.B.	132 70	....
C.G.V.	127 10	....
Chambon (M.)	390	400
Chambourcy (M.)	1041	....
Champex (Ny)	113 50	....
Chim. Gde Paroisse	77	76
C.I. Maritime	423	420
Citram (B)	126	127 20
Clause	500	500
Cochery	45	43 20 o
Cofradel (Ly)	412	....
Cogifi	244 50	245 10
Comindus	814	812
Comiphos	181 60	183
Comp. Lyon-Alem.	260	258
Concorde (La)	295	286
C.M.P.	20	17 65
Consi S.A. (Li)	48	49 d
Crédit (C.F.B.)	219 50	219 20
Créd. Gén. Ind.	432	428
Cr. Universel (Cie)	518	514
Crédital	133 30	134
Darblay S.A.	250	248
Darty Act. d. p.	768	770
De Dietrich	367 10	367 10
Degremont	139 50	....
Delalande S.A.	494	530 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Delmas-Vieljeux	749	730
Dév. Rég. P.d.C (Li)	128 50	128 50
Didot-Bottin	615	625
Dist. Indochine	450	450
Drag. Trav. Pub.	240	249
Duc-Lamothe	136 30	149 d
Eaux Bass. Vichy	1001	1043
Eaux Vittel	990	990
Ecco	2940	2865
Economats Centre	485	491
Electro-Banque	280	280
Electro-Financ.	474	475
Elf-Antargaz	162	164
E.L.M. Leblanc	826	826
Enelli-Bretagne	130 50	135
Entrepôts Paris	260	264
Epargne (B)	1275	1275
Epargne de France	323	323
Epeda-BF	1269	1255
Escaut-Meuse	409	409
Eurocom	620	619
Europ. Accumul.	30 15	30 40
Eternit	365	365
Félix Potin	1102	1140
Ferm. Vichy (Ly)	120 50	120 50
Finalens	99 30	99
FIPP	104	108 d
Frac	295	300
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	200 10	202
Fonc. Agache-W.	115	119
Fonc. Lyonnaise	1800	....
Foncina	170	....
Forges Gueugnon	14 60	14
Forges Strasbourg	140	143
Forinter	1180	1180
Fougerolle	60	60
France I.A.R.D.	118 20	....
France (La)	857	857
Frankel	185	189
Fromageries Bel	860	861
From. Paul Renard	451	469
GAN	672	670
Gaumont	635	635
Gaz et Eaux	1400	1400
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	22 70	23
Gerland (Ly)	725	741
Gévelot	285	271
Gr. Fin. Constr.	209	216
Gds Moul. Corbeil	80	79 50
Gds Moul. Paris	309	309
Groupe Victoire	735	740
G. Transp. Ind.	170	172
Hutchinson	32	28 o
Hydro-Energie	241	240
Hydroc. St-Denis	48 30	48 10
Immindo S.A.	212	213 50
Imminvest	168 10	166 50
Immobail	335	334
Immobanque	515	519
Immob. Marseille	2500	2505
Immofice	428 50	428 50
Industrielle Cie	841	850
Invest. (Sté Cent.)	790	....
Jaeger	28	27 10
Lafitte-Bail	329 80	330
Lambert Frères	54 90	54
Lampes	118 80	120
La Brosse-Dupont	93 10	93 10
Lebon Cie	760	760
Lille-Bonnières	300	312
Locabail Immob.	560	560
Loca-Expansion	196	196
Locafinancière	287 50	286
Locatel	365	371
Lordex (Ny)	118 90	....
Louvre	460	464 50
Luchaire S.A.	290	295
Machines Bull	33	33 25
Magasins Uniprix	60	62 40
Magnant S.A.	67 80	68 80
Maritimes Part.	149	149
Marocaine Cie	36 50	....
Métal Déployé	325	338
M. H.	100	100
Mic	301	....
Mors	268 80	270 20
Nadella S.A.	94 10	90 30 o
Naval Worms	125	122
Navig. (Nat. de)	60	....
Nicolas	340	....
Nodet-Gougis	97	100
OPB Paribas	137	137
Optorg	123	127
Origny-Desvroise	105 20	109 50
Palais Nouveauté	298	297
Paris France	87 10	....
Paris-Orléans	167	164
Part. Fin. Gest. Im.	300	288
Pathé-Cinéma	288	262 30 o
Pathé-Marconi	132	130
Piles Wonder	124 50	124 50
Piper-Heidsieck	375	375
P.L.M.	98	98 10
Porcher	190	190
Profils Tubes Est	4 55	....
Prouvost ex-Lain.R.	70	71
Providence S.A.	434	441
Publicis	1404	1404
Raff. Souf. R.	138 40	135

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ressorts Indust.	68	....
Révillon	450	459 50
Ricqlès-Zan	130	128 10
Ripolin	43 20	40 25 o
Rochefortaise S.A.	95 20	102 d
Rochette-Cenpa	24 55	25 55
Rosario (Fin.)	139 30	156 70
Rougier et Fils	58 10	58 10
Rousselot S.A.	715	744
Sacer	53 80	....
Saclor	3 79	3 84 o
SAFAA	82	87 85 d
Safic-Alcan	258	248 60
SAFT	230	232
Saunier Duval	20 15	20 05
Saint-Raphaël	94	96
Salins du Midi	298	298
Santa-Fé	170	170
Satam	51 50	52 80
Savoisienne (M)	81 10	80
SCAC	174	173
Sellier-Leblanc	261	264
Senelle Maubeuge	189 50	190
S.E.P. (M)	170 50	171
Serv. Equip. Véh.	42 85	44 55
Sici	35	36
Sicotel	263	263
Sintra-Alcatel	529	530
Sinvim	145 10	161
Siph (Plant. Hévéas)	250	251 60
SMAC Aciéroïd	188	185
Sofal financière	455	450
Soffo	228 50	227
Soficomi	485	486
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	825	830
Sogepal	230 10	....
Soudure Autog.	74	75
Sovabail	599	597
S.P.E.G.	192 30	191 50
Speichim	168 90	162 20 o
S.P.I.	342 60	342 60
Spie Batignolles	159	165 40
Stemi	240	246
Synthélabo	332	335
Taittinger	712	740
Testut-Aequitas	535	540
Thann et Mulh.	52 30	54 40 d
Tour Eiffel	335	338 50
Ufiner S.M.D.	187	187
Ugimo	237	237
Unibail	574	570
Unidel	92 20	92 20
U.A.P.	550	550
Union Brasseries	66	66 50
Union Habit.	271	267
Un. Imm. France	270 70	272
Un. Ind. Crédit	346	349
Usinor	2 09	2 18 d
U.T.A.	220	220
Vicat	237	237
Virax	58	....
Waterman S.A.	247	247
Brass. du Maroc	145	....
Brass. Ouest-Afr.	36	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	351	....
Akzo	312 20	319
Alcan Alum.	318	320
Algemeine Bank	1300	1325
Am. Petrofina	596	....
Arbed	305	....
Asturienne Mines	115	....
Banco Central	105	105
Bco Pop Espanol	93	93
B. Régl. Internat.	32100	32100
Barlow Rand	108	....
Blyvoor	145 80	....
Bowater	45 50	....
British Petroleum	72 60	....
Br. Lambert	418	418
Caland Holdings	111 20	....
Canadian-Pacific	335	340 c
Cominco	415	....
Commerzbank	680	....
Dart. and Kraft	730	750
De Beers (port.)	79 60	....
Dow Chemical	324	331 90 c
Dresdner Bank	684	684
Femmes d'Auj.	67	....
Finoutremer	248	....
Gén. Belgique	342	347
Gevaert	675	575
Glaxo	128	129 80
Goodyear	264	....
Grace and Co	429	....
Grand Metropolitan	51 30	54 30
Gulf Oil Canada	146	149
Hartebeest	831	850
Honeywell Inc.	540	575
Hoogovens	176	....
I. C. Industries	456	....
Int. Min. Chem	382	....
Johannesburg	1310	....
Kubota	14	14 50
Latonia	244 50	245 50
Mannesmann	550	....
Marks-Spencer	38 90	....
Midland Bank Plc	60	60
Minéral-Ressourc.	96 20	101

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Nat. Nederlanden	745	....
Noranda	179 90	175
Olivetti	28 80	27
Pakhoed Holding	210	205
Petrofina Canada	....	....
Pfizer Inc.	348	355
Phoenix Assuranc.	64 20	....
Pirelli	10 80	11
Procter Gamble	490	504
Ricoh Cy Ltd	48	49
Rolinco	1084	1104
Robeco	1109	1108
Rodamco	448	450
Shell fr. (port.)	91	....
S.K.F. Aktiebolag	248	248
Sperry Rand	410	420
Steel Cy of Can.	201	....
Stilfontein	166	160
Sud. Allumettes	317	....
Tenneco	425	....
Thorn EMI	104	99
Thyssen c. 1 000	310	....
Toray indust. inc	21 35	22 40
Vieille Montagne	620	620
Wagons-Lits	375	365
West Rand	97	98

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1480	1535
C.D.M.E.	540	550
C. Equip. Elect.	231	235
Dafsa	346 80	346 80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Dauphin O.T.A.	1520	1529
Guy Degrenne	818	820
Merlin Immobilier	1795	1795
Métallurg. Minière	168 10	170
M.M.B	286 50	298
Novotel S.I.E.H.	1653	....
Om. Gest. Fin.	254	255
Petit Bateau	440	445
Petrofigaz	541	541
Poron	470	470
S.C.G.P.M.	240	245
Far East Hotels	1 19	1 19
Sodexho	3220	3260
Sofibus	205	205
Sovac	536	540
Zodiac	1285	1288

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alsar	176 20	....
Cellulose du Pin	31	31
C. Sabl. Seine	118	....
Coparex	580	580
Dunlop	4 15	....
F.B.M. (Li)	70	3 60 o
La Mure	58	....
Promptos	125 20	135
Rorento N.V.	677	681
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	122 10	....
Total C.F.N.	55 20	....
Ufinex	276	....

SICAV 30/4

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	229 77	219 35 ◆
Actions-Investiss.	272 38	260 03 c
Actions sélectives	339 45	324 06 ◆
Aedificandi	347 41	331 66 ◆
A.G.F. 5000	263 99	252 02
Agfimo	394 95	377 04
A.G.F. Interfonds	383 09	365 72
Alsafi	216 47	206 65 ◆
A.L.T.O.	176 21	168 22 ◆
Amérique Gestion	483 05	461 15
Assoc. St-Honoré	11249 96	11193 99 ◆
Associc	22791 28	22791 28 ◆
Bourse-Investiss.	294 91	281 44
Bred Associations	2105 60	2099 30
Capital Plus	1290 57	1290 57
Columbia (ex W.I.)	675 67	645 03
Convertimmo	302	288 31 ◆
Cortexa	1008 42	962 69
Credinter	404 31	385 98 ◆
Croiss. Immobil.	380 40	363 15
Démeter	11821 22	11797 62
Drouot-France	320 77	306 22
Drouot-Investiss.	763 70	729 07
Drouot-Sécurité	198 87	189 85
Drouot-Sélection	......	.....
Energie	260 02	248 23
Eparcourt Sicav	6079 33	6064 17
Epargne Associations	22096 77	22030 68 c
Epargne-Capital	5485 15	5430 84
Epargne-Croiss.	1365 95	1304 01
Epargne-Industr.	428 13	408 72
Epargne-Inter	669 37	639 02
Epargne-Oblig.	171 13	163 37
Epargne-Unie	848 75	810 26 ◆
Epargne-Valeur	347 27	331 52
Eparoblig	1141 20	1138 92
Eurocic	8985 74	8578 27 ◆
Euro-Croissance	413 53	394 78
Europe Investiss.	1068 19	1019 75
Foncier Investiss.	638 80	609 83 ◆
Fonsival	146 33	139 69
France-Garantie	287 55	282 30
France-Investiss.	429 95	410 46
Fr.-Obl. (nouv.)	392 08	374 30
Francic	258 70	246 97 ◆
Fructidor	221 44	211 40
Fructifrance	437 50	417 68
Fructivar	60683 97	60532 64
Fructi-Associations	1017 14	1015 11
Gestilion	60089 06	59939 21
Gestion Associations	113 89	111 11 ◆
Gestion Mobilière	572 77	546 80
Gest. Rendement	471 81	450 42
Gest. Sél. France	384 91	367 46
Haussmann Oblig.	1301 45	1242 43
Horizon	681 02	661 18
I.M.S.I.	373 09	356 17
Indo-Suez Valeurs	619 05	590 98
Ind. française	12114 87	11877 32
Interoblig.	10872 72	10475 15 ◆
Intersélect France	298 49	284 95 ◆
Intervaleurs Indust.	429 68	410 20
Invest. net	10922 87	10901 07
Invest. Obligataire	12748 54	12723 09
Invest. Placements	846 54	808 15
Invest. St-Honoré	688 26	657 05 ◆

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-crt-terme	109035 17	109035 17
Laffitte-Expansion	666 86	636 62
Laffitte-France	204 56	195 27
Laffitte-Oblig.	133 74	127 68
Laffitte-Placements	101772 74	101671 07
Laffitte-Rend.	195 89	187 01
Laffitte-Tokyo	1000 99	955 60
Lion-Associations	11666 83	11666 83
Lionplus	51051 65	50546 19
Livret portefeuille	491 57	477 35
Mondiale Investissem.	350 61	334 71 ◆
Monecic	57353 59	57353 59 ◆
Multi-Obligations	456 45	435 75
Mutuelle Unie Sél.	104 90	100 14
Natio.-Assoc.	23672 73	23625 48
Natio.-Epargne	11789 79	11673 08
Natio.-Inter.	949 30	906 25
Natio.-Obligations	448 13	427 81
Natio.-Placements	58198 05	58198 05
Natio.-Valeurs	503 41	480 58
Oblilion	1067 31	1018 91
Oblisem	161 79	154 45 ◆
Pacifique St-Honoré	435 73	415 97 ◆
Paribas Epargne	11897 15	11650 55
Paribas Gestion	531 72	507 61 ◆
Patrimoine-Retraite	1190 96	1167 61
Phénix Placements	252 38	251 12
Pierre Investiss.	450 34	429 92
Placement crt-terme	54605 89	54605 89
Province Investiss.	276 10	263 58 ◆
Rendem. St-Honoré	13002 62	12937 93 ◆
Sécur. Mobilière	385 51	368 03
Sél. court terme	10368 71	10291 52 ◆
Sélec. Mobil. Div.	335 71	327 52 ◆
Sélection-Rendem.	149 03	142 27 ◆
Sélect. Val. Franç.	202 17	193 ◆
Sicav-Associations	1095 79	1093 60
S.F.I. fr. et étr.	467 97	446 75
Sicavimmo	510 01	486 88
Sicav 5000	221 12	211 09
Slivafrance	359 69	343 38
Slivam	322	307 40
Slivarente	207 92	198 49
Slivinter	357 79	341 57
S.L.-Est	982 29	937 75 c
S.I.G.	773 58	737 66
S.N.I.	1040 07	992 91 ◆
Sofinvest	435 98	416 21 ◆
Sogepargne	336 77	321 50 ◆
Sogevar	883 43	843 37 c
Soginter	1135 70	1084 20 ◆
Soleil Investiss.	464 37	443 31
Technocic	1073 86	1025 16 ◆
U.A.P. Investiss.	340 11	324 69 ◆
Uni-Associations	106 51	106 51 ◆
Unifrance	263 06	251 13 ◆
Unifoncier	680 69	649 82 ◆
Unigestion	655 63	625 90 ◆
Uni-Japon	1267 07	1209 61
Uni-Régions	1498 49	1430 54 ◆
Univenta	1690 47	1634 88 ◆
Univar	134 96	134 96 ◆
Univers-Obligations	1072 03	1036 78 ◆
Valorem	364 23	363 87
Valorg	1138 07	1138 07
Valrex	123539 10	123415 68 c

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1820	4,5 % 1973	1820	1829	1829	+ 0 49
3475	C.N.E. 3 %	3480	3490	3480	....
220	Accor	232	234 50	234	+ 0 86
750	Agence Havas	790	790	790	....
560	Air Liquide	563	565	566	+ 0 53
490	Als. Superm.	555	555	555	....
89	A.L.S.P.I.	89 50	88 50	88 50	− 1 11
220	Alsthom-Atl.	225 50	229 80	228 50	+ 0 88
305	Amrep	225	209	200	− 11 11
315	Applic. gaz	307	305	305	− 0 65
455	Arjom. Prioux	511	500	500 *	+ 5 44
850	Aux. Entrepr.	950	953	953	+ 0 31
490	Av. Dass.-Br.	505	490	494	− 2 17
280	Bail-Equipem.	285	275	275	− 3 50
585	Bail-Investiss.	575	585	585	+ 1 73
480	Cie Bancaire	527	524	530	+ 0 56
119	Bazar H.-V.	175	162	164	− 6 28
280	Béghin-Say	280	280	280	....
435	Bic	449 50	446	447	− 0 55
300	B.I.S.	290	298	298	+ 2 75
1470	Bacuit (Géné.)	1505	1515	1515	+ 0 66
1660	Bongrain S.A.	1765	1840	1839	+ 4 13
705	Bouygues	739	740	740	+ 0 13
2580	B.S.N.-G.D.	2711	2740	2740	+ 1 06
1810	Carrefour	1889	1900	1908	+ 1
1030	Casino	1040	1035	1035	− 0 48
610	Cedis	677	678	678	+ 0 14
405	Cetelem	403 90	396	396	− 1 95
650	C.F.A.O.	682	684	683	+ 0 14
86	C.F.D.E.	81 60	82	83	+ 1 71
445	C.G.I.P.	459 20	440	440	− 4 18
6	Ch. France Dunk.	5 90	5 90	5 90	....
335	Charg. Réunis	359	362 80	362 80	+ 1 05
31	Chiers-Châtill.	31 40	30	30 50	− 2 86
270	Ciments franç.	274	270	270	− 1 45
1290	C.I.T. Alcatel	1342	1365	1365	+ 1 71
920	Club Méditerr.	921	929	925	+ 0 43
118	Codetel	118	118 90	118 90	+ 0 76
220	Cofimeg	223 50	223	223	− 0 22
270	Colas	284	287	287	+ 1 05
165	Compt. Entrepr.	166	164	164	− 1 20
365	Compt. Mod.	370	369	369	− 0 27
640	Créd. Foncier	658	695	689	+ 4 71
230	Crédit F. Immob.	229 50	235	236	+ 2 83
630	Crédit Nat.	618	648	648	+ 4 85
37	Creusot-Loire	31 50	33	32	+ 1 58
118	Crouzet	110	110	110	....
1490	Damart-Servip	1591	1695	1694	+ 6 47
930	Darty	976	979	979	+ 0 30
630	Docks France	686	691	691	+ 0 72
102	D.M.C.	113 50	114 50	114 50	+ 0 88
720	Dumez	775	732	743	− 4 12
560	Eaux (Gén.)	574	575	573	− 0 17
245	Elf-Aquitaine	259 90	259	259 40	− 0 19
240	— (certific.)	254	254	254	....
2540	Essilor	2552	2584	2588	+ 1 41
580	Esso S.A.F.	630	639	644	+ 2 22
810	Eurafrance	839	825	825	− 1 66

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
720	Euromarché	725	735	735	+ 1 37
680	Europe n° 1	765	788	782	+ 2 22
870	Facom	878	879	880	+ 0 22
775	Fichet-Bauche	725	775	775	+ 6 89
186	Finextel	190	190 50	190 50	+ 0 26
305	Fives-Lille	325	325	326	+ 0 30
36	Fonderie (Gén.)	41	41 10	41 10	+ 0 24
75	Fraissinet	82	82	82	....
385	Francarep	384	385	385	+ 0 26
188	Gal. Lafayette	207	193	194	− 6 28
800	Gén. Géophys.	919	905	905	− 1 52
255	GTM-Entrepose	285	274	274	− 3 85
305	Guyenne-Gasc.	320	321	320 50	+ 0 15
1600	Hachette	1530	1526	1526	− 0 26
235	Hénin (La)	348	338	338	− 2 87
82	Imétal	85	84	84	− 1 17
275	Imm. Plaine-M.	275	275	275	....
890	Inst. Mérieux	1015	1085	1080	+ 6 40
415	Interbail	410	410	410	....
1520	Intertechnique	1528	1540	1540	+ 0 78
147	J. Lefebvre	145	151	151	+ 4 13
188	Jeumont Ind.	167	169 50	169 50	+ 1 49
730	Lab. Bellon	780	782	782	+ 0 25
385	Lafarge-Coppée	388 50	383	383 80	− 1 20
1850	Legrand	1913	1915	1915	+ 0 10
1290	Lesieur	1370	1368	1355	− 1 09
300	Locafrance	311	317	317	+ 1 92
665	Locindus	663	660	660	− 0 45
780	Lyonn. Eaux	793	790	790	− 0 37
285	Mais. Phénix	255	255	255	....
1110	Majorette (Ly)	1130	1140	1140	+ 0 88
124	Manurhin	139 50	121 90	124 50 *	− 10 75
108	Mar. Wendel	103 50	96 20	97 10	− 6 18
1800	Martell	1980	1965	1965	− 0 75
980	Merlin-Gerin	1040	1049	1050	+ 0 96
1460	Matra	1560	1560	1560	....
840	Michelin	875	879	879	+ 0 45
1450	Midi (Cie)	1491	1508	1519	+ 1 87
220	Midland Bk S.A.	222	221	221	− 0 45
130	Mines Kali (Sté)	131	132 80	132 80	+ 1 37
63	M.M. Penarroya	64 90	63 30	64 80	− 0 15
1510	Moët-Hennessy	1630	1630	1630	....
415	Mot. Leroy-S.	442	446	441	− 0 22
108	Moulinex	105 50	104	103 10	− 2 27
625	Mumm	617	624	624	+ 1 13
245	Navig. Mixtes	258 50	259 50	259 80	+ 0 50
9	Nobel-Bozel	8 60	8 60	8 70	+ 1 16
47	Nord-Est	51	51 80	51 70	+ 1 37
335	Nordon (Ny)	350	350	350	....
92	Nouvelles Gal.	102 90	105 40	106	+ 3 01
575	Occident. (Gén.)	642	656	660	+ 2 80
295	Olida-Caby	315	312	312	− 0 95
840	Omn. F. Paris	880	893	893	+ 1 47
154	Opfi-Paribas	162	159 50	162	....
2380	Oréal (L')	2488	2545	2530	+ 1 64
78	Papet. Gascogne	82	82 10	82 10	+ 0 12
675	Paris-Réescompte	674	660	660	− 2 07
255	Pechelbronn	265	264	264	− 0 37

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
540	Penhoët	619	610	610	− 1 45
735	Pernod-Ricard	787	796	800	+ 1 65
240	Pétroles (Fse)	254	255	255	+ 0 39
55	— (certific.)	59 70	61 50	61 50	+ 3 01
90	Pétroles B.P.	93	94	94 40	+ 1 50
230	Peugeot S.A.	239 80	239	239	− 0 33
48	Poclain	44 30	44	44	− 0 67
410	Potiet	411	415	417 20	+ 1 50
128	Pompey	130	132 70	132 70	+ 2 07
360	P.M. Labinal	368	366 50	366 50	− 0 40
1660	Presses Cité	1738	1735	1735	− 0 17
920	Précabail Sic.	941	941	941	....
225	Primagaz	236	235	235	− 0 42
150	Printemps	171 50	171	171	− 0 29
1500	Promodès	1549	1600	1594	+ 2 90
290	Radiotechn.	316	318 80	319	+ 0 94
106	Raffin. (Fse)	105	104 50	104 50	− 0 47
1190	Redoute (La)	1295	1300	1300	+ 0 38
1000	Roussel-Uclaf	1158	1190	1190	+ 2 76
1530	Rue Impériale	1540	1520	1520	− 1 29
152	Sade	156	155	155	− 0 64
1360	Sagem	1433	1440	1439	+ 0 41
410	St-Louis B.	420	418	418	− 0 47
520	Sanofi	533	540	538	+ 0 93
300	S.A.T.	301	299	299	− 0 66
23	Saulnes	24	24 10	24 10	+ 0 41
600	Saupiquet Cie	648	649	649	+ 0 15
104	Schneider	102 50	101	103	+ 0 48
64	S.C.O.A.	63	63	63	....
180	S.C.R.E.G.	200	198	198 50	− 0 75
420	Seb	429 50	435	435	+ 1 28
260	Sefimeg	261	261	261	....
940	S.F.I.M.	940	942	942	+ 0 21
78	S.G.E.-S.B.	78	77	77	− 1 28
830	Sign. Ent. El.	880	880	880	....
445	Silic	449	466	462	+ 2 89
315	Simco	310	301 20	301 20	− 2 83
145	Simnor	142	141	141	− 0 70
1360	Skis Rossignol	1400	1405	1405	+ 0 35
610	Sliminco	521	521	521	....
480	Sogerap	511	517	517	+ 1 17
600	Sommer-Allib.	625	623	628	+ 0 48
645	Source Perrier	565	568	567	+ 0 36
450	Talcs Luzenac	459	459	459	....
1650	Tél. Elect.	1700	1715	1720	+ 1 17
315	Thomson-C.S.F.	330	338	335	+ 1 51
2150	T.R.T.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	....
380	U.F.B.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	− 0 75
580	U.I.S.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 0 84
280	U.C.B.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 0 71
275	Valéo	[illegible]	[illegible]	[illegible]	− 1 57
85	Vallourec	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 3 04
2000	V. Clicquot	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 3 90
890	Vinipbx	[illegible]	[illegible]	[illegible]	− 2 88
960	Elf-Gabon	[illegible]	[illegible]	[illegible]	− 1 32
255	Amax Inc	[illegible]	[illegible]	[illegible]	− 0 38
280	Amer. Express	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 2 17
159	Amer. Teleph.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 3 30

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
194	Anglo Amer. C.	197 50	200 80	200	+ 1 26
1250	Amgold	1290	1290	1285	− 0 38
870	B. Ottomane	870	890	885	+ 1 72
616	BASF (Akt)	645	657	658	+ 2 01
645	Bayer	657	669	668	+ 1 67
635	Buffelsfont.	657	669	665	+ 1 21
35	Charter	35 95	35 60	35 55	− 1 11
480	Chase Manh.	498	492 50	491	− 1 40
300	Cie Pétr. Imp.	314	318 50	318 50	+ 1 43
78	De Beers	80	80	80 65	+ 0 81
1480	Deutsche Bank	1458	1475	1478	+ 1 37
144	Dome Mines	146 50	144 20	144 20	− 1 56
380	Driefontein Cld	385	389	389	+ 1 03
490	Du Pont-Nem.	508	526	526	+ 3 54
610	Eastman Kodak	645	643	631	− 2 17
158	East Rand	163	160 80	161 20	− 1 10
430	Ericsson	430 50	434	435	+ 1 04
400	Exxon Corp.	435	450	449	+ 3 21
356	Ford Motors	371	379 50	380	+ 2 42
430	Free State	440	439 80	439 80	− 0 04
236	Gencor	242 20	244	244	+ 0 74
325	Gén. Belgique	342	342	347	+ 1 46
555	Gén. Electr.	580	587	586	+ 1 03
650	Gen. Motors	685	699	706	+ 3 06
84	Goldfields	84 20	85 10	85 10	+ 1 06
230	Harmony	234	229 10	229 10	− 2 09
42	Hitachi	42 60	42 95	42 80	+ 0 46
690	Hoechst Akt.	701	712	712	+ 1 56
89	Imp. Chemical	92 20	89 75	89 75	− 2 65
137	Inco. Limited	137 90	137 50	137 50	− 0 29
1130	IBM	1176	1188	1186	+ 0 93

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
93	Ito-Yokado	94 50	95 90	95 90	+ 1 48
385	ITT	390 10	394 20	394 20	+ 1 05
85	Matsushita	87 70	89	88 90	+ 1 36
970	Merck	965	958	958	− 0 72
735	Minnesota M.	770	778	778	+ 1 03
310	Mobil Corp.	320	325	324	+ 1 25
23680	Nestlé	24500	24930	24900	+ 1 63
800	Norsk Hydro	860	863	863 c	+ 0 34
1410	Petrofina	1439	1442	1448	+ 0 62
645	Philip Morris	689	676	672	− 2 46
160	Philips	150	152 80	152 80	+ 1 86
460	Pres. Brand	478	480	479	+ 0 20
570	Président Steyn	582	586	586	+ 0 68
1070	Quilmès	1086	1091	1089	+ 0 27
1530	Randfontein	1589	1573	1578	− 0 69
520	Royal Dutch	525	531	533	+ 1 52
95	Rio Tinto Zinc	95 50	93 60	94	− 1 57
385	St Helena Co	382	389 30	390	+ 2 09
535	Schlumberger	558	560	559	+ 0 17
91	Shell transp.	94	95 10	95 10	+ 1 17
1510	Siemens A.G.	1536	1548	1550	+ 0 91
164	Sony	169	169	169	....
260	T.D.K.	266	274 40	272 50	+ 2 44
860	Unilever	872	875	875	+ 0 34
635	Unit. Techn.	678	684	684	+ 0 88
1320	Vaal Reefs	1358	1368	1367	+ 0 66
615	West Deep	635	641	639	+ 0 62
555	West Hold.	543	550	550	+ 1 28
400	Xerox Corp.	412	420	420	+ 1 94
2 78	Zambia Corp.	2 72	2 73	2 73	+ 0 35

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	8 282	....	8 030	8 430
Allemagne (100 DM)	306 850	....	293	313
Belgique (100 F)	15 065	....	14 200	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	272 450	....	261	281
Danemark (100 krd)	83 710	....	79	87
Norvège (100 k)	107 660	....	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 620	....	11 200	12 100
Grèce (100 drachmes)	7 780	....	7 200	8 950
Italie (1 000 lires)	4 956	....	4 746	5 200
Suisse (100 fr.)	370 850	....	361	382
Suède (100 krs)	104 100	....	99	106
Autriche (100 sch)	43 660	....	....	....
Espagne (100 pes.)	5 461	....	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	6 050	....	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 472	....	6 310	6 650
Japon (100 yens)	3 665	....	3 530	3 690

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/4
Or fin (kilo en barre)	100600	100850
Or fin (en lingot)	100650	100950
Pièce française (20 fr)	611	610
Pièce française (10 fr)	402	.....
Pièce suisse (20 fr)	618	610
Pièce latine (20 fr)	587	585
Souverain	729	732
Pièce de 20 dollars	4290	4400
Pièce de 10 dollars	2200	2160
Pièce de 5 dollars	1275	.....
Pièce de 50 pesos	3895	3905
Pièce de 10 florins	619	619

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

En Colombie

APRÈS L'ASSASSINAT DU MINISTRE DE LA JUSTICE

L'état de siège est décrété sur l'ensemble du territoire

Bogota (*AFP, Reuter*). – Le gouvernement colombien a instauré l'état de siège sur tout le territoire à compter du 1er mai – quelques heures après l'assassinat de M. Rodrigo Lara Bonilla, le ministre de la justice – pour faire face à une recrudescence des activités de la guérilla et à l'action des trafiquants de drogue.

Le président colombien, M. Belisario Betancur, a, lors d'une courte allocution télévisée, affirmé vouloir ainsi « *sauver l'honneur national pris en otage par les trafiquants de drogue* ».

C'est en effet à ces derniers qu'est attribué l'assassinat du ministre de la justice, lundi 30 avril, près de son domicile, par deux individus à moto. L'un des deux a ensuite été tué par des policiers qui escortaient le ministre et l'autre, blessé, a été arrêté. Celui-ci, Byron Velasquez Arenas, âgé de dix-huit ans, aurait, selon la police, reconnu avoir reçu deux millions de pesos colombiens (de l'ordre de 170000 francs) pour tuer M. Rodrigo Lara Bonilla.

Le ministre de la justice, avocat âgé de quarante ans, avait, depuis sa nomination au gouvernement en août 1983, décidé de lutter contre les trafiquants de drogue et avait révélé en public les noms de plusieurs personnalités liées au trafic, hommes politiques ou responsables du football professionnel. Cette campagne avait récemment permis la découverte et la destruction de dix laboratoires clandestins de production de cocaïne.

Depuis lors, M. Lara Bonilla avait fait l'objet de nombreuses menaces de mort et il devait faire face à une campagne de dénigrement, étant accusé d'avoir accepté 105000 dollars d'un trafiquant connu pour financer la campagne électorale de son groupe, le Nouveau libéralisme, dissident du parti libéral.

Mais cette extension de l'état de siège à tout le territoire – un état de siège limité à quatre provinces avait été proclamé en mars dernier après l'attaque de la ville de Florencia par des guérilleros appartenant au mouvement extrémiste M 19 – intervient au moment où le pays connaît une recrudescence de la guérilla (or l'état de siège dote les forces de l'ordre d'importants pouvoirs de perquisition et d'arrestation, limite les réunions publiques et interdit la détention d'armes). Vingt personnes ont en effet été tuées ces deux derniers jours en Colombie lors d'affrontements survenus en différents points du pays entre les guérilleros et les forces de l'ordre. La principale action a opposé le 28 avril des combattants du Mouvement du 19 avril (M 19, extrême gauche nationaliste) à l'armée dans le sud-est du pays dans la province de Huila. Cinq soldats et sept guérilleros auraient été tués le 30 avril par des membres de l'armée populaire de libération (EPL de tendance maoïste) lors d'une attaque menée contre la localité de Giraldo au nord-est du pays.

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR

Le dollar a confirmé son avance, mercredi matin 2 mai, sur bon nombre de places financières, mais pas de façon uniforme, plafonnant même parfois. Il a surtout monté sur le marché parisien, en retard sur les autres en raison du chômage observé le 30 avril. La devise américaine a progressé ainsi de 1,2 % ici pour se traiter à 8,38 F contre 8,2825 F vendredi dernier.

A Francfort, sa hausse a été moins forte (+ 0,5 %), et un cours de 2,73 DM contre 2,7174 DM a été inscrit. A Zurich, le dollar a marqué le pas (2,7470 FS contre 2,2480 FS) et il s'est même un peu replié à Tokyo (226,80 yens contre 227,05 yens).

Les cambistes ne signalaient pas de transactions anormales et attribuaient la fermeté du dollar à la tension des taux d'intérêt observée aux Etats-Unis avec les Federal Funds à 11 % contre 10 3/4 % et sur le marché des eurodevises avec le « 6 mois » à 11 3/8 % contre 11 1/4 %.

L'or à Londres a coté 377 dollars l'once contre 377,75 dollars le 1er mai.

Les banques centrales et l'endettement

Sur l'initiative de la réserve fédérale de New-York, des représentants des banques centrales des sept grands pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, RFA, Canada, Italie, France) se réuniront la semaine prochaine, rapporte le *Financial Times*. Cette réunion de nature technique sera consacrée à l'examen de l'endettement des pays en voie de développement et à l'étude de solutions permettant à moyen terme d'éviter la crise financière qui menace.

Les sommaires de mai

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Devenir ingénieur

Devenir ingénieur. Qui n'a un jour songé, pour lui ou pour ses enfants, à cette voie royale vers la réussite ? Au pire, deux offres d'emplois sont proposées à chaque jeune, à la sortie de l'école. Au moins une dizaine par diplômé des écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses. Les entreprises « s'arrachent » ces diplômés. Mais pour quoi faire ? Le métier a changé, explique l'enquête du *Monde de l'éducation*. Les jeunes ingénieurs ne sont plus attirés vers les fonctions de production, traditionnel emploi des ingénieurs. Aujourd'hui, 60 % d'entre eux occupent des postes administratifs, commerciaux ou technico-commerciaux.

Heureuse surprise de l'enquête du *Monde de l'éducation* (qui présente aussi les 148 écoles et leurs voies d'accès), on peut devenir ingénieur sans passer par la – rude – filière : classes préparatoires, grandes écoles. Grâce à la formation continue et aux accès sur titres dans les grandes écoles offertes aux diplômés des universités. *Le Monde de l'éducation* dit comment.

Au sommaire du même numéro, un article de psychologie sur la manière dont les enfants acquièrent la notion du temps, ainsi qu'une enquête sur la lecture dans les entreprises et le rôle des bibliothèques des comités d'entreprise. Et dans la rubrique pratique : « Où loger des groupes de jeunes à Paris ».

★ Le numéro : 11 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : L'extrême droite en France ; Le dollar roi

Le regain de l'extrême droite constitue l'un des phénomènes les plus perceptibles de la vie politique française depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le Front national et son président M. Jean-Marie Le Pen ne sont pourtant pas des nouveaux venus. Leurs thèses simplistes, leurs recette éculées, n'en trouvent pas moins un écho nouveau auprès de certains électeurs déçus à la fois par la gauche et les partis d'opposition. Alain Duret, professeur d'histoire au lycée Voltaire à Paris, montre, dans un dossier réuni sur la base de la documentation du *Monde* et présenté par Alain Rollat, les grandes tendances de cette vieille famille politique, leurs racines et leurs rivalités. Ce dossier comporte également une recension des thèmes le plus fréquemment développés, une photographie des clientèles de l'extrême droite, et évoque son action souterraine et son infiltration dans les partis d'opposition.

Le second dossier, présenté par Paul Fabra, est consacré au dollar, accusé – qu'il soit cher comme aujourd'hui ou faible comme il l'était au début de 1980 – d'être un fauteur de troubles. Chantal Buhour et Christiane Cordero, toutes deux professeurs de sciences économiques et sociales, ont rassemblé un choix d'articles montrant les tribulations de cette monnaie qui pèse, depuis les accords de Bretton Woods de 1944, d'un poids si lourd sur l'économie mondiale, et dont le déséquilibre a des effets négatifs qui n'épargnent pas l'économie américaine elle-même.

★ Le numéro : 5,50 F.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : Chœurs russes en Afghanistan

L'intoxication de l'armée soviétique en Afghanistan, cela commence par les chants de guerre qu'entonnent les bidasses de l'armée rouge. Une cassette de ce folklore naïf est parvenue en Occident. L'écrivain soviétique dissident Dmitri Savitsky l'a écoutée pour *Le Monde de la Musique*. Il y a entendu mille preuves de l'incroyable ignorance des soldats du rang, qui parlent des « *baïonnettes russes* » comme en 1812 et prennent les Afghans pour des anthropophages.

Autre document dans ce numéro de mai : la réponse du violoniste Isaac Stern à la question « Etes-vous au centre d'une mafia du violon ? », et le témoignage de l'écrivain Pierre Guyotat sur ses perceptions sonores pendant un long coma, au seuil de la mort.

★ Le numéro : 18 F.

LE COLONEL KADHAFI :

« Marchez sur vos usines... »

Le colonel Kadhafi a invité le mardi 1er mai tous les travailleurs (du monde) à « *marcher sur les usines et les divers centres de production, à les diriger eux-mêmes, et à s'emparer directement de leur part de production* ».

Dans une déclaration rapportée par l'agence libyenne Jana, le président libyen a exhorté les travailleurs à « *abolir le salaire et à se libérer de leur servitude à l'égard de leurs employeurs : gouvernements, individus, sociétés privées ou publiques* ».

Le colonel Kadhafi a estimé que les salariés sont « *des espèces d'esclaves, même si leurs salaires sont élevés* », ajoutant : « *Les travailleurs doivent totalement refuser d'écouter les discours qui ne les poussent pas à s'affranchir du salaire et de la servitude à l'égard de l'employeur.* »

« *Le 1er mai est devenu le jour de la supercherie mondiale à l'égard des salariés de toute la Terre* », a-t-il encore affirmé.

LE CONSEIL NATIONAL DE LA CFDT

« Il n'y a aucun bouleversement des orientations » affirme son secrétaire général

« *Un conseil national ni dramatique ni bien spectaculaire, mais sacrément intéressant.* » C'est en ces termes que M. Edmond Maire a présenté à la presse, le 2 mai, les résultats des travaux de cette instance de la CFDT consacrés aux deux tiers à la discussion d'un rapport sur l'adaptation du syndicalisme (*le Monde* du 26 avril). La méthode proposée (multiplication des lieux de confrontation, mise au point de « contrats de coopération » entre les unions régionales et les fédérations) a été adoptée à main levée (4 contre, 4 abstentions).

M. Maire a souligné qu'il n'y avait « *aucun bouleversement des orientations* ». « *Le rapport actualisant les orientations*, a-t-il ajouté, *affinant l'analyse avec sincérité et esprit critique, sans peur des tabous, a été très largement considéré comme exprimant la continuité, la fidélité au mouvement ouvrier et à notre congrès de 1970. Les organisations CFDT sont décidées à faire avancer concrètement, dans le réel, le socialisme autogestionnaire et non à faire tourner le moulin à prières récitant fidèlement le livre sacré décrivant la terre promise autogérée.* »

« *Si le syndicalisme français*, a poursuivi M. Maire, *devient celui des groupes de pression les plus forts, sans projet social, renvoyant à l'Etat et à la politique le soin de maîtriser l'avenir, alors c'est la fin du mouvement ouvrier, de ses valeurs communes, de son projet d'émancipation.* » La CFDT, a-t-il indiqué, veut « *actualiser* » ses orientations pour mieux traduire dans la pratique les aspirations à l'autonomie, à la responsabilité, à la solidarité, au changement social. Tout en apportant « *un accord très large* », le conseil national « *a porté sur l'approfondissement de l'analyse, les précisions à apporter pour éviter les dérapages (attention à ne pas définir d'abord le syndicat par un vocabulaire politique, ne pas s'interdire le cas échéant un rapport démocratique conflictuel avec les partis de droite, des rencontres avec eux étant placées sous le signe de l'efficacité et de l'utilité)* ». Deux directions ont été adoptées : construire un syndicalisme d'adhérents, donner une place déterminante aux militants d'entreprise.

Le conseil national a aussi adopté une résolution d'actualité après un débat sur les restructurations, la grève du 8 mars dans la fonction publique, l'école. Cette résolution a recueilli 89,4 % pour, 4,6 % contre (en partie Basse-Normandie, finances, PTT) et 6 % d'abstentions (en partie Basse-Normandie, finances, banques, gaz-électricité, transports équipement, Hacuitex, Rhône-Alpes, Aquitaine).

Le numéro du « Monde » daté 31 avril 1984 a été tiré à 436 009 exemplaires

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

La mission parlementaire d'information rend publics ses travaux

M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a rendu public, mercredi 2 mai, le compte-rendu des travaux de la mission d'information de la commission des finances sur les aspects financiers de l'affaire dite des « avions renifleurs » d'Elf-Erap. M. Goux note, au terme de ces travaux : « *L'incertitude subsiste sur les objectifs et les bénéficiaires de* [l']*escroquerie* [dont a été victime Elf-Erap]. *S'agissait-il d'un simple détournement de fonds, mais au profit de qui, ou d'une action de concurrence déloyale envers Elf, ou d'une manœuvre polititique, ou de toute autre chose ? L'entreprise est-elle limitée à Elf, ou fait-elle partie d'une opération plus vaste ?* »

M. Goux, qui remarque que sur les neuf personnalités pressenties pour être auditionnées par la mission (MM. Giscard d'Estaing et Barre n'en faisait pas partie), seul M. André Giraud, ancien ministre de l'industrie de M. Raymond Barre, a refusé d'être entendu, écrit notamment : « *La mission, ayant pris conscience de la pression qui s'est exercée sur les dirigeants d'Elf-Erap du fait de l'honorabilité des personnes qui lui ont présenté l'affaire, n'a pu parvenir à se forger une opinion sur leur personnalité réelle, ni sur ce qui les unissait.* »

M. Goux écrit en conclusion : « *Je déplore (...) qu'une certaine conception des affaires l'ait emporté, chez les dirigeants d'Elf et les autorités politiques qui les couvraient, sur le respect de la morale (...), que des poursuites n'aient pas été immédiatement engagées contre les escrocs et leurs complices et qu'un rapport officiel ait été soustrait des archives de l'État. Je me félicite donc des initiatives prises par le gouvernemen (...) et je souhaite que l'action judiciaire, appuyée par les moyens d'enquête dont dispose le Parlement, aboutisse à fixer les responsabilités et, le cas échéant, à châtier les coupables.* »

● *Démission de l'évêque de Nice.* – Le pape a accepté la démission de Mgr Jean Mouisset, évêque de Nice, qui a atteint l'âge de soixante-quinze ans. Mgr François Saint-Macary, évêque coadjuteur, devrait lui succéder.

[Né le 29 avril 1909, à Sète (Hérault), Mgr Mouisset commence une carrière militaire à sa sortie de l'Ecole polytechnique. Il dirige, à partir de 1949, le petit séminaire de Marseille, qu'il quitte en 1962, pour devenir évêque coadjuteur de Nice. Il est nommé évêque de ce diocèse en 1963.]

[Né en 1936, à Orthez, Pyrénées-Atlantiques, Mgr Saint-Macary a dirigé le grand séminaire de Bayonne, de 1976 à 1983.]

